

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°374

MAI 2016

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
des Ministères français des Affaires étrangères
et de la Culture*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Maquette et mise en page : Şerefettin
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **TURQUIE: EN ROUTE VERS L'AUTOCRATIE ?**
- **L'ONU VEUT ENQUÊTER SUR LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME AU KURDISTAN DE TURQUIE**
- **DES MISSILES RUSSES POUR LE PKK ?**
- **EN SYRIE COMME EN IRAK, DAECH PERD DU TERRAIN**
- **ROJAVA : OUVERTURE DE NOUVELLES REPRÉSENTATIONS À L'ÉTRANGER**
- **IRAK : LES DÉPUTÉS KURDES HÉSITENT À REVENIR À BAGDAD**

TURQUIE : EN ROUTE VERS L'AUTOCRATIE ?

La Turquie continue à avancer à marche forcée vers le régime « hyper-présidentiel », les pouvoirs renforcés du président que M. Erdoğan appelle de ses vœux.

Pour éliminer tout obstacle à cette transition dans son propre camp, M. Erdoğan n'a pas hésité à se débarrasser de l'un de ses plus fidèles soutiens depuis août 2014 en orchestrant le renvoi du premier ministre turc Ahmet Davutoğlu, annoncé le 5 mai lors d'un congrès extraordinaire de l'AKP et effectif dès le 7. Premier ministre depuis que M. Erdoğan

avait été élu président, Davutoğlu aurait eu plusieurs torts aux yeux de celui-ci : avoir négocié avec l'UE sans suffisamment consulter le Président turc (notamment l'acceptation du renvoi vers la Turquie des migrants déjà parvenus en Grèce), s'être opposé au procès des journalistes de *Cumhuriyet* Can Dundar et Erdem Gül ainsi qu'à la criminalisation des universitaires signataires de la pétition « Nous ne serons pas part de ce crime »... mais surtout il aurait largement manqué d'enthousiasme pour le projet « hyperprésidentiel ». M. Erdoğan a donc « poussé en

avant » quelqu'un de plus docile : le 22, Binali Yıldırım, connu pour n'avoir jamais exprimé un avis politique différent de son mentor, a été élu président de l'AKP par 1405 voix sur 1470 délégués présents, ce qui lui ouvre automatiquement la voie à la fonction de Premier ministre...

Deuxième obstacle aux projets de M. Erdoğan, la présence d'une opposition pro-kurde au Parlement turc. Qu'à cela ne tienne, le 20 du mois, ledit parlement a approuvé par 376 voix sur 550 la « loi anti-immunité » sur laquelle la discussion avait commencé le 17. Il n'y a eu que 140

députés pour voter contre. Le nouveau texte, proposé et soutenu par un parti AKP à présent totalement aux ordres du président turc, permettra de lever l'immunité parlementaire pour les députés soumis à une accusation judiciaire. Satisfait, le Président Erdoğan a immédiatement qualifié à la télévision cette décision d'« historique », déclarant entre autres : « Mon peuple ne veut pas de députés coupables dans ce parlement, et spécialement pas les soutiens de l'organisation terroriste séparatiste ». On aura donc compris qu'il ne s'agit aucunement de viser les membres de l'AKP soupçonnés de corruption (un « club » auquel on dit que le nouveau Premier ministre appartiendrait...). Le but est plutôt de chasser du parlement le HDP en accusant au moins 51 de ses 59 élus de complicité avec le PKK. C'est ce qu'ont déclaré après le vote les co-présidents du HDP, Selahattin Demirtaş et Figen Yüksekdağ. Demirtaş a exprimé ses craintes que cette loi ne constitue « une étape cruciale dans le remplacement de la démocratie parlementaire [...] par un système présidentiel absolutiste ». Il est vrai qu'en Turquie, il est à présent très facile d'être accusé de complicité avec le PKK, donc de terrorisme : comme l'ont appris à leurs dépens 1 128 universitaires signataires de la pétition « Nous ne serons pas complices de ce crime », il suffit d'oser critiquer publiquement la politique guerrière de M. Erdoğan dans les régions kurdes du pays...

Eyyup Doru, représentant du HDP en Europe, pense également que M. Erdoğan vise essentiellement avec ce texte à obtenir l'invalidation des députés HDP – voire des élections partielles organisées dans les provinces kurdes du pays qui permettraient de les remplacer par des

pro-AKP – pour faire passer « sa » réforme constitutionnelle. On ne peut s'empêcher de remarquer que la plupart des villes en état de siège ou détruites par les forces de sécurité sont précisément celles où le HDP a fait ses meilleurs scores...

La loi « anti-immunité » n'est cependant pas passée sans lutte, y compris physique. De véritables bagarres ont éclaté le 2 mai entre députés AKP et HDP lors de la réunion du Comité constitutionnel chargé de discuter la proposition, faisant suite elles-mêmes à des affrontements qui s'étaient déclenchés le 28 avril. Dès le lendemain de l'adoption de la loi, les députés kurdes ont annoncé leur intention d'en faire appel devant la Cour constitutionnelle – une des rares instances officielles dans le pays non encore contrôlée par M. Erdoğan et ses supporters. Pour ce faire, ils ont besoin du soutien de 52 députés d'autres partis.

On peut se demander quel espoir mettre à présent dans la justice turque. En effet, M. Erdoğan a su la mettre à son service quasiment personnel pour bâillonner tous les critiques. A côté des inculpations des signataires de la pétition déjà mentionnée, ont été aussi poursuivis ceux qui mettent de trop près leur nez dans les combinaisons politiques de l'Etat. Ainsi le 6 mai, Erdem Gül et Can Dündar, membres de la rédaction du quotidien *Cumhuriyet*, ont été condamnés à respectivement 5 ans et 5 ans et 10 mois de prison pour « divulgation de secrets d'Etat » suite à la publication d'un article, appuyé de vidéos, dans lequel ils rendaient publique l'implication des services secrets turcs dans la fourniture d'armes à des rebelles islamistes syriens. Le président Erdoğan a d'ailleurs finalement reconnu que les camions d'armes en question appartenaient bien

aux services secrets turcs, expliquant qu'ils portaient de l'aide aux Turkmènes de Syrie. A l'annonce de ces verdicts, le Département d'Etat américain a exprimé son inquiétude et a appelé le gouvernement turc à davantage de respect des médias « élément essentiel de toute société démocratique et ouverte ». Les deux journalistes ont annoncé leur décision de faire appel. Par ailleurs, un homme armé d'un pistolet a tenté sans succès d'assassiner Can Dündar devant le tribunal juste avant l'annonce du verdict, en plein cœur d'Istanbul et en plein jour !

A côté des journalistes, les avocats sont aussi visés, dans un cycle apparemment sans fin de procédures judiciaires : le 16 mars, 9 avocats ont été arrêtés parce qu'ils avaient accepté de défendre... 46 de leurs confrères, eux-mêmes poursuivis pour avoir défendu Abdullah Öcalan, le leader emprisonné du PKK ! Parallèlement, les inculpations de dirigeants politiques kurdes se poursuivent. Le 11 mai, le co-président du Parti des régions démocratiques (BDP), Kamuran Yuksek, a été mis en détention à Diyarbakir sur décision du procureur local. Un certain nombre de dirigeants du DBP avaient déjà été arrêtés à Diyarbakir le 9 avril après un raid de la police sur les locaux du parti, qui a aussi arrêté plusieurs membres du KJA (Congrès des femmes libres).

De manière plus triviale, les procureurs aux ordres ont également commencé à « s'occuper » des cas d'« insultes » ou d'« injures » à la personne du président. Entre l'élection de M. Erdoğan à la magistrature suprême en août 2014 et le mois de mars dernier, selon les propres chiffres du ministre de la Justice, Bekir Bozdog, ils ont initié des procédures contre 1 845 per-

sonnes ! Bien qu'insulter le président ait toujours été en Turquie un crime passible de quatre ans de prison, jamais l'usage de ce motif n'avait été aussi répandu qu'aujourd'hui... Parfois les faits sont tels que l'accusation apparaît dérisoire ou ridicule. Ainsi le 1^{er} mai, l'écrivain Murat Belge est-t-il passé en jugement pour « insulte » à M. Erdoğan à cause d'un article dans lequel il écrivait

que le président avait relancé le conflit avec les Kurdes pour des raisons électoralistes. Si exprimer cette opinion est une insulte, alors dénoncer l'évidence devient passible de prison... Le Prix Nobel de littérature Orhan Pamuk, venu assister au procès en soutien de Belge, a déclaré « en avoir assez de se rendre au tribunal pour tous les procès qu'on lui fait ou à ses amis »...

Quant aux exactions commises par les forces de sécurité dans la région kurde du pays il ne faut évidemment pas s'attendre à ce que la justice turque s'en inquiète. Et au cas où cela arriverait, le gouvernement serait déjà en train de préparer une loi permettant de les protéger contre des poursuites pour les actes commis dans le cadre des opérations militaires...

TURQUIE : POUR L'ONU VEUT ENQUÊTER SUR LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME AU KURDISTAN DE TURQUIE

Face à la dégradation manifeste du respect des droits fondamentaux en Turquie, les réactions de l'Union européenne sont demeurées singulièrement tièdes. Tout au plus la chancelière allemande Angela Merkel a-t-elle déclaré le 22, quelques jours avant une visite officielle en Turquie, qu'elle était soucieuse de ce que « le retrait de l'immunité aux députés risquerait d'avoir de sérieuses conséquences » pour les hommes et femmes politiques kurdes, exprimant également ses regrets que « le processus de rapprochement et de réconciliation avec les Kurdes ait été interrompu l'année dernière »... Mais celui qui a crié le plus fort dans la discussion n'est autre que M. Erdoğan lui-même : le 7, il a lancé une violente attaque verbale contre l'Union Européenne qui demandait que, pour obtenir l'accès sans visas à l'Europe pour les citoyens turcs, la Turquie restreigne le champ d'action de sa loi anti-terrorisme. M. Erdoğan a déclaré qu'il fallait au contraire durcir la loi, et faisant référence à un stand d'une organisation proche du PKK installé près du parlement européen, a ajouté : « Vous autorisez des terroristes à planter leur tente près du parlement européen, et vous nous demandez de modifier

notre loi ? ». Après que, durant sa visite en Turquie, Angela Merkel ait réitéré ses remarques, le conseiller économique du président turc, Yigit Bulut, a menacé de « prendre des mesures drastiques », par exemple « mettre fin à l'union douanière avec l'UE si celle-ci ne respecte pas les promesses faites aux citoyens turcs », ajoutant : « Tous les accords peuvent être suspendus, y compris l'union douanière ».

Le 11, Volkan Bozkir, Ministre des relations avec l'UE, avait déjà déclaré qu'aucun accord préalable n'avait prévu un tel changement et que la loi incriminée « était déjà aux standards européens ». Les dirigeants de l'UE, déjà inquiets du départ du Premier ministre Davutoğlu, considéré comme plus flexible, ne peuvent que s'inquiéter de ces déclarations. Par ailleurs, certains membres de l'AKP ont clairement menacé d'« envoyer les réfugiés » si l'UE prenait « la mauvaise décision ».

Pourquoi M. Erdoğan attache-t-il autant d'importance à l'obtention de l'entrée sans visa des citoyens turcs en Union Européenne ? Serait-ce, comme se le demande ironiquement Robert Fisk dans *The Independent* du 29 mai, parce que tous les Turcs rêvent de prendre des

vacances en Europe... ou bien plutôt parce qu'il espère résoudre la question kurde en Turquie en poussant à l'exil vers l'UE des millions de Kurdes ?

Dans la situation actuelle de la région kurde du pays, il est pour le moins choquant que ce soit en Turquie, à Istanbul, que se soit tenu sous l'égide de l'Onu les 23 et 24 mai le premier *Sommet mondial sur l'action humanitaire*. Dès le 20, les deux co-présidents du parti « pro-kurde » HDP ont adressé une lettre à ce propos au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, Ban Ki-moon (consultable en anglais à : <https://hdpenglish.wordpress.com/2016/05/23/letter-by-hdps-co-chairs-to-un-secretary-general-ban-ki-moon/>). Ils y caractérisent le contexte dans lequel se tient ce sommet comme « un moment où les fondements de la démocratie et de la paix sociale sont fortement compromis par la violence de l'État autoritaire en Turquie; alors que la guerre et la situation humanitaire dans la région kurde du pays atteignent une gravité extrême [...] ». Ils pointent également la responsabilité dans la crise humanitaire actuelle de la politique turque vis-à-vis de la Syrie, tout en exprimant l'espoir qu'un sommet, organisé comme celui-ci autour du slogan

« Une humanité, responsabilité partagée », se préoccupera également des violations inquiétantes des droits de l'homme et du droit humanitaire qui prennent place dans le pays même où le sommet est organisé. Enfin, les signataires font part de leur préoccupation que « la tenue d'une réunion aussi importante puisse servir au régime Erdoğan pour couvrir les violations flagrantes des droits de l'homme et les crimes qu'il a commis en Turquie au mépris total de toute responsabilité humanitaire ou juridique. »

Aucune information n'a été publiée à ce jour quant à une éventuelle réponse du Secrétaire général des Nations unies, mais l'ambassadeur de bonne volonté de l'Unicef, le musicien, romancier et metteur en scène turc Zülfü Livaneli, n'a pas attendu celle-ci pour dénoncer l'organisation de ce sommet à Istanbul et claquer la porte de sa fonction tout en envoyant une lettre ouverte à la Directrice générale de l'Unesco, Irina Bokova. « La Turquie est le dernier endroit pour organiser le Sommet humanitaire » a-t-il expliqué ; « Les organisations internationales devraient dénoncer les actions des autorités turques au lieu de les promouvoir en tenant le sommet à Istanbul. ». Dans sa lettre à Mme. Bokova, M. Livaneli écrit : « Après la destruction du patrimoine historique de Sur [centre historique de Diyarbakir], l'hypocrisie a régné lors du Sommet humanitaire mondial à Istanbul. Parler de la paix et rester silencieux quand il s'agit de telles violations contredit les idéaux de l'Unesco ».

Le gouvernement turc, qui espérait certainement utiliser le sommet pour se redonner bonne figure face aux critiques dont il est l'objet, n'a finalement fait qu'alimenter les préoccupations

causées par sa politique quand il a finalement refusé de signer la déclaration conjointe de la fin du sommet qu'il hébergeait, déclaration dans laquelle les pays participants réaffirmaient leur attachement au droit international humanitaire !!

Malheureusement, les destructions récentes du patrimoine historique kurde pointées dans sa lettre par Zülfü Livaneli ne sont guère que les dernières d'une longue série. On peut même parler de volonté systématique avérée depuis longtemps en Turquie républicaine de faire disparaître les éléments de patrimoine non-turcs, et au premier chef kurdes, la destruction intervenant lorsque la négligence organisée ne suffit pas. Quand il ne s'agit pas d'actions des forces de sécurité comme en ce moment, c'est la politique globale de l'Etat qui en est cause. C'est ce qu'a tenté de rappeler la municipalité de la ville kurde de Batman en organisant le week-end des 7 et 8 mai un important colloque sur la ville d'Hasankeyf, auquel ont participé l'ancien ministre de la Culture et du Tourisme Ertuğrul Günay, des universitaires, des avocats, des parlementaires, des représentants d'ONG et d'autres notables de la ville. Il s'agissait de remettre sur la place publique les risques de destruction courus par cette cité historique du fait de la construction toujours programmée du barrage d'Ilisu, qui fait partie de l'immense projet du GAP (*Güneydoğu Anadolu Projesi* – Projet de l'Anatolie du Sud-est) qui a déjà eu un impact important sur la partie sud du Kurdistan de Turquie.

Le colloque était organisé en deux parties, la première intitulée « Hasankeyf et la vallée du Tigre » et la seconde « Hasankeyf et l'UNESCO ». Dans cette dernière, a été rappelée la richesse historique et culturelle de cette ville où

se sont succédé Hourrites, Mitanniens, Assyriens, Ourartiens, Mèdes, Perses, Romains, Byzantins, Omeyyades, Abbassides, Seldjoukides, Artukides et Ayyoubides... Si l'on ajoute les richesses naturelles, Hasankeyf remplit 9 des 10 critères pour devenir patrimoine de l'UNESCO – une demande que l'Etat turc s'est bien gardé de faire avant de préparer l'engloutissement de la ville dans le lac de retenue du barrage, qui détruira ou endommagera également au moins 300 sites archéologiques situés en amont. D'autre part, si l'Etat turc a mis en avant au début de ce projet des années 50 des objectifs d'hydroélectricité, avant de tenter de le « vendre » comme projet d'irrigation et de mise en valeur locale, une lettre du président Özal rendue publique à la fin des années 90 a mis en évidence que le principal objectif caché derrière ces barrages était en fait de « sécuriser » la région kurde – c'est-à-dire d'en faire assurer le contrôle par les militaires.

Au-delà de la question du patrimoine, les droits de l'homme sont clairement en jeu dans l'orientation prise récemment par la Turquie, et au moins une instance internationale a montré dernièrement un peu de courage pour critiquer celle-ci. Il ne s'agit pas de l'Union Européenne, qui n'a guère abordé la question des droits fondamentaux dans ses récentes discussions avec Ankara, mais du Haut commissariat des Droits de l'homme des Nations unies. Le 10, son responsable Zeyd Ra'ad Al-Hussein a demandé à la Turquie d'accepter la venue d'enquêteurs chargés de vérifier les accusations de violations commises par les forces de sécurité, déclarant qu'elles provenaient « de sources diverses et crédibles ». Parmi les violations considérées, des tirs sur des civils désarmés. Tout en condamnant les violences commises par des

acteurs non-étatiques liés au PKK, Zeyd a qualifié les données concernant les actions des forces de sécurité turques comme « extrêmement alarmantes » et a insisté sur le devoir des autorités de respecter les droits de l'homme, déclarant entre autres : « Le plus inquiétant ce sont les rapports citant des témoins et des proches [de victimes] de la ville de Cizre qui laissent penser que plus de 100 personnes sont mortes brûlées vives alors qu'elles s'abritaient dans trois caves d'immeubles différentes encerclées par les forces de sécurité ». Il a également dénoncé le black-out sur les nouvelles de la région kurde de Turquie, qui « alimente les soupçons sur ce qui s'y est passé ».

Le parti « pro-kurde » HDP a publié deux jours plus tard une déclaration signée par Çağlar Demirel et İdris Baluken, vices Co-présidents du parti et députés de Diyarbakir, exprimant sa satisfaction après les déclarations de Zeyd Raad Al-Hussein et appelant la Turquie à autoriser des enquêteurs de l'ONU à rechercher des informations sur les violations des Droits de l'homme. La déclaration rappelait également qu'aucun homme politique local ni observateur indépendant n'avait été autorisé à pénétrer dans les zones sous couvre-feu.

Pourtant, depuis juillet dernier, selon les propres chiffres cités le 30 mai par le Vice-Premier

Ministre turc Numan Kurtulmus, les combats dans les villes de Sur, Silopi, Cizre, Idil et Yuksekova ont provoqué des dommages à 6 320 bâtiments comprenant quelque 11 000 appartements, pour un coût estimé à 855 millions de livres turques (289 millions de dollars). La situation de guerre aurait par ailleurs provoqué la fuite de 355 000 personnes déplacées, et la Fondation des Droits de l'homme turque estime que 338 civils, dont 78 enfants ont été tués dans ces opérations, tandis que les partis kurdes parlent de 500 à 1000 victimes civiles. Par ailleurs, 500 membres des forces de sécurité ont été tués. Une enquête internationale s'impose bel et bien sur la politique turque au Kurdistan de Turquie.

DES MISSILES RUSSES POUR LE PKK ?

Malgré la promesse cent fois répétée du gouvernement d' « éradiquer les terroristes », les actions de guérilla du PKK prenant pour cibles des militaires ou des policiers se sont poursuivies tout au long de ce mois. Dès le 1^{er} mai, une attaque à la roquette du PKK dans le district de Nusaybin a fait 3 morts et 14 blessés parmi les soldats d'une unité de déminage. Le même soir tard, dans la région de Dicle, une explosion a fait 23 blessés, dont 20 soldats et 3 membres de leurs familles, près d'un bâtiment de commandement militaire. Le lendemain après-midi, une attaque à la roquette et aux armes légères sur un poste militaire de la région de Şemdinli, dans la province d'Hakkari, a fait deux morts chez les militaires. Selon l'armée, cinq militants kurdes ont été tués. Le surlendemain, le 4, une gendarmerie de la région de Derik, dans la province de Mardin, a été attaquée, les militaires ayant un mort et quatre blessés, plus un

blessé civil. D'autres attaques ont eu lieu tout le long du mois, notamment à Nusaybin le 8 (3 soldats tués), dans un lieu non indiqué le 10 (2 policiers tués en tentant de désamorcer une bombe), le même jour à Diyarbakir (un minibus de police visé par une bombe qui a tué au moins trois officiers et blessé 23 personnes dont de nombreux civils), à Dağlica (province de Hakkari) le 14, (1 soldat et 2 combattants kurdes tués), le 25 à Van (6 soldats tués et 2 blessés dans une embuscade contre un convoi militaire). Des unités de Gardes de village ont également été la cible d'attaques, de même que des bases turques, qui avaient été installées en Irak précisément pour empêcher le passage vers la Turquie de combattants kurdes !

L'une des explosions les plus meurtrières s'est produite le 10 mai à Dürümlü, un village de la province de Diyarbakir, quand un camion chargé de sans doute 15 tonnes d'explosif (visant selon les sources un poste de gendar-

merie local ou le bureau du gouverneur à Diyarbakir) a explosé suite à des accrochages avec des résidents locaux. L'énorme explosion a fait au moins 16 morts et 23 blessés, tous civils. Le 17, le co-président du HDP Selahettin Demirtaş a déclaré lors d'une réunion de son groupe parlementaire que le PKK devrait s'excuser pour cette explosion : « Le HDP n'est jamais resté silencieux quand des civils sont tués de cette manière et ne le restera pas. [...] ». Demirtaş a ajouté que c'était précisément « pour éviter les morts civiles que le HDP avait tenté de promouvoir la politique de la démocratie », et que son parti n'avait pas voulu la guerre urbaine où se trouve maintenant le Kurdistan de Turquie.

Le 13, le PKK a annoncé avoir abattu un hélicoptère militaire *Cobra* à 4 h 30 du matin dans le district de Cukurca (province de Hakkari), tuant deux militaires. Six autres soldats avaient déjà perdu la vie dans les combats

suite auxquels l'hélicoptère avait été envoyé sur place. L'armée turque a annoncé la mort de 6 combattants kurdes dans la suite des opérations, ainsi que de 15 autres dans la région de Şırnak, attribuant tout d'abord la chute de l'hélicoptère à des problèmes techniques. Cependant, cette version est devenue intenable lorsque le 15 le PKK a diffusé une vidéo montrant ses combattants utilisant un lance-missile sol-air russe *Manpads* pour abattre l'appareil en plein vol. L'armée turque a fini par admettre le 19 du bout des lèvres que l'hélicoptère « aurait pu être abattu par une arme non spécifiée, qui aurait pu être un missile »... c'est-à-dire abattu par le PKK. Le 30, le président turc Erdoğan a dans l'avion de retour d'une visite à Diyarbakir accusé devant des journalistes la Russie de fournir des armes anti-aériennes aux combattants du PKK, qui leur seraient transférées par la voie de la Syrie et de l'Irak. Ce même jour, a été annoncé que le 18, 4 soldats avaient été tués et 9 autres blessés dans une attaque du PKK contre un convoi militaire. 4 des

9 blessés sont dans une condition très sérieuse.

Le 25 et le 26 à Nusaybîn, des sources militaires ont annoncé que respectivement 25 et 42 militants kurdes s'étaient rendus aux forces de sécurité, tandis que le PKK annonçait quant à lui avoir retiré ses militants de Nusaybîn, ne laissant en ville que des civils désarmés.

Le 30 Les combattants du PKK ont mené tout au long de la journée plusieurs attaques contre les forces de sécurité qui ont fait au total 5 morts. Selon des sources proches des forces de sécurité, une bombe télécommandée a explosé lundi près de Van au passage d'un convoi de la police, tuant deux officiers et en blessant un autre. Ces mêmes sources ont aussi diffusé des informations sur d'autres attaques. Des snipers du PKK ont aussi tué un lieutenant dimanche lors d'une attaque contre la base militaire turque de Kani Masi en Irak. Une autre base turque a été attaquée près de Siirt, et un officier de police tué dans la région de Şırnak.

Dans la province de Diyarbakir, un civil et 5 membres d'une unité de Gardes de village du village de Kulp ont été blessés par une bombe.

Selon l'armée 500 membres de la sécurité environ ont été tués dans les opérations, et 4 900 combattants du PKK. Les partis politiques pro-kurde chiffrent à environ 1 000 civils les victimes des combats. L'accès limité aux zones de conflit dans le sud-est rend difficile toute vérification de ces chiffres.

Enfin, mentionnons que le 2 mai, le TAK (*Teyrênbazê Azadiya Kurdistan*, les Faucons de la liberté du Kurdistan, un groupe qui serait issu d'une dissidence du PKK en 2004) a revendiqué l'attentat suicide du 27 avril à la Grande mosquée de Bursa, perpétré par une femme, indiquant que celle-ci n'avait pu atteindre son objectif originel. Le TAK a déjà revendiqué deux attentats à la voiture piégée à Ankara, les 17 février et 13 mars, et une attaque au mortier en décembre 2015 à l'aéroport Sabiha Gökçen d'Istanbul.

EN SYRIE COMME EN IRAK, DAECH PERD DU TERRAIN

En Syrie comme en Irak, les Kurdes continuent à augmenter leur pression contre les djihadistes de Daech. En Syrie, la cible annoncée des Kurdes du PYD et de leurs alliés au sein des Forces démocratiques Syriennes (FDS) est la ville de Raqqa, capitale auto-proclamée de l'Organisation de l'Etat islamique (Daech). Malgré l'opposition féroce de la Turquie voisine, ils paraissent avoir obtenu le soutien effectif des États-Unis pour une offensive de grande envergure contre cette ville. Un succès permettrait de couper en

deux les territoires tenus par Daech. Le 16 mai, le porte-parole des FDS, Tajir Kobani, a annoncé qu'une attaque sur Raqqa était en préparation, dont, selon d'autres sources, les FDS ne se trouvaient plus qu'à 30 km. Le 24, Rojda Felat, la commandante des YPJ (combattantes affiliées au PYD) a expliqué dans un communiqué que cette action sur Raqqa comprenait aussi un aspect défensif : il s'agit de prévenir toute attaque de Daech contre les zones contrôlées par les Kurdes et leurs alliés, Djézireh ou villes de Gire Spî et Kobane. En effet, le Rojava,

bande de territoire divisé en deux zones, peu montagneux et peu profond adossé à une frontière hostile, celle de la Turquie, est stratégiquement fragile et une avancée vers le sud constituerait une protection précieuse.

Le 25, les FDS ont annoncé qu'ils avaient entamé leur avancée vers Raqqa et commencé la veille à « nettoyer » des djihadistes les zones rurales au nord de la ville, précisant qu'il ne s'agissait pas encore de lancer une attaque sur la ville elle-même, mais déjà d'augmenter la pression sur Daech. Le 28, le co-président du

PYD, Salih Muslim, a déclaré dans une interview à l'agence russe Sputnik que la libération de Raqqa des mains de Daech était d'une importance vitale pour le PYD. Muslim a de nouveau insisté l'importance stratégique et militaire de la ville, qui fait de son contrôle par les djihadistes une grave menace pour l'ensemble de la région fédérale créée autour du Rojava. Interrogé sur l'éventuelle incorporation de Raqqa dans la région fédérale du nord de la Syrie déclarée par le CDS en mars dernier, mentionnée quelques jours auparavant par un autre responsable du PYD, Muslim a répondu qu'il n'y avait pas eu de discussions à ce propos, mais que la gestion de la cité libérée serait transférée aux civils et que ceux-ci décideraient du sort de la ville. Muslim a cependant rappelé que le projet de fédération ne concerne pas seulement le Rojava, mais a la vocation de s'étendre à tout le pays, et qu'il nécessiterait à un moment l'élaboration d'une nouvelle constitution. Il a également caractérisé les interférences de la Turquie ou de tout autre pays dans les affaires internes de la Syrie comme « inacceptables », avant de déclarer qu'il y avait toujours la menace d'une intervention commune au sol de la Turquie et de l'Arabie saoudite, des pays qu'il a caractérisés comme « ayant des contacts et [apportant] un soutien aux terroristes de Daech ». Il a ensuite exprimé l'espoir que les négociations de Genève, qui ne sont pas selon lui stoppés mais seulement retardés, pourraient redémarrer à un moment après le Ramadan.

Le 31, un responsable de l'OSDH a déclaré que durant les 2 derniers jours les FDS avaient repris à Daech 12 villages au nord-ouest de Raqqa, à environ 80 km de la ville elle-même. Daech est en fait pris en tenaille entre l'offensive des FDS au nord et une

avancée des troupes du régime de Damas au sud. Plus au sud, la garnison de l'armée syrienne présente dans la ville de Deir-el-Zor est encerclée par Daech, mais le siège pourrait être brisé si l'armée syrienne poursuit son avancée. Dans ce cas, les communications entre les deux grandes villes tenues par Daech en Syrie et en Irak, Raqqa et Mossoul, pourraient être rompues en un nouveau point.

Du côté irakien, justement, c'est Mossoul qui apparaît à présent comme le prochain objectif militaire des pechmergas kurdes du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK), même si Daech continue à résister et se bat aussi dans la région de Kirkouk. Le 1^{er} du mois, les djihadistes ont lancé une nouvelle attaque au mortier utilisant des obus chimiques sur les pechmergas à Khazir, dans la région de Kirkouk. Les pechmergas et les miliciens turkmènes chiites des Unités de mobilisation populaire ont repris à Daech la petite ville de Bashir. C'est de cette ville que Daech avait lancé en mars dernier vers la ville de Taza plusieurs attaques chimiques qui avaient notamment tué trois enfants. Le lendemain, les pechmergas ont repoussé une attaque nocturne de Daech sur Bashir, après des combats qui ont duré de 2 à 4 heures du matin. Le 3, Daech a lancé une nouvelle attaque au gaz moutarde sur Bashir, blessant 13 miliciens chiites, et en parallèle une importante attaque coordonnée depuis plusieurs directions sur le front tenu par les pechmergas, utilisant de nombreuses voitures-suicides. Plusieurs attaques ont concerné le front de Bashiq, 40 km à l'ouest d'Erbil, et d'autres ont visé des combattants chrétiens au nord de Mossoul. Des frappes de la coalition ont eu lieu. Un soldat américain a été tué et deux

pechmergas blessés, une ville tenue par les Kurdes a été brièvement prise. Une autre attaque des djihadistes au mortier et à la roquette a été repoussée le 4 très tôt contre la région de Tell Afar, dans l'est de la province de Mossoul. Puis le 5, Daech a lancé une attaque surprise vers Tell Skuf, dans la région de Sheikhan, quelques kilomètres au nord de Mossoul. Il s'agit d'une région contrôlée par les pechmergas et les combattants assyriens des NPU. Réussissant à prendre une partie de la ville, Daech a provoqué la fuite vers le nord des yezidis des villages alentours, qui sont parfois seulement à quelques minutes de marche de celle-ci.

Le 15, Daech a de nouveau utilisé samedi des armes chimiques dans ses attaques contre les pechmergas. L'usage de telles armes avait déjà été rapporté le 9 mai. Puis le samedi 25, les peshmergas ont repoussé une attaque massive des militants de Daech près de Kirkouk, a déclaré le colonel Tariq Ahmed Jaf : « L'attaque des djihadistes sur nos positions a été lancée dans la nuit. Ils ont attaqué les fortifications des peshmergas près de la ville de Tel Rabaa [environ 40 km au sud de Kirkouk]. Mais les peshmergas ont envoyé des renforts et ont réussi à repousser l'attaque ». Ce même jour, les pechmergas ont abattu deux attaquants suicides qui tentaient d'approcher de leurs défenses autour de Mossoul en se mêlant aux civils qui fuient la zone. Le lendemain, les pechmergas ont annoncé avoir abattu un drone de surveillance de Daech dans la province de Kirkouk, près de Bashiq. Selon Sirwan Barzani, commandant du front de Gwer, au sud-ouest d'Erbil, les pechmergas ont repoussé ce même jour à 14h30 une attaque suicide à la bombe par cinq djihadistes de Daech sur le front de Gwer.

Tous ces combats se sont déroulés dans le contexte de la préparation de l'attaque coordonnée entre pechmergas kurdes et soldats irakiens sur la ville de Mossoul. Le 4, le HCR a d'ailleurs exprimé son inquiétude que l'attaque sur Mossoul ne provoque le déplacement de jusqu'à 30 000 personnes. Un million de civils vivraient encore dans la ville qui est tenue par Daech depuis juillet 2014. Le 17, le GRK a annoncé sur son site web que les pechmergas contrôlaient à présent 60% de la ligne entourant Mossoul, et ont pris le contrôle d'une voie de communication importante joignant Mossoul à Raqqa. Le 20, des avions de l'armée de l'air irakienne ont largué des tracts sur Mossoul, appelant les habitants à se préparer à l'attaque visant à libérer la ville de Daech et à éviter les abords des bases de l'organisation djihadiste. Rappelons que

le 23, le Premier ministre irakien Haider Al-Abadi a annoncé que l'armée irakienne avait commencé l'opération pour reprendre la ville de Fallouja, à 50 km à l'ouest de Bagdad, et première ville en Irak à avoir été prise par Daech, en janvier 2014. La pression sur Daech vient donc également du sud.

Le 30, les pechmergas ont repris le contrôle de 9 villages dans l'est de la province de Mossoul. Le Conseil de sécurité du Kurdistan a déclaré que 5 500 pechmergas avaient pris part à l'offensive débutée lundi 27. Deux ont été tués dans les combats. Les offensives dans cette région visent aussi à libérer Qaraqoch, ville chrétienne qui avait 75 000 habitants avant d'être évacuée et prise par Daech début août 2014. Elle pourrait être reprise à Daech d'ici un mois, estiment les pech-

mergas. D'autres villages, originellement habités par des Kurdes appartenant aux minorités religieuses kakai et shabak, ont été aussi libérés. Les autorités kurdes ont annoncé que lors du référendum d'autodétermination de la Région du Kurdistan, ces régions, qui dépendaient avant la guerre du gouvernement central, seraient interrogées sur leur volonté : rattachement au Kurdistan ou maintien du statut antérieur. Ce sera également le cas de la ville de Kirkouk.

Pour le sort ultérieur de la ville de Mossoul, les responsables kurdes demeurent beaucoup plus prudents. Ils expliquent que s'ils peuvent participer à sa reprise, ils n'envisagent pas de participer à son contrôle, qui devrait revenir à des forces issues de la région, ce qui signifie des Arabes sunnites.

ROJAVA : OUVERTURE DE NOUVELLES REPRÉSENTATIONS À L'ÉTRANGER

Le 6 mai, la région kurde du Rojava (Kurdistan de Syrie) a ouvert une représentation à Berlin. La cérémonie d'ouverture s'est faite en présence de Sinem Mohammed, co-présidente des FDS (Forces démocratiques syriennes) et représentante du Rojava en Europe, du représentant en Allemagne de l'UPK, Siyamen Hariki, et de plusieurs députés allemands. Le responsable de la nouvelle représentation est Sipan Ibrahim.

La première représentation du Rojava a ouvert à Sulaimaniya, dans la Région du Kurdistan d'Irak, puis à Moscou en Russie le 10 février dernier, et enfin à Stockholm le 18 avril. Ces représentations sans statut diplomatique formel permettent au Rojava de mener une action « diplomatique parallèle » dans un contexte où son administration continue à être ignorée officiellement des

acteurs régionaux. Ainsi les FDS n'avaient toujours pas reçu d'invitation le 11 du mois pour les discussions du Groupe international de soutien à la Syrie, prévues à Vienne pour le début de la semaine suivante. L'alliance majoritairement kurde avait déjà été exclue des discussions d'avril à Genève... L'émanation politique des FDS, le CDS (Conseil démocratique de Syrie) a proclamé le 17 mars dernier dans le nord de la Syrie une Région fédérale regroupant notamment les trois « cantons » du Rojava, la Djézireh, Kobanê et Afrîn, mais celle-ci n'a évidemment pas été reconnue par le régime de Damas. Elle n'a pas non plus été reconnue par l'opposition « officielle », en grande partie en raison de l'hostilité de la Turquie.

Le 23, le Rojava a ouvert une cinquième représentation à l'étranger, cette fois-ci en France. Situé Rue de Rivoli, non loin de l'Hôtel de ville de Paris, le Bureau de représentation a

été inauguré en présence entre autres de Bernard Kouchner. Sinem Mohammed était présente en tant que représentante du Rojava en Europe. Elle a déclaré que la priorité des autorités du Rojava était de « défaire le terrorisme et créer de la stabilité en Syrie ».

Le responsable de la nouvelle représentation du Rojava en France, Issa Khaled, a déclaré qu'il estimait nécessaire que l'administration du Rojava – à ce jour non reconnue officiellement par la France – et les autorités françaises se coordonnent pour lutter contre leur ennemi commun, le terrorisme [de Daech]. Il a rappelé que c'est à l'époque où la France était la puissance mandataire sur la Syrie que le territoire actuel du Rojava avait été annexé à l'État syrien, impliquant ainsi que l'ancienne puissance mandataire conservait une certaine responsabilité sur le devenir de cette région.

IRAK : LES DÉPUTÉS KURDES HÉSITENT À REVENIR À BAGDAD

Le 30 avril dernier, des protestataires chiites ont réussi à pénétrer dans le Parlement irakien suite à une déclaration de Muqtada Al-Sadr. Les manifestants n'ont accepté de quitter la Zone Verte de Bagdad que le 2 mai, de nouveau sur les instructions de Sadr. Ces événements ont provoqué l'inquiétude des parlementaires irakiens, et notamment des députés du Kurdistan. Ceux-ci ont décidé de quitter Bagdad, et le 4, Mme Ala Talabani, chef du bloc UPK au parlement de Bagdad, a indiqué que leur retour dépendrait de négociations politiques à mener entre le Kurdistan et le gouvernement central. Déjà le 3, Muhammad Ahmad, leader de l'Union islamique du Kurdistan et ancien député à Bagdad, avait exprimé ses craintes d'un coup d'État militaire à Bagdad en raison du chaos qui y règnait : « Les Kurdes doivent se réorganiser avant que le chaos irakien ne les frappe » avait-il déclaré. Au même moment le Premier ministre du GRK Nechirvan Barzani avait averti dans un discours que des changements pourraient se produire dans la situation politique du pays, insistant sur la nécessité de l'unité des factions kurdes au Parlement irakien.

Le 7, le président du parlement irakien, Salim Al-Jabouri, a visité le Kurdistan pour tenter de persuader les députés kurdes de regagner la capitale. Une délégation de tous les partis politiques du Kurdistan devait aussi se rendre à Bagdad pour discuter les tensions récentes autour du Parlement. Cependant, les députés kurdes ont annoncé que leur position était qu'ils ne reviendraient pas à Bagdad si leur sécurité et leur dignité n'étaient pas assurées. Ce n'est que le 10 mai, après près de 15 jours d'interruption, que le parlement irakien a pu reprendre ses travaux, et la presse n'a pas été autori-

sée à pénétrer dans l'enceinte du parlement pour en rendre compte.

Cependant, la question du retour des députés kurdes à Bagdad a rapidement pris un tour beaucoup plus politique que sécuritaire. En effet lors de leurs entretiens avec le président du Parlement irakien, les députés kurdes à Bagdad ont posé comme l'une des conditions à leur retour que le gouvernement central accepte le référendum d'autodétermination prévu dans la Région du Kurdistan avant la fin 2016. Selon une source informée, ils auraient également mis en avant d'autres conditions dont la reprise par Bagdad de l'envoi à la Région du budget fédéral, incluant un budget pour payer les pechmergas et la mise en œuvre de l'article 140 de la constitution irakienne. Le 16, après une réunion tenue à Sulaimaniya, les députés kurdes ont inclus dans les conditions pour leur retour à Bagdad la mise en place d'une session parlementaire à laquelle participeraient tous les partis politiques irakiens. Le 18, ce sont les ministres kurdes du gouvernement central qui ont annoncé qu'ils allaient boycotter le Conseil des ministres, tout en continuant à assurer leurs devoirs dans leurs propres ministères.

Cependant, le 21, une nouvelle intrusion a eu lieu, quand les supporters de Moqtada Sadr ont pénétré de force cette fois dans le bureau du Premier ministre, ce qui a évidemment ravivé les inquiétudes quand aux conditions de sécurité dans la capitale ! Après plusieurs autres déclarations parfois contradictoires de chefs de partis kurdes, il n'était pas clair le 27 si les députés kurdes reviendraient dans la capitale irakienne le lendemain pour la session parlementaire prévue pour débiter le 29, et s'ils y revenaient, s'ils participeraient à ladite session ! Le Parlement irakien avait en effet

annoncé que la session du 29 mai devrait examiner les propositions de nomination de ministres soumises par le Premier ministre Al-Abadi. Certains députés kurdes ont demandé une réunion préalable avec le premier ministre, alors que d'autres y étaient opposés...

Enfin, le 28, les dirigeants des groupes parlementaires kurdes au parlement de Bagdad se sont rendus dans la capitale pour rencontrer le premier ministre, qui les a exhortés à participer à la session du lendemain. Le Premier ministre irakien a également demandé que le GRK envoie une délégation à Bagdad pour discuter les désaccords entre les deux gouvernements. Durant la discussion, le Premier ministre irakien s'est engagé à ne pas changer les ministres kurdes sans consulter les Kurdes, et a également promis d'envoyer des fonds aux agriculteurs kurdes et de reprendre le dialogue pour résoudre les désaccords entre Bagdad et Erbil. Suite à ces engagements pris par le Premier ministre irakien, une partie des parlementaires kurdes à Bagdad a assisté à la session parlementaire du 29. Le 31, le député kurde du parlement irakien Ashwaq Jaf a indiqué que le premier ministre Haider Al-Abadi avait décidé de former deux délégations qui se rendraient à Erbil pour négocier un règlement des problèmes persistant entre le GRK et le gouvernement central. L'une des délégations comprendrait des membres du gouvernement, tandis que l'autre consisterait en membres de partis politiques, qui rencontreraient leurs homologues au Kurdistan.

S'agit-il d'une n-ième promesse de règlement en vue du danger d'un « Kurdexit », une sortie d'Irak de la Région du Kurdistan, ou bien d'une véritable avancée dans les relations ?

Deux attaques en Turquie font 5 morts et plus de trente blessés

www.leparisien.fr / 1 mai 2016

Deux policiers ont été tués et 22 personnes blessées dimanche lors de l'explosion d'une bombe devant des locaux de la police turque dans la ville de Gaziantep (sud-est) proche de la frontière avec la Syrie. Selon le gouverneur régional de Gaziantep, cité par les médias turcs, neuf des blessés sont des policiers.

D'après la chaîne NTV, une voiture piégée a explosé devant le poste de police et la déflagration a été suivie de coups de feu. Des images ont montré des pièces d'un véhicule accidenté près des portes de l'immeuble et plusieurs ambulances et des camions de pompiers sur les lieux.

Gaziantep, l'une des principales villes du sud-est de la Turquie, compte quelque 1,5 mil-

lion d'habitants et abrite un grand nombre de réfugiés ayant fui la guerre en Syrie. L'attentat intervient alors que la situation est tendue dans le pays après deux attaques à Istanbul imputées aux jihadistes et deux autres à Ankara revendiquées par des militants kurdes, qui ont fait des dizaines de tués.

Par ailleurs, trois soldats ont aussi été tués et quatorze ont été blessés après avoir été la cible d'une attaque à la roquette ce dimanche matin dans une autre au sud-est du pays, Nusaybin. Une action attribuée au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), a annoncé l'armée. Dans cette région à majorité kurde, dans la province de Mardin, l'armée mène une opération militaire contre le PKK. Selon l'agence de presse Dogan, les rebelles kurdes turcs ont tiré



Le lieu de l'explosion, à Gaziantep, dans le sud-est de la Turquie. [IHA agency - AP]

des roquettes sur une unité de démineurs de l'armée.

La police a été déployée en force dans l'ensemble du pays ce dimanche en prévision des traditionnelles manifestations du 1er Mai organisées par la gauche turque et les militants syndicaux qui se terminent souvent par des affrontements avec les forces de sécurité.

CHINA.ORG.CN 2 mai 2016

Turquie : Un groupe kurde revendique l'attentat de Bursa

French.china.org.cn / le 02-05-2016
Source: Agence de presse Xinhua

Un groupe kurde a revendiqué dimanche la responsabilité d'un récent attentat suicide qui a causé un mort et 13 blessés dans la ville de Bursa, dans le nord-ouest de la Turquie, ont

rapporté des médias turcs.

Les Freedom Hawks du Kurdistan (TAK, Aigles de la liberté du Kurdistan), un groupe militant kurde lié au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a déclaré que l'attentat de Bursa a été réalisé par l'une de ses militant, une femme qui s'appelle Eser Cali, selon le quotidien Hurriyet.

La kamikaze s'est fait exploser mercredi près d'une mosquée dans le centre de Bursa, se tuant et blessant 13 autres. Hurriyet a dit qu'elle a fait exploser l'explosif avant d'atteindre sa cible.

Les TAK avaient déjà revendiqué la responsabilité pour deux attentats suicides qui avaient frappé la capitale turque respectivement en février et mars dernier, tuant un total de 66 personnes.

Les forces de sécurité turques et le PKK ont repris les combats en juillet dernier dans le sud-est du pays après la rupture d'un processus de paix de deux ans. ●

Le Point 3 mai 2016

Le Nobel Orhan Pamuk défend un écrivain jugé pour "injurer" à Erdogan

Murat Belge risque jusqu'à 4 ans de prison pour une chronique où il accusait Erdogan d'avoir relancé le conflit avec les Kurdes pour des raisons électorales.

AFP, le 03/05/2016
Le Point.fr

Le Nobel de littérature turc Orhan Pamuk a soutenu mardi un écrivain qui comparait lors d'un procès pour "insulte" au président Erdogan, lequel multiplie les poursuites judiciaires depuis son élection, a rapporté l'agence de presse Dogan. Murat Belge, 73 ans, risque jusqu'à quatre de prison pour une chronique publiée par le quotidien Taraf en septembre 2015 dans laquelle il insinuait que le président turc avait relancé l'été dernier le conflit kurde à des fins électorales. Ce procès coïncide avec la journée mondiale de la liberté de la presse. Celle-ci recule en Turquie sous la présidence de M. Erdogan, s'alarment nombre d'ONG.

"J'écris depuis 40 ou 50 ans. C'est la première fois que je suis confronté à une allégation d'insulte", a déploré M. Belge, réfutant les accusations. "Je suis devenu membre de l'un des clubs les plus fréquentés de Turquie. Le club de ceux qui insultent Erdogan", a-t-il ironisé.

Près de 2 000 procédures judiciaires

"Je suis lassé de me rendre au tribunal pour défendre mes amis ou pour mes propres affaires judiciaires", a déclaré le discret Prix Nobel de littérature 2006 Orhan Pamuk, présent lors du procès, selon Dogan. "Ils parlent de la nouvelle Turquie. La voilà la nouvelle Turquie, la continuation de l'ancienne Turquie. Les écrivains devant les portes des tribunaux", a ajouté le célèbre auteur de Neige, poursuivi en 2005 après avoir publiquement reconnu le "génocide" des Arméniens, un terme que rejette

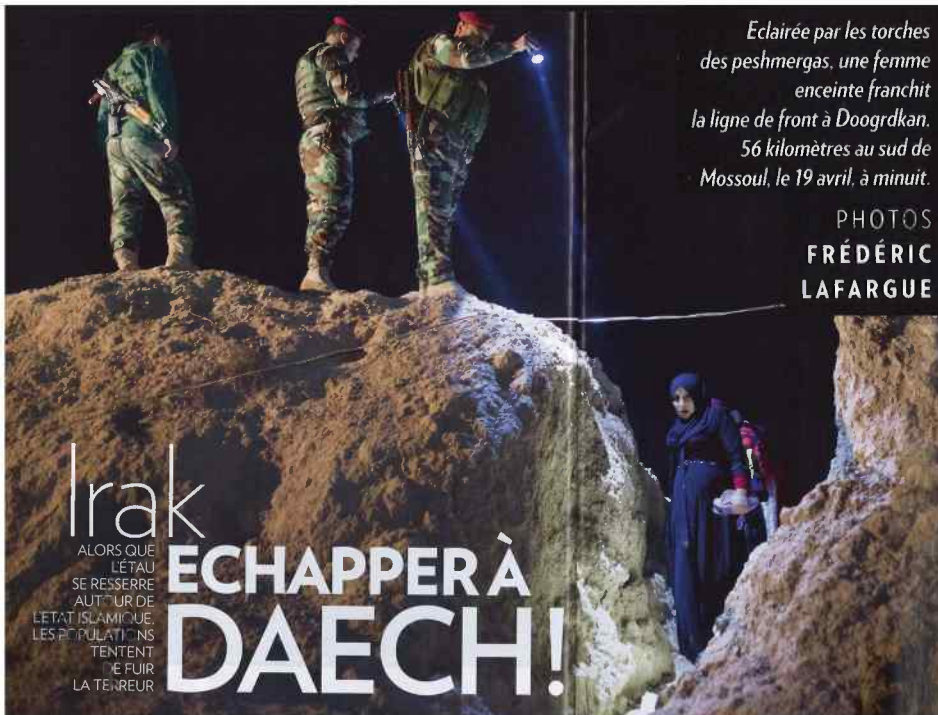


Orhan Pamuk avait été poursuivi en 2005 pour avoir dénoncé le "génocide" arménien. © Samuel ARANDA/PANOS/REA

Ankara.

Les procès pour injure envers Recep Tayyip Erdogan se sont multipliés depuis son élection à la tête de l'État en août 2014, signe, selon ses détracteurs, d'une dérive autoritaire. Près de 2 000 procédures judiciaires ont été lancées en Turquie, visant aussi bien artistes et journalistes que simples particuliers. Les détracteurs du président turc l'accusent de vouloir museler toute voix d'opposition.

La Turquie pointe à la 151e place sur 180 au dernier classement mondial de la liberté de la presse établi par Reporters sans frontières (RSF). ●



Eclairée par les torches des peshmergas, une femme enceinte franchit la ligne de front à Doogrdkan. 56 kilomètres au sud de Mossoul, le 19 avril, à minuit.

PHOTOS
FREDERIC LAFARGUE

Irak ALORS QUE L'ETAU SE RESSERRE AUTOUR DE L'ETAT ISLAMIQUE, LES POPULATIONS TENTENT DE FUIR LA TERREUR

ECHAPPER À DAECH!

Les fuyards racontent les conditions de vie dans les villes occupées par Daech

LE SYSTEME DE RACKET EST GENERALISE: « SI TES VOILES NE SONT PAS ASSEZ LONGS, C'EST 50000 DINARS IMMEDIATEMENT... OU 30 COUPS DE FOUET »

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE EN IRAK **FLORE OLIVE**

La lune et les lumières de la ligne de front, tenue conjointement par l'armée irakienne et les forces kurdes, les ont aidés à se repérer dans ce no man's land truffé de mines antipersonnel. Derrière, à un peu plus de 3 kilomètres, leurs villages sont aux mains de Daech. Pour fuir, ils se sont entassés dans une fourgonnette qu'ils ont dû abandonner sur un chemin de terre. Ils continuent à pied. Quatre heures de marche pour oublier deux années d'oppression. Que risquent-ils ? « La mort », explique l'un d'eux, Mohammad, en nous montrant sur son téléphone portable les photos de cadavres noircis par le soleil, que les familles n'ont pas pu récupérer. Les djihadistes ne l'ont pas voulu. C'était avant, quand l'Etat islamique (EI) regorgeait d'argent. Aujourd'hui, les guerriers de Daech découvrent le souci de la rentabilité: ces tentatives de fuite sont devenues une source de revenus. « Une femme peut être relâchée pour 2000 dollars », poursuit Mohammad. Mais pour les hommes, c'est toujours la décapitation.

Cette nuit, ils sont arrivés à 29 personnes. Après une fouille rapide et un

contrôle d'identité, ils sont emmenés à la mosquée de Doogrdkan. Depuis que les derniers combats en ont fait l'une des positions les plus avancées sur le front, le village est désert. Mossoul, 2 millions d'habitants, la plus grosse prise de guerre des djihadistes, n'est qu'à 56 kilomètres au nord. Les évadés sortent leurs téléphones portables et appellent enfin les proches à qui ils n'avaient pas le droit de parler, parce qu'ils étaient du mauvais côté de la « frontière ». Les peshmergas leur ont distribué des galettes de pain, quelques légumes et du riz. Salma, 6 ans, demande aux militaires: « Il y a des magasins par ici ? » Sheima et Aifa, deux sœurs, font tomber la partie de voile qui dissimulait le bas de leur visage. Mohammad, leur cousin, sort de sa poche un paquet de cigarettes à moitié écrasé. « Avec Daech, explique-t-il, il faut passer par le trafic, et le paquet coûte 3000 dinars, quatre fois le prix normal. » Il aspire la fumée avec délectation: « Là-bas, tu ne fumes que chez toi. Sinon, ça peut te coûter un doigt... au sens propre ! Une main pour les voleurs, un doigt pour les fumeurs. »

Bien avant que n'apparaisse la ligne de front, une autre « frontière » existait ici,

invisible. Telle une ancienne plaie qui ne cesse de s'infecter, elle séparait Arabes sunnites, chiïtes et Kurdes. Le colonel Adham Banani, un Kurde commandant de la 14^e brigade peshmerga, l'avoue avec une sincérité rare: « J'ai des a priori contre les Arabes... Ils ont tué plusieurs membres de ma famille, ma mère a trop pleuré à cause d'eux. » Né en Irak il y a trente-cinq ans, le colonel Adham a grandi au Kurdistan iranien. Sa famille avait fui les persécutions du régime de Saddam. A 5 ans, pendant la guerre Iran-Irak, il est grièvement blessé par les obus que tire l'armée de son propre pays. Il en rejoindra pourtant les rangs en 2003, après l'invasion américaine. Il travaillera sept ans sous le commandement américain, puis quatre dans l'armée irakienne autonome, avant de rallier les peshmergas. « Je suis conscient qu'il faut changer d'état d'esprit pour que tout cela s'arrête, dit-il. Alors, quand ces familles arabes arrivent, je parle avec elles comme pour leur dire: "Aidez-moi à vous aimer un peu plus." Si le Kurdistan irakien est vraiment une démocratie, il devra intégrer les Arabes. » Mais tous n'ont pas ses scrupules. Dans le nord de l'Irak, certains peshmergas, associés à des milices kurdes, ont rasé ou réduit en cendres les villages repris à Daech. Ils exerçaient leurs représailles contre les populations arabes, accusées d'avoir soutenu le mouvement, et voulaient les empêcher de revenir. Des exactions dénoncées, le 20 janvier dernier, dans un rapport très documenté d'Amnesty International.

Lorsque Daech, presque sans combattre, a pris la ville de Mossoul et ses environs, en juin 2014, Mohammad et sa famille ont choisi de rester. Les djihadistes

bénéficiaient alors d'un ancrage local très fort, ainsi que du soutien d'anciens officiers de Saddam Hussein mis sur la touche par les Américains. Parfois, une poignée d'hommes suffit à tenir tout un village. Les Arabes sunnites sont usés par les discriminations des huit années de pouvoir chiïte. Ils voient d'abord en Daech un retour possible à l'ordre et à la sécurité. Ancien assistant médical dans l'armée de Saddam, Mohammad, révoqué après l'invasion américaine, admet s'être réjoui quand Daech est entré dans son village. « Tout plutôt que les chiïtes », disait-il alors. Tout... mais, finalement, pas ce régime de terreur !

Depuis plusieurs semaines, les raids aériens se sont intensifiés. Abou Omar

Al-Chichani, un Tchétchène à la barbe rousse, l'un des principaux responsables militaires de Daech, a été abattu en mars. Puis Abou Shahib Al-Jabouri, également connu sous le nom d'Abou Seif, membre du conseil de guerre des djihadistes, a été tué au cours d'une opération au sol menée par les forces spéciales américaines et kurdes. Plus le mouvement est aux abois, plus l'étau se resserre sur les populations civiles. «Le principe de base

Cette dernière année, les djihadistes ont perdu 40 % de leur territoire

des islamistes, explique Mohammad, c'est de couper l'électricité à ceux qui ne les soutiennent pas assez.» Le 5 mars dernier, les paraboles ont été interdites, mais pas supprimées. Daech veut cacher ses défaites. «Ils passaient dans les maisons à l'improviste pour surprendre ceux qui regardaient la télé, raconte Mohammad. Puis, la semaine dernière, ils sont venus avec de la peinture noire : au lieu de casser les téléviseurs, ils ont préféré barbouiller les écrans. Ainsi, ils pouvaient revenir et voir si, intrigués par le son, nous avions cédé à la tentation de gratter la peinture... Ça maintient la pression !»

«Chaque jour, poursuit Mohammad, le mouvement s'affaiblit. Avant, quand un combattant était tué, ils faisaient de grandes funérailles. Maintenant, pour ne pas casser le moral du groupe, ils ne disent rien et ne préviennent même plus la famille.» Le colonel Adham confirme : lorsque sa brigade est revenue dans le village de Kadila, où elle s'était battue un mois plus tôt, «les dépouilles des djihadistes étaient toujours là».

Mohammad affirme que Daech «redoute la prochaine offensive vers Mossoul. Ils ont peur que les peshmergas et l'armée irakienne ne passent le Tigre». Cette dernière année, en Irak, Daech a perdu 40 % de son territoire, rendant plus difficiles les déplacements de combattants entre les fronts de Mossoul, en Irak, et de Raqqa, en Syrie. Sur la même période, la solde des djihadistes aurait baissé de moitié et les revenus de l'organisation, de 30 %. En paralysant ses principaux centres d'extraction de pétrole, les frappes aériennes de la coalition auraient fait passer le nombre de barils de 33 000 à 21 000 par jour. Le 11 janvier dernier, le centre financier de Daech, près de Mossoul, a été pulvérisé : des millions de dollars partis en fumée. Selon l'institut IHS Jane's, les recettes mensuelles de l'organisation étaient en mars 2016 de 56 millions de



LES PESHMERGAS REDOUTENT QUE PARMI LES RÉFUGIÉS SE FAUFIENT DES DJIHADISTES PRÊTS À TOUT



ICI, IL EXISTE AUSSI UNE AUTRE FRONTIÈRE INVISIBLE ENTRE ARABES SUNNITES, CHIITES ET KURDES

ECLAIRÉS

Depuis le haut de la tranchée, un rayon laser est pointé sur un réfugié. L'homme doit lever les bras et tourner sur lui-même avant qu'un soldat s'approche pour le fouiller.

dollars, soit une chute de 24 millions en une année.

Mohammad, Sheima et sa sœur Aïfa décrivent l'ampleur d'un système de racket généralisé qui, désormais, affecte tous les aspects de la vie quotidienne. A l'extérieur, les femmes doivent porter trois voiles superposés. Une obligation inédite ! «Tu ne vois strictement rien, explique Sheima. Et si tes voiles ne sont pas assez longs, c'est 50 000 dinars (45 euros environ) payables immédiatement, plus 200 dollars pour certifier que tu ne recommenceras pas. Ou alors, 30 coups de fouet...» Bien sûr, la plupart préfèrent l'amende au châtime corporel. Les deux sœurs décrivent les brimades des brigades féminines baptisées «Husba». «Au bazar, raconte Aïfa, elles soulèvent les abayas pour vérifier qu'en dessous les femmes ne portent aucun vêtement de couleur... Vous voyez ce manteau marron foncé ? Interdit ! Ce pull en laine à motifs léopard ? Interdit aussi, alors que personne ne le voit ! Il ne faut porter que du noir.» Parce qu'ils ont trouvé son pistolet, Mohammad a dû vendre tout ce qu'il possédait, quelques bijoux, pour verser les 2 000 dollars réclamés. «Et toutes

ces "taxes", dit-il, dépendent de l'humeur de celui qui dirige. Il n'y a aucune justice, c'est la loi du plus fort.» Tous les trois se plaignent surtout des «étrangers» : «Les Saoudiens, les Syriens et les Tchétchènes ont pris le pouvoir et ne nous considèrent pas comme leurs égaux, explique Mohammad. On ne peut plus avoir de cérémonies à la mosquée, même pas des funérailles, si l'on n'est pas membre de Daech.» «Si tu épouses un Tchétchène, tu as tous les droits, renchérit Sheima. Même celui de ne porter qu'un léger voile !»

La nuit qui a suivi la fuite de Mohammad et ses proches, ce sont trois jeunes hommes qui ont franchi le no man's land. Parmi eux, Jamal, 18 ans, signalé comme «recherché». Son oncle et ses cousins se battent dans les rangs de Daech, sur le front syrien. Jamal a ramené sa jeune épouse chez ses parents puis a fui avec Ahmad et Omar, des cousins. Les peshmergas l'attendent. Une source en territoire ennemi les surveillait. «Les drones, les écoutes, la surveillance aérienne ne remplacent pas le renseignement humain», explique le général Hogar,

SOUTENUS

Après leur avoir offert des bouteilles d'eau, les peshmergas aident les réfugiés à franchir le fossé de 3 mètres de profondeur sur 3 mètres de largeur. Un soldat porte un bébé tandis que la mère se repose quelques instants.

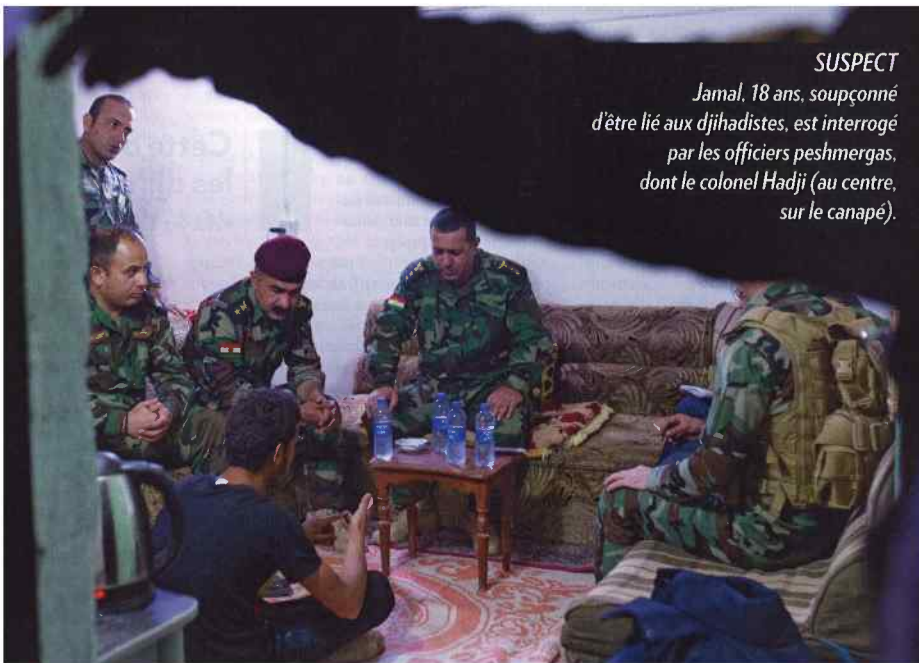


notamment, dans la fabrication d'explosifs. L'oncle de Jamal a dû fermer son cabinet et les deux cousins sont rentrés au village. Avec son tee-shirt du Galatasaray, le célèbre club d'Istanbul, et son air légèrement provocateur, Jamal a tout de l'adolescent frondeur. Pressé de questions par un officier peshmerga, il évoque lui aussi les Saoudiens et les Syriens qui ont occupé les plus belles maisons de son village et « tué beaucoup de gens ». Il cite les noms de combattants qu'il connaît, pour certains, depuis l'enfance. Jamal, passant la main sous son pantalon de jogging, sort le portefeuille et le téléphone mobile dissimulés dans son slip. A priori,

« Ces "taxes" dépendent de l'humeur du plus fort. Il n'y a aucune justice »

SUSPECT

Jamal, 18 ans, soupçonné d'être lié aux djihadistes, est interrogé par les officiers peshmergas, dont le colonel Hadji (au centre, sur le canapé).



le téléphone aussi est interdit. Mais tout le monde en a... « Les djihadistes utilisent les réseaux Asiacell et Jawal, explique-t-il. S'ils te trouvent avec une carte Sim de l'opérateur national, Korek, tu es considéré comme un espion et directement fusillé. » Jamal explique comment les châtiments varient. « Pour espionnage, c'est l'exécution par balles. Pour adultère, c'est selon que l'homme et la femme sont célibataires ou mariés. Dans le premier cas, ils sont enterrés vivants. Dans l'autre, lapidés. » Jamal et Ahmad sont partis « à cause des mauvais traitements, bien sûr », mais aussi parce qu'ils en avaient « marre de ne rien faire ». Pourtant, deux de leurs amis, qui voulaient en faire autant, ont sauté sur une mine. Un autre a été exécuté.

Daech revendique le titre d'« Etat » mais ne réussit pas à imposer le contrôle absolu des grands systèmes totalitaires. « Administrativement, ils restent faibles », explique le colonel Adham, qui espère que d'anciens partisans de Saddam pourraient se retourner et laisser tomber les islamistes. Pour la réconciliation et la paix, on verra plus tard. S'ils ont réussi leur pari, Jamal et Ahmad ne sont pas libres pour autant. Les Kurdes les soupçonnent d'être plus impliqués dans l'organisation djihadiste qu'ils ne veulent bien l'avouer. Ils seront interrogés par les Asayish, les services de renseignement kurdes. Jamal n'a aucune vision de l'avenir. Ahmad, lui, explique qu'il veut rejoindre « une milice sunnite ». Mais pas entrer dans l'armée irakienne. « Parce que, dit-il, il y a trop de chiites. » ■ [@OliveFlora](#)

47 ans, qui a passé des années dans cette zone. « Je connais la plupart des combattants de Daech, dit-il. Je peux presque dire en temps réel dans quelles maisons ils se trouvent. En ce moment, ils changent tous les jours de quartier général. Les vieux réseaux de solidarité persistent envers et contre tout. » Les informateurs sont partout, mais pas toujours à l'abri. La veille, le général Hogar a appris qu'une de ses sources les plus précieuses avait été arrêtée. L'homme venait de faire partir sa femme et sa fille de 16 ans.

Jamal et Ahmad ont encore le poil court et clairsemé de leur âge. Ils connaissent déjà le tarif. « Si tu coupes

ta barbe, c'est 20 000 dinars, ou deux jours de cellule et entre 17 et 20 coups de fouet », explique Jamal. Ce sont des jeunes déseuillés, comme eux, que Daech envoie se faire sauter dans des opérations suicides. Avant, Jamal travaillait dans le cabinet vétérinaire de son oncle, à Mossoul. Ahmed, lui, était en première année de français à l'université. Aujourd'hui, il peine à se rappeler les quelques mots qui lui restent de la langue de Molière. Dans un effort visible, il finit par nous lancer : « J'aime le service militaire. » Depuis deux ans, l'esprit des Lumières a déserté la prestigieuse faculté de Mossoul, transformée en centre de recherche spécialisé,

REUTERS

Kurdish militants claim suicide bombing in Turkey's Bursa

May 1, 2016 ISTANBUL (Reuters)

THE KURDISTAN FREEDOM HAWKS (TAK), an offshoot of the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) militant group, said on Sunday it carried out a suicide bombing in the north-western Turkish city of Bursa last week.

In a statement on its website, TAK said one of its female members carried out the attack, which wounded eight people. It said she had detonated the explosives before reaching her intended target.

The woman blew herself up near the main mosque in Bursa, Turkey's fourth-largest city and an industrial hub directly south of Istanbul across the Marmara Sea. It was the fifth suicide bombing in a major urban center this year.

TAK claimed responsibility for two of the other suicide bombings this year, both of them in the capital Ankara. The first, a car bombing that targeted soldiers, killed 29 people in February. The second, at a trans-



Suicide attack in Turkey's Bursa. Photo: Screengrab DHA video

port hub in the city, killed 37.

TAK says it split from the PKK, which has waged a three-decade insurgency against the Turkish state to push for Kurdish autonomy in the largely Kurdish southeast, but experts who study the militant groups say they retain close links.

A senior PKK commander described the first Ankara attack as payback, saying Turkey could see "thousands" of such bombings in response to military operations against the PKK in the southeast, where a ceasefire collapsed last July. ●

REUTERS

Two Turkish soldiers, five Kurdish militants killed in attack

May 3, 2016 ISTANBUL, by Daren Butler (Reuters) -

KURDISTAN Workers Party (PKK) militants armed with rocket launchers and rifles attacked a military outpost in southeast

Turkey, triggering a clash in which two Turkish soldiers and five PKK fighters were killed, the military said on Tuesday.

The attack was launched in the Semdinli district of Hakkari province, which borders Iraq and Iran, at 5:35 pm (1435 GMT) on Monday, the armed forces statement said.

Thousands of militants and hundreds of security force members and civilians have been killed since the conflict between the PKK and the state resumed last July after a 2-1/2-year ceasefire.

The PKK, designated a terrorist group by Turkey and its Western allies, began its insurgency in 1984 and more than 40,000 people have been killed in the conflict. ●

NOW.

May 5, 2016

Kurdish insurgents battle IRGC in Iran

Iranian state media acknowledged that two soldiers died in the clashes.

<https://now.mmedia.me>

BEIRUT --: 5/05/2016 / Reports have emerged that Kurdish insurgents attacked Iranian Revolutionary Guard Corps (IRGC) troops near the country's border with Iraq, an incident only briefly mentioned by Iranian media.

Media outlets based in the capital of Iraq's Kurdistan Regional Government reported on the Wednesday fighting, with ARA News saying that Kurdish combatants staged an assault against IRGC troops in the villages of Hamran, Myouni and Sartaja outside the border town of Sardasht.

"This led the Iranian forces to [deploy] additional



Democratic Party of Iranian Kurdistan fighters. (Twitter/@PDKI)

military reinforcements to the region in a bid to face the unexpected fierce offensive," the news site added.

Rudaw News, in turn, cited witnesses in the three villages as saying that clashes were ongoing as helicopters circled overhead.

"At least 15 ambulances were seen rushing into areas where security forces were deployed," the report also said.

Iranian media has remained mostly mum in its coverage of the fighting, however the state-controlled Islamic Republic of Iran Broadcasting (IRIB) reported Thursday that a funeral was held for two IRGC members killed in "clashes" in Sardasht.

However, the report did not go into further details

on the violence.

A number of opposition groups in the area took credit for the attack, including the PKK-affiliated Party of Free Life of Kurdistan (PJAK) and the Democratic Party of Iranian Kurdistan (PDKI), with Saudi Arabia's Al-Arabiya television quoted local activists as saying that fighters from latter party took part in the deadly clashes.

The PDKI, for its part, touted the fighting on its official Twitter account, claiming on Wednesday that more than 10 IRGC soldiers had died in Sardasht.

It also said that two Iranian helicopters had deployed to the region in a bid to aid "a large group of Revolutionary Guards that [were] suffering heavy losses," adding that Iranian troops were shelling positions in the Myouni mountains.

The PDKI—a left-wing Kurdish nationalist group formed in 1945—announced on February 26 that it was restarting its "armed resistance against the Islamic Republic of Iran" and claimed an attack against a Basij base in the village of Majid Khan.

The group waged a deadly insurgency against Iranian authorities from 1989 to 1996, after which it maintained a peaceful policy until it purportedly engaged Iranian troops in the fall of 2015.

Another Kurdish opposition faction in Iran, the Kurdistan Freedom Party, announced Friday that it too was resuming its armed operations in Iran.

"Iran is at the doorstep of a wide-scale armed uprising... that will include all off its cities," the commander of the PAK's armed wing, Hussein Yazdanpana, told Asharq Alawsat. ○

Why Syria's Kurds can't count on long-term commitment from Russia

Russia appears to be looking ahead to strengthen its post-conflict political position in Syria by exploiting Kurds' anxiety over America's role there.



Paul J. Saunders
May 5, 2016
www.al-monitor.com

It's understandable that some Syrian Kurdish fighters worry that Washington will "dump" them once they are no longer useful, and that Russia is feeding their fear to play up its own position. But anyone harboring such worries about the United States should take an equally hard look at Moscow's past conduct and likely future objectives.

Russia had a long czarist and Soviet engagement with the Kurds. Russian Foreign Minister Sergey Lavrov has long-standing experience with the Kurdish question, having served as Russia's permanent representative to the United Nations Security Council for 10 years, including during the 2003 US invasion of Iraq and its immediate aftermath. Iraq's Kurds have been the subject of high-profile international diplomacy since that time.

Moscow has demonstrated periodic support for an independent Kurdistan, even establishing the short-lived "Red Kurdistan" inside the Soviet Union and later a Kurdish republic in northern Iran. However, it can be easy to overlook Moscow's rather limited commitment to the Kurds in detailed accounts of their interaction over hundreds of years. Russia has not yet demonstrated the sustained interest or determination required to deliver long-term results.

There are good reasons for this. While Russia's attachment to the Kurds — whether in Syria, Iraq or elsewhere — has generally had both strategic (broad and enduring) and tactical (narrow and immediate) motives, Moscow has many competing aims. Strategically, a minority group distributed across multiple important regional states provides a useful lever in cooperating with some and balancing against others. For example, across hundreds of years, Moscow's style of great-power politics has often put Turkey in the "balancing" category. Turkish President Recep Tayyip Erdogan in recent years had been edging toward becoming an important Russian partner — at least until he decided he would rather shoot down a Russian jet in November.

This is where the strategic blends into the tactical. As respected Russian analyst Fyodor Lukyanov told Al-Monitor, the "severe conflict with Turkey that erupted in November" encouraged Moscow to employ the classical logic about "the enemy of my enemy." Russia also aims "to remind Ankara that Moscow can operate with this instrument [the support of Kurdish aspirations], especially if Turkey tries to use its negative influence inside Russia," he said, adding that the Crimea Peninsula is the most vulnerable part.

At the same time, Russia clearly has both strategic and tactical objectives within Syria. Here, Moscow's tactical support for the Afrin Kurds may prove ephemeral, in that the Kurds' political objectives — greater autonomy inside a post-conflict Syria — do not fully coincide with Russia's strategic goal to empower a strong central government in Damascus that can maintain internal order and ensure that post-conflict Syria does not export extremist violence.

As Lukyanov put it, "Syrian Kurds have not been Russia's preferred partners" because they have "complicated relations" with the regime of President Bashar al-Assad. While Russian officials regularly assert that the Kurds should participate in political talks — and recently raised an unsuccessful proposal in the Security Council to that effect — Lukyanov argues that Moscow's basically "neutral" attitude would still define policy if not for the Turkish crisis. He added, "It doesn't look that there are some larger ambitions vis-a-vis Kurds yet." In other words, Moscow's effort to secure a Kurdish role in political talks to salvage a unified Syrian state — and get a chance to grandstand at the UN — is one thing, but lasting fractures and a weakened Syria are another entirely.

Similarly, Moscow is hardly interested in further destabilizing Iraq — or alienating a Baghdad government that it has been assiduously cultivating — to promote the Kurdish cause next door. Notwithstanding hopeful statements from Iraqi Kurdish leaders, Russia supplying the Kurds with



Young Arab and Kurdish soldiers coming from a newly declared federal region unifying territory run by Kurds across several Syrian provinces take part in a training session as part of compulsory military service on March 24, 2016, in Rmeilan, a border town in Syria's northeast Hasakah province. (photo by DELIL SOULEIMAN/AFP/Getty Images)

arms to fight Islamic State forces that threaten Iraq's survival is a far cry from backing a Kurdish effort to undermine Iraq's central government or even partition the country, especially when Russia may be gaining new political influence there.

Though Iraqi and Syrian Kurds have their differences, Baghdad's anxieties probably limit Russian options.

Moreover, over the longer term, Russia has few strategic incentives to deliver what many Kurds really want: their own state. On the surface, it might seem that a major Russian role in creating an independent and friendly Kurdistan could provide Moscow with a new ally in the Middle East and a new instrument of influence. Unfortunately, this is unlikely to work in practice for several reasons.

First, the states expected to sacrifice territory for a new Kurdish state are likely to oppose the idea fervently, and Russia could not single-handedly lead a successful diplomatic effort to create one. Anything this radical would require strong support from the United States, the European Union and many others. In fact, the project would probably require so much support that Moscow could not remain its leader. That means either that the project would not happen at all or that the principal credit would go elsewhere, which is hardly an attractive prospect for Russia.

Second, even if such an effort succeeded, the territorial donor states would become irreconcilably hostile to Moscow for some time to come if it were the architect of a new Kurdistan. United in their anger toward Russia, they would be much less vulnerable to any influence that Moscow's alignment with a Kurdish state might provide. Simultaneously, Moscow would be giving up possible influence in their internal politics in the same way that separating Crimea from Ukraine has eliminated Crimea's role in Ukraine's politics.

Third and finally, a successful Russian initiative like this would probably prove a harsh reality of political life: One's allies are always more grateful for future favors than past gifts. An independent Kurdish state would need more financial support than Russia could provide and might quickly find new and wealthier friends.

Russian President Vladimir Putin and Foreign Minister Lavrov are more than sufficiently sophisticated to recognize all of this. Accordingly, their support for Syria's Afrin Kurds is far more likely to be short term and instrumental than long term and philanthropic. As long as the Afrin Kurds get what they want from Russia in the near future and have realistic expectations, they may ultimately be quite satisfied with the arrangement. But it would be a mistake to think that Moscow won't "dump" them any less quickly than Washington if other interests require it. ♦

Paul J. Saunders is a columnist for Al-Monitor's *Russia Mideast Pulse*. He is the executive director of the Center for the National Interest. He was a State Department senior adviser during the George W. Bush administration.

Iraqi Kurds Build Washington Lobbying Machine to Fund War Against ISIS

By ERIC LIPTON — MAY 6, 2016
<http://www.nytimes.com>

WASHINGTON — The marble-floored atrium at the office of Dentons, a prominent law and lobbying firm, is a popular venue for the capital's elite to gather for political fund-raisers and ritzy receptions for corporate clients.

But the featured guest one recent evening was not a member of Congress or a company executive. It was Qubad Talabani, the deputy prime minister of the regional government of Kurdistan, the financially struggling region in northern Iraq that is desperately looking for ways to pay for its war effort against the Islamic State after its economy was decimated by the global drop in oil prices and a surge of refugees.

"You cannot win a war bankrupt," Mr. Talabani said in an interview. "If we are the boots on the ground against ISIS, we have to be supported to stand on our own feet."

Washington is bloated with thousands of special pleaders, most of whom want to push or derail legislation or a regulation. But Mr. Talabani's visit — which included meetings with officials from the White House, State Department, Pentagon and on Capitol Hill — came with a decidedly different agenda: seeking money to finance a foreign war.

Mr. Talabani and the small delegation that Kurdistan has in Washington have used tactics similar to those of corporations that spend millions of dollars to grease the levers of power, retaining five firms to push its cause. They have been effective, winning over a rare combination of military hawks, conservative Republicans and a collection of liberal Democrats in Congress. More important, they secured a commitment late last month for \$415 million in additional aid to support the Kurds' pesh merga militia force.

"They are willing to fight," said Representative Gerald E. Connolly, Democrat of Virginia, who is a member of the Kurdish-American Congressional Caucus, which the lobbying team helped set up in the House. "They are the only group that has had consistent battlefield success."

Kurdish officials say they will continue to press for additional money for ammunition, armored vehicles and protective gear against chemical weapons, requests that lawmakers say they are looking for ways to accommodate.

What is perhaps more notable is that the Kurds are succeeding even in a climate of austerity on Capitol Hill. The relative stability in Kurdistan and in its capital, Erbil, contrasted with the continuing chaos in Baghdad — highlighted by the storming last Saturday of the Iraqi Parliament building by protesters — has only enhanced the clout of the Kurds in Washington. But it is also an area of a conti-

Qubad Talabani, center, the deputy prime minister of the Kurdistan Regional Government, and Karim Sinjari, the minister of the interior and acting minister of pesh merga affairs, right, met in Washington in April with Zalmay Khalilzad, a former United States ambassador to the United Nations.
Credit Stephen Crowley/The New York Times



nued threat, including to American military forces there, with one American service member killed by enemy fire near Erbil on Tuesday during a clash with the Islamic State.

"I am prepared to do whatever I can to support your noble efforts," Representative Trent Franks, Republican of Arizona, told a gathering of Kurdish officials on Capitol Hill late last month. "We are not going to quit."

Document: Travelogue of Kurdistan Regional Government's Lobbying in Washington

The cash crunch in Kurdistan — so severe that the government fell behind in payments to the pesh merga forces — has complicated the lobbying effort, meaning that some of the firms have been paid less than specified in their contracts. Dentons, for instance, collected just \$5,000 a month during parts of last year instead of the \$20,000 a month called for in its contract.

But the lobbying pitch has, if anything, only intensified. Disclosure records filed with the Justice Department show more than 2,300 contacts with members of Congress — emails, telephone calls, meetings and other events — just in the last half of 2015, including private conversations with at least six United States senators.

The campaign, taking place at the same time as Kurdistan is planning a referendum on a proposal to establish itself as a nation independent from Iraq, has created tensions between Washington and Baghdad. Iraqi officials are engaged in their own diplomatic effort, backed by another high-priced Washington lobbying firm, the Podesta Group.

In addition to the push for more money for their military, the Kurds and their lobbyists recently persuaded the United States to remove two of Kurdistan's prominent political parties from a list of potential terrorist groups.

Kurdistan is not entitled to have an official embassy in Washington; its small but well-connected team instead operates out of an embassy-like townhouse a few blocks from the White House that displays flags from both Iraq

and Kurdistan.

"We have to punch above our weight," said Bayan Sami Abdul Rahman, the head of the Washington-based delegation, who like Mr. Talabani was educated in Britain, and speaks with a British accent. "We have no choice."

The Kurdish lobbying team in Washington mobilized last summer. A series of private meetings were set up with lawmakers including Senator John McCain, Republican of Arizona, and Senator Joe Manchin III, Democrat of West Virginia, as the lobbyists and the Kurdish delegation attempted to line up votes for a Senate proposal to provide direct military support to the Kurds, bypassing Baghdad.

The Obama administration objected to the proposal. But the measure was popular enough to win 54 votes, just a few short of the 60 it needed to move ahead, sending a clear sign that the Kurds had wide congressional support.

"It is easy for the Kurds to make the case as more people in the United States now recognize who the Kurds are and what they are doing," said David M. Tafuri, a former State Department official who helps lead the Dentons team lobbying for Kurdistan. "So it is easier for them to get an audience in Washington."

Besides Dentons, the lobbying team includes Ed Rogers, a Republican and former White House aide who is a founder of the BGR Group, and Joe R. Reeder, a former under secretary of the Army during the Clinton administration who is now at the lobbying firm Greenberg Traurig.

Kurdistan, which until the drop in oil prices had seen its revenues surge in recent years as it increased exports of oil through a pipeline connecting the region to Turkey, has spent nearly \$6 million on outside lobbyists and public relations firms in Washington since 2010, far more than countries like Kazakhstan and Pakistan.

The Washington-based team of Kurds, =>

⇒ led by Ms. Abdul Rahman and an employee assigned to focus on lobbying, Remziya Suleyman, have their own personal stories of hardship.

Ms. Abdul Rahman's father and brother were killed in 2004 during a bombing in Erbil. Ms. Suleyman was 3 when her family fled Kurdistan in 1988 to escape chemical attacks carried out under Saddam Hussein.

To bolster the effort, the Kurdistan government has sent a stream of top officials to Washington, including Mr. Talabani, as well as Sherzad O. Mamsani, who was recently named as Kurdistan's first director of Jewish affairs in an open appeal to build support in Israel for the Kurdish effort.

Already, the Kurds have started to receive some behind-the-scenes support from political consultants who work on Israel's behalf in Washington and who see the Kurds — a mino-

rity group that like the Jews have at times been targeted for persecution by Arabs in the Middle East — as an unusual but potentially important ally.

It is a delicate relationship, Ms. Abdul Rahman agreed, because the Kurds cannot appear to be too closely aligned with Israel without causing tensions with neighbors like Iran.

"Here in Washington, if the pro-Jewish and pro-Israel interests see the Kurds are a friend of the Jewish community, it could lead to Congress being even more forceful in its support of the Kurdish Regional Government," said Zach D. Huff, a political consultant who traveled to Washington from Israel in April to help the Kurdish lobbying effort, a visit that included a meeting with the powerful, American Israel Public Affairs Committee, to ask for its assistance.

Just last month, two House lawmakers — Representatives Ileana Ros-Lehtinen, Republican of Florida, and Brad Sherman, Democrat of California — both known as strong supporters of Israel, introduced their own resolution, asking the State Department to send military assistance to the Kurds.

Not to be outdone, Mr. Franks, who more typically is focused on finding ways to cut federal spending, moved to reintroduce legislation authorizing the Pentagon to deliver weapons directly to the peshmerga, bypassing Baghdad, and setting up what will most likely be another clash with the Obama administration.

"My priorities?" Mr. Franks said. "Assisting our allies, the Kurds, in their fight against ISIS." ■

The New York Times MAY 6, 2016

Navy SEAL dies in Northern Iraq in fight with ISIS

By Eric Schmitt / May 03, 2016
<http://www.nytimes.com>

WASHINGTON — A Navy SEAL was killed in northern Iraq on Tuesday, according to a US official — the third US service member to die in combat since a US-led coalition began fighting the Islamic State in Iraq in 2014. It was also the third such death in combat since the US troop withdrawal from Iraq in 2011.

The SEAL was killed around 9:30 a.m., when enemy forces north of Mosul penetrated the front lines of the Kurdish peshmerga militias, which are fighting alongside the coalition against the Islamic State, also known as ISIS or ISIL. The SEAL, who was conducting "advise and assist" duties in support of the peshmerga, was not identified. He was 2 to 3



miles behind the front lines when he was killed.

Defense Secretary Ash Carter confirmed the death of a service member during a meeting in Stuttgart, Germany, and a Pentagon spokesman, Peter Cook, said in a statement:

"This sad news is a reminder of the dangers our men and women in uniform face every day in the ongoing fight to destroy ISIL and end the threat the group poses to the United States and the rest of the world. Our coalition will honor this sacrifice by dealing ISIL a lasting defeat."

Cook and the top US military spokesman in the region, Colonel Steven H. Warren, said more details would be released when they were available.

In October, Master Sergeant Joshua L. Wheeler, 39, of Sequoyah County, Okla., became the first American in four years to die in combat in Iraq. Wheeler was killed while responding to a helicopter raid by Kurdish commandos aimed at rescuing about 70 hostages who were about to be killed by Islamic State militants.

The second was Staff Sergeant Louis F. Cardin, 27, of Temecula, Calif., killed in March when rockets were launched at a secret fire base of about 100 Marines in northern Iraq. He was leading Marines under his command to a bunker for safety when a rocket exploded near him. ■

RUDAW May 5, 2016

More than 150 ISIS militants lay dead in Peshmerga territory

By Rudaw 5/5/2016

NORTHERN MOSUL — At least 154 bodies of dead Islamic State (ISIS) militants are left in Peshmerga territories after two days of heavy fighting in and around the Christian town of Tel Skof north of Mosul, Kurdish sources told Rudaw.

Rudaw correspondent in the area, Ayub Nasri, says that the Peshmerga forces are now in full control of the area after they successfully repelled a major ISIS attack.

The radical militants renewed their attack on the town on Wednesday where one Peshmerga soldier was killed.



A Kurdish peshmerga fighter flashes the sign for victory in Tel Skof. AFP file photo.

The Kurdish forces reported that they managed to break up an ISIS cell of at least a dozen militants who had taken shelter inside the town.

According to latest updates from the Peshmerga at least 154 militants were killed, 34 of whom

were foreign nationals.

ISIS launched a multi-pronged attack on the Peshmerga on Tuesday which was repelled to the loss of 10 Peshmerga and US Navy SEAL commando Charles Keating. ■

Les pechmergas ont mené leur « pire bataille » contre l'EI

Sur le front de Mossoul, dans le nord de l'Irak, des djihadistes ont été mis en déroute par les soldats kurdes au terme d'âpres combats.

ÉMILIE NNE MALFATTO  @emalfatto
À TELESQOF ET À MASQALAT

IRAK Dans la pente, il y a encore un tas de cadavres. Cireux, verdâtres, avec des mouches autour. Voilà ce qu'il reste de la grande attaque lancée mardi par Daech dans la région de Telesqof, bourgade chrétienne de la plaine de Ninive, dans le nord de l'Irak. Autour des corps agglutinés, figés dans des positions absurdes ou réduits à l'état de chair en bouillie, des hommes en armes. Certains filment avec leurs téléphones, prennent des selfies. Après plus de vingt-quatre heures de combats rapprochés, les pechmergas - soldats du Kurdistan irakien - immortalisent leur victoire sur l'ennemi.

« C'était la pire bataille à laquelle j'ai participé », confie un jeune combattant. « Plus dure que Rabia, que le barrage de Mossoul... pire que tout », ajoute-t-il, faisant référence à d'importants combats livrés par les troupes kurdes contre Daech en 2014.

Une heure auparavant, les combats faisaient encore rage encore dans Telesqof. Les hommes soupçonnent toujours la présence de survivants cachés. Dans une rue, une troupe de pechmergas avance précautionneusement, kalachnikov en avant - un djihadiste serait dans les parages. Et, dans les champs alentour, les blessés sont hauts - suffisamment pour s'y dissimuler. Le danger n'est pas encore écarté.

Telesqof, pris par Daech (acronyme arabe de l'État islamique) à l'été 2014, puis rapidement libéré par les pechmergas, a bien changé en vingt-quatre heures de combats. Ici, une maison a été détruite par une frappe aérienne. Là, c'est un énorme cratère dans le sol - une autre frappe. Un peu plus loin, sur un trottoir, une forme dissimulée sous une couverture rouge et ocre: le corps d'un djihadiste. Une flaque de sang séché, brun, sur le bitume. Personne n'a pris la peine - ou le temps - de le ramasser. De lourds oiseaux noirs, charognards, tournoient dans le ciel.

Tout a commencé mardi à l'aube. Vers 5 heures du matin, Daech lance une attaque de grande envergure sur toutes les lignes pechmergas au nord de Mossoul, situé à 30 km de Telesqof. « Ils l'ont baptisée opération "Cobra" », précise le général pechmerga Tariq Harani. Quelque 400 djihadistes, dont beaucoup équipés de ceintures d'explosifs, et 23 blindés bourrés de TNT. Dépassées, les forces kurdes



ÉMILIE NNE MALFATTO/LE FIGARO

Le général Mansour Barzani (au centre, casqué), chef des forces spéciales et fils du président du Kurdistan, s'adresse aux pechmergas dans le village de Masqalat, mercredi.

se retirent de Telesqof, qui tombe aux mains de Daech pendant plus de quatre heures, le temps pour les pechmergas d'obtenir des missiles antitanks, des renforts et un soutien aérien de la coalition.

À Masqalat, un village situé trois kilo-

« Un blindé contenait une tonne de TNT et du phosphore, mais les mecs de Daech n'ont pas pu le faire exploser »

LES SOLDATS KURDES

mètres plus à l'ouest, il n'y a pas eu de frappes. Le général en charge de cette partie du front a refusé. « Les djihadistes étaient trop proches de nous, c'était trop risqué », explique le général Sarhad Anwarbeg Betwata. « Alors on s'est battu à la kalachnikov, à la grenade, avec nos BKC (fusil-mitrailleur, NDLR) et nos RPG (lance-roquettes). »

Karwan (1) y était. Le jeune homme de 26 ans a été appelé en renfort mardi à l'aube. « Quand on est arrivés, la route de Telesqof était coupée. Alors on a pris un autre chemin. » Dans la confusion ambiante, le village a alors été attaqué par des voitures piégées arrivant de Telesqof. « Comme ils arrivaient par-derrière, on ne savait pas de qui il s'agissait... Jusqu'à ce qu'ils commencent à nous tirer dessus. On était attaqués de plusieurs côtés, ils étaient vraiment proches. »

Un autre poste, situé de l'autre côté du



village, à une centaine de mètres à vol d'oiseau, a été momentanément occupé par les djihadistes. « On n'avait plus de munitions, alors on s'est retirés de ce poste, on a formé une deuxième ligne, puis on est reparti à l'assaut », explique Karwan. Plusieurs missiles antitanks Milan apportés en renfort ont contribué à l'issue du combat. Un soldat montre sur son smartphone des vidéos de la bataille - des tirs de tous côtés, une grande confusion.

Deux véhicules pris à Daech se trouvent désormais dans le poste repris - un Humvee noir et un blindé « maison » : un pick-up hardé de plaques de métal. « Il contenait une tonne de TNT et du phospho-

re, mais les mecs de Daech n'ont pas pu le faire exploser», expliquent les soldats.

Le sol fume encore par endroits. Des carcasses de voitures carbonisées autour de la route. Le paysage - blés mordorés sur un beau ciel d'orage - contraste absurdement avec la brutalité de la scène. Ça sent le brûlé, la poudre et le sang.

Au moins 16 hommes sont morts dans les rangs pechmergas, ainsi qu'un soldat des forces spéciales américaines. Côté djihadiste, le nombre dépasserait les deux cents. «Il y a aussi des corps de l'autre côté de la tranchée (qui matérialise la ligne de front, NDLR), mais on ne peut pas aller les récupérer», explique Sarhad Anwarbeg Betwata, que tout le monde ici appelle respectueusement Kak Sarhad - «M. Sarhad».

Le général, la soixantaine élégante, a les traits tirés. Autour de lui, tous les hommes assis sous le toit de paille du poste de Masqalat ont l'air épuisé. Mais

une nouvelle les met soudain en effervescence: on annonce la venue du général Mansour Barzani, fils du président du Kurdistan et chef des forces spéciales. Il arrive quelques minutes plus tard - cohorte de pick-up, gardes du corps à l'expression féroce. Chez les soldats, c'est l'ébullition. Les smartphones sont dégainés pour filmer l'arrivée de Kak Mansour, qui s'affiche casqué, gilet de combat huit poches et fusil à l'épaule. Il félicite les combattants, se fend d'une brève déclaration devant le monticule de corps de djihadistes. Il s'est malheureusement placé sous le vent - autour de lui, les gradés se bouchent les narines, certains dé-

tourment la tête tant l'odeur est forte.

La visite s'achève vite: on craint des tirs de roquettes et au mortier. Le fils du président quitte les lieux. Les pechmergas commencent à tirer des missiles Grad sur les lignes djihadistes. «Au moindre mouvement, on tire», explique un soldat. Les soldats se préparent pour une éventuelle nouvelle attaque de Daech - qui n'arrivera pas ce soir. Mais, comme tous les jours depuis bientôt deux ans, les pechmergas doivent rester sur leurs gardes.

«Tant que tu as un serpent dans ta poche, tu ne peux pas être tranquille, lâche Kak Sarhad. S'il te mord, tu es mort.» ■

(1) Le prénom a été modifié.

200
djihadistes
au moins auraient
été tués dans la bataille
de Telesqof

LE FIGARO jeudi 5 mai 2016

La liberté d'expression en Turquie sacrifiée sur l'autel de l'accord avec l'UE

DELPHINE MINOUI @DelphineMinoui
ISTANBUL

L'APPEL de Can Dündar adressé à Angela Merkel n'aura pas été entendu. Dans une lettre publiée le mois passé dans le magazine allemand *Der Spiegel*, ce journaliste turc qui risque la prison à vie pour «espionnage» et «tentative de coup d'État» avait interpellé la chancelière allemande en lui rappelant l'existence, en Turquie d'une «bataille entre démocrates et autocrates». Avant de lui lancer: «Allez-vous prétendre encore une fois qu'il n'y a pas de répression ici?» Mais ce mercredi, la volonté européenne de satisfaire Ankara dans son désir d'exempter ses ressortissants de visas, en échange d'un contrôle renforcé des migrants voulant rallier la Grèce, semble l'avoir emporté sur les inquiétudes relatives aux violations croissantes de la liberté d'expression dans le pays.

Si, comme l'a précisé Frans Timmermans, le vice-président de la Commission européenne, 5 des 72 critères restent à remplir pour rendre la libéralisation des visas effectifs, aucune référence majeure n'a été faite à la vague de répression qui touche aujourd'hui journalistes, professeurs, opposants et intellectuels turcs. C'est que, d'un point de vue européen, la priorité n'est pas là. L'obsession principale de Bruxelles se

trouve, avant tout, dans le fameux accord controversé visant à arrêter l'afflux de voyageurs clandestins vers l'Union européenne. Pour ce chapitre, Ankara a fait ses devoirs. Les arrivées quotidiennes sur les îles grecques sont passées de milliers à l'automne à moins de 100 aujourd'hui, rappelle Timmermans. Une chute drastique qui résulte d'une traque policière aux abords des plages d'Izmir, d'où partaient les embarcations, d'une tentative de démanteler les réseaux de passeurs et d'une plus grande vigilance des gardes-côtes en mer Égée.

Candidats à l'exil

La Turquie, qui héberge plus de 2,7 millions de Syriens ayant fui la guerre, a également modifié sa législation en matière de permis de travail - même si elle reste contraignante - afin d'aider à l'intégration des nouveaux venus. Elle peut aussi se féliciter d'avoir mis en place une vingtaine de camps d'accueil - qui hébergent environ 10% des Syriens réfugiés en Turquie. Ces nouveaux villages en préfabriqués sont parfaitement équipés en hôpitaux, écoles, aires de jeux, ateliers de couture pour femmes. À ce titre, l'Europe n'est guère en mesure de donner des leçons. Mais les contours de cet accueil demeurent ambigus: les Syriens étant considérés comme des «invités» et non comme des «réfugiés», ils ne bénéficient d'aucune protection si

Ankara décide, du jour au lendemain, de les renvoyer chez eux. La double chasse aux clandestins et aux terroristes potentiels menée par la Turquie rend également de plus en plus difficile la mobilité des réfugiés sur le territoire turc. Depuis peu, ces derniers doivent être munis d'une autorisation spéciale pour se déplacer de Kilis, à la frontière turco-syrienne, à la ville voisine de Gaziantep. Et même s'il ne s'est agi, pour l'heure, que de cas isolés, les organisations internationales mettent en garde contre des expulsions de Syriens car certaines ont récemment eu lieu.

Tandis que les négociations entre Bruxelles et Ankara se sont essentiellement concentrées sur la question migratoire, celle de la liberté d'expression turque a ainsi été occultée. Or la question des droits fondamentaux, rappellent certains observateurs, est au menu des cinq thèmes entre lesquels sont répartis les 72 critères. D'aucuns relèvent également les contradictions de ce deal. À commencer par le fait qu'en libérant les visas, l'Europe pourrait bien voir affluer un nouveau genre de candidats à l'exil, cette fois-ci de la minorité kurde actuellement en prise avec l'armée turque dans le sud-est du pays. Elle pourrait, aussi, laisser passer par mégarde de potentiels djihadistes turcs, à l'heure où la Turquie fait face, sur son propre territoire, à une vague d'attentats terroristes. ■

En Turquie, la disgrâce du premier ministre

Recep Tayyip Erdogan tisse la toile de son « hyperprésidence »

ISTANBUL - correspondante

Le premier ministre turc, Ahmet Davutoglu, a annoncé sa démission, jeudi 5 mai, précisant qu'il ne briguerait pas un nouveau mandat à la tête du Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur, au pouvoir depuis 2002) dont le congrès extraordinaire se tiendra le 22 mai.

Traditionnellement en Turquie, le premier ministre est issu du parti majoritaire au Parlement. Le succès de l'AKP aux élections législatives du 1^{er} novembre 2015 devait assurer à M. Davutoglu, 57 ans, ancien professeur d'université polyglotte, un mandat de quatre ans à la tête du gouvernement, mais le président Recep Tayyip Erdogan en a décidé autrement.

« Cette décision de réduire mon mandat n'est pas le fruit d'un choix mais d'une nécessité », a rappelé M. Davutoglu devant les cadres de l'AKP réunis jeudi au siège du parti, à Ankara. Evoquant une « absence de consensus », il a indiqué « ne pas pouvoir être candidat

dans les circonstances actuelles », une allusion à la suppression récente de ses prérogatives, quand, le 29 avril, le comité exécutif de l'AKP, dominé par les fidèles de M. Erdogan, a retiré à M. Davutoglu, alors en visite au Qatar, le pouvoir de nommer les cadres régionaux du parti.

Divergences persistantes

« Je n'ai pas de reproches à faire, je n'éprouve ni colère ni rancœur », a insisté le premier ministre, précisant qu'il ne dirait jamais rien contre le président, son « frère ». Ce remaniement est pourtant le résultat de divergences persistantes au sein du tandem. Tout s'est joué, mercredi, lors de l'entretien hebdomadaire entre le président et son premier ministre. Arrivé au palais présidentiel en soirée, M. Davutoglu a tenté, pendant une heure et quarante minutes, d'arrondir les angles avec son mentor. Au sortir de leur réunion, les deux hommes, visages crispés, n'ont fait aucune déclaration.

M. Davutoglu n'aura guère eu le temps de jouir des fruits de son



Le premier ministre turc, Ahmet Davutoglu, lors d'une conférence de presse, jeudi 5 mai, à Ankara.
UMIT
BEKTAS/REUTERS

succès. Sa disgrâce est intervenue quelques heures après le feu vert de la Commission européenne en faveur d'une exemption de visa pour les ressortissants turcs désireux de voyager à travers l'espace Schengen. En réalité, l'accord sur les migrants signé à Bruxelles, le 18 mars, avec l'UE a été la goutte de trop pour le président Erdogan, mécontent que son premier ministre prenne des initiatives sans le consulter. Selon la presse, la proposition faite à Bruxelles par M. Davutoglu – le renvoi en Turquie des migrants arrivés en Grèce après le 20 mars – a été mise sur la table sans discussion préalable avec le « grand homme », comme on dit désormais à Ankara.

Vieux compagnon de route de M. Erdogan, dont il fut longtemps le conseiller, puis le ministre des affaires étrangères, « le professeur » Davutoglu a été nommé à la tête du gouvernement et du parti en août 2014, au moment où l'homme fort de la Turquie a été élu président, après trois mandats successifs au poste de premier ministre.

Réputé docile, dépourvu d'une base solide au sein de l'AKP, M. Davutoglu a vu d'emblée ses initiatives écartées. Ce fut notamment le cas du paquet de lois anticorruption qu'il proposa à l'automne 2014, et que le chef de l'Etat repoussa d'un revers de main au début de 2015, décrivant l'initiative comme « prématurée ».

Bien que d'une loyauté sans faille envers M. Erdogan, Ahmet Davutoglu se permettait parfois de le contredire, comme le jour où il affirma qu'il n'était pas nécessaire de mettre sous les verrous

les journalistes Can Dündar et Erdem Gül, du quotidien *Cumhuriyet*, accusés d'avoir cherché à renverser le pouvoir en place à travers leurs écrits.

Il s'érigea également contre les arrestations et le harcèlement administratif de plus d'une centaine d'universitaires signataires d'une pétition pour la fin des hostilités contre les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit en Turquie).

Mais la vraie raison de l'éviction de M. Davutoglu est ailleurs. Elle vient de son manque de zèle à approuver le projet d'hyperprésidence caressé par Recep Tayyip Erdogan. Devenu le premier président turc élu au suffrage universel en août 2014, « Tayyip bey », comme le surnomment ses partisans, brûle de passer à la vitesse supérieure. Il ne veut plus être un président « protocolaire » tel que le suppose l'actuelle Constitution, mais un chef de l'Etat doté de larges pouvoirs.

Et qu'importe si l'AKP n'a pas le nombre de sièges suffisants au Parlement (367 sur 550 sont nécessaires) pour mener à bien la réforme constitutionnelle, de facto, M. Erdogan a déjà imposé son projet. Fort de l'influence énorme qu'il conserve sur l'AKP, c'est lui qui choisira le nouveau chef du parti, voué à devenir premier ministre. L'Etat c'est lui, le parti et le gouvernement aussi. ■

MARIE JÉGO

Raid aérien contre un camp de déplacés

Au moins vingt-huit civils ont péri, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), lors de frappes aériennes contre un camp de déplacés en Syrie. Le camp d'Al-Kammouna, situé dans la province d'Idlib, près de la Turquie, où avaient trouvé refuge des familles ayant fui les combats dans la région voisine d'Alep, a été frappé, jeudi 5 mai, par des raids aériens, ont annoncé l'OSDH et des militants. Mamoun Al-Khatib, le directeur de l'agence de presse Shahba, basée à Alep et favorable aux rebelles, a accusé le régime d'être responsable de ces frappes. Le chef des opérations humanitaires de l'ONU, Stephen O'Brien, s'est dit « horrifié et écœuré » et a réclamé une enquête.

L'accord entre l'UE et la Turquie sur le fil du rasoir

ROME - envoyée spéciale
ISTANBÜL - correspondante

L'accord sur les migrants signé le 18 mars entre l'Union européenne et la Turquie est-il toujours d'actualité? Au lendemain de la mise à l'écart du premier ministre turc, Ahmet Davutoglu, l'interlocuteur privilégié des Européens dans ce dossier, le président Recep Tayyip Erdogan a montré qu'il reprenait la main, bien décidé à mettre Bruxelles au pied du mur.

La Turquie n'a pas l'intention de procéder aux modifications de sa loi antiterroriste comme le prévoit l'accord, a fait savoir M. Erdogan dans un discours aux accents abrupts, prononcé dans le quartier d'Eyüp, à Istanbul, vendredi 6 mai.

« Au moment où la Turquie subit les attaques des organisations terroristes et des structures qui les soutiennent, l'Union européenne nous demande de modifier la loi sur le terrorisme. Les visas seront abolis à cette condition, c'est ce qu'ils disent. Désolé, allez votre chemin, nous suivrons le nôtre. Entendez-vous avec qui vous pouvez... », a déclaré le numéro un, très applaudi.

Entré en vigueur début avril, l'accord prévoit le retour en Turquie de tous les migrants et réfugiés arrivés après le 20 mars sur les îles grecques de la mer Egée. En retour, Ankara a obtenu une aide financière (6 milliards d'euros), une accélération de la libéralisation des visas pour les ressortissants turcs voulant se rendre dans

l'espace Schengen et la reprise des négociations d'adhésion à l'UE.

L'exemption de visas d'ici à la fin juin était jusqu'ici perçue comme le principal acquis de l'accord. La Commission européenne vient d'approuver cette mesure, à condition qu'Ankara remplisse les cinq derniers critères exigés (sur 72 au départ), dont une redéfinition de la loi antiterroriste, jugée trop vague. Son champ d'application doit être réduit, « des critères de proportionnalité » doivent être introduits.

Réduire les opposants au silence

En guerre sur deux fronts, contre les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, autonomiste) dans le sud-est du pays et contre les djihadistes de l'organisation Etat islamique (EI) sur son flanc sud (19 morts à Kilis depuis janvier), la Turquie « ne peut pas se permettre » de changer sa définition du terrorisme, a souligné le ministre turc aux affaires européennes, Volkan Bozkir, cité vendredi par le quotidien progouvernemental *Sabah*.

Le président Erdogan souhaite au contraire l'élargir afin de réduire ses opposants au silence. « Les terroristes ne sont pas seulement ceux qui appuient sur la gâchette, mais aussi ceux qui rendent ces actes possibles. (...) Ce pourrait être des journalistes, des députés ou des représentants de la société civile », avait martelé le chef de l'Etat le 14 mars, au lendemain d'un attentat meurtrier (37 morts) perpétré à Ankara.

C'est sous l'inculpation de terrorisme que pourraient être jugés 49 des 59 députés du Parti démocratique des peuples (HDP, prokurde), accusés de soutien au PKK. Leur immunité parlementaire est en passe d'être levée. La mesure concerne 116 des 550 députés du Parlement, accusés de malversations pour la plupart; 8 % des députés du Parti de la justice et du développement (AKP, au pouvoir depuis 2002) sont concernés, 83 % dans les rangs du HDP. L'éviction de ces députés entraînerait une recomposition du Parlement, ouvrant la voie à l'adoption de la réforme constitutionnelle voulue par le président Erdogan, qui l'a qualifiée vendredi de « nécessité urgente ».

Applaudi par les militants de base de l'AKP, le coup de gueule de

« Désolé, allez votre chemin, nous suivons le nôtre. Entendez-vous avec qui vous pouvez »

RECEP TAYYIP ERDOGAN
président turc

M. Erdogan inquiète les dirigeants européens. Cruciale, la question des visas menace de mettre l'accord au tapis. Une procédure accélérée, aménagée tout spécialement pour la Turquie, n'est pas envisageable. D'autant que les réticences à la libéralisation des visas sont profondes,

surtout au Parlement européen, mais aussi dans les capitales, notamment à Paris.

Les nouvelles exigences de la Turquie pourraient braquer un peu plus les eurodéputés, notamment les conservateurs, majoritaires dans l'hémicycle à Bruxelles. « L'accord EU-Turquie a été négocié avec le gouvernement turc; M. Davutoglu n'est pas encore parti, il faut continuer à travailler avec lui », précisait une source diplomatique européenne vendredi soir.

« Ce qu'Erdogan veut peut-être, c'est provoquer une réaction forte de l'UE. Le pire serait une réaction en retour très négative du Parlement européen qui casserait l'accord avec Ankara dans les heures qui suivent », ajoutait cette source.

Le président Erdogan se sent en position de force sur la question des réfugiés. Près de trois millions de Syriens victimes du conflit ont trouvé refuge en Turquie; des dizaines de milliers campent dans un no man's land à la frontière syrienne et 400 000 déplacés pourraient grossir leurs rangs dans le cas d'une offensive aérienne russe sur Alep.

Si l'accord s'effondre, les dirigeants turcs ont menacé d'expédier vers l'Europe des centaines de milliers de réfugiés. « Ne croyez pas que les bus et les avions soient ici pour rien, nous ferons le nécessaire », avait menacé M. Erdogan le 11 février, excédé par les appels pressants lancés par l'Europe pour que son pays retienne le flot des migrants. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX
ET MARIE JÉGO

Prison ferme pour deux journalistes du quotidien « Cumhuriyet »

DEUX JOURNALISTES DU QUOTIDIEN d'opposition *Cumhuriyet*, Can Dündar et Erdem Gül, ont été condamnés, vendredi 6 mai, à cinq ans et dix mois de prison pour le premier, à cinq ans pour le second, par un tribunal d'Istanbul pour « divulgation de secrets d'Etat ». Les deux journalistes, qui ont été laissés en liberté, vont faire appel. Ils sont également poursuivis, dans une autre procédure, pour « liens avec une entreprise terroriste ».

L'accusation reprochait aux deux hommes d'avoir publié des articles et une vidéo montrant une livraison d'armes, opérée en 2014 par les services secrets turcs (MIT) aux rebelles syriens. Leur procès,

emblématique des atteintes à la liberté d'expression en Turquie; a été largement suivi par les diplomates occidentaux. Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a fustigé leur présence au tribunal dès l'ouverture du procès.

Aggression à main armée

Les audiences ont eu lieu à huis clos. Le chef de l'Etat, qui s'est constitué partie civile aux côtés des services secrets, a accusé les journalistes d'avoir sali la réputation de la Turquie, allant jusqu'à souhaiter publiquement qu'ils « paient le prix fort » pour leurs écrits. L'annonce du verdict a été précédée, vendredi, d'une agres-

sion à main armée contre Can Dündar. Sorti de la salle d'audience à l'occasion d'une pause, il a été visé à trois reprises par un agresseur qui a crié « traître » en lui tirant dessus.

Can Dündar n'a pas été touché. L'attaquant a été interpellé par la police. Selon l'agence Dogan, il s'agirait de Murat Sahin, 40 ans, originaire de Sivas, une ville conservatrice du nord-est de la Cappadoce. « Nous avons vécu deux tentatives d'assassinat en deux heures, a commenté Can Dündar. L'une par arme à feu et l'autre judiciaire. Je sais que les ordres des plus hautes instances ont joué un rôle dans le jugement. » ■

M. JÉ.

Migrant deal under strain as Erdogan defies Europe

BERLIN

BY ALISON SMALE
AND JAMES KANTER

The increasingly authoritarian tilt of President Recep Tayyip Erdogan of Turkey, reinforced this past week by the ouster of his prime minister, has Euro-



TURKISH PRESIDENTIAL PRESS OFFICE, VIA EPA

President Recep Tayyip Erdogan said that Turkey wouldn't bend on its antiterror laws.

pean leaders newly questioning their reliance on him and the viability of an already divisive deal struck this spring that has largely halted the flow of migrants to Europe.

The widening gulf in democratic values has now run up against provisions in the deal that would allow Turks visa-free travel to Europe — as well as Mr. Erdogan's deepening intransigence — and is threatening even to undo the deal.

The gap between the sides and the growing pressure on the accord became clear this past week when the European Commission called on Turkey to narrow its application of antiterrorism laws and bring them in line with European Union standards — one of more than 70 conditions it has set for visa-free travel.

Turkey has very broad terrorism laws, which many Europeans fear are being used by Mr. Erdogan to crack down on his opponents. In fact, Mr. Erdogan recently said the government should widen the definition of terrorist to include journalists and academics.

But on Friday, Mr. Erdogan proclaimed with typical defiance that Turkey “will not change its antiterror law for the sake of a visa deal” that would let the 75 million Turks travel to Europe for three months at a time.

“We will go our way,” Mr. Erdogan said in Istanbul. “You go yours.”

The episode was a fresh reminder of the political costs of holding together a deal that has helped the European Union avoid a replay of the chaotic tide of migrants that nearly collapsed its system of open borders last year.

Turkey has been promised up to 6 billion euros, or about \$6.8 billion, over three years to meet the costs of shelter-

ing refugees from Syria and Iraq, as well as the possibility of the visa-free travel arrangement and fresh consideration of talks to join the European Union.

But the viability of the deal was called into question this week with the ouster of the Turkish official who has been most closely associated with it: Prime Minister Ahmet Davutoglu. He was pushed out on Thursday by Mr. Erdogan, in what was widely interpreted as a move by the president to tighten his hold on power.

Two weeks ago, Mr. Davutoglu was the only Turkish leader who accompanied senior European Union officials as they visited Gaziantep, on the Turkish-Syrian border, to see how the deal was working.

“It is clear that Davutoglu was the decisive man for the deal,” said Sylke Tempel, editor in chief of *Internationale Politik*, published by the German Council of Foreign Affairs.

Echoing that thought, the conservative *Frankfurter Allgemeine Zeitung* noted Friday that “this means that the success of the deal will now be even

“This means that the success of the deal will now be even more vulnerable to Erdogan’s whims.”

more vulnerable to Erdogan’s whims.” European leaders, it added, should be “on red alert for rocky relations with Ankara in the future.”

Carl Bildt, a former Swedish foreign minister, appeared to be pessimistic about the future of the migration pact now that Mr. Davutoglu had resigned.

In a post late Thursday to his widely read Twitter account, Mr. Bildt wrote that “prospects for progress on E.U.-Turkey deal and relations have now dimmed considerably.”

No European leader has a greater stake in making the deal work than Chancellor Angela Merkel of Germany, who took the lead in negotiating it with Mr. Davutoglu.

On a visit to Italy, the chancellor noted cautiously on Thursday that “we have made good progress with the deal with Turkey. The European Union — at least Germany and Italy — is ready and stands by its commitments. We hope of course that that is mutual.”

Whether Europe and Turkey can continue to work closely together may now rest on whether Mr. Davutoglu's replacement also embraces a vision of Turkey with one foot in Europe, or emphasizes Mr. Erdogan's authoritarian bent, said Volker Perthes, a Mideast expert and director of the government-funded German Institute for International and Security Affairs.

“For now, I don't think the costs are actually higher for Merkel” than for other European leaders, Mr. Perthes

said, although “she is more personally involved in a deal which pro forma is between the E.U. and Turkey, not the member states.”

Under the deal, Turkey has already begun taking back refugees who had made their way to Greece, and the flow of migrants has virtually stopped.

The aim of robbing people smugglers of business and preventing refugees risking their lives across the Aegean has thus been achieved, Ms. Tempel noted.

But the other aspect of the deal — influencing Turkey's internal development through conditions for travel and eventual bloc membership — is much more fragile, Ms. Tempel said.

With Mr. Davutoglu now leaving office, Ms. Merkel and the rest of Europe are left hoping for a replacement they can decently do business with.

Mr. Erdogan's tough talk on Friday is probably less worrying than the fact “that we are losing one of Erdogan's team who had a very strong interest in linking Turkey to Europe,” Mr. Perthes said. “I think he really wanted to do the deal with the Europeans, achieving this collaboration would have been a big victory for him, also as a person.”

In Turkey, some analysts said they thought Mr. Davutoglu had to go because he was cutting an increasingly independent and popular figure.

“Erdogan feared that Davutoglu could use his international profile as leverage against Erdogan to carve an autonomous sphere of action domestically,” said Aykan Erdemir, a former opposition lawmaker and senior fellow at the Foundation for Defense of Democracies. “Such a power-sharing arrangement is not something that Erdogan can tolerate.”

But Manfred Weber, a German lawmaker of Ms. Merkel's conservative bloc who leads the center-right European People's Party at the European Parliament, voiced extreme wariness about granting visa-free travel to Turkey unless Turkey also made concessions.

“The resignation of the Turkish prime minister is not a good signal,” Mr. Weber said in an email, adding that the European Parliament would vote on visa waivers only “if all criteria are met.”

One of the five conditions Ankara must still meet is to revise laws and practices to balance the fight against terrorism with respect for human rights.

Cem Ozdemir, a leader of Germany's Greens and among the country's best-known politicians of Turkish descent, said Mr. Davutoglu's departure “underscores how much Erdogan is trying to change Turkey into a one-man state.”

It showed, he said, that Mr. Erdogan is the only negotiating partner who matters and “that you can only bet moderately on the reliability of Ankara.”

Ms. Merkel, he added, had long evinced little interest in Turkey and opposed its bid to join the European Union.

Now, he said, “it is not without irony that when Turkey is going completely in the wrong direction, she is the one opening the gates” to Europe. Her lack of Turkish allies outside the government, he added, “is coming back to bite her.”

Iran Rejects Barzani's Call for Independence

TEHRAN (FNA) - May 09, 2016
<http://en.farsnews.com>

Iran dismissed Iraqi Kurdistan Region Intelligence Chief Masrour Barzani's remarks on consultations with Tehran and Ankara on the Region's independence from Iraq, and urged all Iraqi groups to reinvigorate unity and their country's territorial integrity.

"Iraq's independence, unity and territorial integrity guarantees interests of the country's people and all the regional and world states," Foreign Ministry Spokesman Hossein Jaber Ansari told reporters in Tehran on Monday.

He expressed the hope that Iraq's elites and political streams would understand the real dangers threatening their country and help and facilitate national talks for the sake of continued national sovereignty, territorial integrity and efficient campaign against the terrorist groups.

"Given the special conditions in Iraq, Iran persuades all Iraqi sides to respect the legal criteria and approaches and hold national talks to resolve their internal differences," Jaber Ansari said.



He underlined that the approaches which only meet the interests of some groups, tribes and religions cannot resolve the problems in Iraq and establish stability and security in the country.

The Iranian officials have always warned the regional nations of enemies' plots to disintegrate them and destroy their unity.

Late in January, Iranian Supreme Leader's top adviser for international affairs Ali Akbar Velayati warned of the plots hatched by Tel Aviv to disintegrate Islamic states, including Iraq and Syria.

"The Zionist regime seeks to sow discord and disintegrate the Muslim countries," Velayati said in

Tehran.

He pointed to the important role the Kurds play in the fight against Takfiri terrorism, adding, "We supported the Kurdish fighters in the battle against Saddam. We backed both Mr. Barzani and Talabani, and we are against what happened in Kobani."

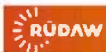
"We now support the Syrian Kurds in the battle against ISIL. As the history of our Kurdish brothers in Iraq and Syria shows, they always fight back against foreign invaders," Velayati noted.

His remarks came after Israeli Justice Minister Ayelet Shaked spoke out in favor of an independent Kurdish state. She also urged increased cooperation between Israel and the Kurdish people.

Shaked saw this as an opportunity to weaken Israel's rivals in the region.

"We must openly call for the establishment of a Kurdish state that separates Iran from Turkey, one which will be friendly towards Israel," Shaked told the annual INSS security conference in Tel Aviv mid January, as cited by the Times of Israel.

More precisely, Shaked proposed the new state be founded between Turkey, Israel and Iraq.



May 11, 2016

Kirkuk refuses Baghdad decree to grant refugees residence status

By Rudaw.net 11/5/2016

ERBIL, Kurdistan Region – Kurdish provincial authorities in Kirkuk have rejected a call by Baghdad to grant local ID cards to war-displaced refugees living there, accusing the central government of another tactic to "Arabize" the province.

"We reject this decree since it would help change the demography of the province," Azad Jabbari, head of the Kirkuk Province's Security Committee, told Rudaw.

"It is similar to the Baathist regime's Arabization process," he claimed, referring to policies by the ousted dictator Saddam Hussein to change Kirkuk's Kurdish demography.

Some 115,000 families were relocated to Kirkuk after fleeing homes in the central and western parts of Iraq since the Islamic State (ISIS) captured a third of the country since in June 2014.

Only 20, 000 families have returned to their homes since ISIS retreats from their areas, beaten back by the Kurdish Peshmerga

and Iraqi forces.

According to the Iraqi constitution, any person who moves to reside in a new town or area is entitled to the right to local civil status.

This is the second time that the Iraqi Interior Ministry has issued a decree to Kirkuk authorities to grant local civil status to internally displaced refugees living there for three years or more. But another Kirkuk official spoke of an agreement to return refugees to their homes, once their areas are liberated from ISIS control.



Refugees in Kirkuk. AFP photo.

"This is the only way to solve the refugee crisis," Ammar Aabah, head of the Kirkuk Migration Department, told Rudaw. After the Duhok province, Kirkuk is in second place for hosting the largest number of internally displaced persons (IDPs) from the rest of Iraq. ■



Car bomb in Turkey's Diyarbakir leaves three dead

May 11th, 2016 //fr.euronews.com

AT LEAST three people have been killed and 45 wounded when a car bomb struck a bus carrying Turkish police officers.

The state-run news agency reported that the attack in the mainly Kurdish city of Diyarbakir was carried out by the Kurdistan Worker's Party or PKK.

Five of the wounded were prisoners being moved under police custody, according to a security source.

A senior official said some of them had been members of the outlawed PKK party and may have been targeted for being suspected informants.

Kurdish rebels have been targeting police and military targets since the collapse of a fragile truce in July 2015.

The PKK has been waging a 30-year-long insurgency against the Turkish state to push for autonomy in the southeast of the country. ♦



PKK car bomb attack on Turkish police bus, Diyarbakir. Photo: Reuters

Turkey dismisses UN alarm at alleged rights abuses in Kurdish region

Foreign ministry refutes claim after UN expressed concern at lack of response to requests to conduct research in area

Constanze Letsch /11 May 2016
/www.theguardian.com

The Turkish foreign ministry has dismissed a UN statement raising alarm over violence against civilians and alleged human rights abuses in predominantly Kurdish south-east Turkey and said it was welcome to visit the region.

The UN high commissioner for human rights, Zeid Ra'ad Al Hussein, had on Tuesday expressed concern over the Turkish government's refusal to allow a UN team to conduct research in the area amid reports that more than a hundred people had burned to death in buildings surrounded by security forces.

"More and more information has been emerging from a variety of credible sources about the actions of security forces in the town of Cizre during the extended curfew there from mid-December until early March," he said in a press release.

"Most disturbing of all are the reports quoting witnesses and relatives in Cizre which suggest that more than 100 people were burned to death as they sheltered in three different basements that had been surrounded by security

forces."

Al Hussein said the Turkish government had "not responded positively to requests by my office and other parts of the United Nations to visit the region" to collect information first hand. "In 2016, to have such a lack of information about what is happening in such a large and geographically accessible area is both extraordinary and deeply worrying."

He also condemned all violence committed by Kurdish militants.

Violence in the Kurdish region of Turkey has escalated since a ceasefire between the government in Ankara and the outlawed Kurdistan Workers' party (PKK) broke down last July, leaving a tentative three-year peace process in tatters and reviving a conflict that has cost more than 40,000 lives since it began in 1984.

In Cizre, a town close to the Syrian and Iraqi borders, violent clashes between security forces and armed Kurdish militants have left at least 200 dead and tens of thousands displaced from their homes.

Human rights groups have expressed concern about allegations of torture, ill-treatment and extrajudicial killings in towns and



Zeid Ra'ad Al Hussein said the Turkish government had not responded positively to requests from his office to visit the region. Photograph: Martial Trezzini/EPA

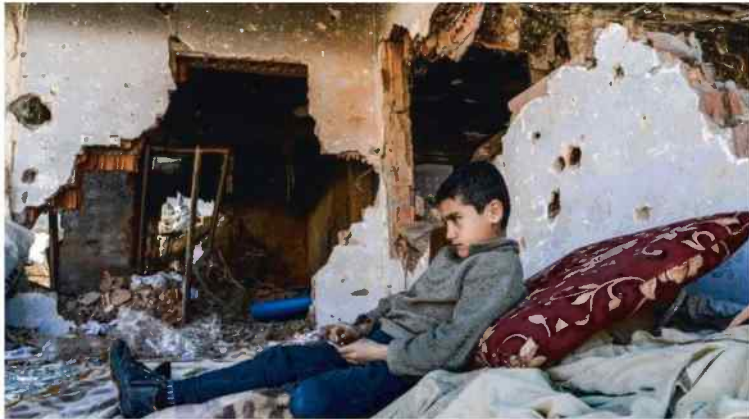
districts under curfew, and said access to the region had become increasingly difficult.

Tanju Bilgiç, spokesman for the Turkish foreign ministry, dismissed the commissioner's concerns as biased and said the authorities took all necessary precautions to protect civilians during security operations.

Human Rights Watch said the UN should follow up the ministry's invitation and conduct independent research in Cizre.

"We would now like to see a full fact-finding mission that will assess the situation in the south-east of Turkey and that will look at the way the Turkish government is conducting security operations against the PKK," said Emma Sinclair-Webb, senior Turkey researcher for Human Rights Watch.

"There have been huge problems of access to some areas in the south-east for human rights monitors and journalists. The government cannot deny access and then accuse everyone of getting it wrong, and this denial fuels concerns of a cover-up." ♦



Turkey's crack-down left some homes in ruins in Cizre



A girl looks at a dead body among the rubble of damaged buildings in Cizre. Photograph: Ilyas Akengin/AFP/Getty



People carry their belongings from their ruined houses in Cizre. Photograph: Cagdas Erdogan/Getty Images

Face à Mossoul, des troupes divisées

L'offensive contre la « capitale » de l'EI est au point mort, faute de confiance entre les forces antidjihadistes

REPORTAGE

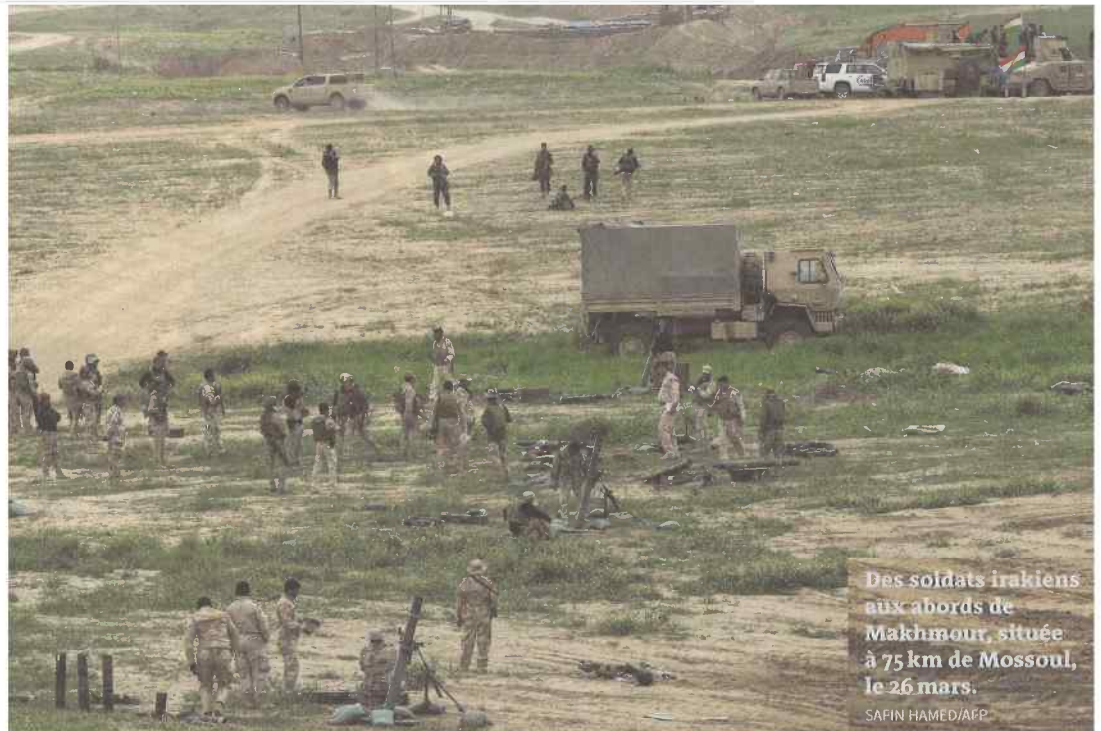
MAKHMOUR (IRAK) - envoyé spécial

Debout devant sa guérite aux parois de plastique, kalachnikov sanglée au corps, un garde de la sécurité intérieure kurde irakienne se balance d'un pied sur l'autre, attendant dans l'ennui d'une chaude journée de printemps que viennent se soumettre à son contrôle les véhicules de passage. Vers l'ouest, la route dont il surveille l'accès mène aux lignes de front avant de pénétrer les territoires encore contrôlés par l'organisation Etat islamique (EI), qui bordent le cours du Tigre. Vers l'est, elle longe la petite ville de Makhmour qui, bien que contrôlée par les forces kurdes, abrite les casernes de la 15^e division de l'armée irakienne. Etablie à Makhmour au début de l'année, cette unité d'environ 5 000 hommes a été créée et entraînée avec le soutien des forces armées américaines pour prendre part à la libération sans cesse repoussée de Mossoul, la grande ville du nord du pays, occupée par les djihadistes depuis juin 2014.

Dans un sens comme dans l'autre, le garde kurde laisse passer des pick-up tout-terrain portant sur le flanc le drapeau irakien, des véhicules que les peshmergas kurdes ont décorés de leurs propres insignes nationaux, ou encore, à bord de taxis couleur sable, les membres aux uniformes dépareillés des milices tribales composées de combattants arabes sunnites de la région. Financés par Bagdad, ces groupes armés participent, sur le front de Makhmour, à la lutte contre l'EI, qui contrôle, de l'autre côté du front, leurs villages d'origine.

Vaquant à leurs occupations séparément, tous ceux qui passent la guérite du garde kurde ont le même ennemi. Ils paraissent pourtant évoluer dans des réalités différentes, s'ignorant les uns les autres dans une atmosphère tangible de défiance.

Sur les bords de la route, certains bâtiments aux façades semées d'impacts de balles portent



Des soldats irakiens aux abords de Makhmour, située à 75 km de Mossoul, le 26 mars.

SAPIN HAMED/APP

encore la marque des combats qui ont suivi la brève occupation de la ville par l'EI en août 2014. La fulgurante offensive djihadiste contre les positions kurdes avait ouvert une nouvelle phase dans le conflit irakien. Alors que Mossoul était tombée deux mois plus tôt, la prise de Makhmour et les risques pesant sur Erbil, la capitale du Kurdistan toute proche, avaient contribué à déclencher les premières frappes américaines puis la mise sur pied de la coalition internationale contre l'Etat islamique. Si, en mai, l'EI a perdu des portions importantes des territoires alors passés sous son contrôle, vu de Makhmour, Mossoul, distante de 75 kilomètres à vol d'oiseau, paraît encore hors d'atteinte.

Présentés comme le coup d'envoi de l'offensive de libération de la deuxième ville d'Irak, les premiers mouvements des troupes irakiennes lancés depuis Makhmour, le 24 mars, se sont brusquement interrompus au bout de quelques jours. « Il a été décidé de mettre en suspens notre dernière opération et de repenser notre organisation. Nous avons besoin de plus de temps et d'avancer pas à pas », tente d'expliquer le lieute-

« Avec une armée pareille, Daech doit se réjouir à Mossoul ! », s'exclame le colonel kurde Mahdi Younis

nant-colonel Firas Bachar, un des porte-parole de la 15^e division. Sur un mur de son petit bureau, entre un bouquet de fleurs en plastique et un drapeau irakien, pend une tenture brillante représentant la logotype du commandement des opérations de libération de Ninive. En son centre, une photographie du minaret de la mosquée Nabi Younès (le prophète Jónas) à Mossoul, détruit par les djihadistes peu après leur entrée dans la ville.

Une expression de haine froide

Le bilan de l'offensive est maigre. Les troupes irakiennes et les milices sunnites locales, pour qui la localité d'Al-Qayyarah, située sur les rives du Tigre à une trentaine de kilomètres, représente un objectif stratégique, n'ont pu libérer dans un premier temps

que trois villages dont deux avaient déjà été désertés. La prise du hameau de Mahana le 27 avril, avec le soutien aérien de la coalition, constitue la seule avancée enregistrée depuis. Le retard pris par les opérations contribue à la dégradation des rapports entre les forces irakiennes et leurs partenaires locaux.

« Avec une armée pareille, Daech [acronyme arabe de l'EI] doit se réjouir à Mossoul ! », s'exclame le colonel kurde Mahdi Younis, attablé au réfectoire du quartier général des peshmergas à Makhmour tandis que, derrière lui, quelques marines américains franchissent la porte métallique marquée d'un écriteau « Camp Swift ». C'est ainsi qu'ont été baptisées les installations où sont basés les conseillers militaires de la coalition déployés dans la zone.

La soixantaine, les cheveux teints en noir et le treillis un peu trop ajusté, l'officier kurde ne cache pas son scepticisme sur les forces envoyées par le gouvernement de Bagdad. « Je ne leur fais pas confiance, ils n'ont aucune motivation », dit-il en désignant d'un mouvement de tête la base irakienne voisine située à quelques mètres de distance, de l'autre côté

de la cour: «Ils sont bien mieux équipés que nous et n'obtiennent aucun résultat. Nous les acceptons sur notre territoire parce qu'ils sont censés avancer, mais ils sont incapables de reprendre Mossoul.»

Composée d'une majorité de soldats de confession chiite qui n'hésitent pas à garnir leurs blindés de drapeaux à la gloire du prophète Hussein, la 15^e division n'a pas su gagner la loyauté des miliciens arabes sunnites de la région. Le cheikh Nazihan Safar Salman, qui commande quelques centaines de combattants issus de la tribu des Al-Lihaib, va jusqu'à exclure toute coopération ultérieure avec l'armée irakienne. Il reçoit sous une tente meublée de volumineux fauteuils, plantée à l'abri d'un talus de terre sèche sur la portion de front dont il a la charge. L'homme d'une cinquantaine d'années à la barbe finement taillée et au visage figé dans une expression de haine froide ne reconnaît aucune légitimité aux forces gouvernementales. «Pour moi, ce n'est pas une armée irakienne, mais une armée chiite. Il ne faut pas que cette force avance davantage dans les zones sunnites», déclare-t-il avant d'admettre qu'il envisagerait, le cas échéant, de retourner ses armes contre les soldats de la 15^e division.

«Ils ne sont pas prêts à mourir»
Sans partager les positions extrêmes du cheikh Nazihan, Almiqdad Fars Abdallah, jeune chef de la milice tribale des Sabhawi, qui a récemment succédé à son père,



mort au combat contre l'EI, fait ouvertement part de sa méfiance vis-à-vis de l'armée gouvernementale: «Ils viennent tous du Sud, ils ne sont pas prêts à mourir loin de chez eux et, de toute façon, ils ne sont pas assez entraînés pour combattre Daech.» Lorsqu'il ne se rend pas sur le front immobile de Makhmour, Almiqdad séjourne avec ses proches au camp de déplacés de Dibaga, à une vingtaine de kilomètres de Makhmour, où de nombreux membres de sa tribu ont élu domicile après l'arrivée de djihadistes, dorénavant sous la protection et la surveillance des forces kurdes.

Les modestes avancées de l'armée ont considérablement accru le nombre de déplacés dans la ré-

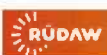
gion, les habitants des zones environnantes encore sous la férule de l'EI profitant de la confusion pour rejoindre les villages libérés. D'après Rizgar Abed, le directeur du camp de Dibaga, la population aurait augmenté de 80 % pour s'élever à 6 600 personnes. «Rien n'avait été prévu pour accueillir tous ces gens», déplore-t-il avant d'ajouter: «Il y a un risque que les déplacés refusent de rentrer dans leurs villages par crainte de l'armée irakienne.» Si les nouveaux arrivants sont soulagés d'avoir pu échapper au règne de l'EI, la présence des forces gouvernementales est diversement appréciée et la confiance des populations sunnites envers les forces de Bagdad est loin d'être acquise.

« Nous avons besoin de plus de temps et d'avancer pas à pas »

LIEUTENANT-COLONEL FIRAS BACHAR
porte-parole de la 15^e division

Dans l'une des allées de terre du camp de déplacés, tandis que retentit l'appel à la prière, Abdallah (nom modifié à sa demande) fait part de son pessimisme: «Je peux me fier aux tribus sunnites ou aux peshmergas kurdes, mais pas à l'armée. Pour moi, les soldats irakiens sont venus prendre leur revanche. Pour eux, il n'y a pas de différence entre nous et Daech. Si mon village est libéré, je ne pense pas que je pourrai y retourner s'ils restent et l'occupent.» Les premiers balbutiements de l'opération visant à libérer Mossoul ne présagent guère de progrès rapides, alors que la ville s'appête à entrer dans sa deuxième année d'occupation djihadiste. ■

ALLAN KAVAL



May 17, 2016

Rival Kurdistan Region parties sign deal to end political stalemate, develop relations

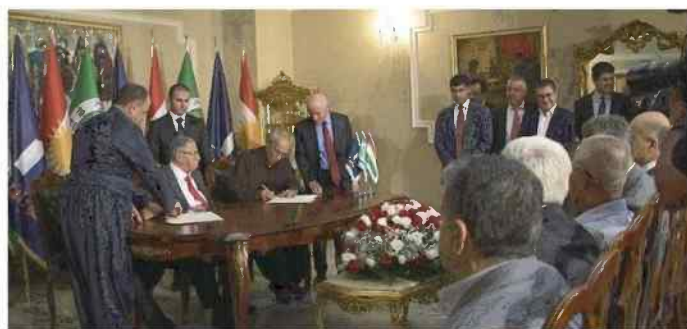
Rudaw.net 17/5/2016

SULAIMANI, Kurdistan Region – The Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and its breakaway Change Movement (Gorran) signed an important agreement Tuesday, ending seven years of separation, political stalemate and rivalry.

The official signing in the city of Sulaimani came after both the PUK and Gorran leaderships separately approved the agreement Saturday to develop relations.

Although the details of the agreement have not been fully disclosed, the drafting of the deal was done by a high-level mutual committee from both parties.

The agreement was signed by the PUK's Kosrat Rasul Ali and Gorran's Nawshirwan Mustafa, with



PUK and Gorran officials sign an historic agreement in Sulaimani, with PUK leader Jalal Talabani seated in between. Rudaw photo.

other senior leaders present. Jalal Talabani, the former Iraqi president who still officially leads the PUK but largely disappeared from the country's political scene since suffering a

stroke in December 2012, sat between the two party leaders.

Gorran split from the PUK in 2009, becoming Kurdistan's first strong opposition party. It later joi-

ned the broad-based Kurdish government.

Mending relations with PUK is an attempt by Gorran to improve its political position.

Political rivalries in Kurdistan intensified after angry protesters stormed and torched several offices of the ruling Kurdistan Democratic Party (KDP) across Sulaimani province in early October, in a series of violent demonstrations that sent shockwaves through the region. Since then, no serious attempts were made at reconciliation.

Following the violence, the KDP announced it would no longer recognize Gorran member and Parliament Speaker Youssef Muhammad. The parliament has remained paralyzed since then.

Une Turquie qui s'enfonce dans l'arbitraire et la violence

DELPHINE MINOUI  @DelphineMinoui
CORRESPONDANTE À ISTANBUL

C'ÉTAIT le vendredi 6 mai. Un vendredi noir imprimé dans le calendrier mouvementé de la Turquie d'aujourd'hui. Ce jour-là, avant même d'être condamné en première instance à cinq ans et dix mois de prison pour « *divul-gation de secrets d'État* », le journaliste Can Dündar échappait à un assassinat. Devant le tribunal d'Istanbul, le rédacteur en chef du quotidien d'opposition *Cumhuriyet*, qui avait levé le voile sur une livraison d'armes à des rebelles islamistes en Syrie depuis la Turquie, a été visé par un tireur isolé l'accusant de « *trahison* ». Durant sa garde à vue, l'homme au pistolet aurait même précisé avoir voulu infliger « *une leçon* » au reporter.

L'incident est d'autant plus inquiétant qu'il s'inscrit dans une spirale de violence que les militants démocrates du pays imputent au président Recep Tayyip Erdogan. Encore sonné par le geste de son assaillant, Can Dündar le dit avec ses propres mots : « *Je ne connais pas cette personne, mais je connais très bien ceux qui nous prennent pour cible* » – une référence indirecte aux autorités.

« *Le problème du pouvoir turc, c'est qu'il s'obstine à traquer ses opposants en les qualifiant de "terroristes", tout en encourageant une chasse à l'homme à leur encontre, alors qu'au même moment, le pays fait face à une véritable menace terroriste qu'il semble incapable de contenir* », murmure un observateur avisé sous couvert de l'anonymat. Il fait là référence à la cascade d'attentats qui déferle en parallèle sur le pays. Et qui a déjà touché deux fois le cœur historique d'Istanbul : le 12 janvier, à proximité de la grande mosquée de Sultanahmet ; le 20 mars, la célèbre avenue piétonne İstiklal, empruntée quotidiennement par des milliers de badauds.

À chaque reprise, un kamikaze soupçonné d'être lié à l'organisation de l'État islamique a fait détoner sa ceinture d'explosifs, en visant vraisemblablement des touristes. De quoi créer un climat de paranoïa dans cette ville tant prisée des voyageurs étrangers. « *Je ne prends plus le métro* », confie Elize, une décoratrice d'intérieur. Sur la place Taksim, cœur névralgique de l'ex-Constantinople, les passants pressent le pas à chaque fois qu'une sirène de police retentit. À l'approche de l'été, les terrasses de café, habituellement bondées, sont plus calmes. Les hôteliers, eux, font grise mine, y compris



Attribué au PKK, un attentat à la voiture piégée contre un car de la police a fait 3 morts et 45 blessés, le 10 mai à Diyarbakir.

dans les stations balnéaires comme Antalya, déjà boudées par la clientèle russe depuis le gel des relations entre Ankara et Moscou. Dans les parcs, devant les centres commerciaux, ou à l'entrée des bateaux-bus, la police a renforcé ses contrôles. « *Les gens ont peur* », poursuit l'artiste stambouliote.

Le volcan couvait depuis un certain temps. La première étincelle remonte à l'été 2015. En plein cœur de Suruç, près de la frontière syrienne, un attentat attribué à Daech endeuille un rassemblement de jeunes activistes prokurdes, causant la mort de 32 personnes. Accusant le pouvoir de laxisme envers les djihadistes, la guérilla kurde du PKK riposte en tuant deux policiers. Très vite, la Turquie, qui fait partie de la coalition internationale anti-Daech, frappe

“La lutte contre le terrorisme est devenue un prétexte pour museler toute voix critique. C'est très inquiétant”

KEREM ALTIPARMAK, JURISTE

l'État islamique en Syrie. Dans la foulée, elle se met aussi à bombarder les positions du PKK en Irak, avant de lancer une offensive contre la guérilla kurde dans le sud-est du pays, faisant voler en éclats le fragile cessez-le-feu qui tenait depuis mars 2013. Depuis, une vague d'attentats touche la Turquie : Istanbul, Bursa ou encore plus récemment Gaziantep... Ankara, la capitale administrative, reste de loin la ville la plus endeuillée par ces attaques. Tantôt attribuées à l'EI, tantôt revendiquées par les Faucons de la liberté du

Kurdistan (TAK), un groupe radical réputé proche du PKK, elles ont plongé la population turque dans une profonde confusion.

« *Le problème, c'est qu'au lieu de désamorcer les conflits, Erdogan ne cesse de mettre de l'huile sur le feu* », s'inquiète un professeur d'université qui veut taire son nom. L'enseignant a ses raisons d'avoir peur de parler à visage découvert : il fait partie des quelque 12 000 signataires d'une pétition dénonçant les violences de l'armée dans ses opérations contre les rebelles kurdes, et que le président turc taxe de « *trahison* ». Accusés de « *propagande terroriste* », certains d'entre eux sont poursuivis en justice. D'autres ont été remerciés par la direction de leur université ou font l'objet de menaces.

En fait, depuis la percée politique du HDP, le parti de gauche prokurde lors des législatives de juin dernier, le chef de l'État turc a fait du PKK une véritable obsession. Chaque attentat, même s'il porte l'empreinte de l'EI, est prétexte à s'attaquer à la rébellion kurde dans ses discours. Pis, le président Erdogan et ses alliés de l'AKP, son parti, sont friands d'amalgames entre le PKK, considéré comme une organisation terroriste en Europe – et dont personne ne doute de la violence – et les acteurs politiques kurdes, partisans de la paix. Dans le collimateur du président, qui l'accuse lui aussi de « *soutenir le terrorisme* », Selahattin Demirtas, le leader du HDP – qui a lui-même échappé à une tentative d'assassinat – risque ainsi de perdre son immunité parlementaire. La commission des lois du Parlement vient récemment de voter la levée contre tous les députés du parti prokurde.

Sur cette chasse aux militants pro-

kurdes se greffe une traque, toute aussi systématique, contre les entreprises et médias soupçonnés de lien avec Fethullah Gülen. L'ex-allié d'Erdogan, également qualifié de « terroriste » est soupçonné d'être à l'origine des fuites liées au scandale de corruption qui éclaboussa le chef de l'État en 2013. Aujourd'hui, le président cherche à se

venger par tous les moyens. Quitte à en profiter pour ronger chaque jour un peu plus la fragile liberté d'expression du pays. « La lutte contre le terrorisme est devenue un prétexte pour museler toute voix critique. C'est très inquiétant », se désole le juriste Kerem Altıparmak.

«Ce qui se passe actuellement en Turquie ressemble beaucoup à l'Union sovié-

tique de Staline », écrivait pour sa part l'universitaire Ahmet Insel, au début du printemps, pour dénoncer les dérives autoritaires du président turc. Ironie de l'histoire, son « coup de gueule » avait été publié dans les colonnes de Cumhuriyet avant l'attaque visant Can Dündar, son rédacteur en chef. ■

REUTERS

Bloodshed blurs Middle East borders set 100 years ago by UK-French pact

May 16, 2016 / JERUSALEM | By Dan Williams / Reuters

A CENTURY AFTER Britain and France secretly mapped out a Middle East they would control upon defeating the Ottomans in World War One, its borders have been blurred by sectarian bloodshed - and some in the region see opportunity in the chaos.

These include Israelis or Kurds who seek to carve out their own turf, and Arab nationalists or Islamists nursing rancour at Western imperialism. Though diffuse in terms of their clout and aims, they pose a headache for today's global crisis managers.

Nowhere is this more felt than over Syria and Iraq, whose territories diplomats Mark Sykes of Britain and Francois Georges-Picot of France broadly demarcated with pen strokes in the May 16, 1916 pact, and which are now riven by the advances of Islamic State insurgents and Sunni-Shi'ite infighting.

The Sykes-Picot centennial has occasioned conferences and policy papers in Israel. Its premier, Benjamin Netanyahu, argues that Israel's annexation of the Syrian Golan Heights, which it captured in the 1967 war, should be recognised internationally - in part, because Damascus may no longer wield enough central authority to negotiate for a return of the strategic plateau.

Ceding the Golan would put Israel's interior within range of Islamic State weapons, said senior Israeli diplomat Dore Gold.

"The meltdown of borders with the 'Arab Spring' and 'Islamic Winter' has created a reality that points out a number of precautions that Israel has to have in the future," Gold told Reuters in an interview. "Irredentist movements are emerging which challenge boundaries established a long time ago."

Gold said Israel's diplomatic campaign was prompted by the U.N. Syria peace envoy's inclusion in March of the Golan in proposals to reunite a country fragmented by five years of civil war.

Russia, the big power most invested in backing Syrian President Bashar al-Assad against rebel and militant groups, agrees, with its officials saying the Israeli-occupied Golan should remain part of Syria.

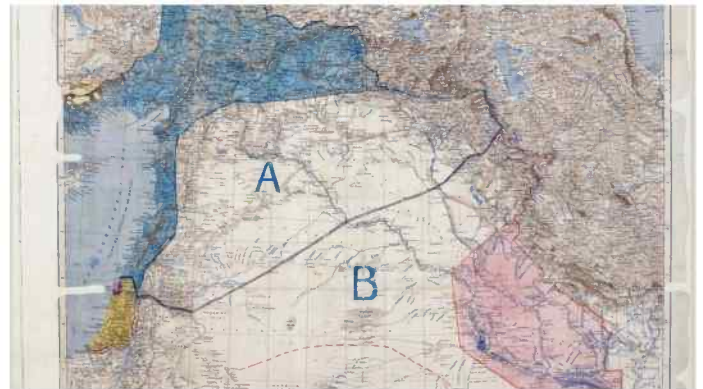
"This raises, in my view, the image of some secret meeting in the basement of one of the chancelleries of Europe, where a 21st century Sykes and Picot are sitting with maps and cartographers and trying to reconfigure the borders of the Middle East," Gold said. "You have to put down your flag."

Gold was being hyperbolic - there is no suggestion such meetings are going on - but Israel's need to stake a claim remains.

KURDS EYE INDEPENDENCE

The Kurds, a stateless people numbering in the tens of millions, have seized on disarray to expand oil-rich areas under the autonomous rule in northern Iraq that they have enjoyed since the fall of Saddam Hussein in 2003.

In northern Syria, Kurds controlling three provinces aim to finalize plans later this year for an autonomous political federation



The Sykes-Picot Agreement map signed on May 8, 1916. Royal Geographical Society

Mindful of U.S. calls to keep Iraq and Syria intact, the Kurds have avoided declaring independence.

But some Kurdish authorities are sounding more assertive.

Under the hashtag "SykesPicot," Masrour Barzani, chancellor of Iraq's Kurdistan Region Security Council, tweeted: "One hundred years of failure & bloodshed is enough reason to try a new path. For #Kurdistan it's time to undo the injustice."

"Some say now isn't the right time for an independent Kurdistan. I believe it's time for our people to finally determine their own future," he wrote.

These are unwelcome sentiments in Baghdad or other Arab capitals struggling to contain regional ruptures.

But there is popular support among many Arabs for deeming Sykes-Picot dead. Secular nationalists want to solemnise the end of often arbitrary Western-imposed boundaries. Islamists hope to unite co-religionists in a Muslim caliphate.

"Sykes-Picot partitioned the Arab world and prepared the ground to absorb the Zionist entity and execute the plot to set it up and to keep Arabs weak," said Jamil Abu Bakr, a leading member of Jordan's Muslim Brotherhood, in reference to the 1948 creation of Israel in what had been British-ruled Palestine.

Palestinians worry the pan-Arab sectarian furies may detract from their goal of statehood in Israeli-occupied territory.

Hanan Ashrawi, a senior member of the Palestine Liberation Organisation, lamented the "perfidy and betrayal" of colonial deals like Sykes-Picot, but said the resulting Arab nation-states should be preserved lest partition bring more suffering.

Referring to the Golan, she said Israel was "exploiting the situation in order to attempt to consecrate, to make an illegal occupation of Arab land permanent - including in the West Bank".

'Unprecedented destruction' of Kurdish city of Cizre

Research by a Turkish human rights group found Turkey's army turned the Kurdish city of Cizre into a 'war zone' where hundreds of civilians died and thousands of homes were destroyed. Tom Stevenson reports from Istanbul.

Author Tom Stevenson, Istanbul / 18.05.2016
<http://www.dw.com>

An extensive independent report from the Turkish human rights NGO Mazlumder concludes that Turkish army campaigns in the predominantly Kurdish city of Cizre in the country's far southeast turned the city into a "war zone" where over 200 people were killed during the curfew. More than 10,000 homes were destroyed.

In interviews with dozens of local residents, local officials, as well as the local government and opposition party representatives, along with field research in Cizre, the NGO gathered evidence of multiple human rights violations after the city was subjected to a round-the-clock military lockdown from December to March.

"Cizre has witnessed unprecedented destruction following clashes which took place during a curfew lasting over 78 days, and unlike in curfews before, the curfew in Cizre saw mass killings," Mazlumder said.

The military operations in Cizre were part of the Turkish army's campaign against militants linked to the banned Kurdistan Workers' Party (PKK) who have been locked in an armed struggle with state forces in Turkey's southeast for almost a year.

On May 10, UN Human Rights Chief Zeid Ra'ad al-Hussein criticized the Turkish military campaign in the southeast in general, and the killings in Cizre in particular. He demanded a full investigation into reported killings of civilians.

'BASEMENT MASSACRE'

Mazlumder's report concludes that between 203 and 266 people were killed during the military curfew and the fighting between state forces and militants in Cizre, the majority of whom were killed when Turkish security forces stormed three residential basements in which hundreds were sheltering from the fighting.

"A total of 85 people lost their lives before the basement incidents. All those 85 people were locals of Cizre and their official place of residence was Cizre. We knew who they were and where they were living," Kadir Kunur, co-mayor of Cizre, told the NGO. "A total of 176 people were massacred altogether in three basements."

The storming of the basements, which is referred to by Cizre residents as the "basement massacre" is the focus of many of the worst suspected rights



People walk past ruined houses and shops in Cizre (photo: Getty Images/C. Erdogan)



More than 10,000 houses were destroyed, the NGO's research found (photo: Getty Images/C. Erdogan)

abuses.

Osman Duymak, the uncle of Mahmuttin Duymak who was killed in one of the basements, recounted collecting his nephew's body.

"We were made to wait there from morning to evening and treated in a humiliating way before we were able to get the body of my nephew. We saw eight bodies there. We brought my nephew's body to a mosque for funeral services," Osman said. "There was an imam there. He was going to make the ritual body washing, but the body was not in a state to be washed," he added.

"There was a pile of bones, weighing two to three kilograms, nothing else."

WAS THE CURFEW EXTENDED TO COVER UP ABUSES?

Residents describe how the neighborhoods surrounding the basements were attacked by state forces using tanks and artillery. According to co-mayor Kunur, following the worst of the fighting the security forces extended the military curfew for a further 19 days to cover up the evidence of abuses.

"The buildings which were not demolished during the clashes were destroyed. Debris mixed with human remains were dumped on the banks of the Tigris River," Kunur said.

After studying the claims, Mazlumder concludes that the fact that "no investigations were carried out over the 19-day period into the killings leads to allegations that the security forces may have destroyed evidence during that period."

The report also gathered evidence that the Turkish army used snipers in Cizre, resulting in civilian casualties. Abdurrahman Ince, 60, recounts how his father and his nephew's three-month-old daughter were killed by a sniper.

"Miray was my nephew's daughter. Her aunt was taking her downstairs in her arms. Miray was hit by a cartridge in the face. While Miray was being taken to hospital, the same sniper shot my father Ramazan," Ince told Mazlumder.

"It seems that snipers and heavy shelling are also responsible for the civilian deaths," the NGO wrote in the report. "According to claims, security forces did not show any sensitivity when it came to putting the lives and properties of civilians at risk during the operations."

Mazlumder's investigation also documented the destruction of the houses of "more than 10,000 families" as well as serious damages to the town's water and sewage system. The organization fears this will lead to serious and widespread health problems.

"The revelation of these acts - the state crimes in Cizre - is very significant," said Nurcan Baysal, a founder of the Diyarbakir Institute for Political and Social Research, another independent rights organization working in Turkey's southeast.

Baysal is skeptical, however, that legal action or other judicial accountability will result from the documentation of abuses in Cizre.

'LITTLE POINT IN EXPECTING JUSTICE'

"There is little point in expecting justice from the Turkish courts, in fact the government is now working on a law that will protect state forces from prosecution in the future because of this conflict," she told DW.

"However if the EU or UN would have sent missions to Cizre during the curfews it might have been different - perhaps some of the dead would still be alive today."

Though the conflict in Cizre has now all but ended, similar Turkish military campaigns are currently underway in the southeastern cities of Nusaybin, Sirnak, and Yuksekova.

"We couldn't do anything in Cizre, but in Nusaybin, Gever [Kurdish name for Yuksekova] and Sirnak, it isn't yet too late," Baysal said. ■

Pipelines in the Sand

The Middle East After Sykes–Picot

By Rachel Havrelock
May 17, 2016
www.foreignaffairs.com

Many historians misunderstand Sykes–Picot, the treaty that carved up the Middle East, as a random act of colonial mapmaking. In fact, the secret World War I agreement between France and the United Kingdom had everything to do with oil. France and the United Kingdom, as well as Germany, the Ottoman Empire, and the United States, knew of the Middle East's vast petroleum fields and had set up a consortium to share the oil before the outbreak of the war. Through Sykes–Picot, France and the United Kingdom planned to absorb the German share and build pipelines to ports along the Mediterranean. Yet the two countries did not want to share a pipeline, fearing that their alliance might someday fray. The plans for two separate pipelines—the French one from Kirkuk, in modern-day Iraq, to Tripoli, in modern-day Lebanon, and the British one from Kirkuk to Haifa, in modern-day Israel—determined how Sir Mark Sykes and François Georges-Picot split up the region.

Historians usually quote Sykes' 1915 statement to the British war cabinet—"I should like to draw a line from the 'e' in Acre to the last 'k' in Kirkuk,"—as proof that the borders he drew were arbitrary. In fact, he was describing the path the British government had in mind for its pipeline. Herbert Kitchener, the British secretary of state for war, corrected Sykes after he spoke: "I think that what Sir Mark Sykes means is that the line will commence at the sea-coast in Haifa." And so it did. After the war, the demarcation came to define the oil-producing state of Iraq, the oil-transit states of Jordan and Syria, and the oil-export states of Lebanon and Palestine.

Shortly after World War I, the Allied powers began seeking oil concessions in the Middle East. The concessions conferred the region's oil rights to the Iraq Petroleum Company. Despite its name, the Iraq Petroleum Company had nothing to do with Iraq; it was a consortium of the Anglo–Persian Oil Company (later BP), Calouste Gulbenkian, Compagnie Française de Pétroles (later Total), Standard Oil's Near East Development Corporation (later ExxonMobil), and Shell. The agreements ensured that local inhabitants could not make any claims to the resources above which they lived. The countries with the most oil gained the least from its discovery.

What's more, the building of the pipelines stoked regional unrest. After various attempts to sabotage the pipelines, including by Yemen's ahl al-Jebal tribe, Palestinian rebels, and right-wing Zionist paramilitary groups, oil company

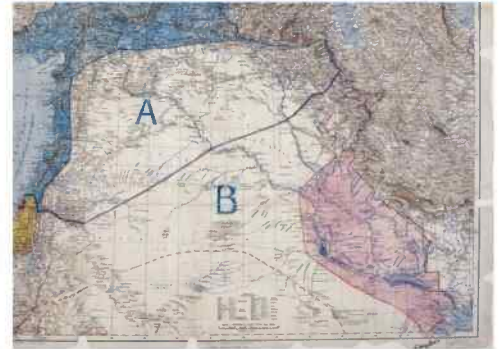
officials and Western governments increased regional surveillance, militarized the area, and encouraged ethnic and sectarian strife to thwart nationalist and communist movements.

The current turmoil in the Middle East has led many observers to ask whether Sykes–Picot has finally reached its end. The Irish journalist Patrick Cockburn, for example, famously portended the end of the treaty while reporting from Iraq. But a better question is whether or not the agreement can be transformed to yield greater regional stability and prosperity. The dissolution of oil concessions could hold the key to this transformation. Consider the Kurdish case. Following the Second Gulf War, private oil companies flocked to Iraq. Iraq's national oil company reserved the right to pump existing wells with partners of its choosing, but local bodies such as the Kurdistan Regional Government were allowed to explore new wells and forge their own partnerships—a boon to the Kurdish economy.

Kurdish oil shares made all the difference when ISIS emerged in 2014. The largely effective Kurdish Peshmerga fight against ISIS owes to Kurds' desire to protect not just their homeland but also the resources within it. Kurds harbor longstanding desires for autonomy, but their jurisdiction over local oil is a form of sovereignty—over resources rather than territory—that models a truly post-Sykes–Picot Middle East. Because Sykes–Picot divided territory in the name of extracting and transporting oil to Europe, reforming the ownership of oil is the first step in dissolving the legacy of colonial administration and authoritarian rule.

The Kurdish case offers a model for a post-Sykes–Picot Middle East.

Ideally, people across the Middle East should hold shares in local resources and have a say in their sale, use, and conservation. In an age of increased migration, this principle could help people inhabit new places with a sense of belonging and stewardship. Of course, local officials will still need to partner with global firms to drill, refine, and export oil, but such contracts will work best when driven by local needs rather than corporate profits. The Kurdish case proves that local stakeholders will raise an army where oil companies will not. A Middle East defined by local sovereignty over natural resources will be richer and more



Map of the Sykes–Picot Agreement signed by Mark Sykes and François Georges-Picot, May 8, 1916 (U.K. National Archives image).

secure. When the Iraqi government cut Kurdistan's share of the national budget in 2014, the Kurdistan Regional Government began selling oil directly to global markets, building a pipeline to a Turkish port and selling crude to Israel in the process. Local interests thus overcame both a historical Turkish–Kurdish enmity and a boycott that had kept Iraqi oil from Israel since 1949.

This is not to say that the Kurdish case is without problems. The Kurds are at war with ISIS and under scrutiny by Iraq and Turkey. Local dissidents have sabotaged the Kurdish–Turkish pipeline multiple times, and Iraq's national North Oil Company has the power to turn off the tap of the Kurdish pipeline at will. Meanwhile, the plunge in global oil prices has pushed Kurdistan into deeper debt. And the Kurds are currently embroiled in a conflict with the Iraqi government over whether Kirkuk oil falls under Kurdish or Iraqi jurisdiction.

But the case still offers a model for a post-Sykes–Picot Middle East. As much as the Kurds need Kirkuk oil, the current dispute offers the opportunity to extend the practice of resource sovereignty to everyone in the region, regardless of ethnicity or religion. The bulk of the profits from Kirkuk oil should support the lives of all residents in northern Iraq. Baghdad should therefore allow the Kurdistan Regional Government to claim the Kirkuk wells, but only if the government agrees to set aside a portion of the oil revenue to support public institutions in northern Iraq. Oil contracts and employment should be open to all residents of northern Iraq, no matter their sect or ethnicity, and partnerships with private companies should be subject to referenda.

Profits should no longer be drained from the Middle East, as during the colonial period, or allowed to accrue in the hands of corrupt leaders, as during the reigns of Saddam Hussein and two generations of Assads in Syria. Survival in the age of ISIS requires populations free from the divisions of Sykes–Picot, with the will and the means to protect their homes and interests.



LE PARCOURS

Il y a 100 ans, les accords Sykes-Picot

*Ils ont façonné le Moyen-Orient.
Et condamné la région à une guerre certaine*

✍ **CÉLINE LUSSATO**



180. La Grande Guerre 1914 -- En Turquie - Infanterie Turque
"Photo-Express"

1914

Les Turcs en guerre au côté de l'Allemagne.



1915

Les Anglais durant l'attaque de Gallipoli.



1916

Sir Mark Sykes et François Georges-Picot.

Les frontières établies par les accords Sykes-Picot ont-elles représenté la malédiction du Moyen-Orient? Comment expliquer l'obsession de Daech à leur endroit et pourquoi, lorsqu'ils ont traversé la frontière entre l'Irak et la Syrie en juin 2014, les soldats de l'Etat islamique ont-ils déclaré fièrement vouloir « effacer la frontière Sykes-Picot des cartes du Moyen-Orient? » Cent ans après ces accords, la région, aujourd'hui à feu et à sang, paie les conséquences de tracés imposés par des chancelleries soucieuses à l'époque de préserver leurs intérêts. Le partage entre Français et Britanniques de cette vaste zone qui s'étend de la rive orientale de la Méditerranée à la Perse ne s'est pas fait en une journée. Il est le résultat de tractations secrètes de 1914 à 1920 dans un contexte de jeux d'alliances régionales et de guerre mondiale. Le 16 mai 1916, en pleine guerre mondiale, le Français François Georges-Picot et le Britannique Mark Sykes négocient un accord qui organise le démantèlement futur de l'Empire ottoman, qui vient d'entrer en guerre aux côtés de l'Allemagne, et le partage du monde arabe. Les Français se réservent la Syrie, le Liban et la région de Mossoul et les Anglais, le reste de la Mésopotamie et la Transjordanie.

La promesse d'un vaste royaume arabe
Pour obtenir le soutien des Hachémites en vue de combattre les Ottomans, les Anglais entament des négociations avec le chérif de La Mecque Hussein, qui gouverne la péninsule Arabique, sous domination ottomane. Pour le convaincre de se soulever, ils lui promettent, mi-1915, de créer un vaste royaume arabe. Menés par son fils Fayçal, épaulés par un officier britannique du nom de Thomas Edward Lawrence - Lawrence d'Arabie -, les Arabes attaquent les troupes turques.

Le partage du pétrole

Ils ne se doutent pas que, dans leur dos,

Français et Britanniques mènent d'autres tractations sur le sort de cette région à l'importance stratégique accrue : avec l'avènement de la guerre moderne, le pétrole a pris une importance décisive. Après des mois de négociations, sir Mark Sykes et François Georges-Picot fixent les limites entre les zones d'administration des deux futures puissances mandataires - une première esquisse de la carte définitive.

La promesse d'un foyer national juif

Car les Britanniques vont faire une autre promesse. En 1917, le ministre des Affaires étrangères lord Balfour assure à la fédération sioniste qu'un foyer national juif sera créé après la guerre en Palestine. La vente à la découpe se poursuit sans aucune consultation locale, même si les nationalistes s'expriment dès la fin de la guerre, en 1918.

La création d'une Grande Syrie

La conférence de San Remo de 1920 vient ainsi parachever les accords Sykes-Picot et la trahison de la parole donnée au chérif Hussein : les Français créent une Grande Syrie de laquelle ils amputent un petit territoire attribué aux chrétiens de la région, le Liban. Et peu importe que pour la viabilité de celui-ci, les plaines à majorité musulmane y soient incluses.

Irak, Transjordanie et Etat kurde... éphémère

Quant aux Britanniques, ils octroient en lots de consolation aux fils de Hussein les Etats qu'ils créent au sud et à l'est. A Fayçal, l'Irak, conçu grâce à l'agrégation de provinces chiite, sunnite et kurde. A Abdallah, la Transjordanie. Les Kurdes qui obtiennent un Etat avec le traité de Sèvres en 1920 s'en voient rapidement privés par le sursaut nationaliste turc mené par un jeune officier, Mustafa Kemal. La Palestine, elle, reste morcelée entre les puissances française et anglaise.

La région est déjà prête pour une prochaine implosion.

En Irak, Daech a perdu la moitié du territoire conquis

17 Mai 2016 — leparisien.fr

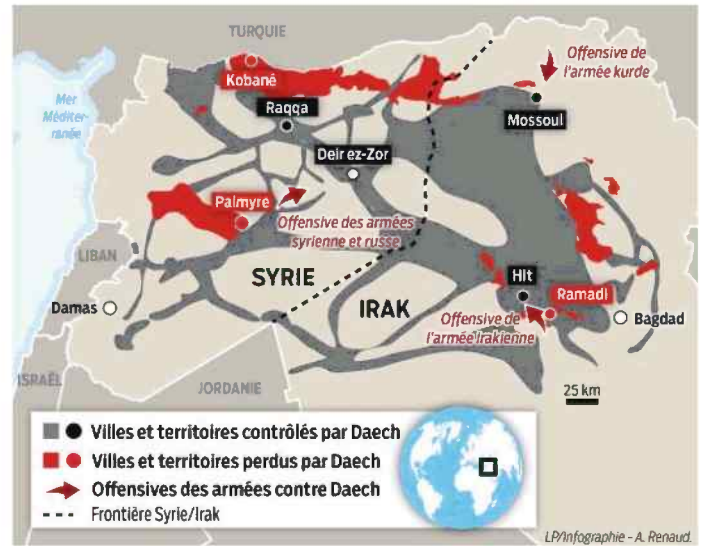
Depuis décembre et la perte de la grande ville de Ramadi, les djihadistes du groupe État islamique (EI) perdaient du terrain face à l'armée irakienne dans la grande province d'Al-Anbar. En fait, selon le Pentagone, Daech ne cesse de reculer sur le terrain : selon le porte-parole de la Défense américaine, Peter Cook, l'EI a perdu « environ 45% » du territoire qu'il avait conquis en Irak.

Et « le chiffre pour la Syrie est compris quelque part entre 16 et 20% », a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse à Arlington.

En juin 2014, le groupe ultra-radical sunnite avait lancé une offensive en Irak qui lui avait permis de s'emparer de vastes pans du territoire irakien à l'ouest et au nord de Bagdad, puis de prendre la capitale de la province d'Al-Anbar, Ramadi, en 2015. L'armée irakienne, les milices et les forces kurdes - encadrés notamment par 400 militaires français - ont repris Ramadi fin 2015, ainsi que la ville de Hit.

Les djihadistes ont cependant toujours la mainmise sur Fallouja, ainsi que la grande majorité de la province de Ninive (nord), dont sa capitale et deuxième ville d'Irak, Mossoul. Mossoul est l'objectif de la coalition internationale, qui espère récupérer la ville d'ici à la fin de l'année. Quatre importants centres de commandement ont ainsi été bombardés mi-avril.

S'il cède du terrain, l'EI reste capable de mener des attentats meurtriers dans les territoires contrôlés par le gouvernement fédéral,



comme à Bagdad où trois attentats revendiqués par le groupe jihadiste ont fait près de 100 morts en une journée la semaine dernière.

Les déclarations du Pentagone sont cependant à relativiser. Le 26 avril dernier, le secrétariat d'État à la Défense affirmait que le nombre de combattants étrangers passant les frontières pour aller aider Daech avait été divisé par dix en 2015, passant de 2 000 à 200 par mois. La semaine dernière, la conseillère en contre-terrorisme de la Maison Blanche affirmait, elle, que « le flux des combattants étrangers est à une échelle jamais vue auparavant ». ■

Turquie : 12 villageois portés disparus après une explosion

www.europe1.fr — 16 mai 2016

Ces personnes n'ont pas été retrouvées depuis une gigantesque explosion, la semaine dernière, attribuée aux rebelles kurdes dans le sud-est de la Turquie.

Douze villageois manquent à l'appel après une gigantesque explosion la semaine dernière attribuée aux rebelles kurdes dans le sud-est de la Turquie. Lundi, les autorités turques cherchaient toujours à identifier les restes présumés de ces villageois disparus, ont rapporté des responsables et des médias locaux. La déflagration s'est produite jeudi soir après que des villageois eurent tenté de stopper un camion-benne volé par des membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et chargé de 15 tonnes d'explosifs, selon l'agence de presse Dogan.

Au moins quatre morts. L'explosion, survenue dans le hameau de Dürümlü, près de Diyarbakir, et ressentie dans le centre de cette grande ville du sud-est à majorité kurde, avait fait quatre morts et 23 blessés, selon un premier bilan du gouvernorat de Diyarbakir. Mais ce bilan pourrait s'alourdir car douze personnes manquent toujours à l'appel, selon les autorités. Une vaste enquête est en cours et les experts de la police cherchent à identifier les restes retrouvés sur place en croisant leur ADN avec des échantillons prélevés sur des proches des villageois disparus, a indiqué l'agence Dogan.

Un cratère de plus de quatre mètres. Signe de la violence du souffle, un



Suite à une explosion, un cratère profond de quatre à cinq mètres s'est formé à l'entrée du hameau turc de Dürümlü, près de Diyarbakir, le 13 mai 2016 @ ILYAS AKENGİN / AFP

cratère profond de quatre à cinq mètres s'est formé à l'entrée de Dürümlü. Un journaliste de l'AFP qui s'est rendu sur place a vu des restes humains éparpillés dans un large rayon. Des villageois lui ont affirmé que seize personnes avaient disparu, ce qui pourrait comprendre les quatre morts et les douze disparus. ●

THE KURDS: A DIVIDED FUTURE?

Joost Hiltermann May 19, 2016

www.nybooks.com

The Kurdish regions of Syria and Iraq are linked by a thin and fragile thread, a two-lane highway that passes camps filled with refugees from the wars ravaging these lands. The road is bisected by the Tigris, the international frontier that separates not only Syria from Iraq but also Kurds from Kurds. This was the border that first took shape one hundred years ago this week with the Sykes-Picot agreement between Britain and France—the first of a series of negotiations aimed at dividing the former Ottoman territories of the Levant between the two European powers. And while ISIS has made its hostility to the Anglo-French map well known, it is arguably the Kurds who have been most affected by the modern state system that has emerged from it.

Just how divided the more than 30 million Kurds continue to be was made clear to me this spring, when I crossed this border from Iraq to Syria. The crossing itself is not difficult: on the Iraqi side, an immigration officer of the Kurdish Regional Government in Erbil checks with her supervisors, fills out a form, and gives the green light. The whole procedure takes less than fifteen minutes. A small boat then ferries you across to Syria, where an employee of the newly-minted Autonomous Administration of the Syrian Kurdish region enters your information, and gives you a stamped piece of paper attesting to your right to enter. You are then free to drive westward to Qamishli, the first major Syrian Kurdish town. On neither side of the border can one find evidence that the sovereign governments in Baghdad and Damascus are exercising their authority here.

Easy procedures, yet complex politics. The Kurds may have thrown off central rule in Iraq and Syria but the border is still there: despite the Kurds or, perhaps more accurately, because of them. The Kurds have long talked of reuniting their people in a greater Kurdistan, but today their population is carved up between not only Syria and Iraq, but also Turkey and Iran, which have sizable numbers of their own. These different national populations have discovered over time that what sets them apart may be more significant than what they have in common: differences in dialect, tribal affiliation, leadership, ideology, historical experience. And Kurdish parties on both sides of the Syria-Iraq border are reaffirming these differences every day with remarkable bureaucratic fastidiousness. What's more, the Kurdish parties seem to have internalized the very nation-states they scorn: in Syria, their leadership and members are almost exclusively Syrian Kurds; in Iraq, Iraqi Kurds; and in Iran, Iranian Kurds. Only the Kurdish movement in Turkey, which has pan-Kurdish ambitions,

includes Kurds from neighboring states, though the top leadership is from Turkey (and some only speak Turkish).

All this is apart from the deep political divisions that exist among the respective national populations. In Iraq, for example, the Kurdish leadership has developed strong relations with Turkey, which has become a principal source of investment and trade; while in Syria, the dominant Kurdish party, the PYD, is a sworn enemy of the Turkish government through its close links with the PKK, the militant Kurdish movement in Turkey that is now at war with the government. And within both Kurdish regions, the dominant parties face strong opposition from a number of other factions.

Here is the quandary in which the Kurds find themselves when they make their claim for independence: Whose claim exactly? And how to realize it? To what territory, and under whose authority? As these questions remain unanswered, the old borders are proving stubbornly persistent—by the Kurds' own hands.

In many ways, Syria's Kurds today appear to be reliving what their Iraqi counterparts experienced at the end of the Gulf War in 1991: the same economic desolation; the same combination of military control and security provided by rebel Kurdish parties that are prized for their ability to maintain law and order but enjoy only lukewarm local support; the same deep relief that a hated regime no longer has much say in their affairs; in both cases, a measure of unexpected support from the US; the same upswell of hope now that they are finally achieving some autonomy; and the same nagging fear that an oppressive central government—whether the current one in Damascus or a future incarnation—will return to impose its will.

But looking across the Tigris, Syria's Kurds regard their Iraqi compatriots' twenty-five-year-old experiment in self-government as only a partial success. The Iraqi Kurds' opportunity arose from serendipity: Saddam Hussein's invasion of Kuwait and subsequent defeat there left a political vacuum, but the regime rebounded, brutally suppressing their rebellion. Then, the United States and its Gulf War allies bailed them out, establishing a safe haven. Freed of the regime, the Kurds ruled their quasi-independent enclave for twelve years. After the 2003 invasion, Washington compensated them for their loyal support by securing them a place in Baghdad and helping them consolidate their autonomy. Oil and gas exploration and trade with Turkey and Iran gave the Kurdish region's economy an enormous lift. Looking at the troubles to their south, Kurdish leaders called themselves "the other Iraq."

But amid this remarkable progress, there have been continuous setbacks. Between 1994 and

1998, the two main Iraqi Kurdish parties, Masoud Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) and Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK), fought a civil war in which Barzani opened the gates of Erbil, the region's capital, to Saddam's forces in order to defeat Talabani. The conflict was brought to an end by US mediation in 1998, and the two parties agreed to form a unity government in 2005. This brought stability and prosperity, but also allowed the two ruling families to split up the oil bonanza between them. Economic growth came with rampant corruption, which, when oil prices plummeted a year ago, has landed the two parties in a profound crisis of legitimacy. Instead of progress, Kurds have suddenly faced drastic reductions in public-sector salaries, while their protests have been suppressed or preempted through intimidation by the KRG's party-led security police.

Meanwhile, Barzani has clung to power as the region's president, even though his term in office has expired (twice)—and despite his failure to institute reforms. At the same time, the prospect of true independence for Iraqi Kurdistan looks agonizingly remote. This may explain Barzani's recent renewed call for an independence referendum: more a gambit to shore up his flagging popularity than a concrete step toward fulfillment of the Kurdish dream.

For Syria's Kurds, the lessons of Iraqi Kurdistan are in any case far from the immediate concerns of war. Unlike its counterpart in Iraq, Syria's Kurdish population is separated into three cantons in two non-contiguous areas in the country's north, and continues to face a constant threat from ISIS forces nearby. Also unlike the Iraqi Kurds, they are aided by their alliance with Turkey's militant PKK, but this has brought challenges of its own. The civil war in Syria has revitalized the PKK, allowing it to effectively seize control of Syrian Kurdish areas through its Syrian affiliate, the PYD, expanding the territory under its command. But the collapse of peace talks between Ankara and the PKK last summer has meanwhile precipitated a new violent conflict in Turkey, causing the Turkish government in turn to put more pressure on Syrian Kurdish areas. (Since the peace talks broke down, Turkey has accused the PYD of sending arms across the border to support the PKK's insurgency.) Today, the Turkish-PKK war is causing large-scale displacement in southeastern Turkey and giving no sign of letting up. It seemed paradoxical, standing safely in Qamishli in a Syria at war, to listen to the sounds of gunfire just across the border in Turkey.

Complicating matters further, while the Iraqi and Syrian Kurdish leaderships have diametrically opposed relations with Turkey, both are now allied with the US in a joint struggle against the Islamic State—a struggle in which both Kurdish regions have proven notably effective. This ⇨

⇨ has presented the Syrian Kurdish PYD with a tricky strategic choice: Should it seek to replicate the Iraqi Kurdish model of using American power as a vector for Kurdish ambitions? If it does so, it knows that Washington seems likely to limit those ambitions, providing some degree of Kurdish autonomy within a Syrian state that Washington hopes to rebuild through a peace process sponsored by the US and Russia. Or should Syria's Kurds exploit the country's disorder to expand the territory under their control and simultaneously escalate the war in Turkey in overall pursuit of the ultimate Kurdish goal: to gather up the four severed Kurdish parts and reconstitute them into a single "Greater Kurdistan"?

Though the motivations are very different, the long-term geographic aspirations of the Kurds are oddly similar to those of the jihadists they are fighting: both seem equally intent on erasing the old borders of the post-Ottoman order. When I drew this somewhat audacious parallel in conversation with a PYD official in northern Syria during a visit in March, there was a brief, uncomfortable silence. Then he flashed a bright smile and said: "Daesh threw the first bomb. We will reap the result."

Syria's Kurdish leaders are frank about their willingness to use conflict and chaos to their own advantage. The PYD's fighting force, the YPG, having gained a sense of its value, and therefore leverage, as an indispensable ally in the fight against the Islamic State, doesn't shy away from playing the big powers in the region—the US, Russia, Turkey, the regime of Bashar al-Assad—against each other, regardless of the cost. If Washington continues to treat the YPG as little more than a private security company, a hired hand to help it dislodge ISIS from the banks of the Euphrates, and refuses to help the YPG in its territorial ambition to unify the three Kurdish cantons (which are interspersed with Arab, Turkoman, and Christian populations), then the YPG believes it can use the prospect of a defacto alliance with Russia to get more support from the US.

Kurdish leaders say that Russian officials have told them that if the YPG tries to extend the area of northern Syria under its control all the way to the shores of the Mediterranean (where, incidentally, few if any Kurds can be found), Russia will not prevent it. This may help explain the PYD's announcement of a federal region (under its control, and with boundaries not yet established) on the eve of the Kurdish New Year in March, a statement that lit up social media and electrified opinion throughout the dismembered Kurdish realm. Another reason for the timing of the announcement may have been the PYD's wish to draw attention to its cause after it was excluded from the Geneva talks about Syria. Of course the announcement does not create a unified region—to unify the Kurdish areas would require a major military effort against both ISIS and Turkey, and US-backed rebels north of Aleppo. But the YPG is a disciplined and accomplished military force and, unimpeded by a major power, could make significant headway in realizing this goal.



Kurdish Security Forces (Asayish) securing a road in the border town of Kobani, Syria, September 4, 2015 Rod Said/Reuters

What makes such consolidation of territory particularly dangerous is the possibility that it might draw in the Turkish military. Turkey has already warned that any move to connect the Kurdish canton of Afrin north of Aleppo with other Kurdish areas further east along Turkey's border would be unacceptable. This is not only because it cannot countenance a large area of Syria's border with Turkey controlled by Kurds allied with the PKK. It is also because such a move would sever the only remaining supply line to rebel groups in Aleppo that are backed by Turkey. A Turkish military counter-move against the YPG, if not done by proxy, might in turn trigger Russian airstrikes, and from that point on, given Turkey's likely invocation of its NATO membership, further international intervention could derail efforts to wind down the Syrian war.

It need not come to this. If it does, it will be because the Obama administration, the one power that has leverage with both Turkey and the YPG, is so internally confused that it cannot accomplish either one of its strategic goals: a political transition to a post-Assad era in Syria and the defeat of the Islamic State. It is pursuit of these two aims that has seen some factions in the Obama administration pressing for greater support for Turkey-backed Syrian rebels in Aleppo and along a corridor to the Turkish border; and other factions that are championing a strengthening of the YPG as the US's most effective auxiliary in the fight against the Islamic State, which it sees as the top US priority. The two approaches cannot be successfully pursued simultaneously.

The sensible way forward would be for the Obama administration to condition its support for the YPG on the latter's willingness to rein in its territorial ambitions; the quid pro quo could be a promise of US support for Kurdish rights in Syria during a political transition and beyond. At the same time, the administration would need to nudge Erdoğan to return to peace talks with the PKK in exchange for US support of Turkish interests in northern Syria, including prevention of a unified PYD/YPG-run Kurdish region and an end to the YPG's provision of weapons and other assistance to the PKK in southeastern Turkey.

Such a deal, a tall order by any reckoning, is further complicated by two issues. One is Erdoğan's increasing authoritarianism, including, in recent months, the intimidation, censorship, and detention of journalists and other crit-

ics, and the use of the fight against the PKK to try to push through constitutional amendments in Turkey to create a presidential system. The Turkish head of state may prove difficult to dissuade from the effort to erode his country's democratic institutions, unless either military failure in the southeast or a popular uprising against his rule provides the necessary counter-pressure. The other issue is the Turkish perception that the PKK's resurgence is part of a larger regional competition involving Iran. According to this view, Iran has stoked Kurdish irredentist nationalism in Turkey, Iraq, and Syria (but not at home) against those Kurds who are supported by Turkey and who are willing to work within the existing state system. The area in which this struggle has unfolded most dramatically is northern Iraq.

"We are in a chess game in which we are the pieces, not the players," observed Shaho Saeed, a philosophy teacher at the University of Sulaimani, in northern Iraq. In the past, the Kurds' four hosts—Turkey, Iran, Iraq and Syria—used the Kurds' geographic and ideological divisions to limit their aspirations in their own territory. Now, with Damascus preoccupied with greater threats and the government in Baghdad effectively neutralized, the Kurds have two enemies fewer to cope with, more time, and more terrain in which to lay the foundations of a future unified state. Their two other hosts, Turkey and Iran, remain strong, however, and despite their quarrel over who should rule Syria, both seek to prevent the emergence of an independent Kurdish state.

Turkey's proven method of influencing Iraq's Kurds is economic: it uses its weight as an economic powerhouse to offer favorable trade, investment, and business contracts to northern Iraq. In return for their pliancy, Iraqi Kurds gain an export channel for their oil through Turkey, which secures what has become their principal revenue stream. This arrangement, in place since 2008, has worked well for both sides and has survived regional upheavals, at least until now. But neither Turkey nor Iraq's Kurdish leadership has much to offer Syria's own Kurds, at least as long as the PYD remains in charge and subordinate to the PKK.

Iran's method is to rule by dividing: to support one Kurd against another, and Baghdad against the Kurds. The main dividing line in northern Iraq lies between pro-Barzani Kurds near the Turkish border, who speak the Kurmanji ⇨

⇨ dialect, and Surani-speaking pro-Talabani Kurds in areas closer to Iran. Notwithstanding the two parties' strategic partnership and common enmity toward the Islamic State, Iran has handily exploited the historic competition between them, and has tried to bring its own favored Kurds—the PKK in Turkey, the PYD/YPG in Syria, and Talabani's PUK in Iraq—into a broad alliance against Barzani's KDP. For its part, the PUK is torn between its ideological predisposition and its economic interests: "Its heart belongs to the PKK but its pocket to the KDP," as Shaho Saeed put it memorably.

In short, the Kurdish political landscape is no less fractured than the region around it. Iraqi Kurdistan may have ended its economic depend-

ence on Baghdad but any notion it harbors of breaking away from Iraq can never amount to more than quasi-independence—shibeh istiqlaal in Arabic—as an opposition leader put it, as long as the region, floating on a sea of corruption and adrift in economic misery, lacks the economic resources, military power, and international recognition it would need. Were Barzani to press ahead with formal statehood, the Kurds, who would be a late addition to the family of nation-states, would be living in a newly independent failed state on the model of South Sudan. Heavily indebted to the oil companies that came in search of its riches, the new entity would be choked off economically by Turkey and wracked by internal conflicts stoked by Iran.

Having been denied a state for the last one hundred years, and now facing a collapse of the old post-Ottoman states in Baghdad and Damascus, many Kurds may dream of destroying the modern borders of the Middle East to finally create one. Yet they first have to contend with ISIS, which wants not just to erase the borders but to bring down the entire Middle East as we know it. Nor have the Kurds been very effective at changing any of the borders that obstruct them. What comes next may be determined less by Kurdish dreams and schemes than by what remains of Syria once Daesh leaves, and what protections for Kurds might be wrung from that. Paradoxically, to guarantee their autonomy—and their survival—the Kurds may end up needing Sykes-Picot just as much as their old overlords did. ♦

AP Associated Press

8 Turkish soldiers dead in clash with PKK, helicopter crash

May 13, 2016 / ANKARA, Turkey — Associated Press

EIGHT TURKISH MILITARY personnel have died in combat with Kurdish rebels and in a subsequent helicopter crash near the country's border with Iraq, the military said Friday. At least six rebels were also killed in the fighting.

Clashes broke out early Friday with rebels of the outlawed Kurdistan Workers Party, or PKK, near the town of Cukurca, in Hakkari province, killing six soldiers, a military statement said. Eight other soldiers were wounded.

A military helicopter sent to the area to support the soldiers later crashed, killing its two pilots, the military said, adding that the crash was due to a technical fault.



The destroyed car from an explosion in Sarikamis district outside Diyarbakir, Turkey Friday. (AP Photo/Mahmut Bozarslan)

Fighting between the PKK and the government forces picked up again in July when a more than 2-year-old peace process collapsed. Around 400 security force members have died since then.

The PKK, considered a terrorist organization by Turkey and its allies, has waged a three-decades-long insurgency against Turkey, in a bid to gain autonomy for Kurds in the southeast of the country. The conflict has claimed tens of thousands of lives since 1984. ●

T&G THE OIL & GAS YEAR

May 17, 2016

Kurdistan-Iran line needs Baghdad's OK

theoilandgasyear.com
ERBIL, May 17, 2016

A senior Iranian official told Kurdish media on Tuesday that Iran is seeking federal approval for a possible pipeline route from the Kurdistan Region of Iraq to neighbouring Iran, saying the project has yet to be sanctioned by Baghdad.

According to Iranian Deputy Consul General in Sulaymaniyah Ali Panahi, a pipeline "is still at the discussion stage." Baghdad had not "given the green light to approve the project," Rudaw quoted Panahi as saying.

The Kurdistan Regional Government (KRG) is seeking to diversify its exports routes in light

of recent problems with acts of sabotage on Turkish soil. Pipeline outages have cost Erbil hundreds of millions of dollars this year alone. The sole dependency on Turkey for exports has also been called into question. "In case of any conflict with Turkey, whether military or political, Kurdistan will manage if it has access to a second export route," Iraqi-Kurdish MP Arez Abdullah told local media on Tuesday.

More and more details about a possible pipeline route from the Kurdistan Region of Iraq to Iran have been revealed in recent weeks. According to various reports, the pipeline should run from Koysinjaq in the Kurdistan Region and cross into Iran via the Iraqi-Iranian border crossing and/or the Parvez Khan crossing, onwards to Tabriz and



Kermanshah, respectively.

Citing an April 5 memorandum of understanding between Iran and the KRG on the matter, Erbil's representative to Iran Nadhim Dabbagh told Rudaw that initial exports would be in the range of 20,000-30,000 bopd, with a targeted capacity of 250,000 bopd. He also added that federal approval for the plan could be facilitated by granting Iran and Iraq control of the conduit and allowing Kirkuk oil to be exported via this route. ■



IDÉES/

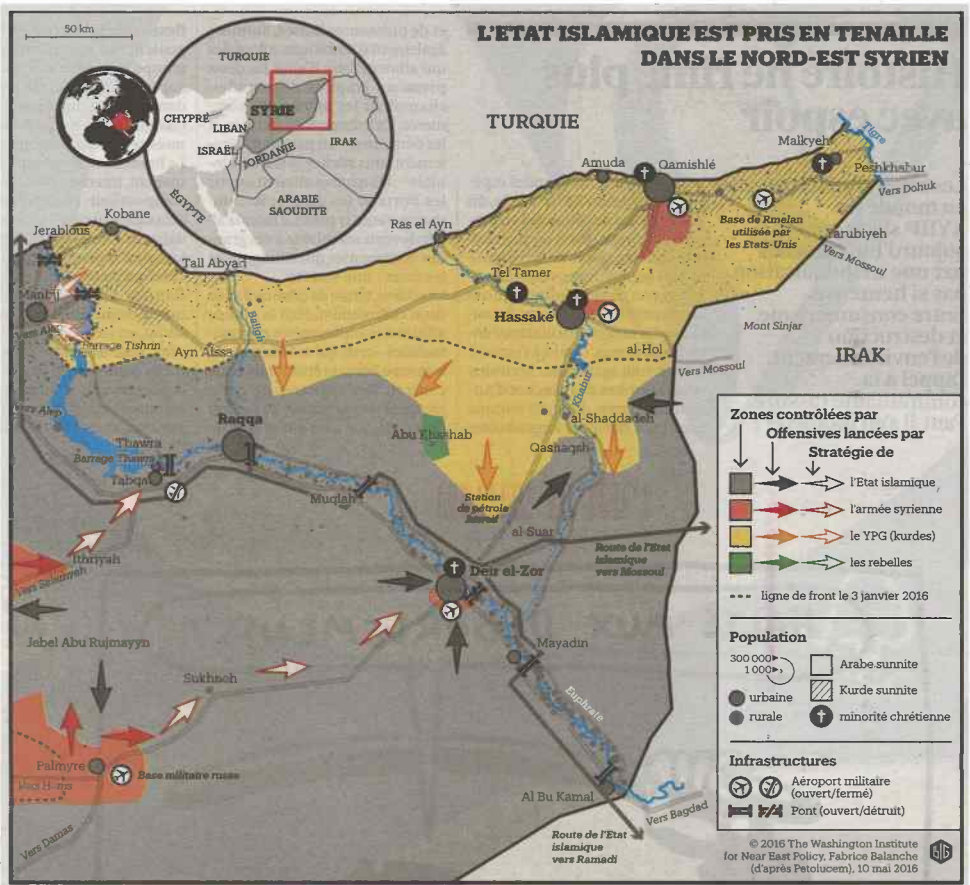
Deir el-Zor: un pont russo-américain contre l'EI?

Au nord-est de la Syrie, sur les rives de l'Euphrate, l'enclave de Deir el-Zor, occupe une position stratégique face à l'Etat islamique. Pour assurer la survie de cette ville, une coopération russo-américaine serait idéale.

La situation de la population et de l'armée syrienne, encerclée à Deir el-Zor par l'Etat islamique (EI), au nord-est de la Syrie, est de plus en plus critique. La ville ne peut plus être ravitaillée que par les airs. L'EI accentue sa pression pour reprendre la totalité de la ville avant que l'armée syrienne n'ait réussi à rouvrir la voie terrestre depuis Palmyre. Car il serait pris en tenaille dans le nord-est syrien entre l'armée syrienne et les Kurdes, qui progressent vers Deir el-Zor depuis Hassaké. La jonction des YPG kurdes [branche armée du Parti de l'union démocratique kurde syrien, ndlr] avec l'armée syrienne couperait les communications de l'EI entre Raqqa et Mossoul.

La situation militaire de Deir el-Zor est comparable à celle d'Alep

Deir el-Zor a connu le même sort qu'Alep puisque, durant l'été 2012, les rebelles sont entrés dans la ville et se sont emparés de plusieurs quartiers. L'armée gouvernementale a abandonné le reste de la province et s'est regroupée sur la rive droite de l'Euphrate, entre la ville, l'aéroport et la route de Palmyre. Alors que l'EI chassait les rebelles et prenait le contrôle d'une partie de Deir el-Zor, toutes les tentatives de l'armée syrienne pour reprendre la totalité de la ville ont échoué. La défense de l'aéroport est devenue cruciale pour leur survie avec le risque de subir le même sort que les défenseurs de la base militaire de Tabqa, tous égorgés par l'EI en novembre 2013. L'Etat islamique s'est déjà introduit dans le périmètre contrôlé par l'armée syrienne à plusieurs reprises. En janvier 2016, il a envahi le quartier de Baghiliyya dans le nord de Deir el-Zor, tuant 280 personnes et faisant 400 prisonniers. Le quartier a été repris par l'armée et la Défense nationale. Cette dernière joue un rôle crucial dans la défense de la ville. Les raids meurtriers de l'EI dans la ville et les massacres de population civile, tel que celui perpétré en août 2014 contre la tribu Sheitat (700 morts), ne laissent pas d'autre alterna-



tive à la population de l'enclave gouvernementale que de se battre en attendant que l'armée syrienne ne parvienne à ouvrir de nouveau la route de Palmyre avec l'aide de la Russie.

Deir el-Zor occupe une position stratégique face à l'EI. La progression depuis Palmyre est lente, car la reprise des combats au nord-ouest de Lattaquié, et surtout à Alep, a obligé l'armée syrienne à retirer une partie des troupes destinées à ouvrir la route de Deir el-Zor. De plus, l'EI reste puissamment implanté dans le djebel Abou Rujmayyn, entre Salamyeh, Ithriyah et Palmyre, menaçant les routes d'Alep-Salamyeh et Homs-Palmyre, qui ont été coupées la semaine dernière. Il s'agit d'une menace permanente aussi pour Palmyre, qu'il conviendrait d'éradiquer avant d'avancer vers Deir el-Zor. Mais les assauts répétés de l'EI rendent la situation très précaire à Deir el-Zor. Après un an de siège, les 100 000 habitants de l'enclave ne survivent que grâce aux parachutages de nourritures, car l'aéroport militaire n'est plus accessible aux avions-cargos. L'accroissement des pressions de l'EI sur Deir el-

Par **FABRICE BALANCHE**



Géographe, chercheur invité au Washington Institute <http://www.washingtoninstitute.org/experts/view/fabrice-balanche>

Zor ces derniers mois s'explique par les différents revers qu'il subit face à l'armée syrienne à Palmyre et à l'est d'Alep, mais également vis-à-vis des Kurdes au nord de Deir el-Zor. Depuis l'été 2015, les YPG (forces kurdes) et leurs alliés arabes au sein de Forces démocratiques syriennes ont nettement progressé vers le sud pour se positionner à seulement 35 kilomètres de Deir el-Zor. En Irak, les forces liées au PKK et au PDK ont définitivement chassé l'EI du

Sinjar. Désormais, les communications entre Mossoul et Raqqa sont clairement menacées. L'enclave gouvernementale de Deir el-Zor est donc devenue une cible prioritaire pour l'EI.

Les deux ponts sur l'Euphrate de Deir el-Zor ont été détruits. Cela prive désormais l'armée syrienne de la possibilité de reprendre pied rapidement sur la rive droite de l'Euphrate, car les ponts les plus proches sont situés à 70 kilomètres à l'ouest (Muqlah) et 50 kilomètres au sud-est (Mayadin). C'est donc plus sur les forces kurdes des YPG et leurs alliés des Forces démocratiques syriennes (FDS) qu'il faut compter pour couper la route qui relie

Mossoul à Raqqa. Mais, en rétablissant son contrôle sur la route Deir el-Zor - Palmyre, l'armée syrienne empêche l'EI d'ouvrir une route alternative sur la rive gauche de l'Euphrate et de se servir du fleuve comme d'une protection naturelle contre toute force venant du nord.

Vers une coopération russo-américaine ?

Au final, la survie de l'enclave de Deir el-Zor est fondamentale dans la lutte contre l'EI. La jonction entre l'armée syrienne et les Kurdes de YPG et les Forces démocratiques syriennes à Deir el-Zor permettrait d'encercler l'EI en Syrie et de préparer l'assaut sur

Raqqa. Cela implique que l'aviation américaine soutienne l'avancée des YPG-FDS vers Deir el-Zor, tandis que les avions russes accompagnent la progression des forces gouvernementales depuis Palmyre. Deir el-Zor pourrait ainsi devenir le Torgau (1) du Moyen-Orient. Une rencontre sur les rives de l'Euphrate entre pro-russes et pro-américains qui rappellerait celle du 25 avril 1945 à Torgau sur les rives de l'Elbe. ◆

(1) Cette ville de Saxe fut point de jonction, le 25 avril 1945, entre l'armée américaine, arrivant de l'Ouest, et les troupes soviétiques, venant de l'Est.

International New York Times

MAY 21-22, 2016

Turkish vote clears path to oust Kurdish lawmakers

ISTANBUL

BY CEYLAN YEGINSU

Lawmakers from President Recep Tayyip Erdogan's party pushed through an amendment to the Turkish Constitution on Friday that would strip members of Parliament of their immunity from prosecution, a move that is likely to lead to the ouster of Kurdish deputies.

After months of fierce debate — including a brawl in Parliament that left one deputy with a dislocated shoulder — 376 of the 550 deputies voted in a secret ballot to approve the constitutional amendment, allowing it to pass without a public referendum. Mr. Erdogan is certain to approve the change.

The contentious amendment was proposed after Mr. Erdogan called for members of the Kurdish People's Democratic Party, or H.D.P., to face prosecution for alleged ties with Kurdish militants that have carried out a three-year insurgency against Turkey.

The H.D.P. is the third-largest party in Parliament, with 59 seats; 50 of those lawmakers face prosecution. Under the new amendment, they can be prosecuted for a number of charges, including some for terrorism, and will effectively be removed from Parliament. Mr. Erdogan's ruling Justice and Development Party could then call early elections that would help him establish an executive presidency and consolidate more power.

"We view this motion as a political coup attempt to completely destroy the separation of powers by subordinating



Ruling party legislators pose for a selfie photograph at the parliament in Ankara, Turkey, Friday, May 20, 2016. Turkey's parliament vote a government-backed constitutional amendment that would strip some legislators of immunity. It targets pro-Kurdish parliamentarians and could lead them to be tried on terror charges.(AP Photo/Burhan Ozbilici).

the legislative to the executive and leaving the former to the mercy of a thoroughly politicized and biased judiciary," the H.D.P. co-chairmen, Selahattin Demirtas and Figen Yuksekdag, wrote in a letter to members of the European Parliament in Strasbourg, France.

"This coup would be a most crucial step for Erdogan to replace Turkey's parliamentary democracy, which he has twice declared 'de facto over,' with an absolutist presidential system," they added.

The constitutional change could complicate Turkey's relationship with the European Union, and jeopardize a deal agreed in March that renewed talks for Turkey to join the bloc and allowed Turkish citizens to travel in Europe without visas in exchange for Turkey's help in stemming the flow of asylum seekers to the Continent.

Kurdish politicians warned that their exclusion from Parliament could exacerbate tensions in Turkey's predominantly Kurdish southeast, where the

Turkish state has been fighting a counterinsurgency campaign against the militant 'Kurdish Workers' Party, or P.K.K., since last July.

"Taking Kurds out of politics and shutting down the political channels to resolve this conflict will only disenfranchise Kurdish youth further and push them toward a radical path in the fight toward great autonomy," said Kubra Demir, a Kurdish activist in the southeastern city of Sirnak.

Analysts who have watched the debate over immunity in Parliament in recent weeks have likened it to a period in 1994 when Kurdish deputies from the Democracy Party, or D.E.P., were imprisoned on terrorism charges, which led to one of the most violent periods in the conflict between Turkey and the Kurds.

"It took Turkey almost two decades to recover from that," said Asli Aydintasbas, a fellow at the European Council on Foreign Relations. "To repeat the same mistake would set back Turkish democracy for quite some time."

FULL TEXT OF GORRAN-PUK AGREEMENT, IRAQI KURDISTAN

<http://ekurd.net/> — May 20, 2016

SULAIMANI, Kurdistan region 'Iraq'— The Change Movement (Gorran) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) finalized a bilateral agreement between their parties in a signing ceremony on Tuesday (May 17) at former Iraqi President and PUK Secretary-General Jalal Talabani's residence in Dabashan, Sulaimani. Below is the full text of the agreement translated by Sarkawt Shamsulddin, NRT.

Full Text: Gorran, PUK Agreement, In English

The Preface

The Change Movement (Gorran) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), based on the belief of the necessity of the arrangement and partnership of their relations based on peaceful cooperation, the need to develop a national strategy, to develop good governance and social justice where the rule of law is maintained, the belief that cooperation is in the interest of the people and social stability and for the good of both sides, both sides agree to the following principles laid out in this agreement:

First Section

The Principles

Article One:

1. Both sides [PUK and Gorran] are committed to the implementation of this agreement and developing a partnership and laying the ground to protect the political, economic, legal and social achievements of our people. Both sides are committed to the integrity of and unity of the land and the people of Kurdistan.

2. Both sides confirm that this agreement is to serve to promote people's welfare and their livelihood.

3. Both sides are committed to confronting terrorism under any title now and in the future.

Second Section

The Constitution and Political System

Article Two:

1. Both sides are committed to democracy and its core principles such as political pluralism, elections, the rule of law, justice, human rights, separating authorities from each other, the peaceful handover of power, and transparency.

2. Both sides strive for a parliamentary system as the best choice for Kurdistan now. According to this system, the president will be elected by parliament, and the prime minister of Kurdistan holds the highest executive power.

Article Three:

Both sides are working toward a democratic constitution that grants general rights and the rights of ethnic and religious groups, maintains the rule of law, which separates authorities and achieves checks and balances. A constitution that guarantees the peaceful handover of power.

Article Four:

1. Both sides support the decentralization of power, in which the provincial councils will have the full authority over management, financial and bureaucratic affairs of their provinces. To achieve this, the law number (3) of 2009 of provincial councils will be amended.

2. Both sides support the election of district and sub-district councils and work toward that goal.

Article Five:

Both sides are committed to removing legal



and political barriers of legitimate institutions and the unconditional resumption of the Kurdistan Parliament.

Article Six:

Both sides agree on combatting corruption and to conduct reforms in political, legal, economic, financial, and management systems to find out radical solutions to the current crises facing Kurdistan. This goal will be achieved through serious political will, good governance, the rule of law, and institutionalization.

Article Seven:

1. Both sides agree on principles of good governance and fair political partnership for all political parties based on the results of the general elections.

2. Both sides agree on the active partnership of youth and women in the political process.

3. This agreement maintains both sides support civil society organizations and syndicates.

Article Eight:

1. Regarding education, higher education, health, social security and all other service sectors, both sides agree to conduct reforms in these sectors to achieve social justice and equal opportunity.

Article Nine:

1. Both sides are committed to eliminating the legacy of two administrations in the Kurdistan Region, and to build a unified institutionalized and strong administration.

2. Both sides are committed to criminalizing civil war and any clash with Kurdish parties.

Article Ten:

Both sides reiterate their commitment to support freedom of expression and freedom of the press. Peaceful assembly and demonstrations are considered as part of a democratic and civil movement. Both sides support freedom of expression in a peaceful way and away from violence.

Third Section

Independence and Referendum

Article Eleven:

1. Both sides reiterate that Kurdistan has the right to self-determination and independence. Preparation should be undertaken, including preparation for the referendum. This topic is a national matter, and in the light of national interests, it will be decided in the Kurdistan Parliament.

2. Both sides agree that a referendum should be conducted in the disputed areas as well.

Fourth Section

Judicial Authority

Article Twelve:

1. Both sides strive toward the independence



of judicial power and judges professionally, financially and through management, and to enhance the institution of general prosecutor away from political intervention in judicial affairs. Both sides work together to amend judicial council law, general prosecutorial law, and all other laws related to achieving this goal.

2. Both sides support judicial authority to establish Kurdistan's Supreme Court.

Fifth Section

Relations with Federal Government

Article Thirteen:

Both sides agree on finding suitable solutions for the issues with the Federal Government via dialogue based on national interests.

Article Fourteen:

Both sides consider reconnecting Kirkuk, Khanaqin, Sinjar, and other disputed areas to Kurdistan as a national duty.

Sixth Section

Factions and Government Team

Article Fifteen:

1. Both sides establish a coalition block in the Iraqi Parliament and the Kurdistan Parliament as well as provincial councils to strengthen legal and political cooperation. This coalition will be open for other parties to join based on special protocols.

2. This agreement allows both sides to create a joint faction in elections in Iraq and Kurdistan as well as provincial council elections.

3. This agreement maintains cooperation between government teams of both sides in the Iraqi government and the government of Kurdistan as well as the local governments.

Seventh Section

Peshmerga and Local Security Forces

Article Sixteen:

Regarding Peshmerga and security forces, both sides agree to institutionalize, professionalize and amend the law of the Ministry of Peshmerga, the Ministry of Interior, and Kurdistan's Security Council and pass new laws for that purpose.

Eighth Section

Foreign Relations

Article Seventeen:

Both sides agreed on institutionalizing foreign relations to achieve balance and protect national interests and to organize it by law.

Article Eighteen:

Both Sides agree on:

1. People of Kurdistan should adopt a national strategy to prevent Kurdistan's involvement in the sectarian conflict in Iraq and regionally as well.

2. On the level of Kurdistan, we support legitimate movements of our people in other parts of Kurdistan to achieve their rights.

Ninth Section

Economic Sectors and Oil

Article Nineteen:

Regarding economic sectors and oil, both sides agree on:

1. Oil, natural gas, and all other natural resources are public properties. Exploring, extracting and management of these resources →

→ should be transparent and institutionalized through constitutional institutions to guarantee the rights of the current and future generations.

2. Ending retina policy, and diversify the resources by developing agriculture, industry, and trade.

3. Drafting new bills and amending the related laws to end monopoly in the market and investment sector.

**Tenth Section
Media**

Article Twenty:

The media outlets of both sides cooperate to facilitate the implementation of this agreement.

Eleventh Section

Final Verdicts

Article Twenty-One:

Both sides of this agreement have the right

to sign any agreement with other parties, but the agreement should not stand against the principles and articles of this agreement.

Article Twenty-Two:

This agreement came out to the interest of people, and other parties can join it per the approval of both sides.

Article Twenty-Three:

After signing this agreement, both sides can add margins and memorandums to it. After approval and signing the margins and protocols, they will be considered as part of this agreement.

Article Twenty-Four:

A leadership committee from both parties will be formed to follow up and implement this agreement. This joint committee will oversee the drafting of memorandums and margins, and a

special committee will be formed to them.

Article Twenty-Five:

1. This agreement will be effective after signed documents are exchanged.

2. The final draft of this agreement will be available for public access.

Nawshirwan Mustafa Amin, Change Movement

Kosrat Rasul Ali, Patriotic Union of Kurdistan

Sulaimani, Iraqi Kurdistan, 17 May 2016.

Copyright ©, respective author or news agency, nrttv.com

Turquie: la levée de l'immunité parlementaire approuvée, le parti prokurde menacé

20/05/2016 AFP
www.ladepeche.fr

L Le Parlement turc a largement approuvé vendredi une réforme constitutionnelle controversée pour lever l'immunité des députés visés par des procédures judiciaires, suscitant l'inquiétude, en Turquie et en Europe, sur l'avenir des élus prokurdes, qui s'estiment ciblés.

La chancelière allemande Angela Merkel, accusée de fermer l'oeil sur des violations de la liberté d'expression en Turquie pour préserver un accord sur les migrants, a déjà fait savoir qu'elle évoquerait l'état de la démocratie avec M. Erdogan lundi à Istanbul, où se tiendra le premier Sommet humanitaire mondial.

Le texte voté vendredi, présenté par le parti au pouvoir, a reçu l'aval de 376 des 550 députés de la Grande assemblée nationale de Turquie (TBMM), a annoncé vendredi son président Ismail Kahraman, soit plus que les deux tiers (367) requis pour une adoption directe. Le président Recep Tayyip Erdogan doit encore le ratifier.

A ce jour, 138 députés, de tous les partis représentés au Parlement sont exposés à des poursuites judiciaires sans leur immunité, dont 50 élus (sur 59) du Parti démocratique des peuples (HDP, prokurde). Plusieurs députés du HDP sont accusés de "propagande terroriste", ce qu'ils nient.

Le HDP, accusé par le pouvoir turc d'être la "vitrine politique" du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), organisation classée terroriste



Le Parlement turc à Ankara lors du vote d'un projet de réforme controversé pour lever l'immunité des députés visés par des procédures judiciaires - ADEM ALTAN - AFP

par Ankara et ses alliés occidentaux, dénonce une manoeuvre du gouvernement pour l'évincer du Parlement, où il est actuellement la troisième force.

Selahattin Demirtas, co-dirigeant du HDP avec Figen Yüksekdag et qui fait partie des personnes exposées aux poursuites judiciaires, a qualifié ce vote de "coup" au parlement.

"Le parlement appartient au peuple, pas aux fascistes", a-t-il lancé, ajoutant que son parti utiliserait tous les moyens légaux, y compris un recours devant le tribunal constitutionnel pour obtenir l'abrogation du texte.

Un affaiblissement du HDP pourrait renforcer le Parti de la justice et du développement (AKP) au pouvoir, en plein débat sur la présidentialisation du régime voulue par M. Erdogan pour asseoir son autorité, déjà renforcée par l'arrivée imminente d'un homme loyal, Binali

Yildirim, à la tête du gouvernement.

'EPÉE DE DAMOCLÈS'

Cette réforme devrait tendre un peu plus les relations entre Ankara et Bruxelles, qui se sont dégradées après le refus de M. Erdogan s'assouplir la loi antiterroriste turque, jugée trop permissive par Bruxelles et utilisée pour multiplier les poursuites pour "propagande terroriste" en plein conflit kurde.

"Pour la stabilité intérieure de toute démocratie, il est important que tous les groupes sociétaux pertinents soient représentés aussi au Parlement", a souligné vendredi le porte-parole de Mme Merkel, Steffen Seibert.

Peu avant l'annonce du résultat, le président turc Recep Tayyip Erdogan avait évoqué "un vote historique" sur cette réforme contestée qui a donné lieu à des rixes lors de son examen en commission parlementaire.

"Mon peuple ne veut pas voir au Parlement des députés qui ont commis des crimes", a-t-il dit à Rize (nord-est), "et surtout pas ceux qui soutiennent l'organisation terroriste séparatiste", expression désignant le PKK.

Ce vote survient alors que le sud-est à majorité kurde de la Turquie est de nouveau ensanglanté par des combats quotidiens entre le PKK et les forces de sécurité.

M. Erdogan répète qu'il ne fait "aucune différence" entre des "terroristes qui portent une arme" et ceux qui font de la "propagande terroriste". De nombreux journalistes et universitaires ont été poursuivis pour ce chef d'accusation.

Le texte voté vendredi sera utilisé comme "une épée de Damoclès" contre les députés de l'opposition", a dit à l'AFP Aykan Erdemir, de la Fondation pour la défense des démocraties, un groupe de réflexion.

"C'est une étape historique vers le démantèlement de la démocratie parlementaire en Turquie", a-t-il ajouté, le pays "a fait un grand pas en avant vers l'autoritarisme et le règne d'un seul homme".

Au regard du résultat du scrutin, l'AKP semble avoir serré les rangs autour de la ligne de M. Erdogan, alors que le vote à bulletin secret aurait pu favoriser les voix dissidentes, deux semaines après l'éviction du Premier ministre Ahmet Davutoglu.

"Vous dites +oui+ à une tentative de coup d'Etat, c'est ainsi que vous passerez à la postérité", a dénoncé sur Twitter une députée du HDP, Filiz Kerestecioglu.

Une députée actuelle du HDP, Leyla Zana, a passé 10 ans en prison (1994-2004) après la levée de son immunité parlementaire en 1994. Elle avait reçu l'année suivante le prix Sakharov du Parlement européen. ●



CONTROVERSE

Irak : le Kurdistan indépendant ?

En première ligne face à Daech, les peshmergas rêvent d'indépendance. Alors que les avis restent partagés sur cette possibilité, un référendum sur l'avenir de l'enclave kurde d'Irak devrait bientôt être organisé.

OUI

Les Kurdes doivent prendre leur destin en main

—Foreign Policy (extraits)
Washington

Pour moi, l'expérience kurde en Irak a pris fin en août 2014, quand l'Etat islamique a déclenché une campagne sanguinaire contre les Yézidis du Sinjar, qui a coûté la vie à près de 5 000 de ces derniers tandis que des milliers de femmes étaient enlevées pour servir d'esclaves sexuelles. Face à la mort et à l'asservissement de tant de Yézidis, une minorité kurde, j'en suis venu à la conclusion que les Kurdes ont fait le tour de tous les systèmes de gouvernement susceptibles de garantir la cohésion de l'Irak : la monarchie, la république, la dictature, l'autonomie et le fédéralisme.

Les régimes qui se sont succédé à Bagdad ont systématiquement attaqué les Kurdes au cours du siècle dernier. Sachant cela, que les Kurdes se montrent peu enclins à se sentir irakiens ne devrait surprendre personne. Même sans parler de la persécution des Kurdes, l'Irak d'aujourd'hui est un Etat en déshérence, fragmenté. A cause des tensions entre chiïtes et sunnites, exacerbées par la politique autoritaire de l'ancien Premier ministre Nouri Al-Maliki et le soutien tacite des sunnites envers Daech, la ségrégation entre les communautés s'est aggravée dans tout le pays. L'autorité de l'Etat irakien ne s'étend guère au-delà des faubourgs de Bagdad, alors que les milices chiïtes sont en pleine ascension dans le Sud, que l'EI occupe des territoires sunnites et que les Kurdes progressent dans le Nord dans l'espoir de concrétiser leur volonté d'indépendance.

On ne saurait reprocher aux Kurdes l'effondrement de l'Irak. Le projet irakien né de l'après-2003 [renversement de Saddam Hussein] s'est désintégré à cause de la haine historique et sectaire entre Arabes musulmans. Cette animosité est plus catastrophique que les désaccords politiques entre Arabes et Kurdes au sujet du pétrole, du territoire ou des revenus de l'Etat.

Pour les Kurdes, les récentes attaques perpétrées par Daech, excroissance de l'insurrection sunnite, viennent s'ajouter à la litanie des massacres délibérés commis par les Arabes en Irak. Il n'est donc pas étonnant que la création de son "califat" autoproclamé ait été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase pour bien des Kurdes.

L'Occident porte une grande part de responsabilité dans l'échec perpétuel qu'est l'Irak – en premier lieu parce que c'est lui qui a tracé les frontières actuelles du Moyen-Orient. C'est en éliminant l'ancien régime autoritaire de Bagdad que l'on a fragilisé les frontières du pays. En outre, les Etats-Unis et l'Europe cherchent toujours à défendre le statu quo et s'efforcent de caresser les dirigeants kurdes dans le sens du poil afin qu'ils tendent la main à Bagdad au lieu de rêver d'indépendance.

"Pour l'Irak, c'est la dernière chance", répètent souvent les représentants occidentaux lors des rencontres. Leur cauchemar, ce serait de devoir admettre l'échec d'un Irak "uni", qui a coûté des centaines de milliers de vies – parmi les Kurdes, les Arabes, les chrétiens, les Yézidis, les Juifs et d'autres –, a provoqué des guerres et le déplacement de millions de personnes. Ils continuent à tort de considérer les aspirations kurdes à travers le prisme d'un Irak de l'après-2003.

Or un rapprochement entre Erbil et Bagdad n'empêchera pas la proclamation, inévitable, d'un Kurdistan indépendant. Le combat pour sa création a pour objectif d'offrir aux Kurdes un avenir meilleur, après les injustices qu'ils ont subies en Irak, en Turquie, en Iran et en Syrie. Pour les Kurdes, ce n'est pas simplement une lutte contre Daech, mais une guerre d'indépendance, et Bagdad ne devrait pas croire qu'ils vont se contenter de revenir au sein d'un Irak uni au lendemain des

sacrifices consentis par les peshmergas – près de 1 400 tués et plus de 7 000 blessés – pour délimiter les frontières d'un Kurdistan indépendant du reste de l'Irak.

—Aziz Ahmad*
Publié le 3 mai

* L'auteur est conseiller auprès du président du Conseil de sécurité du Kurdistan, Masrour Barzani.

NON

Ce serait créer un Etat enclavé et non viable

—Foreign Policy (extraits)
Washington

Beaucoup se demandent quand le Kurdistan irakien, qui jouit déjà d'une large autonomie vis-à-vis de Bagdad, pourrait finir par déclarer son indépendance. Celle-ci satisferait sans aucun doute l'ardent nationalisme des Kurdes d'Irak, mais elle générerait une foule de problèmes. Conflits territoriaux, revendication de ressources énergétiques, transfert de pouvoirs irakiens, nouvelle relation entre Bagdad et Erbil ne seraient que les premiers d'une longue liste. Le Kurdistan serait également confronté à une nette contraction de son marché intérieur : de plus de 35 millions d'Irakiens, il passerait à 6 millions d'habitants, le nombre de ses propres citoyens. Bagdad et Erbil pourraient divorcer à l'amiable, mais il est tout aussi probable que la séparation créerait des barrières internes. A court terme, le Kurdistan deviendrait encore plus tributaire, pour sa solvabilité et sa survie, de ses propres ressources naturelles et de ses échanges transfrontaliers avec la Turquie.

Pendant toute la période où les négociations d'Ankara avec le PKK ont progressé, les bénéfices ont été énormes. Le commerce formel et informel a prospéré. En

2016, année kurde ?



Pascal Lorot
Président de l'Institut Choiseul,
directeur de la revue *Géoeconomie*.

► septembre 2015, juste avant la reprise des hostilités entre la Turquie et le PKK, la région acheminait plus de 600 000 barils de pétrole par jour au port turc de Ceyhan.

Mais cette époque est bien révolue. Des membres du PKK se sont retranchés dans des zones urbaines du sud-est de la Turquie et le gouvernement turc a réagi en lançant une campagne de lutte anti-insurrectionnelle qui a déplacé des populations, rasé des villes et désorganisé la vie quotidienne dans cette région majoritairement kurde.

Le 18 février, l'oléoduc Kirkouk-Ceyhan, qui transporte du pétrole du Kurdistan irakien, a été victime d'un acte de sabotage. En restant hors service pendant des semaines, il a causé une énorme perte d'argent au Kurdistan irakien, déjà durement touché par la baisse des prix et la quasi-banqueroute. Le PKK a nié toute responsabilité, mais le Kurdistan irakien et la Turquie n'en pensent pas moins : l'attaque ressemble bien à une vieille tactique du PKK.

Il est difficile de ne pas voir le message que le PKK est en train d'envoyer au Kurdistan irakien et à la Turquie. Les rebelles ont toujours été opposés à un rapprochement entre les gouvernements Barzani et Erdogan. Les attentats sont là pour rappeler que le PKK et ses soutiens locaux sont retranchés entre le Kurdistan irakien et la Turquie, ce qui peut rendre la vie difficile aux Kurdes d'Irak.

Il est légitime de s'interroger sur les effets d'une indépendance du Kurdistan irakien dans ce contexte de violence persistante. Quelle est la viabilité d'un Etat enclavé qui est tributaire de ses exportations de ressources naturelles par un corridor en proie à un conflit armé ? La fin des hostilités entre la Turquie et le Kurdistan irakien et le retour des deux parties à la table des négociations sont totalement dans l'intérêt des Kurdes d'Irak, mais ces derniers, en s'investissant uniquement dans leurs relations avec le gouvernement Erdogan, ont réduit la faible marge de manœuvre qu'ils auraient pu avoir en négociant la fin des violences qui portent atteinte à leurs objectifs.

— **Dov Friedman**
Publié le 3 mai

L'année 2016 verra-t-elle l'émergence d'un État kurde au Moyen-Orient ? Avec l'annonce faite en février dernier par le président du Kurdistan irakien Massoud Barzani d'organiser cette année un référendum sur l'indépendance de sa région, la question mérite d'être posée.

Peuple indo-européen regroupant quelque 30 millions d'individus installés dans les confins de la Turquie, de la Syrie, de l'Irak et de l'Iran, les Kurdes n'ont jamais réussi à se constituer en État. Des révoltes eurent lieu, émergea aussi le projet d'un « grand Kurdistan » à la fin du XIX^e siècle, le traité de Sèvres en 1920 évoqua la création d'un État kurde... Cependant, le rêve d'une nation kurde libre, récusé par Mustafa Kemal, fut enterré en 1923 lors du traité de Lausanne signé par la toute nouvelle République turque. Voilà pour l'histoire contemporaine.

La déconstruction actuelle du Moyen-Orient pourrait rebattre les cartes et redessiner un avenir de liberté pour les Kurdes. En Syrie, le Parti de l'union démocratique (PYD) a obtenu par le sang versé face à Daesh, notamment à Kobané, un blanc-seing de la communauté internationale pour créer une enclave semi-indépendante dans le nord du pays où vit la majorité des 1,9 million de Kurdes de Syrie. De leur côté, les Kurdes d'Irak (près de 6 millions d'individus), s'ils bénéficient constitutionnellement depuis la chute de Saddam Hussein d'une région autonome, n'ont eu de cesse depuis lors de la transformer en un État aujourd'hui de fait quasi indépendant. Profitant de la déroute de l'armée de Bagdad face à Daesh, les Kurdes ont même récemment agrandi le territoire de la région autonome de quelque 40 % s'emparant notamment de la ville pétrolière de Kirkouk.



Massoud Barzani devant le drapeau kurde.

Le résultat d'un éventuel référendum sur l'indépendance du Kurdistan irakien ne fait aucun doute. Il en sera de même si, demain, les Kurdes syriens suivent l'exemple de leurs frères d'Irak. Bagdad peut bien récuser toute idée d'indépendance, confrontée à Daesh elle n'a pas les moyens militaires de s'opposer aux forces kurdes. Il en est de même pour Damas.

L'émergence éventuelle d'un État kurde dépendra en grande partie de la réaction de la Turquie où vivent 15 millions de Kurdes (20 % de la population turque), véritables citoyens de seconde zone, et où opère le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en lutte armée contre Ankara. Que la Turquie intervienne militairement en Irak et l'élargissement du conflit est vraisemblable. Que la Turquie laisse faire et les autres régions kurdes du Moyen-Orient y trouveront un appui à leurs revendications.

Il y a très exactement un siècle, les accords Sykes-Picot par lesquels la France et le Royaume-Uni prévoyaient de se répartir les dépouilles d'un Empire ottoman mourant avaient volontairement occulté la question kurde. Celle-ci fait aujourd'hui un retour fracassant. ►



l'express.fr • n° 3385 semaine du 18 au 24 mai 2016



Le président turc Erdoğan rêve de devenir un Atatürk version islamique. De son palais d'Ankara, le « sultan » régente tout et bafoue de plus en plus l'Etat de droit. Jusqu'où entraînera-t-il son pays dans sa dérive autocratique ?

PAR GUILLAUME PERRIER

Humilié par son maître, Ahmet Davutoglu a ravalé son honneur. Sacrifié par le palais, le Premier ministre turc a été contraint d'aller annoncer lui-même son éviction devant les caméras. Le congrès extraordinaire de l'AKP (Parti de la justice et du développement), le 22 mai, met un terme à son expérience, sans fleurs ni couronnes, sans même un discours d'adieu devant les militants. « Cette décision de réduire mon mandat est le fruit non d'un choix, mais d'une nécessité », a lâché Davutoglu, qui occupait la fonction depuis moins de deux ans. « Je n'ai pas de reproches à faire, je n'éprouve ni colère ni rancœur, a-t-il insisté, j'ai toujours été loyal. » Cet ancien universitaire que le président Erdoğan appelait le « *hodja* » (savant), s'est pourtant tenu fidèlement au côté du « Sultan » pendant dix ans. Architecte de la diplomatie turque, ce technocrate a accepté, en 2014, de lui servir d'homme de paille et de diriger son gouvernement. Mais, lorsqu'en juin 2015 l'AKP échoue pour la première fois aux élections législatives, la présidence lui fait porter le chapeau. Davutoglu se rebiffe. Cet échec, plaide-t-il, est d'abord celui d'Erdoğan, obsédé par la « présidentialisation » du régime, dont les Turcs se méfient. De nouvelles élections sont convoquées en novembre, et le Premier ministre convainc son mentor de le laisser mener campagne. Un pari gagnant, puisque l'AKP retrouve la majorité. Mais Erdoğan n'a jamais digéré l'affront.

Cette mise au ban laisse les coudées franches à Erdoğan, qui a aussitôt affirmé son intention de soumettre à référendum une réforme de la Constitution conçue pour donner au président les pleins pouvoirs. Afin que son destin personnel

et celui de la Turquie ne fassent qu'un jusqu'en 2023, année du centenaire de la fondation de la République par Mustafa Kemal. « Personne n'a le droit de faire de la Turquie un pays de lions végétariens », a-t-il claironné le 10 mai pour défendre son projet. Il gouverne déjà seul, claquemuré dans le « Palais blanc », de plus de mille pièces, qu'il s'est fait bâtir à Ankara et où n'entrent que les membres d'un cercle de plus en plus rapproché : sa fille Sümeyye, son gendre Berat Albayrak, devenu ministre de l'Energie, quelques fidèles de la première heure et une armée de conseillers zélés. Plus personne n'ose la contradiction.

Toute voix discordante s'est tue

Il régente tout. Il s'immisce dans la vie des femmes comme dans la politique monétaire de la Banque centrale et ordonne lui-même le licenciement des journalistes aux patrons de presse. L'« *usta* » (le maître) règne par le rapport de forces. Mais sa brutalité l'a isolé. Ses coups de sang et ses claquemements de portes ont entamé son crédit sur la scène internationale. Jusqu'où pourra-t-il ainsi continuer à écraser ses adversaires et à trahir ses alliés, à tordre le bras à l'Union européenne, à violer la Constitution et à martyriser la justice ? Jusqu'où, dans sa dérive autocratique, entraînera-t-il la Turquie ?

Autour de lui, Erdoğan a fait le vide. Davutoglu est le dernier sacrifié d'une longue liste de compagnons de route

Autour de lui, Erdoğan a fait le vide. Davutoglu est le dernier sacrifié d'une longue liste de compagnons de route. La plupart des fondateurs de l'AKP, qui formaient en 2003 une coalition hétéroclite ➡

Débarassé de son Premier ministre (ici, le 5 mai), le président veut une nouvelle Constitution qui lui donne les pleins pouvoirs.



U. BERTAS/REUTERS



Erdogan gouverne déjà seul, dans le « Palais blanc », qu'il s'est fait bâtir à Ankara et où n'entrent que les membres d'un cercle de plus en plus étroit. Ici, réunion du conseil de sécurité, le 30 octobre 2014.

de sociaux-démocrates, de libéraux et de conservateurs, ont quitté le navire. Toute voix discordante s'est tue. En 2014, c'est Abdullah Gül, l'ancien président de la République, qui disparaissait du paysage, après avoir accompagné Erdogan dans son ascension pendant vingt-cinq ans. « A partir du moment où l'armée, la justice, la presse ont été subordonnées à Erdogan, il s'est senti tout-puissant et a commencé à éliminer ceux qui ne pensaient pas comme lui. Maintenant, il n'y a plus personne pour le modérer », estime Ahmet Sever, l'ancien conseiller de Gül. Ce dernier, polyglotte, apprécié à Bruxelles comme à Washington, a longtemps joué le rôle de

Des avocats harcelés

Un président Erdogan qui ne distingue plus ses ennemis de ceux qui les défendent. Des avocats réprimés parce qu'ils exercent leur métier... L'inquiétude internationale monte concernant le sort des avocats turcs, notamment au sein des barreaux européens et français, à l'origine d'une campagne de soutien de leurs confrères. Si le problème n'est pas récent – M^e Tahir Elçi, bâtonnier de Diyarbakir et figure de la cause kurde, a été assassiné d'une balle dans la tête en novembre 2015

dans des circonstances restées non élucidées –, il s'étend et se systématisé. Le 16 mars, neuf avocats turcs ont ainsi été arrêtés alors qu'ils s'apprêtaient à intervenir lors d'une audience de défense de... 46 de leurs confrères, poursuivis pour terrorisme pour avoir conseillé Abdullah Öcalan, le chef du PKK. Deux d'entre eux, M^{es} Ramazan Demir et Ayse Acinikli, sont actuellement toujours détenus près d'Istanbul. « Les terroristes ne sont pas seulement ceux qui brandissent des armes, mais aussi ceux qui ont des stylos dans la main », avait prévenu le président Erdogan, devant un parterre d'élus, ce même 16 mars. La répression n'a pas tardé.

tampon, dans l'ombre de son leader impulsif. Dans la décennie 1990, le tandem Gül-Erdogan modernise le parti islamiste Refah (Parti de la prospérité), puis fonde l'AKP, un parti « musulman démocrate » et proeuropéen, en rupture avec l'armée. Les premières années sont menées de concert. Mais, en 2007, Gül accède à la présidence de la République, contre l'avis du leader, qui réplique sans tarder. « La loi a été modifiée, sur ordre d'Erdogan, pour l'empêcher de se représenter. Cela a constitué une vraie cassure », relève Ahmet Sever. Les sujets de tension entre les deux hommes vont dès lors se multiplier. Gül tente d'infléchir la ligne, très autoritaire, mais se retrouve marginalisé.

A l'aube de 2011, les libéraux et les démocrates prennent leurs distances, tandis que la dérive liberticide s'accroît. « Erdogan est devenu antieuropéen et antilibertés. Il a cannibalisé l'Etat. Son projet est alors de devenir un second Atatürk, de changer la société en profondeur », analyse l'économiste Mehmet Altan, l'un de ces intellectuels libéraux qui a soutenu les premières réformes de l'AKP. On découvre que le chef du parti islamo-conservateur surnommé « Atatürk vert », n'a pas totalement rompu avec la figure du fondateur de la république turque en 1923. Il en a gardé les penchants autoritaires, y ajoutant le vernis religieux.

En 2013, la Turquie bascule dans la violence politique

Année après année, rapport après rapport, l'état des libertés publiques et des droits de l'homme ne fait que se dégrader. En 2013, avec la vague de répression qui suit les manifestations du parc Gezi, à Istanbul – six morts et plus de 5 000 arrestations et procès contre des manifestants antigouvernementaux –, la Turquie bascule dans la violence politique. Les étudiants, les femmes, les écologistes, les minorités confessionnelles deviennent les cibles du pouvoir et de

son armée de « trolls » qui quadrille Internet. La presse est muselée (voir l'encadré page 48). Une véritable ligne de front traverse la société turque. En mars 2016, le Parlement européen souligne encore une « inquiétante régression » de l'Etat de droit et de la justice. C'est le cas notamment dans les provinces orientales de la Turquie, où une campagne militaire menée à huis clos contre la rébellion kurde du PKK a fait plus d'un millier de morts, dont 300 civils, depuis août 2015. Après avoir caressé l'espoir d'une paix avec les Kurdes (voir page 56), la Turquie replonge dans un conflit sanglant et sans issue.

L'ère du soupçon généralisé

Avec les révoltes du parc Gezi, derrière lesquelles Erdogan a vu un mystérieux « lobby du taux d'intérêt », la Turquie est entrée dans l'ère du soupçon généralisé. Selon lui, le pays serait assailli de mille complots : la finance internationale, les chiites, la Lufthansa, jalouse des succès de Turkish Airlines, l'Union européenne, qui veut diviser la Turquie comme elle a dépecé l'Empire ottoman... Dans les cuisines du palais, une armée de goûteurs vérifie les mets avant qu'ils ne soient servis au président. Le pays bascule dans la paranoïa. Au point que même les islamistes s'éloignent de l'autocrate. Après avoir été l'alliée fidèle d'Erdogan, la puissante confrérie de l'imam Gülen est devenue le principal ennemi du régime, qui l'a déclarée « organisation terroriste ». Le pouvoir la tient responsable de l'enquête ouverte en décembre 2013 pour des soupçons de corruption dans l'entou-



Can Dündar et Erdem Gül, du quotidien Cumhuriyet, le 1^{er} avril 2016 à Istanbul. Poursuivis par le régime, tous deux ont été condamnés à la prison.

La presse muselée

Reléguée à la 151^e place du classement 2016 de Reporters sans frontières, la Turquie devient un désert médiatique. Saisies de groupes de presse, rachats de médias par des patrons proches du pouvoir, licenciements, censure, pressions, menaces de mort ou poursuites pénales contre des journalistes... Depuis plusieurs années, toutes les méthodes sont bonnes pour faire taire la presse. « Nous sommes désormais dans une époque où

faire son travail est considéré comme un acte de bravoure », déclarait, au début du mois, Can Dündar. Le rédacteur en chef du quotidien *Cumhuriyet* s'est vu poursuivi par le régime pour avoir « révélé des secrets d'Etat », une affaire de livraison d'armes par les services secrets turcs à des djihadistes en Syrie. Quelques jours plus tard, le journaliste a été victime d'une tentative d'assassinat à la sortie du palais de justice d'Istanbul ; ce qui n'a pas empêché le tribunal de le condamner à près de six ans de prison ferme et Erdem Gül à cinq ans et dix mois. De nombreux journalistes turcs et kurdes sont détenus dans le pays.

► rage d'Erdogan. Enquête aussitôt étouffée. Mais la peur s'est emparée du clan présidentiel. « Le conflit avec Fethullah Gülen a eu une influence énorme sur le comportement d'Erdogan à partir de 2013. Il s'est senti trahi par un frère », note Ahmet Sever. Des médias, des entreprises et des écoles sont saisis de manière autoritaire et des milliers de fonctionnaires, limogés, ce qui désorganise la police et la justice. ►

► Ankara applique les mêmes méthodes dans ses relations avec l'Union européenne. Le 12 avril, le président poursuit en justice, afin de le faire taire, un célèbre humoriste allemand accusé de l'avoir insulté. Le 7 avril, il menace Bruxelles d'annuler l'accord, conclu le 18 mars dernier, sur la question des réfugiés. Face à une Europe tétanisée par la question des migrants, la Turquie se montre opportuniste. Elle propose de contrôler les frontières de l'espace Schengen et de consentir à la « réadmission » des Syriens depuis les îles grecques. En contrepartie, elle a obtenu 6 milliards d'euros d'aides et la promesse d'une libéralisation des visas pour les citoyens turcs qui se rendent dans l'UE. Cette mesure, vivement attendue par Ankara, serait une victoire politique pour Erdogan. Mais, pour entrer en vigueur, l'accord doit encore franchir un obstacle de taille : l'UE réclame une révision de la loi antiterroriste, le respect de la liberté d'expression et de la presse, la garantie d'une justice équitable et de l'Etat de droit... Autant de critères inapplicables à court terme et qu'Erdogan a aussitôt dénoncés.

Moscou, l'adversaire le plus déterminé

La méthode a ses limites. A force de menaces, la Turquie a fini par braquer ses partenaires les plus fidèles. A Washington, Barack Obama, qui, il y a quatre ans, se reposait sur son allié turc, a instauré une froide distance. Les tractations sur l'utilisation de la base aérienne d'Incirlik (non loin de la frontière syrienne) et l'ambiguïté d'Ankara dans la coalition contre Daech ont rompu la confiance. Surtout, le pays n'est plus le pôle de stabilité du Moyen-Orient, ce « modèle turc » qu'il prétendait incarner au moment des « printemps arabes ». Sous la férule d'Erdogan, il est même devenu l'un des éléments de sa déstabilisation. Les grandes ambitions de sa diplomatie, le fameux

mot d'ordre « zéro problème avec les voisins », se sont évaporées. Aujourd'hui, la Turquie est brouillée avec Israël, son alliée, comme avec ses voisins arabes et iraniens. En abattant un jet russe au-dessus de la frontière syrienne, en novembre 2015, Ankara a fait de Moscou son adversaire le plus déterminé, alors que la Russie, grand fournisseur d'énergie et de matières premières, est un partenaire économique stratégique.

Or, si le « Sultan » demeure si populaire, raflant à chaque scrutin près de 50 % des votes, c'est principalement grâce au modèle économique des années 2000. La stabilité du pays est avant tout une question de points de croissance. Avec Erdogan, la Turquie a fait un bond spectaculaire. Le revenu moyen par habitant a triplé en quinze ans, donnant naissance à une nouvelle classe moyenne conservatrice et urbaine. L'avenir de ce pays émergent, industrialisé et jeune – la moitié de la population a moins de 30 ans –, s'annonçait radieux. Mais l'euphorie est retombée. La position géographique de la Turquie, au carrefour des marchés européens et moyen-orientaux, était un atout. La guerre en Syrie en a fait un handicap. Les routes commerciales sont coupées. Le tourisme est plombé et les investissements étrangers sont à l'arrêt. Même la centrifugeuse à béton, locomotive de l'économie nationale, peine à trouver un second souffle. Le chômage atteint un niveau élevé (11,1 %), mais, là aussi, Erdogan s'en remet à une solution simple, qui montre ses limites : devant une assemblée de grands patrons, le 8 mai, il vient de décréter que chacun d'eux n'a plus qu'à embaucher un nouveau salarié. « La TOBB [NDLR : Union des chambres de commerce et des Bourses de Turquie] compte aujourd'hui près de 1,5 million de membres. Maintenant, écoutez bien : si chaque membre embauche une personne, ça veut dire du travail pour 1,5 million de chômeurs. » Mais personne n'osera le contredire. ☐



lexpress.fr • n° 3385 semaine du 18 au 24 mai 2016

HARO SUR LES KURDES!

en couverture

Après avoir prôné le dialogue avec le PKK, le chef de l'Etat turc préconise la guerre totale. Une voie sans issue.

PAR VINCENT HUGUEUX

Une guerre dans la guerre. Une guerre à huis clos, avec son lot de quartiers assiégés, de raids aériens, de barricades, de tranchées, d'embuscades et d'exodes affolés. Alors même que le combat contre l'hydre djihadiste de l'Etat islamique embrasait ses confins, la Turquie a ranimé le front intérieur du « Sud-Est anatolien », fief de l'indocile minorité kurde, forte d'environ 15 millions d'âmes.

Dire que Recep Tayyip Erdogan, alors Premier ministre, incarna voilà une décennie l'espoir d'un compromis audacieux... On l'entend à l'époque jurer de résoudre un conflit dévastateur - 40 000 tués et 2 millions de déplacés depuis 1984 - puis, quitte à briser un tabou tenace, envisager la reconnaissance du fait national kurde. Mieux, le dialogue amorcé dans la coulisse avec Abdullah Öcalan, leader historique et emprisonné du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), accouche en 2012 d'une trêve. Il est même question, trois ans plus tard, d'un plan de paix en dix points. En juin 2015, à la faveur d'élections législatives, le Parti démocratique des peuples (HDP), formation autonomiste kurde, envoie 80 des siens au Parlement; contingent réduit à 59, cinq mois après, au détour d'un nouveau scrutin. Du jamais-vu au pays d'Atatürk.

Trompeuse embellie, hélas. Dès juillet, le PKK, invoquant les « provocations du pouvoir », rompt le cessez-le-feu et modifie au passage sa stratégie : jusqu'alors enclin à harceler les forces d'Ankara entre montagnes et villages, il porte le fer au cœur des villes et décrète le « soulèvement urbain ». Cette inflexion doit beaucoup au martyr de Kobané, cité frontalière syrienne, assaillie des mois durant par Daech sous les yeux de militaires turcs inertes, puis libérée en janvier 2015 avec le concours de milliers de jeunes disciples d'Öcalan. De quoi doper l'ardeur de ces volontaires, galvanisés par l'épopée et révoltés par la duplicité de l'armée.

Tous les ingrédients d'un engrenage fatal sont là. Car Erdogan choisit lui aussi la fuite en avant. Le gourou du parti de la Justice et du Développement (AKP) se fait fort d'anéantir l'ennemi par la force. Funeste illusion : la répression, souvent aveugle, grossit les rangs séparatistes ; et ce en dépit du ressentiment qu'inspire chez les civils le jusqu'au-boutisme de la guérilla. Elle tend aussi à radicaliser l'insurrection, ce qu'attestent les attentats-suicides commis à Ankara ou à Bursa (Nord-Ouest) et revendiqués par les Faucons de la liberté du Kurdistan - faction dissidente d'un PKK inscrit par Washington et par Bruxelles sur la liste des organisations terroristes. Autant dire que de tels carnages alimentent la rhétorique simpliste du régime, prompt à assimiler les militants sécessionnistes aux tueurs de Daech. L'échiquier politique offre un autre champ de bataille au « Sultan » du Palais blanc. Celui-ci exige la levée de l'immunité des députés prokurdes, traîne devant les tribunaux les « traîtres »

Ankara et le PKK cèdent aux démons de la fuite en avant

de l'intelligentsia, bâillonne les médias « subversifs ». Et préconise de déchoir les « complices » du PKK d'une citoyenneté dont il les juge au demeurant indignes. 🇹🇷

🐦@vhugueux



YAR/REUTERS

Près d'Idil, le 9 septembre 2015, des soldats turcs bloquent une délégation du parti prokurde HDP venue dénoncer le couvre-feu imposé une semaine plus tôt.

Behind the Barricades of Turkey's Hidden War

A simmering conflict with the Kurds threatens to consume an American ally and inflame an already unstable region.

By ROBERT F. WORTH MAY 24, 2016 www.nytimes.com



Kurds in Cizre, Turkey, on March 2, surveying the damage after much of their town was destroyed by Turkish forces. Credit Moises Saman/Magnum, for The New York Times

On the morning of Oct. 29, 2014, a long convoy of armored vehicles and trucks rolled northward in the shadow of Iraq's Zagros Mountains and crossed a bridge over the Khabur River, which marks the border with Turkey. As the convoy rumbled past the border gate, the road for miles ahead was lined with thousands of ecstatic Kurds, who clapped, cheered and waved the Kurdish flag. Many had tears in their eyes. Some even kissed the tanks and trucks as they passed. The soldiers, Iraqi Kurds, were on their way through Turkey to help defend Kobani, a Syrian border city, against ISIS. Their route that day traced an arc from northern Iraq through southeastern Turkey and onward into northern Syria: the historical heartland of the Kurdish people. For the bystanders who cheered them on under a hazy autumn sky, the date was deliciously symbolic. It was Turkey's Republic Day. What had long been a grim annual reminder of Turkish rule over the Kurds was transformed into rapture, as they watched Kurdish soldiers parade through three countries where they have long dreamed of founding their own republic.

Some who stood on the roadside that day have told me it changed their lives. The battle against the Islamic State had made the downtrodden Kurds into heroes. In the weeks and months that followed, the Kurds watched in amazement as fighters aligned with the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K. — long branded a terrorist group by Turkey and the United States — became the central protagonists in the defense of Kobani. The P.K.K.'s Syrian affiliate worked closely with the American military, identifying ISIS targets for airstrikes.

By the time ISIS withdrew from Kobani in January 2015, the Kurdish militants had paid a heavy price in blood. But they gained admirers all over the world. The Pentagon, impressed by their skill at guerrilla warfare, saw an essential new ally against

ISIS. There was renewed talk in Europe of removing the P.K.K. from terrorism lists, often in news articles accompanied by images of beautiful female Kurdish soldiers in combat gear. For many Turkish Kurds, the lesson was unmistakable: Their time had come. I met a 27-year-old P.K.K. activist in Turkey, who asked not to be named, fearing reprisals from the government, and who first went to Kobani in 2012, when the Kurds began carving out a state for themselves in Syria called Rojava. "I remember talking to P.K.K. fighters, and I thought, They're crazy to think they can do this," she said. "Now I look back and think, If they can do it there, we can do it here."

Nineteen months after that convoy passed, the feelings it inspired have helped to start a renewed war between Turkey and its Kurdish rebels. Turkish tanks are now blasting the ancient cities of the Kurdish southeast, where young P.K.K.-supported rebels have built barricades and declared "liberated zones." More than a thousand people have been killed and as many as 350,000 displaced, according to figures from the International Crisis Group. The fighting, which intensified last fall, has spread to Ankara, the Turkish capital, where two suicide bombings by Kurdish militants in February and March killed 66 people. Another sharp escalation came in mid-May, when P.K.K. supporters released a video online seeming to show one of the group's fighters bringing down a Turkish attack helicopter with a shoulder-fired missile, a weapon to which the Kurds have rarely had access. Yet much of the violence has been hidden from public view by state censorship and military "curfews" — a government word that scarcely conveys the reality of tanks encircling a Kurdish town and drilling it with shellfire for weeks or months on end.

The conflict has revived and in some ways exceed-

ed the worst days of the P.K.K.'s war with the Turkish state in the 1990s. The fighting then was brutal, but it was mostly confined to remote mountains and villages. Now it is devastating cities as well and threatening to cripple an economy already burdened by ISIS bombings and waves of refugees from Syria. In Diyarbakir, the capital of a largely Kurdish province, artillery and bombs have destroyed much of the historic district, which contains Unesco world heritage sites. Churches, mosques and khans that have stood for centuries lie in ruins. Tourism has collapsed. Images of shattered houses and dead children are stirring outrage in other countries where Kurds live: Iraq, Syria and Iran.

This war, unlike earlier chapters in the centuries-old Kurdish struggle, is also creating a painful dilemma for the United States. President Recep Tayyip Erdogan of Turkey is furious about American support for the P.Y.D., a leading Kurdish party in Rojava, which the Erdogan government considers a P.K.K. front. The White House says it has little choice: Erdogan has offered limited help in the fight against ISIS, despite years of American lobbying. That has pushed the United States to rely more and more on the P.Y.D., which it views as distinct from the P.K.K. American Special Operations troops now arm, equip and advise these Kurdish fighters, even as Turkey shells their bases farther west — and pays Islamist militias to attack them. As the war in Turkey grinds on, the United States is confronting a perilous sideshow that has begun to drain the energy and attention of the two allies it needs most. If it continues to spread, it could be worse than a distraction. As one Obama administration official put it to me: "Post-Paris, post-Brussels, we have to clear ISIS out. If it turns out that the coalition can't operate in that space" — because of Turkey's conflict with the Kurds — "then we have a serious problem."

The Turkish city Nusaybin sits directly on the long southern border with Syria, a faded cluster of stone and cinder-block dwellings where truckers often stop on their way eastward to Iraq. Driving by, you would scarcely guess that it has been an outpost and a battleground for a half-dozen empires over the past 3,000 years, from the Aramaeans to the Ottomans. It still contains Roman ruins and one of the Middle East's oldest churches. It has been a Kurdish town since a century ago, when Christian residents fled southward from Turkish pogroms that started during the upheavals of World War I. Last summer, when the fighting broke out, Kurdish youth affiliated with the P.K.K. built barricades around several neighborhoods making up about half the town. The Turks initiated several short military operations during the autumn and winter, but the defenders kept them at bay with a mix of well-placed roadside bombs and snipers.

I entered in early March with the help of a local activist, who acted as a translator and guided me as we drove along a winding road on the edge of town. We had to carefully avoid army and police checkpoints; journalists are strictly barred by the Turkish government from reporting on the insurgency, and even the mildest expression of sympathy for the rebels can earn a prison sentence. As a result, what has happened behind the barricades and under "curfew" has gone largely unreported.

We stopped near a bridge over a shallow creek with big holes blasted into it, the legacy of a car bomb several months earlier. The rusted carcass of an upturned water truck, riddled with bullet holes, marked the start of the insurgents' territory. ↩

⇒ We walked around it, and after a block or so we reached the first barricade, built of paving stones. It was about six feet high and three feet thick. We soon passed several more; the streets had been torn up to build them and were now mostly dusty earth. The area seemed deserted, but at last we heard voices and emerged into a vacant lot between houses. A young man came out to greet us, wearing a tan vest and clutching a walkie-talkie. He led us into a half-open patio that once served as a garage, where other fighters and activists were slumped on battered old couches, chatting and drinking tea and smoking.

They were all in their 20s, apart from a heavysset middle-aged woman who introduced herself laughingly, in Kurdish, as the “cook of the terrorists.” They wore rumpled clothes and gave off a relaxed, faintly bohemian air; they seemed more like leftist college students on a weekend morning than guerrilla fighters. They told me they had all been protecting what they called the “liberated zone” since the summer. Some grew up here and had families still living alongside them. Nineteen civilians and 12 fighters were killed during the fighting in Nusaybin, they said. On the walls were big posters of several of the dead, with their names and the word *shhid*, or martyr. One of them looked no more than 16, a kid in a soccer jersey with the sweetest of smiles on his face.

Also on the walls were two big portraits of Abdullah Ocalan, the founder of the P.K.K., with his unmistakable log of a mustache and tussocky black eyebrows. Ocalan, a man of titanic ego who ruthlessly ordered the execution of rivals and dissidents, has been in prison on the Turkish island Imrali since his capture in 1999. He still lords over the movement — including its Syrian affiliate, the P.Y.D. — like an absent philosopher-king, issuing cloudy leftist declarations through his lawyers. Ocalan no longer directs the P.K.K.’s day-to-day operations, and no one has been allowed to see him for more than a year. I asked the fighters what they would do if Ocalan told them to take down the barricades and stop fighting. “We would stop,” one of them said, with no hesitation. “We see Ocalan as our leader.”

No one in Nusaybin had any illusions about what was in store for them. A few days earlier, the war’s realities burst into public view in Cizre, about two hours to the east. Cizre had been under curfew and closed to the outside world for almost three months, with tanks on nearby hillsides firing down on it. Few images had leaked past the military’s blockade until the town was declared free of terrorists and partly reopened, early on a Wednesday morning.

I drove in with the first wave of returning residents. The damage was visible as soon as we passed the first checkpoint on the edge of town: Burned debris and shattered glass littered the main boulevard. Huge holes left by tank rounds gaped in the walls of buildings. Moving onward on foot, I followed the returnees into a residential district where the streets were half-blocked by piles of rubble. Roofs had collapsed eastward, the buildings’ innards — mattresses, curtains, chair legs — sticking out at odd angles. A weird silence reigned. I saw people clutch their faces as they found their ruined homes. Others sobbed or shouted curses. Some were looking for children who were trapped in basements during the fighting. The smell of rotting corpses played in the spring breeze, hinting at what lay buried below. One man stared in wonder at a featureless pile of bricks and stones. This, he explained, had been the local mosque. Another grabbed my shoulder and stammered: “What is the accusation against us? That we are Kurds, and we



Moises Saman/Magnum, for *The New York Times*

refuse to be slaves. They are telling us, ‘If you refuse to be slaves, we will kill you.’”

Now, on the patio in Nusaybin, the rebels talked to me about friends who died in Cizre, and they made clear that they expected an equally merciless assault any day. I asked whether by staying behind the barricades they were committing suicide. No one appeared to have survived the Turkish blockade in Cizre. One of them said: “The other side has more powerful weapons. We fight with our belief, so they can’t stop us.” Another one told me: “If you die, you die with honor.”

The founder of modern Turkey, Mustafa Kemal Atatürk, was bent on melding his fractious array of peoples into a single, homogeneous state. Starting under his rule in 1923, the Kurds, whose presence in the area goes back well over a thousand years, were rebranded “mountain Turks,” their language and customs suppressed. Kurdish schools, organizations and publications were forbidden; even the words “Kurd” and “Kurdistan” were prohibited. Hundreds of thousands of Kurds fled to western Turkey and Europe, and the southeast became a neglected backwater.

The P.K.K. aimed to reverse all of this, preaching a reverence for transnational Kurdish identity and language under the banner of a secular, leftist program. Its war with the government has cost at least 30,000 lives since it began in 1984. The group’s leader, Ocalan, cleverly played on Turkey’s rivalries with neighboring states to gain refuge for his fighters in Iraq, Syria and Iran, which are home to about half of the Middle East’s roughly 30 million Kurds.

The Nusaybin rebels I met were mostly born in the mid-1990s, when the Kurdish conflict last crescendoed. One of them, a lanky 27-year-old with a lean, foxlike face, seemed startled when I asked about his childhood; I got the sense that no one had bothered to ask him before. He went by the nom de guerre Omer Aydin. He spoke quickly, hunching forward in his chair and steadily tapping his feet, his dark eyes glinting with a nervy, cheerful energy. He was born in a village near Nusaybin, the son of a farmer. His village was full of P.K.K. sympathizers, including his parents, who ardently supported the group’s vision for a Kurdish state, and would shelter and feed its armed rebels as they slipped back and forth from their strongholds in the mountains. The military raided Aydin’s village so many times — arresting young men, shooting up houses and animals — that Aydin’s father gave

up and moved the family to an Istanbul slum. Aydin’s parents sent him to work in a clothing factory when he was 10. One day the factory boss overheard Aydin speaking Kurdish, the only language he knew, and rounded on him, shouting: “Never speak that language in here! You will speak Turkish.” Aydin told me he would never forget that.

In those years, the Turkish military destroyed and evacuated thousands of Kurdish villages, creating a flood of displaced people. The state supported shadowy proxy groups like Kurdish Hezbollah (no connection to the Lebanese movement), which tortured and killed with impunity and fostered an atmosphere of terror. The P.K.K. responded with raids that killed hundreds of Turkish soldiers and police officers. Kurdish children born in the ’90s are known to their elders as the “youth of the storm.” They grew up with a legacy of anger. Tens of thousands were arrested as teenagers, and prison contact with P.K.K. members radicalized many. They are more likely to be unemployed than their non-Kurdish peers. And there are a lot of them: The bulk of the population in some Kurdish areas is under 20. Older Kurdish political figures often declare, in talks with the state, that they are the last generation the government can have a dialogue with; the next one, they say, is far more radical. It’s a pressure tactic, and it has become a talking point. It may also be true.

By the time Aydin was in his teens, his father and all of his eight brothers had been arrested on charges of P.K.K. activity. So had many other relatives; one childhood friend was shot dead by Turkish soldiers in the mountains. Aydin had spent a total of four years in school. He learned Turkish there; he still didn’t speak it well. “When you are 15 or 16 years old, you are looking for something,” Aydin told me. “After what happened to my brothers, my father, all the arrests and the killings, I looked at my life and said: I should do something toward a revolution.” He joined the P.K.K. I asked him how it happened, and he grinned mischievously. “When there is a light in the dark, you will find your way to it,” he said.

Aydin trained in the mountains, learning how to handle a gun, set bombs, evade capture and communicate with fellow members. He then spent a decade in a series of Turkish cities, mostly helping to recruit other young Kurds. This, too, is a mark of his generation. The Kurds were a rural people for thousands of years, but in the past two or three decades that abruptly changed, and most now ⇒

⇒ live in cities. By 2014, the P.K.K. had ordered Aydin to Nusaybin. His primary task was to supervise the recruitment and training of young locals. These youth affiliates were given a new name: the Y.D.G.-H., which later grew into Y.P.S. (The P.K.K. is known for its love of abbreviations.) Many were only teenagers.

At the time, there was some hope for an end to the conflict. After its high point in the 1990s, violence had lapsed under Erdogan, who quietly loosened restrictions on Kurdish language and culture after he came to power in 2002. He also promoted economic development in the long-neglected southeast. Many Kurds were moved and impressed when Erdogan said in a 2005 speech that “the Kurdish problem is not only the problem of one part of my nation, it is a problem of every one of us, including myself.” Progress was slow and halting, but after a cease-fire was declared in 2013, Turkish security forces largely withdrew from Kurdish cities in the southeast, softening old resentments. Some Kurds told me they felt free to walk late at night without fear of arrest for the first time. You could even wave a P.K.K. flag without receiving a jailhouse beating.

Erdogan had long appeared to believe that peacefully resolving the Kurdish issue would bolster his reputation as a unifying leader and win more votes from Turkish Kurds. He needed those votes to accomplish a larger goal: revising Turkey’s Constitution to create a presidential system that would augment his own powers. To get there, he would need to offset the rise of a new Kurdish political party, the H.D.P., which was expanding beyond its base to appeal to other minorities and even to some liberal Turks. The party’s soft-spoken leader, Selahattin Demirtas, seemed to embody widespread hopes for a new center of gravity that would marginalize Ocalan and the militant P.K.K. leaders in the Qandil Mountains of northern Iraq. He spoke of a more pluralist Turkey, with greater local control within the Kurdish areas in exchange for a reconciliation with the Turkish state. This vision was very popular with ordinary Kurds, which made the H.D.P. a real political threat to Erdogan. To outflank it, he would need to tackle the Kurdish issue himself — and get credit for it.

With all this in mind, Erdogan gave his blessing in mid-2014 to an unlikely series of meetings on the prison island of Imrali. Every few weeks, Ocalan sat at a table with H.D.P. leaders and members of Turkey’s intelligence ministry, discussing the terms of a P.K.K. disarmament. Hatip Dicle, a Kurdish political figure who participated, told me that the meetings helped to build trust. Several times, the parties relayed grievances about government arrests or unwelcome P.K.K. moves, and they were sent back down the chain and resolved, Dicle said. Notes from each meeting were instantly relayed to both Erdogan and the P.K.K.’s leaders in the mountains. Finally, in late February 2015, a joint news conference took place in Istanbul with Turkey’s deputy prime minister and leading H.D.P. members to announce a 10-point plan, including both the P.K.K.’s disarmament and enhanced local authority in the Kurdish southeast. They even relayed a message from Ocalan: “This is a historic declaration of will to replace armed struggle with democratic politics.”

But that triumph was stillborn. Before the battle of Kobani became a high point of Kurdish pride, it began sowing mistrust. Weeks before their troops were allowed to join the fighting, the Kurds watched with outrage as Erdogan breezily predicted an ISIS victory in Kobani and refused to allow Turkish Kurds to cross to the rescue. There were



Kurdish residents of Cizre returning to their destroyed neighborhood on March 3. Credit Moises Saman/Magnum, for The New York Times

protests across the southeast, and young P.K.K. members began building barricades; the police responded with force, shooting and killing dozens of protesters. Only weeks later and under heavy international pressure did Erdogan allow the Iraqi Kurdish convoy to pass through and join the battle. As Kobani fueled a wider sense of Kurdish empowerment, Erdogan appears to have concluded that he was being played for a fool. Within weeks of the news conference, he began distancing himself from the peace talks. He declared that “there is no Kurdish problem” and ultimately denied that he’d even known what his deputies were doing. All dialogue was dropped, and the government took away Ocalan’s ability to communicate with the outside world.

The P.K.K. began making menacing noises. In July, amid mutual recriminations, P.K.K. militants killed two police officers in the town of Sanliurfa. Young Kurdish militants began rebuilding their barricades across the southeast, and this time, they were armed.

The P.K.K. and the Turkish state seem to have jointly stumbled back into war, like an old couple who cannot let go of their quarrels. “We did not think at first of barricades,” Aydin told me. “We thought at first of a revolution among ordinary people, based on the demand for self-administration. But after we declared autonomy, the state attacked brutally. It was like a red flag to the bull. We saw we cannot defend ourselves with small barricades, so we built them bigger.”

The radicalism of the P.K.K.’s younger urban members clearly played a role. Some of these fighters even speak dismissively of the H.D.P. — the flagship Kurdish political party in Turkey — as a pack of cowardly appeasers. One young activist who spent time in Cizre before the final assault there told me she’d watched a delegation of sympathetic Kurdish political figures arrive inside the barricades to press for a cease-fire, only to be rebuffed. Afterward, she said, one of the young commandos — now dead — declared: “Lies, all lies. They say, ‘We’re with you,’ but when we die they’ll come and take selfies with our corpses.”

For all their talk of victimhood, the young radicals have become adept at waging guerrilla war. Almost 500 Turkish police officers and sol-

diers have been killed since the cease-fire ended, many by snipers. The streets around the Nusaybin “liberated zone” were planted with roadside bombs, I was later told, to be used in case of a Turkish assault. Two days after my first visit there, a car bomb exploded outside a police building a few hundred yards away, killing two officers and wounding dozens of civilians.

After we’d finished talking, Aydin led me out into the bright spring sunshine. I heard a high voice shouting orders. In the vacant lot, about two dozen women dressed in combat fatigues and balaclava-style head coverings were doing an exhibition drill, their boots crunching the ground in unison as they swung their rifles up, across their shoulders and down. A row of female commanders stood at attention in front of them. It was International Women’s Day, an opportunity for women to showcase their powerful role in the movement. One paradox of the P.K.K. is its blend of ardent feminism and cultish devotion to Ocalan. Many women are escaping difficult homes. They credit Ocalan with elevating Kurdish women from a traditional life, in which honor killings were common, to a position of power and respect. A number of women in the movement told me that their first experience handling weapons was revelatory. One who fought as a sniper in Kobani described the moment when she killed her first man, an ISIS fighter: “I felt as if fire were streaming from my eyes,” she said. I had expected some expression of remorse or unease, but instead her face glowed with a kind of exaltation as she said the words.

Most of the women that day carried AK-47s, but one had a Russian-made sniper rifle, and I glimpsed a rocket-propelled grenade launcher off to the side. Several dozen children and older women sat near a wall, watching. At one point, a commander held out a sheet of paper and read a statement aloud in a strident voice. “In the spirit of our martyrs, we will fight harder in our self-administered areas. We will not forget our comrades murdered in Cizre.” She continued: “We invite all the women of Kurdistan to fight behind the barricades.” Aydin leaned over and told me that women made up about half the fighters in Nusaybin.

When the military maneuvers were over, the women put away their guns and formed lines to do a traditional folk dance, their voices sailing ⇒

over the empty streets in trilling ululations. Some of the civilian women had dressed up in bright, sequiny gowns for the occasion, and joined the dance. A tinny P.A. system blasted P.K.K. anthems, including one about Rojava — the new Kurdish statelet in Syria — and the battle of Kobani. There were frequent choruses of allegiance to “Apo,” the Kurdish word for uncle, Ocalan’s nickname.

From where we stood, the border was only a few hundred meters to the south. From the rooftops around us, you could easily see the grain silos and watchtowers of Qamishli, the new capital of Rojava, where Ocalan’s portrait hangs almost everywhere. It struck me that if the Turkish military waged full-scale war here, it would be like the battle of Kobani in reverse. The Syrian Kurds — many of them cousins of those in Nusaybin — would be sorely tempted to come to their aid.

The rebels I spoke to claimed to be the voice of a colonized and dispossessed people. But after nine months of war, many middle-class Turkish Kurds say the P.K.K.’s decision to take on the state was madness. In Diyarbakir’s historic Sur district, the fighting has destroyed a shopping and small-business hub that was the heart of the city’s economy. Thousands of jobs have been lost, and investors who flocked to the city during the cease-fire — when new hotels were being built — have fled. Even in Cizre and other bastions of P.K.K. support, many people quietly admit that they blame the insurgents.

I met a 42-year-old gas dealer in Cizre who showed me the ruins of his house, what once must have been an attractive three-story home, with a stone courtyard. “We didn’t want this, any of it,” he told me. “When the youth started building barricades and digging trenches, we warned them, ‘You are doing something dangerous; we are civil people.’ They said, ‘We are protecting you.’ You see the result.” The man said he and other local business leaders held meetings with the insurgents and the governor during the autumn, and appealed for peace. He stared at the remains of his house for a moment. “Both sides are responsible,” he said. “We are caught in between, and our hearts are broken.”

Within the movement, the violence has clearly radicalized many young people. But there, too, I heard some quiet but telling voices of dissent. One of them was a 24-year-old woman, a battle-tested P.K.K. sniper whose commitment to the group was beyond question. She grew up in Silvan, another movement stronghold, to a family crowded with P.K.K. members and martyrs. She had not planned to join the organization herself, but as a university student in western Turkey, she grew resentful that the university authorities treated her and other Kurds as potential criminals. She began reading Ocalan’s writings, and his ideas — especially about women’s empowerment — won her over.

She did her military and political training in the Qandil Mountains. Before it was over, the ISIS assault on Kobani began, and she and another new recruit joined. She fought inside Kobani for more than a month, often coming so close to ISIS fighters that she could see their faces. She carried one grenade on each hip: one to use against the enemy, one to blow herself up in case of capture. Several of her comrades used their grenades this way, she said. The Kurds lost huge numbers of people. In her 25-person unit, only three survived. She described carrying away the remains of friends who were eviscerated by a suicide truck bomb. “You don’t have time to have emotions,” she said. “You go back to your fighter mood.” In November, she was injured in the back by a collapsing barri-



Omer Aydin, 27, a Kurdistan Workers’ Party (P.K.K.) fighter in Nusaybin, Turkey. Credit Moises Saman/Magnum, for *The New York Times*

cade and was taken to the mountains for surgery.

I asked her whether she had been tempted to join the P.K.K.’s struggle in Turkey, behind the barricades. She was living in Mardin at the time, a short drive from Nusaybin. She said no. Then she was silent for almost a full minute, her open face suddenly full of unease.

“When we were fighting in Kobani, we knew we’d get a result,” she said. “Here, when they fight, they don’t see a result. I don’t want to die for a cause that brings no results. All the world knew what we were doing in Kobani. The fight had a meaning. Here, I don’t see a meaning.” She continued: “When I look around at my generation, everybody’s mind is confused. People are asking: Are these trenches right or wrong?”

Her feelings echo those of many other war-weary Kurds, who watched in dismay last summer as Turkey’s politics congealed once again into hostile camps. All hopes for a middle ground vanished. The H.D.P. had to take sides once the fighting started, and its highest-ever share of votes in June — 13 percent — dropped to 10 percent in the November elections. Many believe that if elections were held today, the party would not be in Parliament at all. “The H.D.P.’s constituency was based on a bridge between Kurds and non-Kurds,” Gonul Tol, a Turkey analyst at the Middle East Institute in Washington, told me. “After that bridge collapsed, the H.D.P. had to take a more extreme stance in order to hold onto its base. It became little more than a front for the P.K.K.”

I saw this drama being enacted at some of the P.K.K. funerals I attended in March, where H.D.P. politicians seemed desperate to shore up their base. After my last visit to Nusaybin, an activist invited me to attend the funeral of a veteran P.K.K. commando, who was killed the night before in a gun battle with Turkish soldiers. We had to drive for 20 minutes along narrow country roads to get to her village, a cluster of stone houses overlooking a magnificent landscape of rolling hills and olive trees. Several guests told me the village was a celebrated center of P.K.K. support, with many local martyrs. As we arrived, we could see images of the dead fighter’s face — lean and ascetic, with short dark hair — being held aloft on posters; relatives also handed out stamp-size pictures for guests to pin on their lapels. Her name was Jiyan Konak, and relatives told me she spent 22 years as a fighter. We waited alongside geese, turkeys and clucking chickens until a coffin draped in a flag emerged

from her parents’ house, with scores of women ululating and holding up the victory sign with their fingers. At least half a dozen local officials and members of Parliament, all from the H.D.P., were there. When the ceremony began, the relatives and elders gave short, simple speeches. The H.D.P. members delivered long, fierce tirades against the “horrific enemy” — the Turkish government — that killed Konak. One of them, a middle-aged female lawmaker in an elegant gray patterned blazer and scarf, spoke longer than anyone else. “Kobani did not fall, and northern Kurdistan will triumph, too,” she said, her voice rising almost to a shriek as she neared her conclusion. “The Kurdish woman will triumph soon. Leader Apo will triumph soon. She was not the first martyr, and she won’t be the last. Until we win our freedom on this land, we will continue to fight!”

If the H.D.P. has dropped all caution, so has Erdogan. The man who once held back Turkey’s trigger-happy security services has now given them carte blanche. “Turkey has no Kurdish problem, but a terror problem,” he said in January. “No one should try to palm it off on us as a Kurdish problem.” He later called for members of Parliament to be stripped of their immunity, so H.D.P. leaders could be prosecuted and jailed as terrorists, and parliamentary debates devolved into mass fistfights. In mid-May, the Parliament passed the immunity-lifting measure, an act that is likely to push more Kurds toward militancy.

At the same time, Erdogan has led a crackdown on the press, with the state jailing critical journalists and academics en masse and closing down opposition outlets; scarcely any remain. He has urged Parliament to “redefine” terrorism in a way that is ominously broad. “The fact that their title is lawmaker, academic, writer, journalist or head of a civil society group doesn’t change the fact that that individual is a terrorist,” he said in March. Even in Erdogan’s own party, total loyalty to the president has become a condition of survival. Prime Minister Ahmet Davutoglu, long viewed as a flunky, was forced out unceremoniously in early May after some mild gestures of difference with Erdogan, including on the Kurdish issue; he had hinted at a return to peace talks. “The one who talks about peace in wartime is as much a traitor as the one who talks about war in peacetime,” wrote an Erdogan ally, in an anonymous denunciation of Davutoglu posted on a blog on May 1.

This all-or-nothing strategy seems guaranteed to return Turkey to the days when the Kurds

↪ were forced to choose between the P.K.K. and the state. If that happens, many who are now critical of the P.K.K.'s violence and hungry for an alternative will fall in line behind Ocalan's minions. Turkey's compliant mainstream media, meanwhile, have done their part to whip up a nationalist frenzy. Turn on a TV anywhere in Turkey, and you will see frequent footage of soldiers' funerals, but no mention of civilian casualties or the hundreds of thousands forced to leave their homes.

Anyone who tries to reach across the gap becomes a target. One of the country's few remaining bridge figures was Tahir Elci, a celebrated Kurdish human rights lawyer and president of the Diyarbakir Bar Association. Elci had a long record of taking on the state, but he also publicly criticized the P.K.K., something very few people — including H.D.P. members of Parliament — were willing to do. In the fall, the drumbeat of death threats against Elci rose after he said in a televised interview that he considered the P.K.K. an armed political organization rather than a terrorist group. A month later, facing prosecution for his comments, he appeared at a midday news conference in Diyarbakir, where he called again for an end to the conflict. Moments later, gunfire broke out, and a bullet struck him in the neck. The killing remains unsolved. His funeral drew tens of thousands of mourners.

The Turkish government has pledged to rebuild the southeast and to make peace with the Kurds in its own way. So far, that effort does not look promising. I happened to be driving toward Silopi, another town ravaged by war, on the day in March when Prime Minister Davutoglu, then still in government, was visiting. We could see Black Hawk helicopters crisscrossing the sky as we approached, and a long convoy of armored vehicles — part of his security detail — blocked traffic for hours. It was painfully apparent that this remained enemy territory for the Turkish state. Government officials have hinted that they have their own Kurdish intermediaries, and Davutoglu met with some of these during his visit. This is an old Turkish strategy: For decades, the state paid "village guards" to fight the P.K.K., and the Ottomans had their own divide-and-rule strategies. If history is any guide, this will sow more violence without damaging the P.K.K.'s popular legitimacy.

Europe once had the power to play a moderating role, thanks to Turkey's decades-long quest to join the European Union. But the migrant crisis has reversed that equation. European Union officials are now so desperate for Turkey to stop the flow of refugees that they have made little mention of Turkey's civil rights issues or the Kurds in recent talks. One Kurd who lost his house in Cizre told me bitterly that no one would help, "because the E.U. only cares about stopping the migrants."

The United States may have more leverage. The Paris and Brussels attacks have raised the pressure on President Obama to destroy the ISIS sanctuary in Syria and Iraq, and it is clear that Turkey's Kurdish conflict is putting this effort at risk by dividing the administration's two key allies. "What's concerning is that while Turkey has every right to fight the P.K.K., it's increasingly becoming a conflict pitting Turkey against the Kurds," one administration official told me. "That jeopardizes the credibility of even our friends among the Kurds, including Iraqi Kurds." American officials have tried to keep their Kurdish allies in Syria from unnecessarily provoking the Turks. They say they are not aware of any P.Y.D. fighters or weaponry being transferred north to be used against the Turkish military. The Turks dispute that



A unit of female Kurdish fighters in Nusaybin, Turkey. Credit Moises Saman/Magnum, for The New York Times

claim and insist that American weapons sent for use against ISIS have been passed northward and used by the P.K.K. (The shoulder-fired missile shown in the recent online video has prompted widespread speculation about a weapons trail from Syria.) The Obama administration officials I spoke with said they believed that if a peace deal is reached, the Turks will eventually become reconciled to a Kurdish statelet in Syria, just as they agreed to (and even helped midwife) the birth of Iraqi Kurdistan a decade ago. Perhaps. But the Turks say the two situations cannot be compared. In mid-March, the Syrian Kurds took another step toward independence, voting to establish a self-governing federal region. The announcement prompted angry rebuttals from the Turkish and Syrian governments and Arab opposition factions fighting in Syria.

Meanwhile, the Americans are trying to find Arab allies who could substitute for the Kurds in a push to conquer Raqqa, the Islamic State's capital. But they are hobbled by Turkey's insistence on treating not just the P.Y.D. but also anyone who has worked with it, including Arabs, as terrorists. The fact that Erdogan's government has itself supported hard-line Islamist militias in Syria — including some with ties to Al Qaeda — only adds to the American frustration. The Obama administration appears to be forging ahead with its plans, despite Turkish complaints: In late April, Obama announced that an additional 250 Special Operations troops were on their way to northeastern Syria to work with the Kurdish-led force there. American officials say they have little choice; the Turks have provided no viable alternatives for an assault on Raqqa. For Erdogan, fighting ISIS remains secondary to ousting President Bashar al-Assad of Syria, whom he blames for the region's turmoil.

Erdogan's visit to Washington in late March did nothing to address these tensions. The visit was for nuclear-security talks, but Erdogan reportedly lashed out angrily at American policy during an off-the-record dinner with former government officials and academics, and complained repeatedly about the American refusal to treat the P.Y.D. as a terrorist group. During a public speech at the Brookings Institution, his security guards got into a nasty melee outside the building, shoving and shouting at journalists, protesters and Brookings personnel. The guards ordered a prominent

Turkish journalist, Amberin Zaman, to leave, calling her a "P.K.K. whore"; security staff members had to stop the guards from removing other journalists from inside the auditorium. In video clips, beefy Turkish guards in dark suits and sunglasses can be seen shouting at pro-Kurdish protesters and being restrained by police officers. Turkey's Kurdish problem seemed, for a moment, to have spread all the way to Massachusetts Avenue.

A few days after my last visit to Nusaybin in March, the authorities announced a new military "curfew," and thousands of civilians began streaming out of the town. Within days, images began appearing on Twitter of tanks firing into the same buildings where I had sat chatting with young insurgents, and smoke rising from the city. Many of the photographs were taken by sympathetic Syrian Kurds from just over the border in Rojava, where they had a good view of the fighting. The Turkish media reported soldiers killed by bombs and snipers. The activist who had taken me to Nusaybin sent me a set of color sketches she made on her iPad, showing tanks, fighters with guns, bloodied bodies, dead children.

I thought about Omer Aydin, the P.K.K. commander who told me his life story. Most of the fighters I met refused to say much about their feelings; they retreated behind a stoical mask and repeated the same P.K.K. talking points. Not Aydin. "I can't forget the face of this soldier I killed," he said at one point. "At the end, they are human, too." Aydin seemed a little defensive about the justice of his cause, as if he understood that he and his fellow rebels were putting the lives of ordinary people at risk. A few months earlier, he told me, he'd been on the lookout for Turkish snipers when he walked past a mother holding a baby who was crying uncontrollably. The sight unnerved him for a moment. "I passed, and when he saw my weapon, he stopped crying," Aydin said. "He was 5 or 6 months old. I had a feeling: Even this baby knows why we're fighting. I will never forget this."

One afternoon at the end of March, I received a message from my activist contact in Nusaybin. She had fled the city. There were reports of terrible fire-fights that day, with tanks blasting buildings into rubble in an effort to recapture the P.K.K. neighborhoods and young rebels struggling to push them back. Omer Aydin, she said, was dead. ♦

Erdogan accélère sa marche vers l'hyperprésidence

Le projet de référendum sur la levée de l'immunité de députés ouvre la voie à une modification constitutionnelle

ISTANBUL - correspondante

La scène s'est déroulée le 7 mai à Malatya, en Anatolie centrale, à l'occasion d'une visite du président turc, Recep Tayyip Erdogan. «*Quand je défie le monde entier, je sais que j'ai toute la Turquie derrière moi*», a proclamé le numéro un devant une foule de partisans. Il faisait allusion à l'exigence européenne de voir Ankara modifier sa loi sur le terrorisme en contrepartie de la levée des visas Schengen pour les ressortissants turcs.

Ni l'accord avec l'Union européenne sur les migrants ni la levée des visas ne sont des priorités aux yeux du numéro un turc, embarqué dans sa quête de pouvoir absolu. Car M. Erdogan n'a plus qu'une idée en tête : modifier la Constitution pour se tailler un costume présidentiel à sa mesure. Rien ne semble pouvoir lui barrer la route. Même la sémantique joue en sa faveur depuis que la presse progouvernementale et les réseaux sociaux le désignent désormais comme «*le chef*» (*reis*).

Depuis son élection au suffrage universel direct en août 2014 (avec près de 52 % des voix), une première en Turquie où le président était jusqu'ici élu par le Parlement, l'homme fort du pays brûle de modifier la Constitution issue du coup d'Etat militaire de 1980. Il s'agit pour lui de revêtir coûte que coûte l'habit d'un président fort, sans contre-pouvoirs. Et comme la fonction présidentielle telle qu'elle est décrite dans la loi fondamentale en vigueur n'est

qu'honorifique, M. Erdogan se sent à l'étroit dans ce rôle.

La démission forcée, le 5 mai, du premier ministre Ahmet Davutoglu, qui était aussi le chef du Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur, au pouvoir depuis 2002), peut être vue comme l'acte I de la marche de M. Erdogan vers le pouvoir absolu. Il est chef de l'exécutif, chef des armées et chef de facto de l'AKP.

Le nom du prochain premier ministre n'est pas encore connu mais une chose est sûre, il devra être souple, d'une loyauté absolue et agir dans l'ombre du chef de l'Etat. Selon l'usage, le chef du parti majoritaire est aussi premier ministre mais il n'en sera peut-être pas ainsi cette fois-ci, prédisent les analystes. La donne est bouleversée, la Turquie est en train de tourner la page du système parlementaire en place depuis les années 1950.

Acte II de l'intronisation

Dimanche 22 mai, les délégués de l'AKP se réuniront en congrès pour désigner leur chef. Pour éviter les divisions, ils voteront pour un candidat unique. Binali Yildirim, 61 ans, ministre des transports depuis 2002 et membre du cercle rapproché du président, est donné favori.

Pour qu'un régime présidentiel voie le jour, il faut modifier l'actuelle Constitution. Il y a deux manières de le faire : soit par un vote du Parlement à une majorité des deux tiers, soit par référendum. Or les islamo-conservateurs contrôlent 317 sièges sur 550 : la barre des deux tiers est à 367 ; en



Recep Tayyip Erdogan à Malatya le 7 mai. MURAT CETINMUHURDAR / AP

revanche, seules 330 voix sont nécessaires au Parlement pour convoquer un référendum constitutionnel.

L'acte II de l'intronisation du «*chef*» est en train de se jouer. Mardi 17 mai, les députés se sont prononcés en faveur d'un projet de révision constitutionnelle destiné à lever plus facilement l'immunité des parlementaires dans le collimateur de la justice : 348 élus (sur 550) ont voté pour le projet de réforme. Le vote final est prévu vendredi.

Cette mesure vise 138 parlementaires au total, pour la plupart des élus du Parti de la démocratie des peuples (HDP, gauche prokurde), accusés de collusion avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit en Turquie), en guerre contre Ankara depuis juillet 2015. Le HDP dénonce une manœuvre de l'AKP qui cherche à l'évincer. L'AKP répond que 27 de ses membres sont concernés par cette mesure.

Vote à bulletin secret

Si la réforme est approuvée en dernière lecture, 50 députés du HDP (sur 59), dont les deux coprésidents du parti, Selahattin Demirtas et Figen Yuksekdog, risquent des poursuites judiciaires. Discutée depuis des mois, la levée de l'immunité des députés, soupçonnés de propagande en faveur du «*terrorisme*» (du PKK), a donné lieu à des pugilats lors de son examen en commission.

Le dénouement aura lieu vendredi. Si, lors du vote final au Parlement, le texte recueille au moins 330 voix en sa faveur, un référen-

«*Quand je défie le monde entier, je sais que j'ai toute la Turquie derrière moi*»

RECEP TAYYIP ERDOGAN
président de la Turquie

dum pourra alors être convoqué par le président. L'immunité des parlementaires étant garantie par l'article 83 de la Constitution, si des modifications ont lieu, elles dépasseront forcément le cadre de ce seul article. Et le référendum qui sera convoqué ne portera pas sur l'immunité seulement. Il pourrait inclure un renforcement des prérogatives présidentielles.

Le vote de vendredi sera donc décisif. Le fait qu'il ait lieu à bulletin secret risque de jouer en faveur de l'AKP. Jamais l'opposition parlementaire n'a été aussi mal en point. Le Parti de l'action nationaliste (MHP, droite nationaliste, 40 députés), en proie à des luttes intestines, est menacé de scission.

Le HDP était porteur d'espoir au moment de son entrée au Parlement, en juin 2015, car il était vu comme une «*troisième voie*», ni islamiste, ni kémaliste. Il apparaît aujourd'hui largement discrédité, y compris auprès de l'électorat kurde, depuis que ses élus ont pris fait et cause pour la guérilla urbaine lancée par le PKK dans les centres des villes kurdes du sud-est du pays. ■

MARIE JÉGO

Ankara menace l'Etat islamique

Si elle n'obtient pas l'aide de ses alliés, la Turquie prendra des mesures unilatérales pour lutter contre les attaques subies par la ville de Kilis, proche de la frontière syrienne, averti le président Recep Tayyip Erdogan, mardi 17 mai. Depuis plusieurs mois, Kilis est touchée par des roquettes tirées à partir de territoires syriens sous le contrôle de l'organisation Etat islamique (EI), qui ont fait 21 morts et détruit plusieurs bâtiments. «*Nous résoudrons ce problème nous-mêmes si nous ne recevons pas une aide pour empêcher ces roquettes de frapper Kilis*», a déclaré M. Erdogan.

Irak

L'avenir confisqué du Kurdistan

La crise économique et politique, l'afflux massif de réfugiés et la lutte contre l'Etat islamique ont mis fin à l'essor de la région autonome irakienne. Brisant de fait ses rêves d'opulence, de paix et d'indépendance

ALLAN KAVAL

ERBIL - correspondance

Lorsqu'on approche Erbil depuis les plaines environnantes, la capitale de la région autonome du Kurdistan irakien apparaît comme un mirage. Dans l'air saturé de poussière ocre se détachent les silhouettes de hautes tours, surplombant une masse horizontale de constructions plus basses. La ville a grignoté les campagnes en friche, telle une tache d'huile aux contours mal maîtrisés. Autour des ruines d'une citadelle dont les fondements datent de l'antique Arbèles, joyau urbain d'un royaume assyrien, érigée il y a plus de six mille ans, s'organisent les quartiers d'une agglomération informelle, aujourd'hui bordée d'un axe routier ultramoderne. Ces voies rapides relient des complexes résidentiels clinquants, gardés par des hommes armés de fusils automatiques, à de hauts immeubles aux baies vitrées rutilantes, à des hôtels de luxe ou à des restaurants franchisés et des cafés hors de prix, au pied de centres commerciaux aux coursives climatisées.

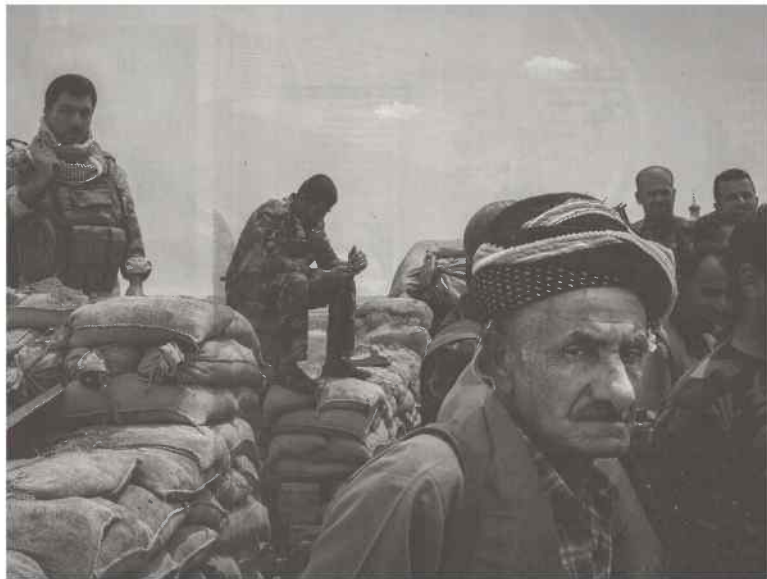
Ces lieux réservés aux privilégiés côtoient les squelettes de tours inachevées, condamnées à l'effondrement, ou encore de vastes terrains vagues, jonchés d'ordures, autrefois promis à des constructions pharaoniques qui n'ont jamais vu le jour. Dans ce paysage aux contrastes cruels s'active une main-d'œuvre immigrée importée en masse du Bangladesh ou des Philippines, tandis que d'autres, désormais désœuvrés, ont rejoint les mendiants en haillons qui hantent les carrefours. Les voitures de luxe aux vitres teintées croisent d'autres véhicules, chargés de déplacés irakiens, de réfugiés syriens. Tous fuyant la misère ou la guerre toute proche, rejoignant par millions le territoire kurde.

En une dizaine d'années, le développement d'une économie rentière, adossée à la production pétrolière irakienne dont une partie des revenus était transférée au Kurdistan, a transformé de manière fulgurante la petite cité provinciale qu'était Erbil à la chute de Saddam Hussein en capitale « hors sol » d'un territoire prêt à prendre en main sa destinée. Malgré l'autonomie dont jouissent les autorités d'Erbil vis-à-vis du pouvoir central de Bagdad, les promesses de faire de la région un « nouveau Dubaï » sont restées vaines. Les fantasmes d'opulence facile se sont fracassés, ainsi que le rêve d'un havre de paix et de prospérité d'un Kurdistan promis à l'indépendance dans un Irak livré à la violence et au chaos.

Si la région reste singulièrement sûre, les effets de l'effondrement du cours du pétrole, la fragilité des structures économiques et des institutions politiques, ainsi que les choix erratiques de ses dirigeants l'ont menée dans l'impasse. Cerné au sud-est par des milices chiites hostiles, le Kurdistan irakien est séparé des zones contrôlées par l'organisation Etat islamique (EI) par une ligne de front gardée par les peshmergas – les soldats kurdes – avec l'indispensable soutien de la coalition internationale. A ces menaces voisines s'ajoute une crise économique et politique qui a nourri un mécontentement populaire, que seule la crainte généralisée du chaos empêche de se muer en une contestation massive susceptible de pousser la région autonome au bord du gouffre. Paralysé par un contexte géopolitique aussi périlleux que fluctuant, le Kurdistan tient encore. Mais les périls s'accumulent.

PÉTROLE MOINS ABONDANT QUE PRÉVU

« L'optimisme des années précédentes était sans fondement », lâche Diyar Ahmed, président-directeur-général d'IraqCom, une société de services informatiques basée à Souleimaniyé, la deuxième ville du Kurdistan.



Le mardi 3 mai, des peshmergas, les forces de sécurité kurdes, viennent de repousser

des attaques de l'organisation Etat islamique au sud-ouest d'Erbil, dans la région

autonome du Kurdistan irakien.

ALEXANDRE AFONSO/
LE PICTORIUM

SEULE LA CRAINTE GÉNÉRALISÉE DU CHAOS EMPÊCHE LE MÉCONTENTEMENT POPULAIRE DE SE MUER EN UNE CONTESTATION MASSIVE SUSCEPTIBLE DE POUSSER LA RÉGION AUTONOME AU BORD DU GOUFFRE

Dans son bureau encombré, où la traduction anglaise du *Capital au XXI^e siècle*, de Thomas Piketty, côtoie une biographie d'Henry Kissinger et une *Histoire politique de l'Irak*, il dresse le constat d'un échec qui lui paraît difficilement réversible: « Le Kurdistan vivait avec l'argent du pétrole irakien. Les autorités n'avaient pas intérêt à encourager le développement de l'agriculture ou d'un secteur privé autonome. Il est plus facile d'importer que de produire. Nous souffrons des maux caractéristiques des économies de rente. Malgré la crise actuelle, il n'y a aucune volonté politique de faire évoluer la situation. » Alors que le Kurdistan irakien dépendait presque exclusivement des transferts de fonds de l'Etat central, Bagdad a cessé d'approvisionner le budget de la région autonome depuis juin 2015. En cause, la vente directe par Erbil de pétrole brut extrait de son territoire à des acheteurs étrangers, via le pipeline reliant ses champs pétroliers au port de Ceyhan, en Turquie. Considérées par le gouvernement irakien

comme contraires à la Constitution, les exportations directes d'hydrocarbures par les Kurdes sont au cœur d'un contentieux chronique entre Erbil à Bagdad. Et le secteur pétrolier kurde ne permet pas de compenser la perte des fonds provenant de l'Etat central quand les cours étaient plus favorables. «*Le prix actuel du baril est trop bas et les capacités de production stagnent. le gouvernement régional du Kurdistan [GRK] ne paie pas régulièrement les compagnies internationales, qui n'investissent plus*», explique Bilal Wahab, spécialiste des questions énergétiques et professeur à l'université américaine de Souleimaniyé.

Le pétrole du Kurdistan, réputé abondant et peu cher à extraire, ainsi que les conditions contractuelles attractives proposées par les autorités kurdes avaient précipité dans la région l'arrivée des majors ExxonMobil, Chevron et Total. En phase d'exploration depuis 2012, ces compagnies seraient désormais en phase de retrait. Non seulement les champs pétroliers se sont avérés moins prolifiques et plus onéreux à exploiter que prévu, mais le GRK a perdu de son crédit par son incapacité à honorer la dette de plus de 1 milliard de dollars déjà contractée auprès des compagnies productrices. A cette créance s'ajoutent les sommes empruntées à la Turquie, aux compagnies locales, aux banques et toutes celles qui ont été retranchées du salaire des fonctionnaires. Soit un total de 25 milliards de dollars (22,3 milliards d'euros).

Pour le Kurdistan, l'espoir d'atteindre l'indépendance financière – nécessaire prélude à l'indépendance politique – par l'exploitation de ses ressources énergétiques a fait long feu. Les caisses sont vides et les fonctionnaires, qui représentent près de 60 % de la population active, ont vu leurs traitements réduits à la moitié, voire au quart de leur montant. Les investissements gouvernementaux se sont

interrompus, tandis que la consommation des ménages recule, y compris pour les produits de base. Le coût de la guerre menée contre l'EI ainsi que la pression qu'exerce la présence de près de 2 millions de réfugiés et de déplacés internes, pour une population locale de 5 millions d'habitants, s'ajoutent à ce constat. Pour se maintenir à flot, les fonctionnaires cherchent des petits travaux alternatifs, tandis que l'ensemble de la population liquide ses dernières réserves.

CONTRAT TACITE ROMPU

«*Les gens vendent leurs biens, terrains, maisons ou voitures. J'ai moi-même dû vendre l'or de mon épouse pour nourrir mes enfants*», regrette Hemin Feqir, entrepreneur en maçonnerie à Erbil. Dépendant des aides et de la commande publique, le secteur du bâtiment autrefois florissant est en berne. «*Cela ne peut pas durer plus longtemps, bientôt on n'aura plus rien à vendre. La confiance dans les partis politiques au pouvoir a disparu*», déplore M. Feqir. Chez les plus jeunes, la colère le dispute à la désillusion. Pour beaucoup, l'exil vers l'Europe est envisagé – de nouveau – comme une échappatoire à un avenir précaire. «*Le Kurdistan n'a rien fait pour notre génération. Je n'ai pas de raison de rester ici si le gouvernement ne me donne pas un travail et de quoi vivre*», explique Mohammed, étudiant en première année à l'université publique d'Erbil.



Détenant la réalité du pouvoir grâce aux services de sécurité, aux forces armées et aux entreprises qui leur sont affiliées, les deux partis politiques historiques du Kurdistan irakien, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), ont bâti leur légitimité sur leur capacité à assurer le confort matériel des populations qu'ils dirigent par la distribution de salaires et d'aides diverses. C'était même devenu une sorte de contrat tacite liant les Kurdes irakiens à leur classe dirigeante, dont nombre de représentants se sont considérablement enrichis au

POUR SE MAINTENIR À FLOT, LES FONCTIONNAIRES CHERCHENT DES PETITS TRAVAUX ALTERNATIFS, TANDIS QUE L'ENSEMBLE DE LA POPULATION LIQUIDE SES DERNIÈRES RÉSERVES

cours de la décennie passée. Tenue pour responsable de la crise actuelle, celle-ci a dû faire face à une fronde embryonnaire début 2016. Des manifestations contre la réduction des salaires des fonctionnaires ont éclaté, accompagnées de violences limitées. Le blocage du processus politique, qui dure depuis l'été 2015, n'arrange rien.

Alors que son mandat est arrivé à terme en 2013, Massoud Barzani, chef du PDK, occupe toujours le poste de président du Kurdistan irakien. Les deux années supplémentaires qui lui avaient alors été accordées par le Parlement d'Erbil sont elles aussi arrivées à échéance, en août 2015. Les différentes forces politiques en présence se sont montrées incapables de trouver un accord, bloquant les institutions du territoire, alors même que s'aggrave la crise et que la guerre gronde à ses frontières. Composée de dynasties politico-militaires issues de la guérilla menée contre

le régime de Saddam Hussein et fragmentée par d'incessantes luttes intestines, la classe politique actuelle du Kurdistan n'a toujours pas réussi à enterrer les vieilles querelles et les haines personnelles que se vouent ses principaux dirigeants.

La rivalité historique entre le PDK et l'UPK, qui contrôlent chacun un territoire bien délimité et disposent de leurs propres forces armées, s'est de nouveau imposée, au détriment d'institutions tombées très vite en désuétude. Leur réconciliation qui pourrait aider le Kurdistan irakien à sortir de la crise politique n'est plus à l'ordre du jour. Le 17 mai, l'UPK a officialisé son désaccord, en signant un accord stratégique avec le « parti du changement », Gorran, qui a fait de son soutien aux institutions et de son opposition au maintien au pouvoir de Massoud Barzani sa marque de fabrique.

Gorran ne dispose ni d'une milice armée ni des moyens financiers que possèdent les deux partis historiques kurdes, mais son discours anticorruption a séduit, notamment les jeunes. Dans le paysage politique figé du Kurdistan, il a accompli un quasi-exploit en se hissant au rang de deuxième force politique de la région, après le PDK de Barzani, lors des élections de 2009. Gorran continue de jouer la carte institutionnelle en s'opposant, malgré diverses tentatives d'intimidation, au maintien au pouvoir du chef du PDK.

Les forces de sécurité fidèles à l'indéboulonnable président de la région ont ainsi interdit à l'une des principales figures du mouvement, Youssouf Mohammed, par ailleurs président du Parlement, d'entrer à Erbil. En « exil » à Souleimaniyé, où siège Gorran, il continue de militer dans une zone sur laquelle M. Barzani n'a qu'une latitude d'action limitée. L'accord entre Gorran et l'UPK, tous deux dominants à Souleimaniyé, a renforcé la division entre deux entités politiques opposées. Souleimaniyé réclame désormais la reprise du processus institutionnel, après neuf mois d'arrêt, et s'oppose à un référendum en l'absence de réforme politique, tout en accusant le parti de M. Barzani d'en faire une arme de politique intérieure. Le PDK souhaite de son côté que l'indépendance du Kurdistan serve de préalable à de tels changements, une divergence de vue qui risque de renforcer encore le blocage politique.

RETOUR DES LIGNES PARTISANES

Bien que chaque camp répète avoir conscience de la nécessité de surmonter ce blocage, aucun progrès n'a été enregistré. «*Le Kurdistan irakien traverse la plus grave crise politique depuis la chute de Saddam Hussein [en 2003]*», dit Adnan Mufti, membre du bureau politique de l'UPK, depuis son pavillon du Village américain, un lotissement luxueux des lointaines périphéries d'Erbil, où vivent personnalités politiques locales, riches hommes d'affaires étrangers et quelques notables arabes sunnites. Comme la majorité des responsables kurdes, il convient du caractère intenable de la situation : «*Cette situation est inacceptable et les Kurdes irakiens ne peuvent pas l'accepter indéfiniment. Nous régressons. C'est notre rêve de Kurdistan qui risque de disparaître.*» A la fin des années 1990, au terme d'une sanglante guerre civile, PDK et UPK régnaient chacun sur des micro-

Etats depuis leurs capitales respectives d'Erbil et Souleimaniyé. Plus de quinze ans après, la division du territoire kurde selon des lignes partisans semble en effet revenir au goût du jour.

Entre crise économique, colère sociale et incertitudes politiques, c'est l'unité même du Kurdistan irakien qui paraît de nouveau menacée. « *Seule la présence de l'Etat islamique nous maintient encore ensemble* », constate Sardar Ahmet, issu du parti Gorran et gouverneur adjoint de la province de Souleimaniyé. Pour l'instant étouffées par la lutte contre les

djihadistes, les fractures entre les partis politiques, et entre les plus modestes et ceux que le pouvoir a enrichis, n'ont cessé de se creuser. Observateurs, personnalités politiques et citoyens ordinaires partagent cette idée, allant parfois jusqu'à évoquer « l'utilité » de l'EI. Le président Barzani a renouvelé sa volonté d'organiser un référendum sur l'indépendance du Kurdistan, mais cette perspective paraît peu réaliste dans un territoire sans institutions fonctionnelles et à l'économie sinistrée.

Alors qu'au niveau national Bagdad s'enfonce dans une crise politique secouant le

cœur du pouvoir central irakien, le Kurdistan s'accroche encore à une stabilité fragile. Ni tout à fait en Irak ni tout à fait en dehors, la région autonome semble vouée à conserver son statut de « zone grise », où les partis politiques masquent mal la résurgence des dynasties guerrières, où les divisions administratives ressemblent de plus en plus à une mosaïque de fiefs rivaux. Où les lignes de front se muent en frontières changeantes et imparfaites. Et dont les villes se transforment en refuges pour tous ceux que le chaos régional charrie, à l'ombre des ruines d'un avenir compromis. ■

Peshmergas, l'impossible unification

TENANT LE FRONT au nord de l'Irak, les hommes des forces armées kurdes, connus sous le nom traditionnel de peshmergas (« ceux qui vont au-devant de la mort »), constituent l'une des principales forces au sol contre l'organisation Etat islamique (EI). Depuis août 2014, les attaques massives des djihadistes les ont menés jusqu'aux limites des zones de peuplement kurde. En position défensive, les peshmergas bénéficient du soutien aérien, d'armes, d'entraînements et de conseils des Etats qui composent la coalition internationale contre l'EI. Considérés comme une entité globale par ces nations, les soldats kurdes ne constituent pourtant pas une force militaire unifiée. Ils ne sont pas non plus intégrés à l'armée nationale irakienne.

Au contact de leurs partenaires occidentaux, les peshmergas ont acquis un degré de professionnalisme élevé, tout en restant tributaires de leur passé de guérilleros affiliés à chacune des deux formations politico-militaires historiques du Kurdistan irakien, le PDK et l'UPK. La rivalité qui oppose ces dernières a dégénéré

en une lutte fratricide et meurtrière entre 1994 et 1997.

Après l'invasion de l'Irak par les Etats-Unis en 2003 et la chute de Saddam Hussein, la consolidation d'une région autonome d'un Kurdistan d'Irak englobant les territoires du PDK, au nord, et de l'UPK, au sud, s'est accompagnée d'une volonté proclamée, mais jamais aboutie, d'intégrer l'ensemble des peshmergas sous un commandement unifié au sein d'un ministère des affaires des peshmergas. L'essentiel de leurs effectifs, dont les unités spéciales, demeure étroitement lié aux bureaux politiques de l'un et de l'autre parti. Cette polarité reste prégnante, même parmi les brigades officiellement unifiées.

Une image encore idéalisée

La lutte contre les combattants de l'EI a contribué à forger, aux yeux de la population civile et militaire kurde, une image plus moderne des peshmergas, quoique toujours idéalisée. Ils représentent aujourd'hui les défenseurs d'un territoire kurde autonome durement acquis, face à une nouvelle menace existentielle à ses frontières. Ce contexte n'a pas pour autant motivé une unification plus soutenue de leurs troupes. La répartition de la rente que représente le soutien matériel et humain apporté par la coalition internationale a été l'objet de disputes entre

UPK et PDK, menaçant de réveiller le vieil antagonisme.

La région kurde irakienne reste soumise à des divisions entre zones d'influence des deux partis. L'essentiel des lignes de front actives face aux djihadistes, situées au nord-ouest du Kurdistan irakien, est actuellement sous le contrôle des forces affiliées au PDK, tandis qu'au sud-est, où l'UPK domine, les peshmergas doivent faire face à des tensions croissantes entre les populations kurdes et les milices chiïtes qui évoluent dans la zone.

Au-delà des partis, c'est parfois en termes d'affiliation personnelle que se définissent les liens entre combattants et officiers supérieurs. Sur le front, certains d'entre eux n'hésitent pas à s'entourer de leur parentèle ou d'un noyau de fidèles recrutés au sein du clan ou de la tribu proche. Des responsables politiques disposent même de leur propre milice. Les divisions croissantes au sein de la classe politique kurde, travaillée par une histoire conflictuelle et des intérêts parfois divergents, ainsi que la prolifération d'armes de guerre au sein de la société, ne laissent pas augurer de progrès rapides vers la formation d'une « armée kurde ». ■

A. K. (ERBIL, CORRESPONDANCE)



20 mai 2016

Syrie: la coalition antijihadistes appelle la population à fuir Raqa

AFP / 20 mai 2016
<http://www.liberation.fr>

La coalition antijihadistes commandée par les Etats-Unis a largué des tracts demandant pour la première fois aux habitants de Raqa de quitter ce fief du groupe Etat islamique (EI) en Syrie, ont indiqué vendredi un militant et une ONG.

"Ce n'est pas la première fois que les avions de la coalition larguent des tracts sur Raqa mais c'est la première fois qu'ils s'adressent aux résidents pour leur demander de partir", a indiqué Abou Mohammad, un fondateur du groupe "Raqa is Being Slaughtered Silently" ("Raqa est massacrée en silence").

Selon lui, ces documents s'adressent généralement aux jihadistes pour

leur dire que "leur fin est proche".

Le groupe d'Abou Mohammad a publié sur ses comptes Facebook et Twitter une image présentée comme le tract en question.

"Le moment que vous attendiez est arrivé, l'heure est venue de quitter Raqa", est-il écrit sur l'image qui montre des habitants, trois hommes avec un sac à dos, une femme voilée et un enfant, fuyant la ville délabrée -

dessinée en noir et blanc - vers une campagne verdoyante, en laissant derrière eux des jihadistes morts.

L'EI "se mêle aux civils et les utilise comme boucliers humains", explique Abou Mohammad pour justifier le prospectus. "Depuis le début de la campagne de bombardement de la coalition, ses combattants ont commencé à se cacher au milieu des civils".

Les groupes jihadistes comme l'EI sont exclus de la trêve des combats décrétée en Syrie fin février afin de favoriser des pourparlers entre le régime de Damas et les rebelles pour mettre fin ■■■

■ ■ ■ à un conflit complexe qui dure depuis cinq ans et a fait plus de 270.000 morts. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), environ 408 civils ont été tués par des frappes aériennes de la coalition menée par Washington en Syrie

depuis le début en 2014 des opérations de bombardements des positions jihadistes. "C'est la première fois que les résidents de Raqa sont priés de quitter la ville" par la coalition, d'après le directeur de l'OSDH, qui affirme que "ces prospectus font partie de

la campagne de propagande contre l'EI". Selon Rami Abdel Rahmane, "des informations circulent sur le fait que les forces kurdes préparent une opération contre l'EI à Raqa avec le soutien de la coalition internationale". "Mais ce n'est pas pour

maintenant car reprendre Raqa requiert une énorme préparation logistique et un soutien populaire", a-t-il dit. Les forces kurdes syriennes sont perçues par Washington comme le plus fiable allié pour se battre au sol contre les jihadistes. ◆



19 mai 2016

Turquie: un hélicoptère militaire pourrait avoir été abattu

Par A.M avec AFP 19/05/2016
<http://www.bfmtv.com>

Un hélicoptère de l'armée qui s'est écrasé lors d'une opération contre les rebelles kurdes, dans le sud-est de la Turquie vendredi, pourrait avoir été abattu, a annoncé ce jeudi l'état-major, qui avait d'abord évoqué une panne mécanique.

L'état-major turc a d'abord annoncé qu'il s'agissait d'une panne mécanique, mais un hélicoptère de l'armée "pourrait avoir été touché et abattu par une arme de défense antiaérienne de type indéterminé" qui pourrait être un "missile", a finalement indiqué l'état-major dans un communiqué, soulignant que l'enquête continuait.

LES DEUX PILOTES MORTS

Les faits se sont produits dans la province de Hakkari, frontalière avec l'Irak et l'Iran, où six soldats avaient été tués pendant une opération contre le Parti des travailleurs du Kurdistan vendredi. Dépêché en renfort, l'hélicoptère militaire s'était écrasé, tuant ses deux pilotes. L'agence de



Footage of PKK missile taking down Turkish helicopter
May 13, 2016. Photo: PKK media

presse Firat, proche du PKK, a affirmé après l'incident que l'appareil avait été abattu par les rebelles kurdes. L'armée avait quant à elle expliqué le crash par une panne mécanique. ■

Direct Matin

27 mai 2016

La Turquie dénonce la présence de soldats américains auprès de combattants kurdes

Par Direct Matin avec AFP
27 Mai 2016 - DirectMatin.fr

Le ministre turc des Affaires étrangères Mevlüt Cavusoglu, a vivement dénoncé, vendredi, «l'hypocrisie» des Etats-Unis dont certains soldats se trouvent auprès d'une milice kurde qui combat Daesh en Syrie. Le ministre a jugé «inadmissible» qu'ils portent les insignes de cette milice.

Ainsi, les forces spéciales américaines, photographiées en Syrie par l'AFP, ont été priées, vendredi, d'ôter les écussons de combattants kurdes qu'elles portaient, dans le but d'apaiser la tension avec la Turquie qui s'en était offusquée considérant ces combattants comme des «terroristes».

A lire aussi : Syrie : la coalition internationale intensifie ses frappes contre Daesh

«Porter ces insignes des (Unités



Des soldats américains dans le village de Fatisah, dans le nord de la Syrie, le 25 mai 2016. PHOTO AFP / DELIL SOULEIMAN

de protection du peuple) YPG n'a pas été autorisé et est inapproprié», a indiqué depuis Bagdad le colonel Steve Warren, porte-parole américain de la coalition interna-

tionale anti-Daesh. «Nous l'avons bien communiqué à nos partenaires et alliés militaires dans la région », a-t-il ajouté, sans citer la Turquie. Il a été demandé aux mil-

itaires de les retirer.

Les YPG considérés efficaces par Washington

Il est fréquent que les forces spéciales portent les insignes des soldats qu'elles soutiennent. Mais le colonel Warren a expliqué que c'était inapproprié dans ce cas étant donné «la sensibilité politique» de cette question. Washington considère les YPG comme l'un des groupes armés les plus efficaces pour combattre Daesh au sol. Le soutien explicite des Américains aux milices kurdes de Syrie a tendu ces derniers mois les relations entre Ankara et Washington, alliés au sein de l'Otan.

La Turquie considère les YPG comme étroitement liées au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui mène depuis 1984 une rébellion meurtrière sur son sol, et les accuse d'avoir commis des attentats à Ankara. ■

Barzani: 'Kurdistan is ripe for independence'

By Zhelwan Z. Wali
May/24/2016 //rudaw.net

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdish leader Masoud Barzani says "Inshallah" or God willing this year the Kurdistan Region will hold a referendum because it is "ripe for independence."

"Inshallah this year a referendum will be held," said Barzani during a wide ranging interview with a Swiss newspaper Neue Züricher Zeitung.

Barzani added that "Kurdistan is ripe for independence."

Barzani has stressed the rights of individual nations, noting that nations have to be consulted whether they want to live within borders or separate.

"No resolution can be imposed and any new resolution now has to be made through referendum," which is a gesture of democracy, Barzani said. "Each nation has its own natural borders, and those borders that have been drawn through the use of force should not be maintained anymore."

Barzani also talked about the Sykes-Picot agreement by which the boundaries within the Middle East were drawn through use of force by the superpower countries at the time, France and Britain.

"The strong forces drew the



President of the Kurdistan Region of Iraq Masoud Barzani.

borders, but now they are essentially destroyed and the time has come that this current reality has to be admitted and accepted," Barzani said.

In a statement made last week on the centenary of the Sykes-Picot agreement between France and Britain that divided Kurds behind arbitrarily drawn borders 100 years ago, the Kurdish president said those frontiers were now meaningless.

"We should admit that the concept of citizenship did not come forth, and the borders have no meaning anymore. It means Sykes-Picot is over," he said.

"There is a historical responsibility on the international commu-

nity to not insist more and more on the suffering of the people of Iraq," Barzani added. "Instead they should search for a real resolution for Iraq and the region, otherwise war and conflict will continue and the global peace will be threatened."

Concerning the Kurdish question from neighboring countries including Syria, Iran and Turkey, Barzani told Neue Züricher Zeitung that a nation of 40 to 50 million people must have its own state.

"Undoubtedly, we welcome the fact that our 40-50 million nation has to have a state of its own, but we must also consider the fact that we are divided into four parts. And each part has its own situation and

each should find a solution with its central governments."

Throughout the interview with the Swiss paper, the Kurdish leader also spoke of the fight against the Islamic State and the battle for Mosul as the Kurds will play a part in this impending battle.

"The fight against ISIS is our priority," said Barzani. "We are ready to take part in the Mosul offensive; but the Iraqi government and Americans are laying out the offensive plan and administration of the city after liberation."

Barzani believes more important than liberating Mosul "is the administration of the city after the offensive."

The Kurdish leader on many other occasions has reiterated that a referendum will be held this year before the US elections take place in November.

He asked the Kurdish parliament last year to lay the groundwork for a referendum on Kurdish independence. That project however was put on hold due to the war against the Kurdish region by the Islamic State (ISIS).

Barzani also instructed his Kurdistan Democratic Party (KDP) late last year to work with other parties to find a mechanism to hold the promised referendum on independence after the Kurdish parties drifted apart in late 2015 following violent demonstrations in October that targeted KDP offices in some cities and the expulsion of the parliamentary speaker and government ministers of the Change Movement (Gorran). ■

Hollande to Rudaw: it is coalition forces' duty to stand behind Peshmerga

By Rudaw.net 22/5/2016

PARIS, France - French President Francois Hollande told Rudaw on Sunday that his country has stood by the Peshmerga forces in their fight against the Islamic State (ISIS) from the first day, adding it's the coalition forces' duty to stand by the Kurdish forces.

"France has always backed the Peshmerga," said Hollande, following a meeting with a Kurdish government delegation and the cast of a film on the Peshmerga.

"When in 2014 there was the fear of a major catastrophe in Kurdistan France sent arms and important military equipment to the Peshmerga," said the French president. "And I am aware of the places the Peshmerga have taken control of."

Hollande said he had seen a film called Peshmerga directed by French intellectual and author Bernard-Henri Levy that premiered at the Cannes Film Festival last week.

"The film shows another aspect of the Peshmerga and today I welcomed a Kurdistan Region delegation who have with them Peshmerga delegates," he said. "I wanted to reiterate to them that France stand by the Peshmerga and people of Kurdistan who up to now are fighting ISIS on behalf of the world."

The French president said it was the moral responsibility of the international coalition to support the Peshmerga, adding meanwhile "that there also needs to be a concrete strategy not just unplanned attacks."

"For example, we need to know



French President Francois Hollande speaks to Rudaw.

how Mosul city will be retaken and how it will be run afterwards," he said.

Hollande said that his government has also spoken with the Turkish government on ending the tensions in that country.

"We have spoken to Turkey at this critical time to reduce the tensions and terrorist actions must be stopped, too," he said. "We cannot support force and all pressure must be mounted for the sake of peace." ■

US Allied Forces Launch Operation to Liberate Raqqa

Sirwan Kajjo, Mutlu Civiroglu, Jeff Seldin
May 24, 2016 www.voanews.com

Kurdish-led Syrian Democratic Forces have launched an operation to capture areas north of Raqqa, the Syrian de-facto capital of Islamic State, with the aim of eventually liberating the city.

The U.S. allied group made the announcement in a video statement posted online Tuesday. "We're launching this campaign with the help of [U.S.-led] coalition forces in northern Raqqa," said Rojda Felat, a female Kurdish commander.

A senior SDF commander told VOA his forces are advancing from three different directions. "[Kurdish] YPG tanks and other heavy weaponry have been deployed," he said.

"The SDF has announced they have begun operations to liberate the countryside north of Raqqa. We have always been focused evicting Da'esh [Islamic State] from Raqqa and we will continue to support the SDF as they conduct ground operations to further isolate the city," said Col. Steve Warren, a spokesman for the U.S.-led coalition fighting IS.

A commander with the Syrian Democratic Forces said earlier that coalition troops would be fighting with SDF forces, but Warren refused to comment on the specific role coalition forces would play.

"As you know, we don't talk about Special Forces operations," he said.

RUSSIA'S ROLE

Russian Foreign Minister Sergei Lavrov, during a visit to Uzbekistan, said Moscow is ready to coordinate efforts with the Kurds and the U.S.-led coalition to liberate Raqqa.

Warren rejected any notion of possible coordination with Russia.

State Department spokesman Mark Toner said the U.S. focus with Russia right now is on restoring Syria's fragile cessation of hostilities and that the two countries were discussing pro-

Soldiers participate in an operation to liberate Raqqa, Syria, from Islamic State militants, May 24, 2016. (Photo courtesy of ANHA)



posals that could help strengthen and sustain the cease-fire.

"We believe that with our [U.S.] support for the Syrian Democratic Forces, that we can effectively put pressure on Raqqa, acting with the [U.S.-led] coalition," Toner said.

Hussam Eisa of Raqqa Is Being Slaughtered Silently, a Syrian group that reports on IS abuses, said the offensive is focusing on areas around two towns.

"I think it will take a long time before the YPG decides to march toward Raqqa city. They are supported by U.S. warplanes. They have targeted areas around the towns of Tel al-Saman and al-Haisha, 40 kilometers north of Raqqa. These areas are almost empty of civilians. Most residents have fled to Raqqa city," Eisa said.

TAMPED-DOWN EXPECTATIONS

The U.S. is supporting the Syrian Democratic Forces, mostly made up of Syrian Kurds, numbering at least 25,000 fighters, with a smaller element of Syrian Arabs, numbering perhaps 5,000 to 6,000. The U.S. is trying to increase the Arab numbers.

But U.S. officials have been tamping down expectations of rapid progress. And a European diplomat told VOA that the plan currently is to try to encircle much of the city of Raqqa, at least to take outlying villages north, west and south.

"The Arab fighters are not sufficient in numbers, nor do they have the capabilities to take on the hardened IS fighters defending the city," he said. "And the Kurds can't be in the vanguard in capturing Raqqa."

He puts the numbers of Sunni Arab fighters in the SDF lower than 5,000.

The diplomat, who spoke on the condition of anonymity, said there are an estimated 185,000 civilians left in Raqqa — out of an original population of 400,000.

'VERY DIFFICULT'

In Washington, U.S. Senator John McCain told VOA's Azerbaijani Service that the push to retake Raqqa will be a "very difficult" undertaking.

"It is going to take a very big and important effort. ISIL, or Daesh, will not go down easy. They will fight to retain their territorial capital," McCain said.

Congressman Adam Schiff said he believes it will take time before there is a real push to retake Raqqa.

"But they are losing ground all around Raqqa," he said. "And I think there is a beginning sense of siege for ISIL forces in Raqqa. They sense their days are numbered." ♦

Top US commander for the Middle East visits Turkey after Kobane

Uğur Ergan – ANKARA, May/23/2016
<http://www.hurriyetdailynews.com>

A top U.S. commander who secretly visited northern Syria on May 21 in order to witness efforts to build up local forces in the fight against the Islamic State of Iraq and the Levant (ISIL) has arrived in Turkey in a surprise visit, daily Hürriyet reported on its website.

Gen. Joseph Votel, head of U.S. Central Command (Centcom), made a surprise visit to Kobane and met U.S. military advisers working with Syrian Arab fighters and the leaders of the

Syrian Democratic Forces (SDF), which includes the People's Protection Units (YPG), the armed wing of the Syrian Kurdish Democratic Union Party (PYD).

Votel arrived in Ankara late on May 22 and is expected to hold talks with the Turkish General Staff and Foreign Ministry. An operation against ISIL's capital of Raqqa is on Votel's agenda, but Ankara is not planning to contribute to the operation, Hürriyet said.

Votel's visit comes at a time when Ankara has been calling on the U.S. and its Western allies to stop supporting the PYD, which is linked to the outlawed Kurdistan Workers' Party



(PKK), but Washington has provided air power and small arms ammunition to the militant group, saying the PYD and the YPG are "reliable" partners in the fight against ISIL.

The PKK, with which Turkey has been in armed clashes since the mid-1980s, is listed as a terrorist organization by Turkey, the U.S. →

⇒ and the EU. Turkey also considers the PYD and its YPG military branch to be terror groups, but the West has refused to designate them as such.

The PYD combined the self-declared Kobane canton in central northern Syria with the Jazeera canton in the northeast after it captured Tal Abyad and the villages around al-Hasakah province from ISIL early last year.

U.S. special operations forces are helping

train fighters in Syria to combat ISIL as Washington leads a coalition of countries in an air war against the jihadists in Iraq and Syria.

ISIL has seized swathes of territory in Syria and Iraq to create a self-styled "caliphate." Its leader, Abu Bakr al-Baghdadi, has received pledges of allegiance from jihadist groups around the world.

The United States has roughly 200 advisers on the ground in Syria, but no combat units.

Votel's visit comes as the first of 250 more U.S. special operations forces are beginning to arrive.

Kurds play a dominant role in the U.S.-backed SDF, providing the core of the forces that have pushed back ISIL in the country's northeast.

The SDF has a total of about 25,000 Kurdish fighters and about 5,000 Arab fighters.

Washington is pushing to bring more Arab



May 22, 2016

Bombs kill 8 in northeast Syria as US commander visits

Afp - 22 May 2016

BOMBINGS suspected to have been carried out by the Islamic State group killed at least eight people in northeastern Syria hours after a top US commander visited, security forces said Sunday.

Washington regards the Kurdish-led militia that controls most of the northeast as the most effective fighting force against IS in Syria and the head of US Central Command General Joseph Votel made a secret visit Saturday to confer with US military advisers working with them.

A CENTCOM spokesman declined to give details of the visit, saying only that Votel had visited several locations inside Syria on the highest-ranking visit to the country since the 2011 outbreak of the civil war.

A suicide bombing suspected to have been carried out by the Islamic State group on May 22, 2016 in the Christian Wusta neighbourhood of the divided Syrian northeastern city of Qamishli ©Delil Souleiman (AFP)

Two IS suicide bombers struck the centre of Qamishli, a mainly Kurdish city that is the

de facto capital of the swathes of northern Syria where Kurdish militia have set up a self-declared autonomous administration.

The bombers hit a restaurant and a bakery in the Christian Wusta neighbourhood of the city that is controlled by a breakaway Christian militia that backs the Damascus regime.

A militia spokesman said three Christians were killed and 15 wounded in the bombings.

The IS-affiliated Amaq news agency reported the bombings but issued no claim.

Hours earlier, two car bombs hit a Kurdish checkpoint outside the town of Tal Tamer, about 40 kilometres (25 miles) from the Turkish border.

Kurdish security force spokesman Abdallah Saadoun told AFP that there had been advance warning of the attack but that five security force personnel were killed nonetheless.

Amaq said a "suicide operation" had killed more than a dozen Kurdish security personnel but issued no claim.

Washington has kept up its support for the Kurdish militia in northeastern Syria despite



A suicide bombing suspected to have been carried out by the Islamic State group on May 22, 2016 in the Christian Wusta neighbourhood of the divided Syrian northeastern city of Qamishli ©Delil Souleiman (AFP)

strong opposition from NATO ally Ankara whose misgivings have prevented the delivery of heavier weapons.

Ankara regards the main Syrian Kurdish party as a puppet of the Kurdistan Workers Party (PKK) which has waged a deadly three-decade insurgency in southeastern Turkey.

It has repeatedly shelled Syrian Kurdish positions when the militia has made advances in border territory that Turkish commanders consider sensitive. ■

REUTERS

Bombs kill nearly 150 in Syrian government-held cities

May 23, 2016 BEIRUT | By John Davison

BOMBS KILLED nearly 150 people and wounded at least 200 in Jableh and Tartous on Syria's Mediterranean coast on Monday in the government-controlled territory that hosts Russian military bases, monitors and state media said.

Islamic State claimed responsibility for the attacks in the cities that have up to now escaped the worst of the violence in the five-year-old conflict, saying it was targeting members of President Bashar al-Assad's Alawite minority.

The Britain-based Syrian Observatory for Human Rights said 148 people were killed in attacks by at least five suicide bombers and two devices planted in cars. State media had said 78 people had been killed in what is Assad's coastal heartland.

The attacks were the first of their kind in Tartous, capital of Tartous province and home to a Russian naval facility, and in Jableh in Latakia province, near a Russian-operated air base.

The Kremlin said the blasts underscored the need to press ahead with peace talks after the collapse of a Feb. 27 ceasefire in April due to intensifying vio-



lence in a war that has killed at least 250,000 people.

"This demonstrates yet again just how fragile the situation in Syria is. And this one more time underscores the need for new urgent steps to continue the negotiating process," Kremlin spokesman Dmitry Peskov told journalists.

Russian President Vladimir Putin reiterated his readiness to fight with the Syrian government against "the terrorist threat" and sent his condolences to Assad, the Kremlin said.

The Syrian Foreign Ministry sent a letter to the United Nations, state television reported, saying the blasts were a "dangerous escalation by the hostile and extremist regimes in Riyadh, Ankara and Doha", referring to support given to the rebels by Saudi Arabia, Turkey and Qatar.

U.N. Secretary General Ban Ki-moon condemned the attacks. ●

Bernard-Henri Lévy : "Face à Daech, les Kurdes sont nos sentinelles et notre rempart"

INTERVIEW - Bernard-Henri Lévy confie au JDD les secrets de son film *Peshmerga*, montré vendredi au Festival de Cannes. Et revient sur la polémique qui a accompagné cette sélection.

François Clemenceau / 22 mai 2016
/www.lejdd.fr

Bernard-Henri Lévy présentera aujourd'hui à François Hollande à l'Élysée une délégation des combattants kurdes qu'il a invitée en France. Après *Bosna!* en 1993 et *Le Serment de Tobrouk* en 2012, BHL a présenté vendredi son nouveau film, *Peshmerga*, au Festival de Cannes. Le documentaire, dont il est le narrateur, relate au quotidien de juillet à novembre 2015, et sur un parcours de près de 1.000 km sur la ligne de front, le combat des soldats du Kurdistan irakien contre Daech. Dans une interview exclusive au JDD, il explique pourquoi les Occidentaux, et particulièrement les États-Unis, devraient s'engager davantage aux côtés des Kurdes pour "détruire" Daech et reconquérir Mossoul, "le centre nerveux" des attentats de Paris et de Bruxelles.

Votre film *Peshmerga* a été sélectionné à la dernière minute par les organisateurs du Festival de Cannes, ce qui a créé un début de polémique sur un favoritisme dont vous auriez bénéficié...

Que les gens arrêtent avec ce complotisme débile. Le film a été montré à Thierry Frémaux quand il a été fini. Thierry Frémaux et son comité l'ont donc sélectionné à leur heure. Il faut être vraiment tordu pour imaginer je ne sais quel favoritisme. De toute façon, on ne sort pas d'un film pareil, ni de l'histoire que j'ai vécue au Kurdistan, pour entrer, comme vous dites, dans ce "début de polémique"... Vous savez, pour un homme comme moi, il y a deux solutions. Ou bien rester chez soi. Ou bien aller sur le terrain se coltiner les brûlures de l'Histoire, et engager son propre corps dans les tragédies du moment. Quand on prend ce second parti, on fait tout pour que ce qu'on écrit, ce qu'on filme, ait un écho maximal.

"JE NE DIS PAS AUX SPECTATEURS CE QU'ILS DOIVENT PENSER"

Des dizaines de reportages à la télévision et dans la presse ont déjà raconté et illustré le combat mené par les peshmergas du Kurdistan irakien contre Daech. Votre film apporte-t-il de nouveaux éléments?

Des images sur les combats menés par les peshmergas entre l'été dernier et la fin novembre – et elles sont inédites. Pourquoi? Ce n'est pas tant



Bernard-Henri Lévy (au centre) entouré par les combattants kurdes de son documentaire « *Peshmerga* » au 69e Festival de Cannes, le 20 mai 2016.

qu'avec mes trois cameramen, Jacquin, Lotteu et Tayyeb, on ait été plus gonflés que d'autres. Mais les peshmergas nous ont fait confiance. Ils nous ont donné accès à des lieux et des événements où, en général, ils n'emmenent personne. Parce qu'ils savaient que c'était du cinéma et que, par définition, ce serait diffusé bien après le tournage.

Le film raconte votre périple avec eux pendant plusieurs mois et sur près de 1.000 km le long de la ligne de front entre le Kurdistan et les zones contrôlées par Daech. C'est clairement un film engagé, un film "de combat", selon vos propres mots...

Oui mais ce n'est pas un film militant. Je ne dis pas aux spectateurs ce qu'ils doivent penser. À chacun de tirer ses propres conclusions après l'avoir vu. Je montre le combat des peshmergas, leur bravoure et la lâcheté de Daech.

Au début du film, on voit un combattant kurde vous montrer des images enregistrées dans son téléphone portable sur les atrocités commises par Daech. Était-ce vraiment nécessaire?

Je me suis posé la question. Et la réponse est oui – à trois conditions. Un : qu'il y en ait très peu. Deux : que la grammaire du film montre bien qu'elles sont à part. Et trois : qu'elles soient replacées dans leur contexte. Après, c'était la grande recommandation de Soljenitsyne et elle reste – ô combien – valable : "Il faut apprendre à regarder l'horreur en face." Même si son spectacle est insoutenable, comme le soleil ou la mort.

Si *Peshmerga* n'est pas, selon vous, un film qui dit ce qu'il faut penser ou faire, vous suggérez tout de même que les Kurdes doivent être aidés dans leur combat...

Oui, parce que, dans quelques mois, si nous ne faisons rien, il n'y aura peut-être plus un chrétien dans la plaine de Ninive. Daech, quand il ne les extermine pas, les réduit en esclavage et les vend à l'unité. Donc, il y a urgence. Regardez, dans le film, les images des villages libérés où nous

entrons. Les peshmergas ont libéré quoi? Des ruines. Les peshmergas ne disposent pas d'un arsenal illimité. Ils sont notre rempart, nos sentinelles, notre fer de lance contre Daech. Il faut les aider.

Vous n'évoquez pas, dans le film, le rôle qu'auront à jouer l'armée irakienne ou les tribus sunnites dans l'hypothèse d'une reprise de Mossoul au-dessus duquel vous avez envoyé un drone d'observation alors que tout le monde sait que la reconquête de la ville ne pourra pas être menée par les seuls peshmergas...

On voit effectivement dans le film que Mossoul est à portée de main mais je dis que les Kurdes n'ont pas les moyens de la reprendre seuls. À cet égard, je suis partisan d'une solution apportée par une brigade internationale arabe sunnite. Je rêve d'une initiative qui serait prise par les trois rois d'Arabie saoudite, du Maroc et de Jordanie. Ils ont la légitimité religieuse et politique. Avec d'autres, ils seraient capables de libérer Mossoul, de l'occuper provisoirement avant de passer le relais. Là, on pourrait dire que le monde entier se dresse contre Daech.

Vous imaginez l'Iran accepter ce genre d'initiative sans sourciller? C'est tout de même l'allié chiite d'un gouvernement irakien souverain...

Dans ce cas, que les uns et les autres prennent leurs responsabilités. Si l'Iran veut épargner Daech, sauver Daech ou, au contraire, contribuer à sa destruction, qu'il le dise clairement.

On est frappé dans le film par la combativité des peshmergas mais aussi par leur relative impuissance...

C'est vrai. Mais il y a aussi le fait que le président Barzani ne veut pas envoyer ses hommes au massacre dans un territoire hostile. C'est une doctrine militaire assez proche de celle des Israéliens : économiser les vies des peshmergas, les exhorter à la prudence – et c'est très beau. Ce petit Kurdistan, ils ont eu du mal à le libérer puis ➔

⇒ à le fortifier dans les zones reprises à Daech : ils ne vont pas, après cela, jouer les cow-boys en devenant les soldats du monde entier.

Selon vous, pourquoi les États-Unis n'aident-ils pas davantage les Kurdes dans le combat contre Daech?

Au Département d'État, circule une analyse selon laquelle il vaudrait mieux contenir Daech plutôt que de le réduire. Or, c'est une erreur monstrueuse. Et je pense, moi, l'inverse. C'est si on s'attaquait au centre nerveux de Daech à Mossoul, à cet abcès de fixation, qu'on débarrasserait le monde de ses djihadistes, ceux qui ont frappé Paris, Bruxelles ou Beyrouth. Je vais, après Cannes, montrer mon film aux États-Unis pour qu'on comprenne que détruire Daech, c'est affaiblir le terrorisme.

"LE DJIHADISME, L'ISLAMISME RADICAL, C'EST BIEN

LE DERNIER AVATAR DU NAZISME"

Et la participation de la France dans la coalition anti-Daech, comment la jugez-vous?

Le président de la République a vu le film. Dans la coalition, c'est la France qui est à l'avant-garde. Si, en août 2013, Barack Obama n'avait pas fait volte-face en annulant les frappes contre le régime de Bachar El-Assad, peut-être que Daech n'existerait pas. La France, à l'inverse, se conduit bien. Elle fait ce qu'elle peut. Tout ce qu'elle peut. Après, si on veut rêver éveillé, on pourrait imaginer une opération conjointe des peshmergas et des forces françaises pour libérer les derniers villages, à l'ouest du Tigre, où vivent encore les derniers chrétiens qui parlent l'araméen, la langue du Christ.

En évoquant également les traces du peuple juif

en Irak dans le film, on est tenté de croire que vous voulez faire un parallèle entre Daech et le nazisme...

Eh bien, pourquoi pas? Le djihadisme, l'islamisme radical, c'est bien le dernier avatar du nazisme. Vous connaissez l'histoire. Le nazisme, dans les années vingt et trente du siècle dernier, a été une révolution planétaire. Il y a donc eu, dans le monde arabe comme ailleurs, une forme de nazisme née avec les Frères musulmans. Or, en 1945, il y a eu le fantôme d'un nazisme qui n'aurait été qu'euro-péen et aurait miraculeusement épargné le monde arabo-musulman. Eh bien, Al-Qaïda hier et Daech aujourd'hui, c'est ça! C'est le retour du refoulé! ■

Peshmerga, en salles le 8 juin.



24 mai 2016

Rojava: les Kurdes syriens ont une représentation à Paris

Par RFI – le 24-05-2016
<http://www.rfi.fr>

La représentation du Rojava, le Kurdistan syrien qui a proclamé son autonomie au printemps dernier à la faveur de la guerre civile, a été inaugurée ce 23 mai à Paris. Cette représentation n'a cependant rien d'officiel car la France n'a pas souhaité à ce jour reconnaître l'autonomie du Rojava.

C'est une foule compacte qui se presse dans cet appartement situé en plein cœur de Paris. Dans une pièce, le drapeau du Kurdistan syrien est déployé au côté du drapeau français, un ancien ministre des



Affaires étrangères côtoie des intellectuels qui ont pris fait et cause pour le Kurdistan.

A leur côté, Issa Khaled, le représentant en

France du Rojava : « Il y a une nécessité de coordination entre l'administration en place à Rojava et les autorités françaises, à tous les niveaux, au niveau de la francophonie, au niveau commercial, et surtout au niveau de la coopération anti-terrorisme. Nous avons un ennemi commun très sauvage, barbare, c'est le terrorisme. Il ne faut pas oublier, nous avons une histoire commune : la France était une puissance mandataire et c'est sous les autorités françaises que notre territoire a été annexé à l'Etat syrien. »

Du point de vue des autorités françaises, cette représentation n'aura cependant rien d'officiel. En effet, la France n'a pas reconnu l'autonomie du Rojava et veut ménager l'opposition syrienne et la Turquie qui dénoncent la volonté des Kurdes de Syrie de s'arroger un territoire autonome. La position française est cependant acrobatique car le Parti de l'union démocratique (PYD), principal parti du Kurdistan syrien, est devenu aujourd'hui un acteur incontournable dans la lutte contre l'organisation de l'Etat islamique. ●



31 mai 2016

Erdogan accuse Moscou d'armer le PKK

www.lorientlejour.com 31/05/2016

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a accusé la Russie de fournir des armes anti-aériennes et des roquettes aux combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), ont déclaré hier des responsables gouvernementaux, confirmant des informations de la presse turque.

S'adressant à la presse à bord de son avion, à l'issue d'une visite dans le sud-est de la Turquie au cours du week-end, le chef de l'État a accusé

Moscou de transférer des armes au PKK via l'Irak et la Syrie, avait rapporté le journal Star. « Actuellement, des terroristes utilisent des armes anti-aériennes et des missiles fournis par la Russie. L'organisation terroriste séparatiste est équipée de telles armes. Elles lui ont été livrées via la Syrie et l'Irak », a déclaré Erdogan, cité par Star. Deux responsables gouvernementaux turcs ont confirmé que le chef de l'État avait bien porté ces accusations contre Moscou.

Les relations entre Ankara et Moscou se

sont fortement dégradées depuis que la chasse turque a abattu l'an dernier un chasseur-bombardier russe opérant en Syrie, qu'elle a accusé d'avoir pénétré dans son espace aérien.

Hier, le vice-Premier ministre turc Numan Kurtulmus a néanmoins tenu des propos beaucoup plus apaisants que ceux d'Erdogan au sujet des liens avec Moscou. « Ni La Russie ni la Turquie ne peuvent se permettre de sacrifier leur relation commune », a déclaré M. Kurtulmus, qui est aussi porte-parole du gouvernement, lors d'une conférence de presse. « J'aurais souhaité que de telles tensions n'apparaissent jamais, mais je pense que les relations turco-russes peuvent s'améliorer d'ici peu. Il n'y a aucun problème entre nos deux pays qui ne puisse être surmonté. J'espère que ces questions pourront être réglées par le dialogue », a-t-il notamment indiqué. (Source : Reuters) ●

Irak : les petits soldats de Moqtada Al-Sadr

Le chef chiite capitalise la colère de la jeunesse pauvre contre la corruption des élites

REPORTAGE

BAGDAD - envoyée spéciale

Quand la petite maison d'Abou Ahmed n'est pas plongée dans la pénombre par d'interminables coupures d'électricité, les murs révèlent une collection de portraits du chef chiite Moqtada Al-Sadr, de son père feu le révérend Mohammed Sadeq Al-Sadr et de l'imam chiite Hussein. Dans la ruelle terreuse et cabossée du quartier de Sadr City où il habite à Bagdad, ce père et déjà grand-père de 43 ans est un vétéran respecté de l'Armée du Mahdi, le fer de lance contre l'occupant américain qui a fait la gloire de Moqtada Al-Sadr dès 2003. Il ne lui faut que quelques minutes pour rameuter Abdallah et Hussein, deux jeunes voisins, membres comme lui du courant sadriste, et tout aussi fiers de raconter leur participation au mouvement anticorruption qui ébranle les responsables politiques irakiens depuis l'été 2015.

La capacité de Moqtada Al-Sadr à mobiliser des dizaines de milliers de manifestants dans ce quartier pauvre à la taille d'une ville, où vivent quatre des huit millions de Bagdadis, a acté son retour en force sur la scène politique irakienne. C'est en leader du mouvement pro-réformes qu'il entend prendre sa revanche au sein du camp chiite et notamment contre l'ancien premier ministre Nouri Al-Maliki (2006-2014), qui l'a marginalisé. « Plus de 70 % des habitants de Sadr City sont démunis ou précaires. C'est naturel qu'ils cherchent une forme de justice sociale. Le mouvement sadriste représente ces valeurs », explique Abou Ahmad, le visage aussi affable que sa carrure est imposante. « Le courant sadriste est la plus grande famille d'Irak », ajoute-t-il, en écho au rejet du confessionnalisme dont se targue aujourd'hui le chef sadriste, alors que ses escadrons de la mort traquaient les sunnites lors des années de guerre civile (2006-2008).

« Rétablir la justice »

Le fabricant d'ustensiles de cuisine, touché par la crise économique, et les deux jeunes hommes, qui voient leur entourage frappé par le chômage, partagent le même sentiment d'injustice que les milliers de simples sympathisants sadristes. « J'ai rejoint le courant sadriste il y a deux ans pour rétablir la justice et les droits des démunis », explique Abdallah, un jeune de 17 ans élevé dans une famille du coin, et déjà tout de noir vêtu comme ses militants. Moqtada Al-Sadr est la seule personnalité patriotique et le seul représentant sincère des intérêts des Irakiens. C'est en bons soldats, mus par leur dévotion pour le « sayyed » (descendant du Prophète), qu'ils se rendent, eux, aux manifestations, comme ils ont répondu avant à l'appel à protéger les villes saintes chiites contre l'organisation Etat islamique (EI) au sein de la nouvelle milice sadriste, Saraya Al-Salam (« brigades de la paix »).

« Oui, j'aime le sayyed Moqtada Al-Sadr depuis mon enfance », reconnaît dans un rire fébrile Hussein, un peintre en bâtiment de 24 ans, entré dans le courant sadriste en 2008 et qui combat l'EI à Samarra depuis 2014. « Je suis mon chef. Il m'a dit d'aller manifester, donc j'obéis. » Ils ont reçu l'ordre de rejoindre les manifestations hebdomadaires du centre-ville mi-février, lorsque Moqtada Al-Sadr a donné quarante-cinq jours au premier ministre, Haider Al-Abadi, pour imposer aux dirigeants politiques le gouvernement de technocrates promis depuis des mois. Le 18 mars, ils ont lancé à sa demande un sit-in devant la « zone verte », le quartier ultrasécurisé qui abrite les principales institutions du pays, suivant à la lettre les consignes du comité sadriste d'organisation. « Tous les participants au sit-in ont été choisis et identifiés par le comité et ont reçu des cartes du bureau de Sadr City. On a été divisés en plusieurs groupes, chacun devant rester trois jours sur place », raconte Abdallah.

L'invasion, le 30 avril, de la

« Je suis mon chef. Il m'a dit d'aller manifester, donc j'obéis »

HUSSEIN

peintre en bâtiment, membre du courant sadriste

« zone verte » par des partisans sadristes et quelques militants du mouvement civil et laïc, a été spontanée et pacifique, affirment-ils en chœur. « L'invasion de la zone verte était l'expression de la volonté populaire, il n'y a pas eu de consignes », proclame Abdallah. L'annonce par Moqtada Al-Sadr de son retrait de la vie politique pour deux mois a été un déclencheur. « Le sayyed a exprimé sa déception de l'indifférence de la classe politique. Ça a été un signal fort de voir la déception de notre grand chef spirituel et politique. Les manifestants ont décidé de prendre les choses en main », reconnaît Abou Ahmed. Sans craindre alors la réaction des gardes de la « zone verte », dont le commandant a, depuis, été remplacé. « La plupart des forces de l'ordre sont originaires de Sadr City et nous ont exprimé leur sympathie. » Les manifestants se sont retirés le soir et le lendemain, conformément aux ordres du comité.

Ils se disent aujourd'hui prêts à

tout pour abattre le « système Maliki », qui « a laissé des désastres en héritage », dédouanant au passage le courant sadriste de sa participation aux gouvernements successifs. L'Irak est aussi vilipendé pour son « rôle dans la catastrophe irakienne », poursuit Abou Ahmed. Les risques d'un affrontement entre sadristes et milices chiites loyales à Téhéran se font chaque jour plus réels. « Le courant sadriste peut mobiliser près de 500 000 combattants. C'est la plus grande force politique et militaire d'Irak. Les autres milices ne pourraient y faire face », balaie Abou Ahmed, qui compte pourtant deux frères au sein de milices concurrentes. Avant de promettre : « Le courant sadriste réserve des surprises à la classe politique. Notre chef Moqtada peut nous faire sortir victorieux de ce bras de fer. » ■

HÉLÈNE SALLON

Des « sadristes » occupent le bureau du premier ministre

Au moins 58 personnes ont été blessées, dont des membres des forces de sécurité, vendredi 20 mai, à Bagdad lors de la brève occupation par des partisans du dignitaire chiite Moqtada Al-Sadr du bureau du premier ministre irakien, Haider Al-Abadi, dans la « zone verte » ultrasécurisée de la capitale irakienne. Les gardes ont fait usage de grenades lacrymogènes, assourdissantes et de tirs à balles réelles pour repousser les manifestants, qui envahissaient la « zone verte » pour la seconde fois depuis le 30 avril. Moqtada Al-Sadr a mis en garde contre toute tentative de bloquer des « manifestations pacifiques ». « Sinon, la révolution prendra une autre forme », a averti le leader autoproclamé du mouvement pro-réformes. M. Al-Abadi a condamné ce nouvel assaut contre des institutions de l'Etat, tout en disant soutenir « les revendications des manifestants pacifiques ».

Le Monde
MARDI 24 MAI 2016

Kobané, « ville-musée » de la résistance kurde

Le PKK interdit à une partie des habitants de reconstruire au nom des « martyrs » tombés contre l'Etat islamique

REPORTAGE

KOBANÉ - *envoyé spécial*

Elle tient contre son cœur un poing fermé et vers le ciel une main ouverte. Dans son dos, deux ailes d'anges déployées. La statue aux proportions irrégulières qui s'élève au centre d'un vaste rond-point, allégorie de la résistance de Kobané face à l'organisation Etat islamique (EI), représente une combattante kurde ailée. Elle porte un pantalon bouffant, un gilet à poche et le sculpteur a reproduit en détail les chaussures de sport caractéristiques que le mouvement armé kurde fournit à ses membres.

Don de la lointaine ville de Souleymanieh, dans le Kurdistan irakien, le monument a voyagé par la route avant d'être érigé ici, entre deux épaves de chars disposées symétriquement, de part et d'autre de son socle. Leurs lourdes carcasses de métal transportaient des djihadistes de l'EI lors du siège de Kobané à l'automne 2014. Détruits, abandonnés, ils servent maintenant d'aire de jeux aux enfants qui les escaladent sous la protection de la combattante ailée. Tout autour, les ruines témoignent des combats passés.

Fin septembre 2014, Kobané, une modeste localité kurde de moins de 50 000 habitants, si-

tuée sur l'ancienne ligne chemin de fer Berlin-Bagdad marquant la frontière entre la Syrie et la Turquie, avait fait l'objet d'une offensive massive de l'EI, dont les territoires s'étendent plus au sud. La bourgade est alors le centre de la plus isolée des enclaves kurdes syriennes, une cible facile pour les djihadistes qui gagnent rapidement du terrain. Acculés dans les quelques quartiers, encerclés par leurs ennemis et bloqués par la frontière d'une Turquie hostile, les combattants kurdes sont sur le point de céder quand la coalition internationale contre l'Etat islamique, dirigée par les Etats-Unis, décide de les soutenir au moyen de frappes aériennes et de livraison d'armes.

Événement médiatisé

Depuis les collines toutes proches, les télévisions du monde entier, installées du côté turc de la frontière, braqueront leurs objectifs sur la ville assiégée, faisant de cette bataille l'un des événements les plus médiatisés du conflit syrien. L'opinion occidentale s'éprend alors des hommes et des femmes qui défendent Kobané, tandis que la résistance de la petite ville passait au statut de mythe national pour les Kurdes.

Si Kobané a été libérée en janvier 2015 et les djihadistes repoussés, la bataille reste présente dans le paysage et les consciences. Le Parti de l'union démocratique (PYD), l'émanation syrienne du PKK, l'organisation armée kurde de Turquie, entend faire de Kobané un symbole, un lieu de mémoire. Sur la place de la Liberté, entourée de ruines et décorée par la statue d'un aigle en plein vol peint aux couleurs kurdes, on voit sur de grandes affiches une multitude de portraits de « martyrs » tombés dans la bataille. Dans la ville, leurs visages sont omniprésents et c'est sous les regards de ces morts que les vivants tentent de reconstruire.

Parmi eux, Sedqi Ismail, 38 ans, utilise les économies qui lui restent pour reconstruire un four à pain. Celui dont il était le proprié-

taire avant le siège a été détruit par une frappe aérienne. Combattant lors de la bataille, Sedqi décrit Kobané comme une ville peuplée de fantômes. « Chaque coin de rue me rappelle un souvenir, des choses qui sont arrivées

La Kobané nouvelle devra aussi refléter l'idéologie du mouvement

lors des combats. Ici, j'ai vu mourir un de mes amis, Morad. Il a été abattu par un tireur d'élite ennemi. Je revis ce moment chaque fois que je passe par là », dit-il en désignant un immeuble voisin criblé de balles.

A quelques rues de la place de la Liberté, une mère de famille d'une trentaine d'années a pu retrouver sa maison et effectuer quelques travaux pour la rendre habitable de nouveau à son retour d'un exil de plusieurs mois en Turquie. Contrairement aux édifices voisins, elle n'a pas été complètement détruite. « On espère pouvoir garder notre maison. Ici, on n'a pas le droit de reconstruire, donc j'espère qu'ils ne vont pas nous dire d'aller ailleurs », explique-t-elle, en faisant référence aux autorités de la ville. Sa maison se trouve dans l'un des quartiers où les combats les plus durs ont eu lieu et que l'on désigne à présent sous le terme de « musée ».

Des mesures impopulaires

Les cadres du mouvement kurde estiment que le retour de la vie dans ces rues serait une offense à la mémoire de ses « martyrs » dont les noms de guerre ont servi à rebaptiser toutes les voies. « Je ne comprends rien à cette histoire de musée, nous voulons juste vivre chez nous », proteste la mère de famille avant que l'intervention enflammée de Makbula Baki, une représentante des auto-

rités locales, l'incite à disparaître derrière sa porte. « Les maisons des vivants valent moins que le sang des martyrs ! », tonne-t-elle.

Impopulaire au sein de la majorité des habitants, le « musée » se résume à une expropriation de quartiers entiers et à leur condamnation à la ruine. Un comité de reconstruction de Kobané a cependant été créé, mais la fermeture de la frontière turque et celle, plus récente, du Kurdistan irakien, a considérablement affecté sa latitude d'action. Un nouveau cimetière destiné à porter haut la gloire des « martyrs » est cependant en cours de construction.

Érigée en symbole par le PKK, la Kobané nouvelle devra aussi refléter l'idéologie du mouvement. Dans le restaurant de l'unique hôtel de la ville, fréquenté par une délégation de militants d'extrême gauche italiens venus « s'inspirer de l'expérience révolutionnaire des Kurdes de Syrie » et par des jeunes nationalistes basques affichant des motivations similaires, Hawjin Aziz, 32 ans, Kurde irakienne ayant grandi en Australie et travaillant au comité de reconstruction de Kobané, présente les objectifs du mouvement pour la ville : « Nous devons reconstruire Kobané conformément aux principes de notre révolution. Il faut éduquer les gens à vivre dans un habitat démocratique et communautaire. »

Les habitants du quartier de « musée » sont censés s'installer dans des immeubles dotés de jardins collectifs et « maisons du peuple ». Cet habitat dit « démocratique » a été pensé par opposition aux maisons et aux jardins individuels dans lesquels les familles de Kobané vivent traditionnellement. Pour ceux qui ne se retrouvent pas dans ces fantasmes utopiques, la perspective d'un nouvel exil se précise. « Les jeunes hommes de Kobané sont soit morts, soit au front, soit sur les routes de l'Europe », raconte une grand-mère habitant le « musée ». ■

ALLAN KAVAL

LE CONTEXTE

VISITE AMÉRICAINE

Le chef des forces américaines au Moyen-Orient (Centcom), le général Joe Votel, s'est brièvement rendu en Syrie, samedi 21 mai, pour rencontrer des forces spéciales américaines déployées dans le nord-est du pays et des combattants d'une coalition kurdo-arabe « pour préparer l'offensive sur Rakka », bastion de l'organisation Etat islamique en Syrie.

LA TURQUIE EN ROUTE VERS L'AUTOCRATIE

ÉDITORIAL **M**

In'y a pas si longtemps, la Turquie pouvait légitimement se poser en modèle. Voilà un régime parlementaire qui établissait la preuve de la compatibilité absolue de l'islam – religion majoritaire dans le pays – avec la démocratie. Voilà un parti islam-conservateur au pouvoir (l'AKP, Parti de la justice et du développement) qui défendait le principe de la séparation de la Mosquée et de l'Etat, l'un des fondements de la Turquie moderne.

Aur pouvoir depuis 2002, régulièrement rééligé par les urnes lors d'élections libres, l'AKP et son chef, Recep Tayyip Erdogan, longtemps premier ministre, président depuis août 2014, faisaient route vers l'Europe. Ils approfondissaient la démocra-

tie en Turquie : l'armée chassée du champ politique ; la séparation des pouvoirs mieux assurée ; une presse libre et bien vivante ; un début de négociation avec la rébellion kurde, etc. Erdogan était fondé à exhorter les manifestants des « printemps arabes » de 2011 à suivre l'exemple turc. Ils ne l'ont pas fait. Ils ont eu tort.

Hélas, il faut croire que ce bref âge d'or n'était qu'un mirage, entraperçu le temps de savourer un verre de raki au bord du Bosphore un jour de brume. Car Recep Tayyip Erdogan, grisé par le pouvoir et uniquement par le pouvoir, est en passe de faire le chemin inverse de celui parcouru avec succès depuis 2002. Il détruit ce qu'il a construit. Il s'éloigne de l'Europe. Il fait route vers le Moyen-Orient et le modèle de régime autocratique qui, comme chacun sait, a si bien réussi à cette région. Erdogan met fin à une démocratie parlementaire avec laquelle la Turquie – membre de l'OTAN, population jeune de 78 millions d'habitants – a tellement accompli ces vingt dernières années, qu'il s'agisse de ses performances économiques remarquables ou de son évolution politique.

Mais le président veut maintenant un pouvoir « fort », sans partage. Il entend mettre en place un régime présidentiel qui lui laisse les mains libres pour gouverner en autocrate. Il a obtenu, vendredi 20 mai, un vote du Parlement sur un projet

d'amendement constitutionnel destiné à faciliter la levée de l'immunité des élus visés par une procédure judiciaire. Ce vote lui permet de se débarrasser du groupe des députés kurdes – accusés de complicité avec le PKK, la rébellion armée qui a repris la guerre contre l'Etat central. Mieux encore, il autorise le président à faire adopter ce texte par référendum en y adjoignant les dispositions constitutionnelles destinées à passer d'un régime parlementaire à un régime présidentiel.

Le président a déjà mis au pas nombre de grands corps de l'Etat, de la police à la justice. Il malmène la liberté de la presse et fait embastiller les journalistes. Le régime n'est guère plus tendre avec nombre d'avocats et de défenseurs des droits de l'homme. Dans un climat alourdi par les attentats de l'organisation dite « Etat islamique » et par les combats avec le PKK, le président a beau jeu d'évoquer les impératifs de la sûreté de l'Etat. La vérité est qu'il ne supporte plus aucun contre-pouvoir. Il éloigne le pays de la démocratie.

L'Union européenne a tout misé sur la Turquie pour réguler le flux des réfugiés de Syrie, d'Irak ou d'Afghanistan. Cela suppose une collaboration active avec Ankara. Mais jusqu'à quand l'UE pourra-t-elle être ainsi associée à un homme qui entraîne son pays sur les rives dangereuses d'une autocratie aussi répressive que régressive ? ■

BusinessBourse B&B

30 mai 2016

En Turquie, la situation sécuritaire fait chuter le tourisme de près de 30 %

businessbourse.com Le 30 Mai 2016

La Turquie attire de moins en moins de touristes. Au mois d'avril, le nombre de visiteurs qui sont entrés en Turquie a chuté de près de 30 % par rapport à la même période l'année précédente, selon les chiffres du ministère du tourisme. En cause, l'inquiétude des touristes eu égard à la sécurité.

Le pays vit depuis plusieurs mois en état d'alerte renforcée en raison d'une série d'attaques, certaines attribuées à des djihadistes, d'autres liées à la reprise du conflit avec les Kurdes. Le 27 avril, c'est la grande mosquée de Bursa, un lieu touristique proche d'Istanbul, qui était touchée par un attentat-suicide, revendiqué par l'organisation des Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK), selon le quotidien turc Zaman. Bilan : treize blessés.

Le 19 mars, un attentat-suicide attribué à l'organisation Etat islamique, était survenu en plein cœur d'Istanbul, tuant quatre touristes étrangers et blessant une trentaine de personnes.

Une semaine plus tôt, trente-cinq personnes avaient trouvé la mort dans un attentat à la voiture piégée dans le centre d'Ankara, la capitale. Cette fois, c'est le groupe radical et dissident du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui avait revendiqué l'attaque et annoncé d'autres opérations à venir contre l'Etat turc.

La fréquentation russe baisse de 79,3 %

Les Russes sont parmi les plus nombreux à éviter la Turquie pour leurs vacances, selon les données du ministère du tourisme. Leur fréquentation s'est effondrée de 79,3 %. Cause principale de ce désamour, la grave crise diplomatique que traversent Ankara et Moscou depuis que l'armée turque a abattu en novembre un bombardier russe au-dessus de la frontière syrienne, un incident après lequel le Kremlin avait appelé ses ressortissants à éviter la Turquie.

Les ressortissants européens aussi rechignent à se rendre en Turquie. La fréquentation allemande, la plus importante, a baissé de 35 %.



Côté français, la baisse est de 38 %. Sur sa page de « Conseils aux voyageurs », le ministère des affaires étrangères français prône la plus grande vigilance pour les personnes se rendant en Turquie, mais ne déconseille formellement que les abords immédiats des frontières irakienne et syrienne.

La dégringolade du tourisme en avril est la plus forte cette année. Elle renforce l'inquiétude des acteurs du secteur touristique, qui a généré plus de 28 milliards d'euros de revenus en 2015. En réaction, le gouvernement turc a annoncé un plan d'aide de plusieurs millions d'euros pour soutenir l'activité. ■

US orders troops in Syria to remove Kurdish insignia

By Lolita C. Baldor and Suzan Fraser | AP
May 27, 2016
www.washingtonpost.com

WASHINGTON — American special operations troops were not authorized to wear the patches of Kurdish forces while advising them in Syria and have been told to remove them, the U.S. military spokesman in Baghdad said Friday, after Turkish leaders protested.

Army Col. Steve Warren said that while U.S. special operations forces have historically and routinely worn the insignia of foreign troops they are working with, this case was not appropriate due largely to political sensitivities.

Turkish Foreign Minister Mevlut Cavusoglu said it was “unacceptable” for soldiers of a Turkish ally to use the patches of the YPG, the Kurdish People’s Protection Units fighting the Islamic State group. Turkey views the YPG as an extension of the Kurdish Workers’ Party, or PKK, an armed insurgent group which it has fought for decades and is considered a terror organization by Turkey, the United States and the European Union.

Photos of U.S. special operations forces wearing the insignia surfaced this week, and Turkish leaders relayed their complaint to the U.S.

“There’s political sensitivities around the organization that that patch represents, and that makes it inappropriate,” Warren told Pentagon reporters Friday. “These guys on the ground do what they’re going to do and they have their customs and courtesies that they have been following for years. But it’s also important to understand the larger strategic context ... and I think that’s the inappropriateness of it, is that they didn’t understand that.”

Warren said Army regulations do not authorize troops to wear foreign patches, but the practice has gone on for years among commandos as part of an effort to connect with the troops they are training.

Gen. Joseph Votel, commander of U.S. Central Command, said Friday that the U.S. has made it clear that to defeat the Islamic State, “we would need to work with many different elements operating on the ground in Iraq and Syria,” and the U.S. will continue to do that.

Warren said the troops were told to remove the patches and that he was not aware of any discipline related to the incident.



In this photo taken May 21, 2016, members of what the U.S. calls the Syrian Democratic Forces gather after a training session at a firing range in northern Syria. U.S. Gen. Joseph Votel, the head of Central Command, visited the camp to consult with Syrians and talk to US military advisers working with the Syrian fighters. (Robert Burns/Associated Press) By Lolita C. Baldor and Suzan Fraser | AP May 27



US special operations forces in Syrian Kurdistan wearing the Kurdish YPG insignia on Islamic State frontline. Photo: AFP

“We’ve made the correction, so everybody’s moving on,” said Warren.

Speaking during an international conference in southern Turkey, Cavusoglu said Turkey had relayed its displeasure to U.S. officials in Washington and in Turkey, and he rejected explanations that the patches were for the soldiers’ protection.

“In that case, we would recommend they use the patches of Daesh, al-Nusra and al-Qaida when they go to other parts of Syria and of Boko Haram when they go to Africa,” he said

in reference to Jihadi extremist groups.

“To those who say they don’t consider the YPG to be the same as these terrorist groups, this is our response: this is applying double standards, this is being two-faced,” Cavusoglu added.

At the State Department, spokesman Mark Toner said Friday the U.S. has been very clear in its belief that the YPG is not connected to the PKK. And he downplayed the dispute with Ankara, saying he would not call it a crisis in U.S. relations with Turkey.

“On the contrary, we believe the YPG — as well as other forces in northern Syria — are effectively taking the fight to ISIL and we are going to continue to support them with our advise-and-assist operations there,” Toner said.

Turkey is an ally in the U.S.-led coalition against IS but the two countries are at odds over the involvement of Kurdish fighters in northern Syria in the battle against the group.

On Thursday, Pentagon press secretary Peter Cook noted that U.S. special forces have in the past worn insignia of partner forces to “blend in with the community to enhance their own protection, their own security.”

Cook also faced a barrage of questions about whether or not the special operations forces were on the front lines, since in the past U.S. officials have stressed that American troops are not at the battlefield.

“We do have special operations forces in Syria,” Cook said, adding that they are an “advise-and-assist mission” with forces that carry out the fight against IS and they “are not at the front line.”

He declined to provide any specifics about their location, but reports suggest they were in or near Fatisah, which was one of three villages that Syrian forces took back from Islamic State militants in recent days.

Senior military officials said that it is difficult to tell where exactly the forces were, and how far from the fighting they were. They said the troops were moving with Syrian rebel forces as they headed toward Raqqa, and that it’s possible they were closer to the front line of battle than they had been before. But they said there has been no change to the policy that the commandos will advise and assist but not fight on the front lines.

The officials were speaking on condition of anonymity because they weren’t authorized to discuss the matter publicly.

There had been about 50 special operations forces in Syria doing the advising mission. But President Barack Obama has authorized the deployment of 250 more. Officials have said there are about 200 there now. ●

Elite U.S. Soldiers and Kurdish Troops Moving on ISIS Near Mosul

With help from U.S. forces, the Kurdish offensive against ISIS in Iraq continues to make gains. But how far will the Kurds go? And with what consequences?



Florian Neuhofer —
05.31.2016

Florian Neuhofer is a journalist covering the war in Iraq and Syria from Erbil in Iraqi Kurdistan. Previously he was based in London, the UAE and Cyprus.

[//www.thedailybeast.com](http://www.thedailybeast.com)

MUFTI, Iraq — The pickup trucks on their way to this village in northern Iraq on Sunday kicked up the dry earth on the dirt track, clouding the air and limiting the visibility for the drivers approaching the hamlet just wrested from the so-called Islamic State with the help of elite American soldiers operating now in both Iraq and Syria.

Engines roared as the cars accelerated to avoid getting stuck in the loose earth, drowning out the drone of coalition warplanes circling above in the gradually building offensive to retake Mosul, Iraq's second-largest city, conquered by ISIS two years ago.

Then, without warning, a sharp explosion tore through the air, and a column of smoke billowed upwards. The fighters milling around a school building at the edge of the village barely took note—this was one of nine suicide attacks the Kurds had to fend off during the day's fighting. Previous engagements had set the arid fields on fire, and pillars of smoke reached for the sky all around Mufti.

The biggest threat to the Kurdish fighters in the past have been ISIS vehicles laden with explosives and protected by sheets of metal welded onto their fronts and sides. This suicide bomber was in one of them, but before he could get close, the Peshmerga hit him with a Milan anti-tank missile, donated to the Kurds by Germany.

The Milans featured prominently in this little battle, while other suicide attacks were stopped by airstrikes directed by the American soldiers on the ground.

A once-dreaded weapon capable of tearing huge holes in enemy defenses, the so-called vehicle borne improvised explosive device (VBIED) is at the mercy of the Western war effort supporting the Kurds at Mufti, a village in the Khazir section of the front on the approach to Mosul.

A steady stream of vehicles laden with heavily armed Kurdish Peshmerga fighters have poured into the village since it was taken from its ISIS defenders on Sunday morning, and it has since become a staging area for the unfolding offensive that continued into Monday.

The operation is the largest by the Kurds in Iraq since they took Sinjar from the Islamic State last November. Intent on driving ISIS out of nine villages facing them at the Khazir front, the Kurdistan Regional Government (KRG) threw 4,700 men into the offensive, according to Arif Tayfor, the sector commander at Khazir.

By Monday afternoon, seven of those nine villages had been taken.

The Kurds, without question, benefitted from

Soldiers from the U.S.-led coalition (L) are seen with Kurdish Peshmerga forces in a village east of Mosul, Iraq, May 29, 2016.

REUTERS/Azad Lashkari lage east of Mosul, Iraq, May 29, 2016.



some hands-on U.S. support. A few miles from Mufti, on the road leading directly to Mosul, I came across a U.S. special operations commando shoveling empty machine-gun cartridge cases out of the turret of an armored car.

These camera-shy elite soldiers usually refrain from engaging the enemy directly, instead gathering intelligence and directing air strikes. But at Khazir, U.S. ammunition clearly was expended.

It is not the first time American special operations forces have tangled with ISIS on the Kurdish front lines in Iraq. Early in May, U.S. Navy Seal Charlie Keating was killed when a group of Seals helped contain an ISIS attack on Telskuf, an abandoned Christian town near Mosul.

The Khazir operation's immediate aim is to relieve the pressure on the nearby frontline town of Gwer and push ISIS further away from Erbil, the capital of the autonomous Kurdish region that is barely an hour's car ride away.

The long-term goal is to carve out a greater Kurdistan from the crumbling caliphate and a disintegrating Iraq. The villages at Khazir are part of the disputed territories, areas claimed by both the KRG and the central government in Baghdad.

The Kurds feel that these territories, which form a broad swathe of land straddling the Kurdish region from the Iranian to the Syrian border, are rightfully theirs, and were taken from them through resettlement and the redrawing of administrative borders under the Iraqi tyrant Saddam Hussein.

Until this offensive, the villages at Khazir had formed part of the protective belt shielding ISIS from Peshmerga encroachment on Mosul.

The Iraqi government and the international coalition supporting the fight against the terror group are desperate to kick it out of Mosul and so put an end to ISIS in Iraq.

The Kurds share this goal, but are equally keen to take control of the areas to the city's north.

The offensive at Khazir is in line with their ambitions. By pushing ISIS out of the area, the Peshmerga are creating facts on the ground.

"These are Kurdish villages that we control, not Iraqi villages. According to Article 140 of the Iraqi constitution, these are disputed areas," sector commander Tayfor tells The Daily Beast at his headquarters near the front.

He is referring to a provision in the Iraqi constitution for a referendum in the disputed areas, something that Iraq's malfunctioning political system has made no progress towards carrying out.

"When we control all of Khazir district and all of the area around Gwer... we get rid of this debate about Article 140," he adds.

Tayfor insists that the inhabitants of the disputed areas will be given a choice whether they want to become part of the Kurdish region or not, in the full knowledge that becoming part of Kurdistan could mean an eventual departure from Iraq.

KRG President Masoud Barzani in February announced that he intends to hold a non-binding referendum on whether the Kurdish region should secede from the rest of the country. He later added that the plebiscite should be held before the U.S. elections in November.

According to Tayfor, the inhabitants of the disputed territories would be included in that referendum, giving them a say in their future.

Kurdish officials have voiced the idea before.

Najmaldin Karim, the governor of Kirkuk, earlier this year called for the city to be included in a Kurdistan-wide referendum to determine if it becomes part of the KRG. Oil-rich Kirkuk—the biggest prize in the disputed territories—was occupied by Kurdish forces to prevent it from falling to ISIS in 2014.

The villages being fought over at Khazir were inhabited by Kakai and Shabak religious minorities, who identify as Kurds. Further north, towns such as Bashiqa were home to a Christian population before it fled ISIS, while still further north lies Sinjar, where the Yazidi religious minority fled the onrushing jihadists in August 2014.

After Bashir, the Kurds will turn their

attention to the Christian areas that border Mosul.

While the Kakai and the Shabaks will likely seek to become part of Kurdistan, the preferences of the Christians and the Yazidis are not yet clear. But should they vote to be incorporated into the Kurdish region, there is little the faltering central government in Baghdad can do to prevent it once the Peshmerga are in control.

Baghdad has also been forced into some highly unfavorable horse trading over Kurdish sup-

port for the battle to retake Mosul from ISIS. The Iraqis need all the help they can get to expel the terror group from the city, but the Kurds are not going to sell themselves cheaply.

"If we don't reach an agreement, we won't take part in the liberation," says Tayfor decisively. The ageing commander is part of the old guard of Peshmerga that spent years fighting Saddam's soldiers in the mountains of Kurdistan, and who rose up against the dictator during the First Gulf War in 1991, only to be crushed when the Americans failed to come to their aid.

Over the past two years, the Kurds have been fighting aggressors from the south once again. The sectarian politics pursued by former Prime Minister Nouri al Maliki had succeeded in growing the ranks of ISIS, which duly attacked the Kurdish region. Some of the terror group's military commanders are revanchist former officers in Saddam's army.

Faced with a dysfunctional Iraq, many Kurds want out. As Kurdistan begins to eye an exit from Iraq, it intends to take with it as many of the disputed areas as possible. ●

Hurriyet
DailyNews.com

MAY 24, 2016

PKK roadside bomb kills six soldiers in Turkey's Van

VAN - May/24/2016
www.hurriyetdailynews.com

SIX SOLDIERS have been killed while two others have been wounded, after outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) militants detonated a roadside bomb during the passage of an armored military vehicle in the Çaldıran district of the eastern province of Van.

PKK militants detonated an improvised explosive device concealed under a road while a military vehicle was passing at 5 p.m. on May 24.

According to a statement by the Turkish Armed Forces, the blast hit 10 cargo trucks as the vehicle was en route to intervene in an incident on the road stretching between Çaldıran



and the Doğubayazıt district of Ağrı province.

The explosion led to the death of six soldiers, including a senior major.

Gendarmerie Senior Major Kıvanç Cesur, Gendarmerie Master Sergeant Murat Demirci,

Gendarmerie Sergeant First Class İbrahim Tıraş, Specialist Gendarme Sergeant Murat Sarıgül, Gendarmerie Specialized Sergeant Emre Türkmen and Gendarmerie Specialized Sergeant Ferullah Kaykusuz were killed in the blast, according to the army.

Two separate funeral ceremonies were held in Van for the soldiers, before their coffins were sent to their hometowns across the country.

25 PKK MILITANTS SURRENDER

Meanwhile, 25 PKK militants surrendered to security forces amid ongoing operations in the Nusaybin district of the southeastern province of Mardin on May 24.

The 25 militants surrendered after reportedly being cornered in the district's Fırat neighborhood.

According to reports, initially only one militant surrendered and she later convinced 24 others to follow. The interrogation of the 25 suspects, the largest number ever to surrender in Nusaybin, are expected to continue for four days – the maximum detention period permitted by law. ◆

GULF TIMES

MAY 30, 2016

Turkey's Erdogan accuses Russia of arming PKK militants

By Orhan Coskun and Ece Toksabay REUTER May 30, 2016

ANKARA | Turkish President Tayyip Erdogan has accused Russia of providing anti-aircraft weaponry and rockets to militants of the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK), government officials said on Monday, confirming reports in local media.

Speaking to reporters on board his airplane after a visit to the southeastern province of Diyarbakir over the weekend, Erdogan accused Moscow of transferring weaponry to the PKK via Iraq and Syria, the pro-government Star newspaper said.

"At this moment, terrorists are using anti-aircraft guns and missiles supplied by Russia. The separatist terrorist organisation is equipped with these weapons. They have been transferred to them via Syria and Iraq," the newspaper reported Erdogan as saying.

The "separatist terrorist organisation" is a Turkish government term for the PKK, which has waged a three-decade insurgency against the state that has left more than 40,000 people dead, mostly PKK militants in the largely Kurdish southeast.

Two Turkish government officials confirmed Erdogan's comments, but Russia said Turkey must show proof for its claims.

While Erdogan has previously castigated Russia for its support of Kurdish fighters in Syria, the latest comments appear to be the first time he has accused Moscow of supplying arms to the PKK, seen as a terrorist group by Turkey, the United States and Europe.

Responding to the accusation, Russian Deputy Foreign Minister Mikhail Bogdanov was quoted by Interfax news agency as saying: "When someone says something, let them show evidence."

FIXING TIES

However, Deputy Prime

Minister Numan Kurtulmus was relatively upbeat on Monday about the outlook for relations with Russia, a rare departure from months of tough rhetoric after Turkey shot down a Russian warplane last year.

"Neither Russia nor Turkey can afford to sacrifice their relationship with each other," Kurtulmus, the government's official spokesman, told a news conference.

"I wish such tensions had never emerged, but I believe that Turkish-Russian ties can be fixed in a short while. These two countries have no problems that cannot be overcome. I hope that these issues will be solved through dialogue."

He did not directly address Erdogan's comments about Russian military support for the PKK.

Ankara also considers the Syrian Kurdish YPG fighters to be terrorists and has been enraged by both Russian and U.S. backing for the militia in its battle with Islamic State in Syria.



NATO member Turkey is part of the U.S.-led coalition against Islamic State in Syria and is also a vocal opponent of Syrian President Bashar al-Assad. Moscow backs Assad but says it also supports the Syrian Kurds in the struggle against Islamic State.

Relations between Ankara and Moscow hit their worst point in recent memory after Turkey shot down the Russian plane over Syria last year, prompting a raft of sanctions from Russia.

Russian President Vladimir Putin in April promised support for Syrian Kurds, saying they were a serious force in the fight against terrorism.

Moscow has accused Ankara of hindering Kurdish forces in their battle against Islamic State and of using the fight against terrorism as a pretext to crack down on Kurdish organisations in Syria and Turkey. ■

TURQUIE

Erdogan se dégage le chemin vers l'autocratie

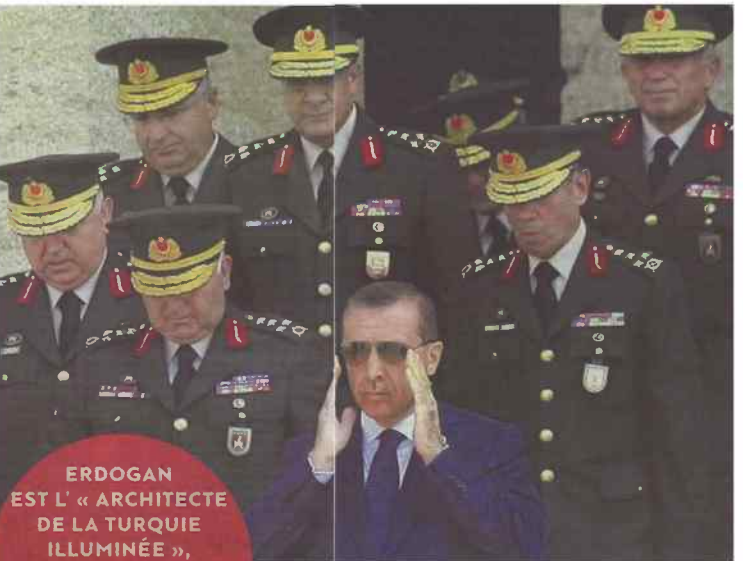
Le calendrier diplomatique offre parfois des coïncidences teintées de cynisme. Alors que soixante-dix chefs d'État et de gouvernement, dont la chancelière allemande Angela Merkel, défilent aujourd'hui même sur le tapis rouge stambouliote pour assister au premier « sommet humanitaire international » organisé par les Nations unies, la Turquie est le théâtre d'une des pires régressions démocratiques de son histoire moderne. Vendredi, une loi controversée sur la levée provisoire de l'immunité parlementaire a été adoptée par 376 voix sur 550, soit seulement 9 de plus que le total requis pour l'adoption du texte. « Un vote historique pour la Turquie », s'est aussitôt félicité le président turc, Recep Tayyip Erdoğan, qui possède désormais tous les outils pour réaliser son rêve autocrate. Cinquante et un des cinquante-neuf députés du parti d'opposition de gauche HDP (Parti démocratique des peuples) peuvent être convoqués par la justice turque d'une minute à l'autre, parce qu'acusés de soutenir le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), considéré comme une organisation terroriste.

L'« ordre » par la violence et la corruption

Ces élus gênants paient pour avoir brisé net le rêve du maître d'Ankara voilà près d'un an. Lors des élections législatives de juin 2015, le HDP de Selahattin Demirtas crée en effet la surprise. Le parti de gauche recueille 13 % des voix et envoie à l'Assemblée quelque quatre-vingts députés issus des régions kurdes. Un délit de démocratie que le reis (chef) ne pardonnera pas. Depuis lors, Recep Tayyip Erdoğan n'a eu de cesse de ramener l'« ordre démocratique » tel qu'il l'entend. C'est-à-dire par la violence et la corruption.

Le 20 juillet 2015, un événement donne les coudees franches à l'autocrate. À Suruc, dans le Kurdistan turc, à la frontière avec la Syrie, 300 volontaires de la Fédération des associations de jeunes socialistes se réunissent en vue de reconstruire la ville syrienne de Kobané, symbole de la résistance héroïque des Kurdes face à l'État islamique. Mais à la mi-journée, un kamikaze se fait exploser, faisant 33 morts et une centaine de blessés. Le pouvoir, qui joue depuis plusieurs mois un rôle ambigu avec Daech, condamne l'attentat du bout des lèvres. Le Kurdistan turc s'enflamme quelques mois seulement après un accord de cessez-le-feu historique passé entre le parti d'Abdullah Öcalan et l'AKP. Des heurts interviennent en août 2015 entre forces de l'ordre et militants du PKK dans la région de Diyarbakir et replongent le pays dans un conflit civil qui, depuis 1984, a fait plus de 40 000 morts et 2 millions de déplacés. Du pain béni pour la stratégie du pire et de la peur sur laquelle Erdoğan mise pour reprendre sa marche en avant vers le pouvoir absolu.

51 DÉPUTÉS DU HDP SONT MENACÉS. GUÈRE D'ÉMOTION DU CÔTÉ DES 70 ÉTATS QUI ONT RENDEZ-VOUS À ISTANBUL CE LUNDI.



ERDOGAN EST L'« ARCHITECTE DE LA TURQUIE ILLUMINÉE », A DÉCLARÉ LE NOUVEAU PREMIER MINISTRE BINALI YILDIRIM.

Un an après avoir perdu la main lors des législatives de juin 2015, le président turc, à force de pression militaire, sociale et politique, a repris sa marche vers le pouvoir absolu. Avec la levée de l'immunité parlementaire adoptée vendredi, la présidentialisation du régime se profile.

Le pouvoir instrumentalise la situation, et une campagne de propagande antiterroriste est mise en place en renvoyant dos à dos « l'État islamique » et le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), considéré par Ankara mais aussi Washington et Bruxelles comme une organisation terroriste. Fort d'appuis diplomatiques sourds, aveugles et muets, Erdoğan intensifie la guerre civile, qui s'installe dans les territoires kurdes, faisant des milliers de morts – dont plusieurs centaines de civils –, puis sur le terrain politique et social où la peur règne, jusqu'aux élections de novembre. Des journalistes sont arrêtés, des dizaines de bureaux du HDP sont détruits, des violences physiques et les menaces s'accroissent. Dans ce contexte de terreur d'État, l'AKP regagne des voix aux élections (317) pendant que le HDP en perd (59 députés). Mais la catastrophe sur laquelle le pouvoir avait mise n'a pas lieu. Le HDP reste une force politique gênante.

Recep Tayyip Erdoğan accentue alors la pression. L'intimidation gagne les autres régions de la Turquie. Tout ce qui réfléchit, pense, écrit, est pris pour cible. « Les terroristes ne sont pas seulement ceux qui brandissent des armes mais aussi ceux qui ont des stylos à la main », s'insurge le chef de l'AKP (Parti de la justice et du développement). Des journalistes sont arrêtés. Les avocats menacés. Tahir Elçi, le bâtonnier de Diyarbakir, est assassiné lors d'une conférence de presse. Les députés du HDP sont menacés quasi quotidiennement. Recep Tayyip Erdoğan a une vision toute personnelle des droits de l'homme et de la liberté d'expression. Les journalistes d'opposition Can Dündar et Erdem Gül, du quotidien *Cumhuriyet* poursuivis pour trahison de secret d'État après avoir publié une vidéo montrant une livraison d'armes par les services secrets

turcs à des membres de Daesh ont été tous les deux condamnés à six ans de prison de ferme. Mais cela ne suffit pas. Le président turc impose à son parti un projet de loi visant à la levée de l'immunité parlementaire.

La stratégie est claire : n'arrivant pas à se débarrasser des députés de l'opposition par les urnes, faire en sorte de les éliminer au sein même du Parlement par un tour de passe-passe législatif. Cette levée de l'immunité qui a été adoptée vendredi dernier vise en effet les députés sous le coup d'une condamnation. Cette loi permettra aux tribunaux par effet rétroactif de convoquer les justiciables et de les envoyer en prison. Une volonté d'enfermer qui tourne à l'obsession : si les députés du HDP encourent entre un an et dix ans de prison, certains de leurs possibles défenseurs sont eux aussi en danger. En mars dernier, 9 avocats ont été appréhendés par la justice turque pour avoir voulu défendre 46 de leurs collègues eux-mêmes poursuivis pour avoir conseillé Abdullah Öcalan, le fondateur et maître à penser du PKK ! Alors certes, des politiques se sont déjà retrouvés dans cette situation en Turquie. En 1994, Leyla Zana, actuelle députée du HDP, avait été condamnée à dix ans de prison.

L'intronisation de son fidèle ami, Binali Yıldırım, pour le sécuriser

Mais, cette fois-ci, le danger semble plus général et cette purge par la loi pourrait annoncer l'avènement d'un régime autocratique très dangereux. Ce qui semble étonner certaines personnes comme Angela Merkel qui avait hier dimanche, à la veille de sa rencontre programmée avec le chef de l'État turc en marge du premier sommet humanitaire international, « ressenti de vives pré-

« Erdogan se moque de l'Europe et fait la guerre aux Kurdes »

KURDISTAN Eyyup Doru, représentant en Europe du Parti démocratique des peuples (HDP), dénonce la dérive autocratique du président turc et s'inquiète de son projet islamiste.

Après l'adoption de la loi permettant la levée provisoire de l'immunité parlementaire, beaucoup de députés du Parti démocratique des peuples (HDP) sont visés. Que risquent-ils dans l'immédiat ?

EYYUP DORU Quand Erdogan aura ratifié la loi, cinquante et un de nos députés peuvent être convoqués par la justice du jour au lendemain. Or il ne faut pas s'y tromper. Le projet d'Erdogan ne se résume pas seulement à l'écriture d'une nouvelle Constitution en vue d'instaurer une présidentialisation du pouvoir, il veut aussi construire un régime islamiste avec un système présidentiel « à la turque » pour l'encadrer. C'est pour cela que nos députés risquent des peines de prison ferme. Cinquante et un ont déjà des procès en cours, au motif qu'ils soutiendraient le terrorisme, c'est-à-dire le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Ce qui est parfaitement malhonnête de la part du pouvoir car le PKK n'a pas

européenne ne bouge pas. La Turquie est pourtant en train de massacrer une population civile qui vit aux portes de Vingt-Huit. Depuis neuf mois, le pouvoir mène une guerre acharnée contre le peuple kurde. Et je parle bien de guerre et non de répression. Une guerre avec des avions, des tanks, des hélicoptères qui bombardent régulièrement notre région. Des villes ont été détruites. Des personnes ont perdu leur commerce, leurs maisons. Des centaines de civils sont morts. Et aujourd'hui la spirale de la violence s'accroît. Erdogan se moque ouvertement de l'Europe en utilisant les 6 milliards accordés



Kurdistan Eyyup Doru représentant en Europe du Parti démocratique des peuples (HDP)

par Bruxelles pour l'accueil des réfugiés et qu'il utilise aussi pour démanteler le peuple kurde. Récemment, Ankara a établi un nouveau camp de réfugiés à Marash, dans le Kurdistan, juste dans une zone alevie. Les réfugiés choisis par Erdogan sont des Arabes sunnites que les autorités transfèrent dans des villages à moitié détruits et de confession totalement différente. Cette stratégie de destruction – à Souf, Silopi, Nocibé et bien d'autres – est aujourd'hui utilisée de manière systématique par le pouvoir afin d'éliminer les centres de la

résistance. Le pouvoir alimente une atmosphère de méfiance, en utilisant des victimes d'une autre guerre.

Que pensez-vous du rôle des autres partis dits d'opposition dans ce vote ?

EYYUP DORU Les sociaux-démocrates (CHP), qui ont voté pour la levée provisoire de l'immunité parlementaire, ont commis une faute majeure. Ils ont ouvert la voie à un régime islamiste sans garde-fous. Le régime parlementaire est fortement affaibli. Autrement dit, la représentation démocratique du peuple turc pourrait disparaître. Au sein du HDP, toutes les minorités sont représentées : chrétiens, chaldéens, yezidis... Les femmes ont toute leur place ; notre mouvement est paritaire. Si nous disparaissions, c'est la Turquie multiculturelle qui disparaît. Sur les bancs de l'assemblée, nous représentions la richesse et la diversité de ce pays. Or si cette option, c'est-à-dire l'élimination du peuple kurde, se poursuit, il ne resterait plus que l'affrontement militaire comme mode de résistance. Et cela affecterait le peuple kurde mais aussi le peuple turc. ●

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR S. A.

occupations » et « vouloir parler de certaines évolutions inquiétantes en Turquie ». La chancelière prise au piège comme

l'ensemble des 28 par sa politique migratoire (voir ci-contre) se réveille bien tard. Ce n'est pourtant pas la première fois que le président turc fait changer la loi en sa faveur. En 2007 déjà, Abdullah Gül, ami de la première heure au sein de l'AKP, subissait les foudres du fondateur du Parti de la justice et du développement qui ordonna de modifier la loi lorsque son comparse accéda à la présidence de la République. Ces trois dernières années, l'islamo-conservateur qui passa longtemps pour un réformiste tombe le masque. En 2013, la répression sanglante après les manifestations du parc Gezi à Istanbul aurait dû alerter l'Union européenne. Six personnes seront tuées, 5 000 autres arrêtées. Dans la foulée, les étudiants et minorités religieuses

sont réprimés. Avec les pleins pouvoirs, cette tendance conservatrice s'accroît de fait. Les femmes, par exemple, sont dans le collimateur du maître d'Ankara. Un projet de loi pourrait être déposé bientôt par l'AKP rendant la procédure de divorce de plus en plus difficile pour les femmes : l'obtention d'une pension pourrait être conditionnée à l'interprétation de juges inféodés au pouvoir islamo-conservateur qui n'a pas seulement resserré sa garde rapprochée sur le plan de la justice. Dimanche, l'intronisation de son fidèle ami, Binali Yıldırım, à la tête de l'AKP et au poste de premier ministre, participe de cette stratégie de sécurisation de l'espace personnel de Recep Tayyip Erdogan. Récemment, au mariage de sa fille, la présence du chef d'état-major de l'armée, Hulusi Akar, en dit long également sur le pouvoir présent et à venir du président turc. ●

STÉPHANE AUBOUARD

RELATIONS TURCO-OCIDENTALES, L'UE PIÉGÉE PAR SON INCAPACITÉ À GÉRER LA CRISE DES MIGRANTS

Recep Tayyip Erdogan, dont les relations ambiguës avec « l'État islamique » ont failli marginaliser la Turquie sur le plan international, a su profiter d'une occasion inespérée : l'incapacité de l'Union européenne (UE) à gérer la crise des migrants. Profitant des largesses d'une Allemagne empêtrée, elle aussi, dans ses contradictions – Angela Merkel souhaitait d'abord recevoir 800 000 migrants avant de militer pour la fermeture provisoire de l'espace Schengen – le président turc a su s'engouffrer dans la brèche. En échange de la libéralisation des visas pour les Turcs souhaitant se rendre en Europe et de

plus de 6 milliards d'euros offerts par Bruxelles, Ankara a promis de faire revenir sur ses propres côtes les migrants partis en Grèce. Mieux encore, la Turquie s'est dite prête à faire le garde-chiourme des frontières de l'UE grâce à son armée. La même armée qui se bat aujourd'hui contre le PKK ; la même armée qui aide par « inadvertance » « l'État islamique » à Kobané ; la même, surtout, qui représente le deuxième contingent de l'Otan avec 600 000 hommes que les États-Unis aimeraient bien voir s'engager un peu plus dans la lutte contre Daech.

Quels soutiens avez-vous reçus, justement, de l'étranger ?

EYYUP DORU Il y a une dizaine de jours, une déclaration commune de plusieurs députés du Parlement européen a tenté d'alerter Bruxelles sur notre situation. Des gens de gauche, sociaux-démocrates, Verts ou libéraux se sont positionnés. Mais globalement l'Union

Bagdad lance l'assaut contre Daech à Faloudja

Ordonnée dimanche par le premier ministre irakien, l'offensive contre ce bastion islamiste s'annonce très ardue.



Des soldats du groupe chiite irakien Kataib Sayyid al-Shuhada, hostile à l'État islamique, lundi près de Faloudja. T. AL-SUDANI/REUTERS

TANGUY BERTHEMET @tanguyber

MOYEN-ORIENT L'attaque a commencé au petit jour par des tirs d'artillerie sur des quartiers du centre-ville. Dans la matinée, des échanges de coups de feu et des détonations de mortiers étaient entendus dans les faubourgs sud. Attendue depuis des semaines, l'offensive pour reprendre Faloudja aux djihadistes de l'État islamique (EI) a été annoncée dimanche par le premier ministre irakien. « L'heure H de la libération a sonné, a affirmé Haïdar al-Abadi. Le moment de la victoire approche et Daech n'a d'autre choix que de fuir. »

Dans la foulée de ces déclarations martiales, alors que le premier ministre se rendait au QG des opérations, des bombardements aériens frappaient la ville. Les États-Unis, qui doivent apporter un soutien par la voie des airs aux forces irakiennes, ont renforcé récemment leur dispositif dans la région, déployant notamment des bombardiers B52 au Qatar.

Les opérations terrestres doivent être conduites par les seules forces irakiennes, la police et l'armée, ainsi que par des milices très présentes aux côtés des militaires en Irak. Selon les autorités, l'action de ces paramilitaires - pour la plupart chiïtes - devrait être limitée afin de ne pas heurter les populations sunnites largement majoritaires à Faloudja. Beaucoup doutent cependant de cette mise en retrait et s'inquiètent du comportement de

ces milices, promptes à se venger sur des civils accusés de collaborer avec Daech.

La ville était tombée sous le contrôle du groupe d'Abou Bakr al-Baghdadi dès janvier 2014, six mois avant que la prise spectaculaire de Mossoul, dans le Nord, ne marque l'émergence des djihadistes sur de larges parties des territoires irakien puis syrien. Depuis, l'armée irakienne a lentement lancé la reconquête dans la province d'al-Anbar, reprenant des mains des islamistes en 2015, les villes de Ramadi et Hit. Le 17 mai, les autorités assuraient que le drapeau irakien flottait de nouveau sur Rutba, une petite localité plantée en plein désert, mais hautement stratégique. Cette victoire a achevé l'encerclement de Faloudja, déjà quasi complet depuis décembre. Reste que, même si selon le Pentagone l'EI a perdu environ 45 % des territoires qu'il avait conquis, de larges parts de la province d'al-Anbar restent encore sous contrôle djihadiste.

Ce siège a rendu très difficile la vie des populations. Le chef adjoint du conseil de la province d'al-Anbar, Falah al-Issaoui, estime que quelque 75 000 personnes vivent encore dans la cité, quand l'armée américaine avance le chiffre de 60 000 à 90 000. Elle comptait 300 000 habitants en 2000. Une grave crise humanitaire sévit, avec des épisodes de quasi-famine, une pénurie grave de médicaments, ont rapporté les Nations unies et Human



Rights Watch. Mais les autorités irakiennes se sont opposées à ce que l'ONU ou des ONG se portent au secours de ces populations, redoutant que l'aide ne tombe entre les mains des militants extrémistes.

Dimanche, à la télévision, le premier ministre a donc sommé les habitants de fuir. Ou, à défaut, de poser des drapèaux blancs sur leurs maisons pour qu'elles

Des attentats de l'EI font plus de 140 morts en Syrie

Au moins 140 personnes, dont la quasi-totalité sont des civils et huit des enfants, ont péri lundi dans une série d'attentats à la bombe revendiqués par l'État islamique (EI) au nord-ouest de la Syrie, annonce l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Les attaques ont eu lieu à Tartous et Jablé, deux villes côtières peuplées en grande partie par des alaouites, la communauté à laquelle appartient le président Bachar

el-Assad. Jusqu'ici, la région avait été relativement épargnée par les combats. Deux kamikazes se seraient d'abord fait exploser à l'intérieur de la gare routière de Tartous. Puis, plusieurs explosions simultanées auraient eu lieu à Jablé, devant la gare routière, la compagnie d'électricité et deux hôpitaux. Pour l'ONG Human Rights Watch, ces attentats, qui visent délibérément les civils, s'apparentent à des « crimes de guerre ». Ils sont les

plus meurtriers en Syrie depuis 1986, lorsqu'une série de bombes avaient tué 144 personnes et blessé 149 autres à Tartous et dans les environs. Dans un communiqué, l'État islamique affirme avoir agi en riposte aux bombardements du régime et de son allié russe et met en garde contre de nouvelles représailles. Le même jour, le groupe djihadiste a revendiqué un double attentat, qui a fait au moins 40 morts à Aden, au sud du Yémen.

soient épargnées par les raids. Falah al-Issaoui a précisé que trois couloirs seraient ouverts aux civils vers des camps au sud-ouest, au sud-est et au sud de la ville. Mais peu de gens sont sortis, préférant se masser au nord de la ville, le plus loin possible de la ligne de front.

Le gros millier de militants radicaux encore présents à Faloudja les empêcherait en fait de quitter les lieux, pour les utiliser comme boucliers humains. Selon Reuters, sur une vingtaine de familles qui ont tenté dimanche de fuir la bataille annoncée, seule la moitié y serait parvenue. Les autres ont échoué, bloquées par les djihadistes ou les mines posées sur les routes. L'offensive sur Faloudja a fait l'objet de profondes divergences entre les Irakiens et leur allié américain, qui aurait

préféré attaquer au préalable Mossoul, la « capitale » de l'État islamique. Les officiers américains jugent la prise de la ville très délicate, notamment en raison de ces défenses, organisées par l'EI depuis deux ans. Ils gardent un très mauvais souvenir de leur propre attaque sur la ville en 2004, alors qu'elle était le fief d'al-Qaida. Les combats avaient coûté la vie à 80 soldats américains et à un millier d'insurgés. Plusieurs milliers de maisons avaient été rasées et les ONG estiment qu'au moins 3 000 civils avaient perdu la vie.

Malgré tout, les autorités ont choisi de diriger leurs troupes sur ce bastion islamiste, situé à un peu plus de 60 kilomètres de Bagdad. Elles comptent, pour forcer la reddition, sur l'appui des groupes armés issus de tribus sunnites qui ont

l'avantage de bien connaître le terrain. Le gouvernement irakien, tout comme l'état-major, espère surtout que la chute de Faloudja ralentira la campagne d'attentats de l'EI qui touche la capitale depuis plusieurs mois, aiguissant les tensions communautaires. Une stratégie meurtrière qui, selon certains experts, visait précisément à détourner l'armée irakienne des chemins de Mossoul. ■

LE FIGARO

mercredi 25 mai 2016

Les Kurdes syriens plantent leur drapeau à Paris

Même s'il n'a pas de statut officiel, un « bureau de représentation du Rojava » a été inauguré lundi dans la capitale française.

ARNAUD DE LA GRANGE [@arnodelagrance](#)

SYRIE Les Kurdes syriens ont désormais pignon sur rue à Paris. À deux pas de l'Hôtel de ville, rue de Rivoli, ce qui n'est pas si mal pour une jeune entité qui ne roule ni sur l'or ni sur les soutiens internationaux. Une « représentation du Rojava » a été inaugurée lundi. En présence de nombreuses personnalités soutenant la cause kurde ou au moins la lutte contre Daech. Dans l'appartement de 300 m², se croisaient ainsi Gérard Chaliand, Bernard Kouchner, Pascal Bruckner ou Sylvain Tesson. Et Bernard-Henri Lévy, même si son dernier film porte sur d'autres Kurdes, les cousins pas si proches d'Irak.

La France est le quatrième pays à accueillir un ersatz d'ambassade du Rojava, après la Russie, la Suède et l'Allemagne. À l'évidence, il a fallu le feu vert au moins implicite des autorités françaises, même si elles se montrent discrètes. Pour Paris, officiellement, l'interlocuteur reste la Coalition nationale syrienne, qui regroupe différents mouvements d'opposition. Les Kurdes syriens ont proclamé en mars la création d'une région « fédérale démocratique », regroupant trois cantons du nord du pays. Soit une déclaration unilatérale d'autonomie, rejetée par le régime de Damas comme par l'opposition syrienne, qui dénonce les arrangements tactiques en-

tre les Kurdes et les forces de Bachar el-Assad. Et qui a rendu folle de rage la Turquie, qui considère le Parti de l'Union démocratique (PYD), qui tient le Rojava, comme une excroissance syrienne du PKK, avec qui elle est en guerre depuis plus de trente ans et qui est classée organisation terroriste par l'UE.

« En trois ans, ils ont construit l'équivalent d'un État, avec une armée, une police, une administration. Le tout dans des conditions terriblement difficiles puisqu'ils font la guerre, explique Patrice Franceschi, l'« écrivain-aventurier » qui a joué un rôle central dans l'ouverture de cette représentation et a écrit un livre sur la cause des Kurdes syriens (*). Il rappelle que ces derniers « sont 3,5 millions, sur un territoire qui fait trois fois le Liban, mais qu'ils ne demandent pas l'indépendance ». Pour le représentant du PYD en France, Khaled Issa, ce bureau parisien est un « symbole fort ». « Les Français font partie de la coalition contre Daech, mais nous pouvons développer notre coopération, et pas seulement dans le combat antiterroriste », dit-il, en rappelant une longue histoire commune avec la France, quand celle-ci était puissance mandataire en Syrie...

Le PYD a été mis à l'écart des négociations à Genève, même si Moscou voudrait l'y inclure. Mais sur le terrain, les YPG - les milices du PYD - sont un partenaire essentiel pour la lutte contre



Khaled Issa, le représentant du PYD en France. JACQUES DEMARTHON/AFP

Daech. Deux de ses combattantes avaient d'ailleurs été reçues à l'Élysée l'an dernier, après la reconquête de Kobané. « Ce sont à peu près les seuls qui se battent victorieusement contre les djihadistes, assure Patrice Franceschi, nous avons le même ennemi. » Mardi, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, s'est dit prêt à une « coordination » avec les Kurdes et Washington pour chasser l'État islamique de son fief de Raqqa. C'est tout le numéro d'équilibrisme des Kurdes syriens, s'assurer le soutien de la Russie comme des États-Unis. ■

(*) « Mourir pour Kobané », Éditions des Équateurs

Syrie : vers un nouvel émirat aux mains des djihadistes d'al-Qaïda

Libérés par l'Iran, plusieurs anciens fidèles d'Oussama Ben Laden ont rejoint la Syrie que son successeur place au centre de sa stratégie de reconquête d'influence face à Daech.

GEORGES MALBRUNOT @Malbrunot

MOYEN-ORIENT L'envoi en Syrie de plusieurs dirigeants expérimentés d'al-Qaïda confirme la place prépondérante que ce pays plongé dans la guerre civile doit jouer dans la stratégie de la mouvance terroriste, en position difficile dans son fief des zones tribales afghano-pakistanaïses. Selon un récent article du *New York Times*, al-Qaïda pourrait même établir un émirat en Syrie, profitant de la puissance de sa branche locale, le Front al-Nosra (10 000 à 15 000 combattants). Dans l'ouest du pays, cet émirat ferait face à celui, plus à l'est, de Daech, l'organisation djihadiste rivale, affaiblie par les frappes de la coalition internationale. Dans son dernier message diffusé début mai, le chef d'al-Qaïda, Ayman al-Zawahiri, affirme clairement cette option. « *Le Levant est aujourd'hui l'espoir de la communauté des croyants, car c'est l'unique révolution populaire des printemps arabes. C'est celle qui a suivi le bon chemin, celui de la prédication et du djihad pour l'établissement de la charia* », déclare le successeur d'Oussama Ben Laden.

Avant même la révolte contre Bachar el-Assad, al-Qaïda s'était infiltré en Syrie durant « l'occupation » américaine de l'Irak à partir de 2003, profitant de la complaisance du régime de Damas. En 2013, l'organisation djihadiste y dépêcha une poignée de ses vétérans pour faire de la Syrie un tremplin afin d'attaquer l'Europe ou les intérêts américains. Un choix pas forcément judicieux dans la mesure où la plupart de ses cadres – le Koweïtien Mohsen al-Fadhli, l'Algérien Saïd Arif ou

le Français Daoud Drugeon – furent éliminés les uns après les autres par des tirs de drones américains. « *Malgré cela montre bien qu'al-Qaïda entend faire du pays un pont entre sa légende passée et son avenir – fût-il incertain – qui s'écrit en Syrie* », analyse Soufan Group, un think-tank américain regroupant d'anciens membres des services de renseignements.

Cette décision semble avoir été renforcée par la libération en Iran d'une équipe de vétérans de l'organisation, en échange de l'élargissement au printemps 2015 d'un diplomate iranien, détenu au Yémen par al-Qaïda dans la Péninsule arabique. Ce n'est pas la première fois que des membres d'al-Qaïda ou de la famille d'Oussama Ben Laden sont ainsi libérés des prisons iraniennes, après avoir été arrêtés au cours de leur fuite d'Afghanistan dans la foulée des attentats du 11 septembre 2001. Mais cette fois, les profils des ex-prisonniers djihadistes sont de « très haute valeur ».

« Une identité syrienne »

Selon le *New York Times*, qui révèle l'affaire, figurent parmi eux Saïf al-Adel et Abou Mohammed al-Masri (voir ci-dessous), deux proches collaborateurs d'Oussama Ben Laden, Aboul Qassam, un Jordanien, adjoint de l'ancien chef d'al-Qaïda en Irak Abou Moussab al-Zarqaoui, un autre Jordanien Sari Shihab, et Abdul Khayr, un Égyptien qui dirigeait le conseil des relations extérieures du mouvement. Les cinq hommes seraient en Syrie, où leur présence constitue un renfort de poids pour le Front al-Nosra, qui vient d'infliger plusieurs défaites à l'armée syrienne et à ses alliés

iraniens près d'Alep, la grande ville du Nord.

Depuis son apparition en 2012, la filiale d'al-Qaïda s'est forgé « une identité syrienne », la majorité de ses membres étant des locaux, même si al-Nosra a aussi servi d'abri à des cadres étrangers. Dans son dernier message, Zawahiri reste, toutefois, prudent sur cet « émirat islamique » à construire « pas à pas ». L'Égyptien n'ignore pas que cette question a toujours divisé la communauté djihadiste. Y compris du temps de Ben Laden, qui était opposé à l'établissement d'un émirat clairement démarqué, et donc vulnérable aux attaques de ses ennemis, américains notamment.

En décembre, le chef d'al-Nosra, Abou Mohammed al-Joufani, assurait, de son côté, que la raison d'être de sa formation était de renverser le régime d'el-Assad en vue de l'établissement d'un État islamique « sincère ». Mais autour de lui certains anciens poussent à la création d'un véritable émirat, parlant sur la destruction à terme de celui de Daech. De quel côté pencheront les nouveaux venus autour de Saïf al-Adel ?

À l'automne dernier, des cheikhs salafistes du Golfe avaient vainement tenté de convaincre les dirigeants d'al-Nosra de se détacher d'Al-Qaïda, dans l'espoir de sortir de la liste noire des organisations terroristes, et pouvoir ainsi recevoir armes et argent – sans avoir à se cacher.

Au-delà de ses débats internes, une chose aujourd'hui semble certaine. La maison mère al-Qaïda a plus besoin du Front al-Nosra que l'inverse. D'où les propos apaisants d'Ayman al-Zawahiri. « *Si les musulmans du Levant et leur cœur, les djihadistes, établissent leur gouvernement islamique et se choisissent un émir ; leur choix sera le nôtre. Nous n'aspérons pas à gouverner les autres [...]. Nous aspirons à être gouvernés par des musulmans sous les lois de l'islam.* »

Un tel chemin pourrait être long. Si les liens d'al-Nosra avec d'autres groupes rebelles – y compris certains soutenus par les Occidentaux – ajoutés à la priorité donnée au renversement d'Assad lui ont permis d'attirer d'autres Syriens que ceux acquis à la cause djihadiste, cette adhésion populaire est fragile, comme l'ont montré de récentes manifestations contre l'emprise sociale d'al-Nosra, dans la province d'Idlib, son bastion à l'ouest de la Syrie. « *Plus son message djihadiste lié à al-Qaïda sera proclamé, moins al-Nosra recevra de soutien de la part de la population* », avertit Soufan Group. ■



Les combattants du Front al-Nosra, la branche locale d'al-Qaïda (ici au nord de la cité d'Alep), viennent d'infliger plusieurs défaites à l'armée syrienne. HOSAM KATAN/REUTERS

President Erdogan knows that visa-free travel for Turkey could solve his 'Kurdish problem'

Europe's growing Kurdish diaspora would be vastly increased if the crushed and war-suffering masses of Diyarbakir could find their way to Germany, Denmark and Sweden

Robert Fisk / 29 May 2016
www.independent.co.uk

Just why is the Sultan of Turkey so impatient to get hold of that visa-free EU travel for his people to visit Schengen Europe? If the EU doesn't jump to it, he orated last week, the Turkish parliament would scupper the whole deal and — for this was the implication — let that army of Arab refugees set sail again across the Aegean for Greece. And where was the 3bn (£2.3bn) Turkey was promised?

What few Europeans asked, however, was whether this travel stuff just might have something more to do with a particular group of Turkish people: the Kurds.

The Europeans, who are engaged in a massive campaign of bribery to stop the hordes of Middle Eastern poor arriving in their lands, fluffed on about Erdogan's desire to keep his vicious anti-terrorism laws.

Angela Merkel, who drew up this awful deal to avoid a repeat of her finest hour last year, tut-tutted away in the background. But in the Arab world — from which so many of the teeming masses are coming — the great and the good have taken a rather more cynical view.

Folk from several foreign ministries in the Middle East (the Syrians excluded, since they would have their own reasons for saying this) suspect that Sultan Erdogan is keener to clear up a little local problem, especially in the south-east of his country, by encouraging his 16 million Kurdish citizens to avail themselves of that precious visa-free EU travel.

"Do you think Erdogan expects his people to flock to Europe because they want to go on a shopping spree to Paris?" an Arab diplomat based in Beirut asked, in an unpleasant and ungenerous spirit.

Of course, the Sultan wishes to join the EU, wants the initial €3bn payment, and intends to keep his growing dictatorial powers intact. And Turkish *gastarbeiter* have been in Europe for decades.

But Schengen Europe's growing Kurdish diaspora — it's probably well over 1.5 million people — would be vastly increased if the crushed and war-suffering masses of Diyarbakir could find their way to Germany, Denmark and Sweden.

To touch a live wire for a moment: the Ottoman Empire destroyed most of its Christian population in the 1915 Armenian genocide of a million and a half souls, and its Ataturk successors butchered more than 50,000 Kurds and Alevis between 1937 and 1938. Amid another war in Turkish Kurdistan, caused by our modern Sultan's refusal to adhere to a ceasefire, there's added incentive for another non-Turkic exodus. Welcome to the EU.

Yes, this is meant to be just "visa-free travel", but we all know what that means. And we would tolerate the arrival of even hundreds of thousands of Kurds in order to avoid another million gaunt faces at the border wire.

Bingo. The Sultan reduces his Kurdish "problem" with EU generosity, and further 'Turkifies' his nation; and we still keep the hordes at bay.

History, of course, plays strange tricks amid the embers that still smoulder from the old Ottoman Empire. Time was (about five years ago) when the bling-literati told us all that democratic Recep Tayyip Erdogan was a role model for a future Arab leadership.

The man who had turned his back on Ataturk, the previous role model for the poor old Arab world, may have been a bit of a Muslim Brotherhood fellow, but he believed in free elections, free press, market economy and massive anti-terror campaigns — the latter being an immediate winner in Washington, London and Paris — and other 'soft targets',



provided it was smothered in a veneer of concern for human rights.

But now the Sultan, in his 1,000-room palace with his preposterous golden chairs of state (just look at how Merkel leaned forward uncomfortably on hers when she was conducting 'Operation Bribery'), looks less of an Ottoman than Ataturk, the man he was supposed to despise.

He's still going through the motions, reintroducing the Ottoman language — in Arabic script, though presumably many Ottoman archives on the Armenian genocide will remain closed — and encouraging ladies to wear the veil. But the Sultan is now beginning to act more like the Father of His People.

It's instructive to remember that one nation in Europe had tremendous admiration for Ataturk and his new land: Nazi Germany. The Turkish Fuhrer was lauded in the Nazi press for obvious reasons. He had restored his nation after defeat by France and Germany in the First World War; he ruled a country freed (by the Ottomans) of a hated minority group; he ran a largely one-party system, ruthlessly suppressing opposition, and marginalised religion.

Does that remind you of anyone? The ex-corporal chappie, perhaps? The one with the moustache?

The most brilliant academic work on these distressing parallels is the scholar Stefan Ihrig (he would not agree with my conclusions), who has scrupulously unearthed heaps of Nazi German newspaper clippings in which Ataturk's Turkey was virtually deified, its leader obviously carrying out "the will of the nation". A purified Turkey mirrored back to Germany what the Nazis wanted their own creation to become: a Teutonic, purified Germany.

No wonder Hitler asked his generals before they set out on their genocidal campaign into 1939 Poland: "Who, after all, is today speaking of the destruction of the Armenians?" In reality, Ataturk was uninvolved in the Armenian genocide and loathed the Ottomans. But I've watched the newsreel film of Ataturk's funeral and you can clearly see the Nazi German military and civilian dignitaries clustered around the front of the horse-drawn cortege.

Volkischer Beobachter, the party newspaper, dripped obituaries of the great man.

But who is Erdogan today, the man who restarted the Kurdish war and now wants his visa-free travel to Europe so quickly? Is he the Sultan in his palace, master of a great if imaginary empire? Or, as one Turkish journalist bravely put it, "Ataturk's kid"? I'm not going to say a bit of both.

I think Erdogan's trying to combine the two. Father of the Nation and Cleanser of the Land, Father Figure of a purified Turkey and a Middle East Emperor whose voice, from the palace on the Sublime Porte, will thunder through the halls of Gulf potentates.

And where is that EU visa-free travel by the way? Come along now, cough it up, Angela. You may get a lot of Kurds in Berlin, but when you sign up for a Bribery Treaty you can't complain about the uses to which the other side puts the deal. That's called "interference in the internal affairs of a sovereign state". ■

Syria: Kurdish-led forces advance in Raqqa offensive

ISIL reportedly prevents civilians from fleeing Raqqa city as SDF forces make gains in countryside.

26 May 2016 — aljazeera.com

A Kurdish-led coalition of armed groups has made advances in northern Syria as it continues a campaign to evict the Islamic State of Iraq and the Levant (ISIL, or ISIS) armed group from its stronghold in the city of Raqqa.

The Syrian Democratic Forces (SDF), took control of the Namrodia and Matmashraja villages near Ain Issa, some 55km north of Raqqa, Syrian state news agency SANA reported on Wednesday.

US-led forces also carried out air strikes targeting ISIL positions in the countryside of Raqqa, according to activist groups.

The SDF, a US-backed coalition of Kurdish and Arab fighters headed by the Kurdish People's Protection Units (YPG), mobilised thousands of fighters and launched a military offensive in Raqqa on Tuesday.

ISIL has imposed strict rule in Raqqa - home to more than 220,000 people before the Syrian conflict - and committed atrocities against the civilian population since its takeover of the city more than two years ago.

As clashes intensified between SDF forces and ISIL fighters in Raqqa's northern countryside, the activist group Raqqa Is Being Slaughtered Silently



Kurdish-led SDF forces have reportedly spurred some Syrian Arabs to back ISIL as fighting goes on [Rodi Said/Reuters]

reported on Twitter that ISIL prevented civilians from fleeing the city.

Earlier in the day, the same group said ISIL allowed civilians to flee to Deir Az Zor, another area with territory under the armed group's control.

The UK-based Syrian Observatory for Human Rights said SDF forces made advances in al-Haisha village as US-led coalition forces carried out several air strikes on ISIL positions.

Raqqa Is Being Slaughtered Silently also said that more than 100 people have joined ISIL since the offensive started on Tuesday, noting that local civilians harbour a deep-seated distrust of Kurdish armed groups.

On Tuesday, Russian Foreign Minister Sergey Lavrov announced that Russia - a staunch ally of Syrian President Bashar al-Assad - was prepared to coordinate with US-led coalition forces to evict ISIL from Raqqa.

"Raqqa is one of the aims of the anti-terrorist coalition, just like Iraq's Mosul," Lavrov said. "We are confident that these cities could have been liberated more effectively and faster if our military officials would have started coordinating their actions much earlier." ♦

Mail Online

May 30, 2016

Turkey offers US joint Syria operation - without the Kurds

Ankara livid over US cooperation with YPG; offers to help open second front to close ISIS smuggling route, but only without Kurds.

By Afp, 30 May 2016

Turkey is offering to "join forces" with Washington for a special operation inside Syria on condition it doesn't include a Syrian Kurdish militia blacklisted by Ankara but seen as an ally by the US, the foreign minister said.

Washington's support of Kurdish fighters in Syria in the fight against Islamic State (ISIS) jihadists has angered Ankara, especially after AFP pictures last week revealed US commandos wearing patches of the Kurdish People's Protection Units (YPG) outlawed by Turkey.

"If we join forces, they (the US) have their own special forces and we have our special forces," Foreign Minister Mevlut Cavusoglu told a small group of journalists.

"The subject we are discussing with the Americans is the closure of the Manbij pocket as soon as possible... and the opening of a second front," he said, referring to a backdoor border route favored by ISIL for smuggling jihadists into and out of Syria.

"We say okay, a second front should be opened but not with the PYD," he said, referring to the



Armed men in uniform identified by Syrian Democratic forces as US special operations forces ride in the back of a pickup truck in the northern Syrian province of Raqa on May 25, 2016 ©Delil Souleiman (AFP/File)

Democratic Union Party (PYD), the YPG's political wing.

Cavusoglu said Syrian Arab opposition forces opposing the regime of President Bashar al-Assad could be backed up with special forces from



Turkish Foreign Minister Mevlut Cavusoglu

Turkey and NATO ally Washington as well as from France, Britain and Germany.

Such a "second front" could "easily" head to the Islamic State's self-declared capital in Raqa to the south.

"Unfortunately, both Russia and the United States see a terrorist organization as a partner and support it," he said of the YPG.

The minister also said that recent deal with Washington, which would have seen American light multiple rocket launchers deployed along its border with Syria to combat Islamic State, had been delayed.

Under the deal, the High Mobility Artillery Rocket System (HIMARS) was to have been deployed along the Turkish border by the end of May, but Cavusoglu said it would now only happen in August.

"The United States is unfortunately not keeping its promise," he charged. "We are completely ready. Not us, but the US is responsible for the delay." ●



Des commandos américains, mercredi, dans la province de Raqqa. À droite, un tir de roquette de l'armée irakienne, jeudi, près de Faloudja.

Les djihadistes de Daech confrontés à un double assaut sur Raqqa et Faloudja

En Syrie, la coalition intensifie ses frappes, tandis que le bastion de l'État islamique, près de Bagdad, est assiégé.

GEORGES MALBRUNOT [@Malbrunot](#)

MOYEN-ORIENT En Irak, les forces gouvernementales avancent à partir de trois ponts menant à Faloudja, la première ville passée aux mains de Daech en janvier 2014, à 60 km à l'ouest de Bagdad. Les unités irakiennes rencontrent « une résistance dans les banlieues et des affrontements ont lieu », selon le chef du commandement des opérations de Bagdad, le général Abdelwahab al-Saadi.

Pour ralentir leur progression, les djihadistes ont recours « aux voitures piégées, aux attaques suicides et aux tireurs embusqués », a expliqué l'officier irakien. Mais pour le chef d'une puissante milice chiïte, Hadi al-Ameri, l'encercllement de Faloudja est presque terminé. L'assaut commencera dans les prochains jours.

Depuis dimanche, premier jour de l'offensive contre Faloudja, seules 800 personnes avaient pu fuir la ville, où 50 000 habitants vivent dans des conditions « dramatiques », selon l'ONU. Vendredi, alors que les raids de la coalition s'intensifiaient, des centaines d'Irakiens ont enfin pu s'échapper.

La reprise de Faloudja, où sont rassemblées des centaines de djihadistes, sera difficile. La présence médiatisée dans la salle des opérations irakienne de l'Iranien Qassem Soleimani, patron de la Force al-Qods, complique la reconquête. Même si les milices chiïtes irakiennes devraient rester cantonnées aux abords de Faloudja, ce bastion de la résistance anti-américaine après la chute de Saddam Hussein en 2003. « L'Iran et les États-Unis sont en train de tuer Faloudja », proteste depuis Bagdad un sunnite, farouchement anti-iranien, comme tant de ses coreligionnaires irakiens.

Dans le fief syrien de Daech, à Raqqa, la population a reçu des tracts largués depuis les avions de la coalition lui demandant de quitter la ville. Mais les djihadistes s'y opposent en menaçant de mort toute personne qui fuirait Raqqa. En l'espace de trois jours, la coalition conduite par les États-Unis a mené 150 frappes contre Daech dans la province éponyme. Ces bombardements appuient l'offensive lancée mardi par les Forces démocratiques syriennes pour se rapprocher de la « capitale » syrienne de Daech. Cette alliance arabo-kurde est également soutenue au sol par des forces spéciales américaines. Des commandos, parfois en tenue de combat kurde, ont été repérés mercredi dans le village de Fasta, repris aux djihadistes dans le nord de la province de Raqqa. Ce qui a suscité la colère de la Turquie, qui dénonce « l'hypocrisie » de Washington. Sourds à ces critiques, les responsables américains cherchent à convaincre d'autres rebelles arabes de se joindre à cette offensive, vouée à l'échec si elle reste confinée à quelques milliers de combattants, dont de nombreux Kurdes. Mais les insurgés arabes anti-Assad sont peu enclins à répondre favorablement à ces appels. La récente visite dans les zones kurdes du nord de la Syrie du général Joseph Votel, le chef d'état-major américain du Centcom, a été mal accueillie par les composantes arabes de la rébellion anti-Assad. Comme à Mossoul où à Faloudja en Irak - où les miliciens chiïtes ne sont pas les bienvenus -, les combattants kurdes syriens ne peuvent avancer dans des zones arabes du pays.

Même si Daech progresse au nord d'Alep, les responsables semblent préparer leurs troupes à subir des défaites à Raqqa et Faloudja. « Américains, vous considérez que c'est une défaite lorsque

« Serons-nous vaincus, et vous victorieux, si vous prenez Mossoul, Raqqa ou Syrte ? Bien sûr que non. La défaite, c'est de perdre le goût du combat »

LE PORTE-PAROLE DE DAECH

nous perdons du territoire, a récemment lancé le porte-parole de Daech dans un message audio. Serons-nous vaincus, et vous victorieux, si vous prenez Mossoul, Raqqa ou Syrte (en Libye, NDLR) ? Bien sûr que non. La défaite, c'est de perdre le goût du combat », prévient Abou Mohammed al-Adnani. La multiplication des attentats suicides revendiqués par Daech constitue un sanglant rappel de la capacité de nuisance de l'organisation. Pour de nombreux experts, ses cadres irakiens reprendront tôt ou tard le chemin de la clandestinité.

Vendredi, le chef des combattants de l'EI à Faloudja a été tué par une frappe aérienne. « Nous avons tué plus de 70 combattants ennemis, y compris Maher al-Bilawi », a déclaré le colonel américain Steve Warren. « Cela ne va bien entendu pas pousser complètement l'ennemi à abandonner le combat, mais c'est un coup », a-t-il ajouté. ■

À Sinjar, une milice démunie rêve de changer le destin des yazidis

ÉMILIE Malfatto

ENVOYÉE SPÉCIALE À SINJAR (NORD-OUEST DE L'IRAK)

ILS DÉFILENT au pas. Gauche, droite, gauche ! Faisant voler des nuages de poussière dans la lumière dorée de l'aube. Et sous le regard flegmatique d'un groupe de moutons, immobiles de l'autre côté des grillages qui entourent le tout nouveau camp des Unités de protection du Ezidkhan - la « terre des yazidis ». En toile de fond, le mont Sinjar, devenu tristement célèbre après l'offensive de Daech sur cette région du nord-ouest de l'Irak, où des milliers de yazidis ont trouvé la mort en août 2014.

Il est à peine 6 heures du matin. Les volontaires des Unités de protection du Ezidkhan (HPE, pour le sigle en kurde) en sont aux échauffements, par groupes de vingt environ. Quelques pompes, une traversée du camp au pas de l'oeil, garde-à-vous, et on recommence.

Il y a quelque chose de poignant, presque de pathétique chez ces hommes réunis sous le soleil déjà chaud. Beaucoup sont en civil, vieilles baskets aux pieds et tee-shirt élimé, les âges sont disparates, le tout un peu brouillon. Un vieux barbu à l'allure de berger défile à côté d'un jeune homme arborant un maillot de foot floqué au nom de « Pogba ».

Mais ils sont là, et ils en veulent. Certains, ici, ont été enlevés par Daech avant de réussir à s'enfuir. Beaucoup ont perdu des frères, des cousins, ont vu leurs mères, leurs femmes ou leurs sœurs enlevées par les djihadistes de l'État islamique. Alors, ils ne renonceraient pas - après tout, ce n'est pas l'uniforme qui fait le soldat. Et, ils en sont convaincus, les yazidis ne peuvent compter que sur eux-mêmes. L'été 2014 l'a prouvé.

En juin et juillet 2014, après la chute de Mossoul, Tall Afar et Baaj, dangereusement proches du Sinjar, des yazidis tentent de former des groupes d'autodéfense pour contrer la menace djihadiste. Mais le PDK - Parti démocratique du Kurdistan, au pouvoir à Erbil - n'entend pas tolérer une force potentiellement concurrente à Sinjar, qu'il considère comme son territoire, a fortiori après la fuite de l'armée irakienne quelques semaines plus tôt. Les responsables locaux du parti refusent donc la création de groupes armés yazidis - et le leader de la 17^e branche du PDK, Serbest Bapiri, déclare dans une interview au média Waar que la situation à Sinjar est « stable » et que « les pechmergas sont là pour protéger tous les habitants ». Interview publiée le 2 août 2014.

Le lendemain, Daech lance son offensive. Et les pechmergas se replient.

« Je suis instructeur pour les armes, mais je ne possède même pas ma propre kalach ! »

UN MILICIE YAZIDI

La suite est connue, personne ici ne peut l'oublier. « Le PDK nous a trahis », lâchent, quasi systématiquement, les habitants de la région.

« Sinjar doit être défendu par les yazidis ». Haydar Shasho s'exprime calmement mais fermement. L'instigateur et leader des HPE est assis dans une immense tente rayée rouge et jaune. Uniforme sable, petite moustache et faux air d'Omar Sharif, Haydar Shasho est une légende ici. Yazidi originaire du nord du mont Sinjar, il est revenu d'Allemagne - dont il est citoyen et où il vivait avec sa famille - à l'été 2014. Rapidement, il prend la tête des HBS, Unités de protection de Sinjar, groupes d'autodéfense yazidis formés après l'offensive de Daech et appuyées par le PKK - le Parti des travailleurs du Kurdistan, également présent à Sinjar - à la grande fureur du PDK. M. Shasho, manager dans une entreprise près de Hanovre, devient « Kak Haydar », chef militaire et paladin des temps modernes.

Il arbore un drapeau kurde au biceps droit - « ce n'est pas un drapeau politique, seulement celui de mon pays : je me sens kurde ». Mais, à l'emplacement du cœur, il a fixé un drapeau yazidi : un soleil, du blanc pour la pureté et la liberté, du rouge pour le sang et les génocides - les yazidis affirment avoir subi 73 tentatives d'extermination au cours de leur histoire. Les yazidis l'évoquent avec respect et affection. Les autorités d'Erbil, elles, le considèrent comme un perturbateur encombrant, potentiellement dangereux, et l'ont arrêté en avril 2015 pour avoir voulu créer une milice « illégitime », les HBS ayant un temps cherché à se rapprocher des puissantes milices chiites alliées de Bagdad afin d'obtenir des armes. La détention de Haydar Shasho n'a duré qu'une semaine mais a mis en évidence les profondes divisions existant au sein de la lutte contre Daech. Malgré l'ennemi commun, chacun cherche à préserver ses intérêts et personne ne fait réellement confiance à personne.

Les HBS sont depuis devenus les HPE - changer l'étiquette pour montrer que le groupe est différent, prendre ses distances par rapport au PKK et ainsi minimiser la fureur du PDK ? « Nous ne sommes liés à aucun parti », répète M. Shasho, précisant en revanche que les HPE ambitionnent de devenir, à ter-

me, une force politique propre.

Pour le moment, ils cherchent surtout à rejoindre une autorité « officielle » : le ministère de la Défense irakien ou le ministère des Pechmergas d'Erbil. Une stratégie de survie, mais les négociations semblent enlisées.

Sinjar est un creuset de groupes politiques et formations militaires disparates et souvent antagonistes. Cette montagne pelée posée à la frontière Irak-Syrie semble cristalliser les ambitions politiques et les volontés de domination, y compris symbolique, de chacun. PDK, PUK, PKK, YPJ, IJA STAR, HPE... Les drapeaux, les check-points se succèdent, si bien qu'il est parfois ardu de comprendre qui contrôle quoi. Qui joue avec qui, contre qui. A l'entrée est de la ville de Sinjar, un check-point du PKK est installé à - littéralement - cinq mètres d'un poste de contrôle du PDK. Sur le terrain, les deux groupes, qui n'ont officiellement que des inimitiés ou presque, semblent s'ignorer.

Et plus haut, dans les sphères du pouvoir, personne ne veut lâcher la main sur Sinjar. Pour Erbil, il s'agit d'affermir son autorité, de décourager toute volonté indépendantiste au sein d'un Kurdistan qui réclame lui-même son indépendance. Il s'agit aussi, en filigrane, de rester symboliquement présent sur ce territoire abandonné en 2014. Un déshonneur difficile à effacer pour le parti de Massoud Barzani, qu'il a tenté de racheter lors de la libération de la ville de Sinjar en novembre. Sur place, personne n'oublie.

Mais attention à ne pas froisser Erbil : « en cas de franche discorde, les Kurdes pourraient couper la route reliant Sinjar au Kurdistan », prévient Daoud Indee, bras droit de M. Shasho. « Or tout doit transiter par cette route », l'unique alternative, la route de Mossoul, étant inenvisageable.

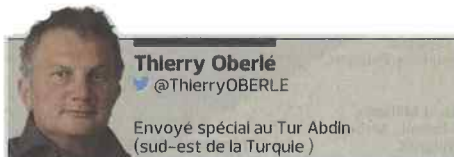
Pour le moment, les HPE s'entraînent sans savoir ce que l'avenir leur réserve. Le camp de fortune qui a ouvert le 6 avril au nord du mont Sinjar compte déjà plus de 6000 inscrits, dont de nombreuses femmes. Des centaines de combattants ont déjà suivi la « formation » de deux semaines. Problème : l'entraînement se réduit à... pas grand-chose, en l'absence d'armes, de munitions et d'argent. Le camp n'est financé que par la communauté yazidie - en grande partie la diaspora. « Moi je suis instructeur pour les armes », explique un homme maigre. « Mais je ne possède même pas ma propre kalach ! Et hier j'ai galéré pour trouver cinq kalach pour les hommes de garde... » Un simulacre d'armée seulement ? Pourtant les volontaires sont là, les poings serrés, l'expression martiale. Voilà peut-être, pour l'instant, la plus grande et la seule force des HPE : montrer que les yazidis veulent prendre leur destin en main. ■



En Turquie, les derniers syriaques

Victime d'un « génocide oublié » pendant la Première Guerre mondiale, la population chrétienne syriaque tente depuis de retrouver sa place et de résister à l'exode, à l'heure où un nouveau conflit entre le PKK et l'armée turque fait rage.

Le frère Yuyakim, l'unique résident du monastère de Mar-Augin. Situé à proximité de la frontière syrienne, le couvent, fondé au IV^e siècle, a fermé en 1968 avant de rouvrir en 2011. SAIMA ALTUNKAYA



Thierry Oberlé
@ThierryOBERLE

Envoyé spécial au Tur Abdin (sud-est de la Turquie)

L'église est pleine à craquer de femmes endeuillées. Faute de place, les hommes se sont rassemblés dans le jardin envahi par les coquelicots. Les chrétiens syriaques orthodoxes de la région du Tur Abdin (« la montagne des serviteurs de Dieu ») portent en terre la grand-mère de Februbiye Akyol, 27 ans, la maire de Mardin, l'unique chrétienne à diriger une ville en Turquie. Devant la tombe, un aréopage d'ecclésiastiques en soutane noire entonne en araméen un chant aux morts que leurs lointains prédécesseurs entonnaient déjà au IV^e siècle. Une dizaine de prêtres des villages de la contrée ont fait le déplacement, une grande partie de la famille est venue d'Allemagne, les amis et les connaissances des villes voisines ou des hameaux plantés sur les sommets des vallons. Les obsèques sont un événement qui dépasse la personnalité de la petite-fille de la défunte, une jeune femme engagée dans la défense des droits des minorités. Elles sont, comme chaque enterrement, une occasion donnée à la communauté chrétienne de se retrouver et de constater l'évidence du déclin. Ils étaient 1 million à la veille du génocide de 1915, encore 130 000 dans les années 1960, les derniers syriaques du Tur Abdin ne sont plus que 2 500.

Décédée à 81 ans, Myriam repose dans le cimetière d'Ein Wardo, village en surplomb d'un plateau bucolique. Ici chaque maison est une forteresse. L'église principale est un exemple d'architecture militaire. Son unique accès est un passage dans un mur de pierre d'un bon mètre d'épaisseur. On y pénètre en courbant le dos. Après avoir franchi cette enceinte, une deuxième porte ouvre sur une pièce circulaire, puis une troisième sur la nef. Des tours dignes d'un château fort et des terrasses crénelées en font un bunker. Le mur d'entrée est criblé d'impacts de mitraille, stigmates de balles tirées il y a un siècle. En 1915, durant le génocide des Arméniens et des syriaques, les habitants résistèrent à un long siège de l'armée ottomane et de ses sicaires kurdes. Haut lieu de la résistance, Ein Wardo est aujourd'hui un village habité par des Kurdes. Il ne compte plus que trois familles syriaques.



Un charnier récemment découvert

Le génocide de la population dite « syriaque » - ou assyrienne - de l'Empire ottoman peut être qualifié de « génocide oublié ». Il aurait fait de 250 000 à 500 000 morts, soit environ la moitié d'un peuple, dont la présence dans le nord de la Mésopotamie remonte à des milliers d'années. Considérés comme une « cinquième colonne » par le pouvoir ottoman, les Assyriens furent pourchassés, massacrés et déportés, tout comme les Arméniens. Un génocide planifié à Istanbul et appliqué avec zèle par des Kurdes soucieux de s'emparer des terres et des biens de leurs voisins. À la sortie de la Première Guerre mondiale, l'attention internationale se focalisa sur le sort des Arméniens. Et en 1923, le traité de Lausanne garantit des droits tels que la liberté religieuse aux seuls Arméniens, Grecs et Juifs dans le nouvel État turc. La reconnaissance de cet événement historique commence seulement à émerger. Non reconnu par Ankara, mais admis par l'opposition prokurde, le Seyfo (l'« épée » en langue syriaque) hante la mémoire des descendants. Parfois, le passé remonte à la surface, comme dans le monastère en ruine de Mar Aho, où un charnier a été récemment découvert. Les ossements de trois squelettes reposent au fond d'une ancienne citerne à vin creusée dans le sol. « Ce sont les squelettes d'une femme, d'une jeune femme enceinte et d'un garçon. La disparition de ces trois personnes est documentée : elles s'étaient égarées lorsqu'elles ont été capturées et assassinées. Après le génocide, les survivants cherchaient à connaître le sort de leurs pro-

ches, c'est à la nouvelle génération de poursuivre le travail de mémoire », dit Elyo, un archéologue d'origine assyrienne venu de Suède.

Quête identitaire

Au fil du XX^e siècle, nul n'a redonné leur place aux syriaques. L'absence de droits, le manque de travail, puis la guerre entre la guérilla kurde du PKK et l'État central les a poussés à l'exode. Les bourgs chrétiens se sont peu à peu vidés. À majorité chrétienne voici cinquante ans, la ville de Midyat ne compte plus que 500 chrétiens environ. Les habitants ont vendu leurs belles demeures pour une bouchée de pain. Ils ont reconstruit leur vie en Europe. « Nous formons une petite minorité fragile et sans défense. Nous devons nous battre pour ne pas être perçus dans notre propre "Heimat" comme des Indiens d'Amérique, pour ne pas perdre notre âme et disparaître dans l'oubli, dit Yusuf Begtas, qui dirige Ashlay Nisaba, une revue intellectuelle publiée à l'initiative d'un chercheur de l'université de Cambridge. Les Turcs n'acceptent pas la diversité et les Kurdes nous rejettent, même si les mentalités commencent à évoluer. »

Depuis quatre ans, des cours en langue syriaque sont donnés à l'université de Mardin et les panneaux de signalisation de la ville sont rédigés en syriaque. Ces dernières années, le Tur Abdin a vécu une timide renaissance. Des dizaines de familles de la diaspora sont venues s'y installer. La nostalgie des anciens et la quête identitaire des jeunes syriaques ont dynamisé le tourisme, malgré la proximité de la guerre en Syrie et en Irak. Mais la reprise au début de l'été dernier du conflit entre PKK et forces de sécurité turques a brisé l'élan.

En villégiature dans le monastère de Midyat, Moussa, un tailleur de Stuttgart de 71 ans, savoure sa « cure » en pays syriaque. « Quand je ferme les yeux, je vois mon enfance. Je suis chez moi. Je ne sais pas si le premier paradis existe car personne ne l'a vu, mais je sais que le second est ici », plaisante-t-il. Si l'Éden ressemble au Tur Abdin, sa beauté est du genre tourmenté : les villages chrétiens aux maisons de pierre blanche à l'abandon parsèment à 1 000 m d'altitude un paysage de vignes, de pâturages parcourus par des troupeaux de cabris, de terres sableuses et de falaises. Près de la frontière syrienne, le monastère de Mar-Augin, clos en 1968 et rouvert en 2011, se confond avec les escarpements de la montagne. Selon le frère Yuyakim, unique résident du couvent du IV^e siècle, visité en son temps par l'aventurière Gertrude Bell, « il n'y a pas d'endroit plus beau pour un moine ».

En dépit du dépeuplement, la lutte pour la préservation

vation des lieux n'a jamais cessé. Ceint d'un mur de plusieurs kilomètres de long, l'imposant flot de spiritualité chrétienne que constitue le monastère de Mar-Gabriel est l'objet de bien des convoitises. L'État et des particuliers kurdes ont engagé des procès pour grignoter des hectares de propriétés monacales à la faveur d'une réforme du cadastre commencée en 2008. L'administration voulait s'emparer de terrains sous prétexte qu'ils étaient plantés d'arbres, ce qui en ferait des forêts appartenant au domaine public. Et des propriétaires terriens du cru tentent de spolier les religieux. « Nous n'avons aucune reconnaissance de l'État. Mar-Gabriel est le cœur des syriaques. Si nous disparaissions, notre peuple disparaîtra », s'énerve le métropolite Timotheos Samuel Aktas, évêque du Tur Abdin, qui défend sans relâche le patrimoine syriaque. « Le monastère de Mar-Gabriel, dont l'importance symbolique dépasse les frontières du seul Tur Abdin, est coincé d'un côté par le fait du prince – le président Erdogan décidant personnellement de ces questions contre le droit – et de l'autre par l'avidité naturelle de petits agriculteurs et pasteurs kurdes manipulés par des intérêts supérieurs se nourrissant de haine religieuse », commente l'écrivain Sébastien de Courtois (1).

La peur de la guerre

Les différends cadastraux sont aussi nombreux que les villages chrétiens. Dans chaque commune, des voisins kurdes guignent les terres de leurs voisins. « Ils se disent peut-être qu'on est chrétien et qu'on a besoin de souffrir », ironise Mirza Akbulut, le prêtre

« Nous formons une petite minorité fragile et sans défense. Nous devons nous battre pour ne pas être perçus dans notre propre « Heimat » comme des Indiens d'Amérique »

YUSUF BEGTAS, RÉDACTEUR EN CHEF DE LA REVUE SYRIAQUE « ASHLAY NISABA »

de Bsorino. À la crainte d'être dépossédé s'ajoute désormais la peur de la guerre. À Anitli (Hah en syriaque), un village chrétien, un attentat à la voiture piégée contre une caserne a fait trois morts. Les combats entre guérilla kurde et forces armées turques sont proches. Ils viennent de ravager la ville d'Idil. Sillonnées en permanence par les engins blindés des forces spéciales, quadrillées par des policiers en civil, les avenues offrent un spectacle de désolation. Les immeubles sont effondrés, la mairie et le siège du HDP, le parti d'opposition prokurde, détruits. Le PKK provoque des soulèvements dans ses fiefs urbains. Les affrontements transforment des quartiers en champs de désolation. Le temps pour l'armée de reprendre l'avantage du terrain au prix de pertes civiles.

Des familles syriaques d'Idil ont été prises en étau dans les combats qui se sont achevés fin mars après un siège de six semaines. Une Suissesse revenue au pays pour monter une agence de tourisme est repartie en Europe. Une Française qui a grandi à Clichy-sous-Bois, en Seine Saint-Denis, est restée. En temps de paix, elle tient un salon de beauté. Son

mari, entrepreneur de travaux publics, s'est mis au vert. Il avait été arrêté et frappé par des membres des forces de sécurité à l'issue d'une perquisition. Le couple abritait des responsables politiques de l'opposition – un député et les deux maires du parti HDP de la ville – présentés par le régime comme des terroristes.

Dans le nouveau conflit entre le PKK et l'armée, les syriaques font généralement profil bas. Ils ne sont plus, comme lors de la précédente guerre kurdo-turque, un enjeu ou une menace. Ils ne comptent plus. « Les soldats turcs ont été surpris lorsque je leur ai dit que nous étions chrétiens. Ils ne savaient pas que nous existions, constate un villageois habitant près d'une caserne. C'est comme si nous étions devenus invisibles. »

(1) Sébastien de Courtois est l'auteur de *Sur les fleuves de Babylone, nous pleurons* (Stock, 2015) et *Les Derniers Araméens* (La Table Ronde, 2004). ■

Le Monde.fr 28 mai 2016

En Turquie, le président Erdogan veut lutter « jusqu'au bout » contre les « athées » du PKK

lemonde.fr / 28.05.2016

« N'ont-ils pas détruit nos mosquées ? Ces gens-là sont des athées (...). Ils n'agissent pas en fonction de nos valeurs. » Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, s'est engagé, samedi 28 mai, à mener « jusqu'au bout » les opérations militaires contre le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), qualifiant les rebelles kurdes d'« athées » et de « zoroastriens », une minorité religieuse pré-islamique, dans un discours empreint de rhétorique religieuse prononcé à Diyarbakir, grande ville du sud-est en majorité kurde de la Turquie.

« Pourquoi n'oserions-nous pas dire cela, l'expliquer à nos frères kurdes qui sont croyants ? », a poursuivi le président islam-conservateur turc. « Si nos frères kurdes croyants, pieux et vertueux ne prennent pas leur place dans cette lutte

jusqu'à la fin, alors ce sera difficile ».

M. Erdogan a en outre affirmé que les opérations militaires allaient « se poursuivre jusqu'au bout », « Déposer les armes ne suffira pas. Ils devront les enterrer, les couler dans du béton et nous donner les coordonnées (géographiques) (...) Sinon, ils les reprendront demain », a-t-il ajouté.

Le chef de l'Etat turc et son premier ministre, Binali Yildirim, ont effectué samedi un déplacement symbolique à Diyarbakir, cœur du sud-est de la Turquie secoué depuis près d'un an par la reprise des combats entre les forces de sécurité et les rebelles kurdes.

Les opérations lancées par l'armée pour neutraliser les militants du PKK, qui ont dressé des barricades dans plusieurs villes du Sud-Est et proclamé un « soulèvement urbain », ont tué des dizaines de civils et provoqué l'exode de dizaines de milliers d'autres. Des centaines de rebelles ont été tués dans les heurts par les forces de sécurité qui ont essuyé aussi de nom-



Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, à Diyarbakir le 28 mai.

breuses pertes dans leurs rangs.

Le 20 mai, le parlement turc a voté un projet de révision constitutionnelle supprimant l'immunité pour les élus visés par des procédures judiciaires. Un vote qui ouvre la voie à des poursuites contre 138 députés, dont 50 du Parti démocratique des peuples (HDP, prokurde), accusés de collusion avec le PKK. ■

An Iran-led effort to retake Iraqi city from ISIS puts U.S. on edge

BAGHDAD

BY TIM ARANGO

American commandos are on the front lines in Syria in a new push toward the Islamic State's de facto capital in Raqqa, but in Iraq it is an entirely different story: Iran, not the United States, has become the face of an operation to retake the jihadist stronghold of Falluja from the militant group.

On the outskirts of Falluja, tens of thousands of Iraqi soldiers, police officers and Shiite militiamen backed by Iran are preparing for an assault on the Sunni city, raising fears of a sectarian blood bath. Iran has placed advisers, including its top spymaster, Qassim Suleimani, on the ground to assist in the operation.

The battle over Falluja has evolved into yet another example of how United States and Iranian interests seemingly converge and clash at the same time in Iraq. Both want to defeat the Islamic State, also known as ISIS or ISIL. But the United States has long believed that Iran's role, which relies on militias accused of sectarian abuses, can make matters worse by angering Sunnis and making them more sympathetic to the militants.

While the battle against the Islamic State straddles the borders of Iraq and Syria, the United States has approached it as two separate fights. In Syria, where the government of Bashar al-Assad is an enemy, America's ally is the Kurds.

But in Iraq, where the United States backs the central government, and trains and advises the Iraqi Army, it has been limited by the role of Iran, the most powerful foreign power inside the country.

That United States dilemma is on full display in Falluja as the fighting intensifies.

Inside the city, tens of thousands of Sunni civilians are trapped, starving and lacking medicine, according to activists and interviews with residents. Some were shot dead by the Islamic State as they tried to flee, and others died under buildings that collapsed under heavy military and militia artillery bombardment in recent days, according to the United Nations.

The few civilians who have made it to safety have escaped at night, traveling through the irrigation pipes.

In an extraordinary statement on Wednesday, Grand Ayatollah Ali al-Sistani, the world's pre-eminent Shiite religious leader, who lives in Najaf in southern Iraq and is said to be concerned by Iran's growing role in Iraq, urged security forces and militia to restrain them-



ALAA AL-MARJANI/REUTERS

Shiite militia members with Iraqi security forces outside Falluja on Sunday. Tens of thousands of Sunni civilians are trapped in the city, raising fears of a sectarian blood bath.

selves and abide by "the standard behaviors of jihad."

The grim sectarian tableau in Falluja — starving Sunni civilians trapped in a city surrounded by a mostly Shiite force — provides the backdrop to a final assault that Iraqi officials have promised will come soon.

The United States has thousands of military personnel in Iraq and has trained Iraqi security forces for nearly two years, yet is largely on the sidelines in the battle to retake Falluja. It says its air and artillery strikes have killed dozens of Islamic State fighters, including the group's Falluja commander. But it worries that an assault on the city could backfire — inflaming the same sectarian sentiments that have allowed the Islamic State to flourish there.

Already, as the army and militiamen battled last week in outlying areas, taking some villages and the center of the city of Karma, to the northeast, the fight has taken on sectarian overtones.

Militiamen have plastered artillery shells with the name of Sheikh Nimr al-Nimr, a Shiite cleric close to Iran whose execution this year by Saudi Arabia, a Sunni power, deepened the region's sectarian divide, before firing them at Falluja.

A Shiite militia leader, in a widely circulated video, is seen rallying his men with a message of revenge against the people of Falluja, whom many Iraqi Shiites believe to be Islamic State sympathizers rather than innocent civilians. Falluja is also believed to be a staging ground for suicide bombers targeting the capital, Baghdad, about 40 miles to the east. The decision to move on the city was made after several recent attacks in Baghdad killed nearly 200 people.

"Falluja is a terrorism stronghold," said the militia leader, Aws al-Khafaji, the head of the Abu Fadhil al-Abbas mi-

litia. "It's been the stronghold since 2004 until today."

He continued: "There are no patriots, no real religious people in Falluja. It's our chance to clear Iraq by eradicating the cancer of Falluja."

Prime Minister Haider al-Abadi, who has stressed that civilians must be protected in the operation and ordered that humanitarian corridors be opened to allow civilians to leave the city safely, disavowed the militia leader's comments.

To allay fears that the battle for Falluja will heighten sectarian tensions, Iraqi officials, including Mr. Abadi, and militia leaders have said they will adhere to a battle plan that calls for the militias not to participate in the assault on the city.

If the militias do hold back as promised, then the United States is likely step up the tempo of the air campaign, as it did in the battle last year for Ramadi, the capital of Anbar Province. In that fight, Iran's militias stayed on the sidelines.

The American military role in Iraq has been limited mostly to airstrikes and the training of the army. But, as in northern Syria, there are also Special Forces soldiers in Iraq, carrying out raids on Islamic State targets. In northern Iraq, where they work with Kurdish forces, two American Special Forces soldiers have been killed.

Iraq's elite counterterrorism forces are preparing to lead the assault on Falluja; they have long worked closely with the United States and are considered among the few forces loyal to the country and not to a sect. A few thousand Sunni tribal fighters from the area are also involved in the operation.

The United States military estimates that between 500 and 1,000 Islamic State fighters remain in Falluja, and aid agencies have estimated the civilian population left in the city at 50,000 to 100,000. ●

Why Kurdistan Can't Sell Its Oil

Iraq can't agree how to divide the wealth.

Seth J. Frantzman / May 26, 2016
nationalinterest.org

In an interview published in February 2015, Donnie Macdonald, the president of oil giant Chevron's operations in Iraq, had glowing praise for the Kurdistan autonomous region in north of the country. "The Kurdistan region is still relatively under-explored and we believe the region has potential to become a prominent player in the oil industry"—powerful words during unsettling times. By February 2015, Islamic State had already made fourteen attacks in the direction of Kirkuk, one of the major oil-producing areas in northern Iraq. A bit over a year later, the seven-hundred-mile front line between Kirkuk and Sinjar that is defended by Kurdish forces may be stabilized, but the oil issue is growing increasingly complex. With protests undermining the Iraqi central government's stability, and Kurdish aspirations for independence, the right to export oil is at the heart of a political impasse and economic crisis.

Recent media attention on developments in the oil sector in the Kurdistan Regional Government have painted a complex picture. A Wall Street Journal profile claimed that oil companies investments were turning "sour," even though the article showed output growing from two hundred thousand to four hundred thousand barrels a day between 2013 and 2015. The pipeline connecting the Kurdistan Regional Government (KRG) to Turkey's port at Ceyhan was closed in March of this year, cutting off the export of some six hundred thousand barrels a day, according to reports.

When I was in Kurdistan last year, the oil infrastructure was a key bright spot in the country. With hundreds of thousands of men under arms fighting Islamic State, and around 2 million mostly Arab refugees and displaced Kurds and Yazidis who had fled ISIS to the region, the war was the major issue. In the midst of it, oil exploration and infrastructure upgrades in Kirkuk and farther north were continuing. Yet there was a growing financial crisis affecting the local economy and public-sector salaries. A senior source in the Kurdistan Democratic Party (the ruling party in the KRG) pointed out that the problems stem from February 2014, when the central government in Baghdad cut the budget for the KRG. "The international community should acknowledge it is our bravery and determination in the face of ISIS that enabled the liberation of Sinjar," the area

bordering Syria where Yazidis live. "In spite of the monumental challenges and international markets mostly closed to our oil, we are fighting ISIS."

The Kurdish political parties agree on the requirement that the Iraqi central government share oil revenues with the KRG, and on the negative impact that Baghdad's policies are having. According to Article 111 of the Iraqi Constitution of 2005, "oil and gas are owned by all the people of Iraq in all the regions and governorates." The oil revenue is supposed to be distributed in a "fair manner in proportion" to the population of the regions (article 112). Kurdish officials have asserted that any new oil fields that are developed come under the responsibility of the local region. However, companies such as Chevron that signed contracts to develop Kurdistan faced backlash from Baghdad. In 2015, the KRG was negotiating a deal with Baghdad under which the region would provide 550,000 barrels a day, and in return receive the 17 percent of the Iraqi budget that it is entitled to. There are around 5.5 million residents of the KRG; however, the addition of the 2 million refugees and internally displaced people (IDPs) would imply that more than 17 percent should be distributed to the KRG to care for this additional population.

In comments to me earlier this month, KRG spokesperson Safeen Dizayee described a "huge potential" for newfound oil reserves to be developed in the Kurdish region. "This has created the initiative and vision of Prime Minister Nechirvan Barzani to develop this industry and to create the right atmosphere that would enable international oil companies, medium- and large-scale, they are in Kurdistan and are investing heavily in this sector. There have been interruptions due to ISIL and the security issues, but the potential is there, and the vision of KRG's prime minister office and oil and energy policy is on the right track."

Dizayee notes that 97 percent of Iraq's budget comes from oil revenue. The KRG's budget is similarly heavily reliant on oil, to the tune of 95 percent. The war and the disruptions of budget transfers from Baghdad caused Erbil to look elsewhere for financing. "In a normal situation [we would] utilize the oil revenues to contribute to economic diversification and attach importance to agriculture, tourism, light industry and not be entirely dependent on oil," said the spokesman.



Once Baghdad reneged on its agreement to transfer 17 percent of the national budget to the KRG the region was forced to find a way to export oil itself. "The KRG is entitled to sale of oil—this is legal and constitutional, particularly at a time when Baghdad denies our rights from the national budget," says Dizayee. With 1,500 peshmerga (Kurdish armed forces) killed in action, eight thousand wounded and 1.8 million IDPs, the KRG must "find every means to find revenues," he says. "We will continue in that direction, but if Baghdad is ready to reach an agreement with the KRG we are ready to accommodate an agreement."

The problem is compounded by other factors. The ISIS attack towards Kirkuk resulted in the KRG forces coming to the defense of the city but it also cemented firmly Kirkuk province, which had been a disputed area with Baghdad, under the control of the KRG. That includes the vast oil fields. In January 2015 the Kurds and the central government seemed to have come to an agreement whereby three hundred thousand barrels a day from the Kirkuk oil fields would be combined with 250,000 barrels a day from other Kurdish areas, to be sold via Baghdad, in exchange for the 17 percent budget. In February, Iraq's Prime Minister Haider al-Abadi said he would support a new agreement, similar to the 2015 one. Yet the Iraqi government itself was hemorrhaging due to declining oil prices, which reached a low of \$30 a barrel that month. Iraq's 2015 budget had to be slashed from \$151 billion to \$105 billion due to oil price drops. The 2016 draft budget approved in December was \$89 billion which was supposed to include 3.6 million barrels a day of oil export and 550,000 from the KRG region.

Some articles have called the rise of ISIS and declining oil prices a "perfect storm" aimed at an already weakened Iraq. On April 30 protesters, many of them loyal to Shia cleric Muqtada al-Sadr, breached the Green Zone in Baghdad and briefly occupied parliament. This is part of a larger protest against corruption in Baghdad. This chaos does not bode well for the success of a KRG-Baghdad agreement. It illustrates the instability of the central government while cementing the view that Kurdistan, which has a stable government, must manage its own resources. In early May Rudaw, →

⇒ a major Kurdish media outlet, reported that a delegation from the KRG Ministry of Natural Resources had met with Iran's Ministry of Oil to discuss export options via Iran. In the wake of the Iran deal that was signed with the West, that country may offer an alluring pathway to economic cooperation with the KRG. Nevertheless, the main pathway of Kurdish exports remains via Turkey.

With dozens of oil companies doing business in the KRG, many countries have a vested interest in the region's success. In addition, oil executives such as Tony

Hayward continue to be optimistic about developments. The United States recently approved \$415 million in aid related to the upcoming Mosul offensive, which should help offset budget shortfalls for the peshmerga. U.S. sources told Rudaw that aid could top \$900 million for the year, and voices in Congress continue to support direct military assistance to the KRG, bypassing Baghdad. Deputy Prime Minister Qubad Talabani reiterated the need for more assistance at the Woodrow Wilson Center in Washington in mid-April. He claimed the KRG has a \$100 million monthly shortfall in spending. Dizayee is adamant that the United States

and United Kingdom can play a positive role in encouraging Baghdad to come to a real agreement. The central issue, in the end, is the need to support the Kurdish economy as an integral part of the war on ISIS and shoulder the burden for the numerous refugees in Kurdish areas. The KRG's precarious oil lifeline to Turkey is working for now, but the region needs more financial support so that it can function as well internally as it has on the battlefield. ■

Seth J. Frantzman is a Jerusalem-based journalist who holds a PhD from The Hebrew University of Jerusalem.

ASHARQ AL-AWSAT MAY 31, 2016

Turkey counts cost of conflict as Kurdish militant battle rages on



ISTANBUL | By Daren Butler
May 31, 2016 REUTERS

Kurds return to Yuksekova to find homes devastated by raging civil war

Turkey's conflict with Kurdish militants, said to have killed more than 5,000 people since July, has also destroyed at least 6,000 buildings that will cost approaching 1 billion lira (\$340 million) to rebuild, according to a government estimate.

Large swathes of towns in the mainly Kurdish southeast have been devastated by daily shelling, blasts and gunfire in battles that are still raging, even as President Tayyip Erdogan says the Kurdistan Workers Party (PKK) is in its "death throes".

Turkish warplanes struck overnight at PKK gun positions and shelters in Semdinli by the border with Iraq and Iran, the army said. The fighting, at its most intense in two decades, resumed after a two-year-old ceasefire collapsed last July.

A day earlier, roadside bombs killed at least six people in two attacks on security forces in the southeast. Air strikes in northern Iraq's Metina area have killed 14 PKK fighters since last Wednesday, the army said.

As fighting continued, the government of new Prime Minister Binali Yildirim said 6,320 buildings, or 11,000 dwellings, had been destroyed in five areas alone: Sur in Diyarbakir, Silopi, Cizre and Idil in Sirnak province and Yuksekova in Hakkari.

"We now face a process of planning reconstruction and repairing damaged houses," Deputy Prime Minister Numan Kurtulmus said after a cabinet meeting on Monday, estimating the cost of rebuilding in the areas at \$55 million lira (\$290 million).

Lawmaker Dengir Mir Mehmet Firat of the pro-Kurdish HDP was dismissive of the reconstruction plans in ancient places like Sur and Cizre, where the "historic fabric had been wiped away".

"They are deluding themselves and trying to cover up their crimes,"

he told Reuters. "If they think they can win over the local people like this they are wrong. The destruction of these towns has caused an emotional rupture."

MOSQUES AND CHURCHES DAMAGED

Some 338 civilians, including 78 children, have died in the conflict since last summer, and curfews violated the rights of 1.6 million people, Turkey's Human Rights Foundation said. Ankara says 355,000 people have migrated to other parts of Turkey.

"These are the last death throes of the separatist terror group," Erdogan told a crowd waving Turkish flags and chanting "damn the PKK" in the Aegean coastal city of Izmir overnight.

Military sources say 5,000 PKK militants have been killed since the conflict resumed, around half in southeast Turkey and half in northern Iraq, where the PKK has bases. They put the death toll for Turkish security forces at around 500.

The PKK, designated a terrorist group by Turkey and its Western allies, launched its insurgency in 1984 and more than 40,000 people have been killed in the conflict.

Alongside destruction of housing, nine mosques and two churches in Sur alone have suffered damage, a local official told journalists taken under escort to the area on Tuesday.

The 500-year-old Kursunlu mosque's facade is pockmarked by gunfire, its interior burned out and sandbags in its windows testament to fighting there, a Reuters witness said.

The Roman-era basalt walls which surround Sur district were listed as a UNESCO World Heritage site in July 2015. Weeks later, the armed conflict was reignited. ■



May 31, 2016

Kurdish minister kicks off reform plan; \$5b needed for unfinished projects

By Rudaw / 31 May 2016

ERBIL, Kurdistan Region - The Kurdistan government's minister of planning kicked off a three-year reform plan on Monday to reboot the economy and overcome a severe financial crisis that has gripped the region for more than two years.

Planning Minister Ali Sindi said that austerity measures announced earlier this year such as cutting public spending and civil servant salaries will remain in place while the new "three-year strategic plan" will work to boost the private sector.

Sindi said that restarting work on close to 4,000 unfinished projects will be a good way to revitalize the economy and the private sector.

"The Kurdistan Region spent a lot of money on infrastructure building such as roads, schools, hospitals which at the same time was the driving force behind our economy,"

he said at a conference attended by the Kurdish president, prime minister and local and foreign economic experts.

"Now 4,000 projects have stopped and to finish them we need \$5 billion," Sindi continued. "Restarting and finishing these projects will revitalize the economy, boost the private sector and create opportunities for many people, including the refugees."

The reform plan, according to the minister, relies on 45 researches and in partnership with the World Bank Group in a joint program titled "Reforming the economy for shared prosperity and protecting the vulnerable."

"The implementation of this plan needs international support and local will," he said. "We invite the international community to help us."

The Kurdish minister blamed budget cuts from Baghdad, decli-



Planning Minister Ali Sindi presents three-year reform plan.

ning oil prices and a costly war with ISIS as reasons for the region's financial crisis.

He called on the international community meanwhile to ensure Erbil gets its share of international loans granted to Iraq as "the Kurdistan Region is not an independent state and cannot borrow money."

"The KRG must benefit from Iraq's foreign loans and the interna-

tional community must get serious about this," he said.

European Union foreign ministers in Brussels and G7 leaders in Japan last week pledged 3.6 billion in loans to Iraq, stating that the Kurdistan Region must benefit from these loans. ■



May 30, 2016

4 Killed in Bomb Attack Targeting Police in Southeast Turkey

By Dominique Soguel and Suzan Fraser, Associated press May 30, 2016

ISTANBUL — Kurdish rebels on Monday detonated a bomb in southeast Turkey as a police armored vehicle was passing by, killing at least four people, the state-run news agency reported.

The attack on a street in the mainly-Kurdish town of Silopi also injured 19 other people, five of them police officers, the Anadolu Agency said. Some of the injured were in serious condition.

Anadolu said the attack was carried out with an improvised explosive device hidden inside a manhole. The police vehicle was patrolling the streets a month after Turkey's security forces ended military operations in Silopi to flush out Kurdish militants linked to the outlawed Kurdistan Workers' Party, or PKK, and partially lifted a curfew imposed on the town.

The PKK has frequently targeted police and military personnel vehicles with bombs since a cease-fire between the rebels and the government collapsed last summer. Silopi and several other towns and districts in southeastern Turkey were placed under curfew as Turkey's security forces fought Kurdish militants there.

An estimated 500 Turkish security personnel have been killed in attacks or in conflict with the Kurdish rebels, according to the military, which claims to have killed 4,900 PKK militants in operations in Turkey and northern Iraq, where the group has a major bastion.

Limited access to conflict areas in the southeast has made it difficult to verify casualty figures.

Earlier on Monday, authorities partially lifted curfews in two more Kurdish areas where the operations caused extensive damage to housing. The Turkish government has promised to



reconstruct all areas destroyed in the fighting.

Deputy Prime Minister Numan Kurtulmus said that 6,320 buildings have been damaged amid the fighting in five southeastern towns, affecting about 11,000 apartments. He put the estimated cost of demolishing and rebuilding the affected structures— in the districts of Sur, Silopi, Cizre, Idil and Yuksekova— at approximately 855 million Turkish lira (\$289 million).

The curfew was relaxed at 5 a.m. Monday in the Yuksekova district and a village in Hakkari province. A nighttime curfew, however, will remain from 8 p.m. to 5 a.m., according to local officials. The curfew will be loosened further during Ramadan, the Muslim month of fasting, which this year begins in June.

Human rights groups have repeatedly raised concerns over dozens of civilian casualties caused by the military operations. ●



Des peshmergas kurdes visitent le barrage de Mossoul, en Irak. (Emilien Urbano/Myop)

La dernière plaie d'Irak

Le barrage de la terreur

Bâti au nord-ouest de Mossoul sur une roche soluble, fragilisé par la guerre contre Daech, l'immense édifice posé en travers du Tigre menace de rompre. Le "pays des deux fleuves" va-t-il être submergé par une vague géante ?

➔ DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
CHRISTOPHE BOLTANSKI
☑ **EMILIEN URBANO/MYOP**

L'homme gare sa voiture au début de la route qui suit le couronnement du barrage de Mossoul. Il ne peut pas aller plus loin. Une barrière métallique interdit l'accès à cette ligne de crête rectiligne qui court sur plus de 3 kilomètres, sa chaussée inégale et lépreuse risquant par endroits de s'affaisser. Autour de lui, tout est cassé et décati. Il dépasse un ponton à la cabine explosée, tourne le dos à un poste de contrôle aux murs parsemés d'impacts de balles et lance un regard inquiet au-dessus du parapet toujours frappé de l'étoile à huit branches, emblème du Baas, le défunt parti unique. Il contemple 30 mètres plus bas le lac endormi et les débris qui viennent buter



contre la digue malgré les flotteurs disposés en amont. « Il n'y a plus d'eau, soupire-t-il. Avant, il y en avait beaucoup plus. »

Habitant d'un village voisin, Moussa sert dans les rangs des peshmergas, ces soldats kurdes prêts à « affronter la mort » qui guerroient à 20 kilomètres plus au sud contre

les djihadistes de l'Etat islamique. Mais c'est un autre péril, tout aussi terrifiant, qui l'amène. La retenue de Mossoul étendue à ses pieds paraît infinie, comme une mer étale qui s'étirerait entre deux chaînes de montagnes arides. Seule la marque plus sombre laissée par les crues anciennes sur les contreforts du barrage et la végétation recouvrant les rives désormais à sec permettent de mesurer l'ampleur du reflux. « Ils maintiennent le niveau très bas car ils disent que si la pression est trop forte, tout va s'écrouler », explique-t-il.

« Ils », c'est le ministère des Ressources hydrauliques, le pouvoir central et tous les experts mobilisés contre cette nouvelle plaie d'Irak. L'immense pyramide de béton et de terre posée en travers du Tigre pourrait être emportée par les flots. La rupture du barrage, le quatrième plus grand du Proche-Orient, libérerait près de 8 milliards de mètres cubes d'eau et déclencherait ➔



Les peshmergas ont repris ce lieu stratégique aux djihadistes en août 2014.

➤→ un tsunami géant. La vague engloutirait Mossoul, la deuxième ville du pays toute proche, et inonderait quarante-huit heures après une bonne partie de Bagdad, provoquant, selon des estimations, la mort de 500 000 personnes et l'exode d'un million d'autres. « *Mon village est en amont. Ma famille au moins ne risque rien* », se félicite le peshmerga.

Les premiers à avoir donné l'alerte sont les Américains. Déjà, dans un rapport publié en 2007, les ingénieurs de l'US Army avaient qualifié cet édifice de « *barrage le plus dangereux du monde* ». Les mêmes ont lancé un nouvel avertissement, en février dernier : « *Tous les éléments récoltés au cours des douze derniers mois indiquent que les risques sont bien plus importants que ce qui avait été imaginé.* » Un mois plus tard, Samantha Powers, ambassadrice des Etats-Unis à l'ONU, qualifiait de « *glacants* » leurs conclusions et appelait à une mobilisation internationale pour éviter une « *catastrophe humanitaire de proportions gigantesques* ».

Depuis 2004, ce colosse aux pieds d'argile est défendu par des peshmergas. Il fait partie des zones que se disputent – âprement – le gouvernement régional kurde et Bagdad. Pour y parvenir, il faut franchir de multiples points de passage perdus au milieu des blés jaunes et construits à l'identique. Portique en arc, guérite aux couleurs du Kurdistan, blocs de béton disposés en chicane. A la hauteur du lac, un soldat, sous l'inévitable portrait de son président, Massoud Barzani, jette un œil inquisiteur à l'intérieur de la voiture et, sur un ordre crachoté par talkie-walkie, exige de monter

à la place du mort. Une escorte davantage à des fins de surveillance que de protection. La route longe une ligne de front qui essuie régulièrement des tirs de mortier, mais surtout croise des bourgades dont il ne subsiste que des gravats. Interdiction de prendre en photo ces localités arabes reprises par les peshmergas à Daech en août 2014 et rasées depuis. Des destructions dénoncées par Amnesty International.

Dix photos de « martyrs » ornent le dernier checkpoint. Dix militaires kurdes tombés lors de la reconquête du barrage, le 18 août 2014. Au moment de leur retraite, les djihadistes ont fait sauter un pont en aval, pillé, vandalisé tout ce qu'ils pouvaient, emporté voitures et engins de chantier. « *Ils voulaient occuper ce site stratégique pour pouvoir exercer un chantage*, estime le général Bahjat Taymis. *Si les choses ne tournaient pas comme ils le voulaient, ils avaient la possibilité de le détruire.* » Cet officier kurde affirme avoir repoussé depuis plusieurs attaques. « *Nous manquons de matériel,*

mais nous sommes nombreux et bénéficions de l'appui des avions de la coalition. »

L'homme coiffé d'un béret rouge commande une ville. Une mosquée, une église pourvue d'un clocher en tôle, une école, un terrain de foot, des villas, noyées sous les pins, réservées aux ingénieurs, tout autour des hameaux pour les ouvriers. Au total, 1 000 familles. Un Irak miniature, pluriconfessionnel, multiethnique. Un Irak qui partout ailleurs n'existe plus. Même si l'ennemi n'a été maître des lieux que durant douze jours, il a fallu des semaines pour remettre les installations en marche. Le plus dur a été de convaincre les employés de réintégrer leurs postes. Les Kurdes avaient fui au nord, les Arabes au sud. Quant au directeur du barrage, un certain Abdel Khalek, il n'a jamais réapparu. « *Je l'ai appelé quand il était à Mossoul pour lui demander de revenir*, raconte le général Taymis. *Il ne voulait pas. Il avait peur. De quoi? Je l'ignore. Nous n'avons aucun problème avec lui.* »

Une partie du personnel arabe était restée à l'arrivée des djihadistes. « *Ils ne s'occupaient pas de nous, parce qu'ils n'y connaissaient rien*, se souvient Bassam, un ouvrier à la moustache blanche, en sandales et gilet bleu. *On a continué à travailler.* » Lors de la contre-offensive, il s'est replié sur Mossoul, sa ville d'origine, devenue la capitale de l'Etat islamique. « *Deux semaines plus tard, les peshmergas m'ont téléphoné pour me dire de rappliquer.* » Daech l'a laissé sortir. Par intérêt. Toute l'électricité de Mossoul provient de la centrale hydraulique. Cinq turbines en mauvais état, incapables de fournir plus de 300 mégawatts, soit le tiers de sa puissance d'origine.

**“L'ÉTAT
ISLAMIQUE
VOULAIT
OCCUPER
CE SITE POUR
EXERCER
UN CHANTAGE.”**

Surtout, il y a urgence. Depuis son inauguration en 1986, le barrage nécessite un soin constant. Bassam règne sur trois silos, un malaxeur, une pompe et différents appareils destinés à prévenir un cataclysme de dimension biblique. A longueur de temps, il injecte du ciment, du sable et de l'eau afin de colmater les brèches qui surgissent sous les fondations. « On coule des tonnes de mortier. L'opération peut durer parfois quinze jours », précise Mohammed, un maçon kurde en combinaison vert moutarde. Voilà vingt ans que les deux compères, l'Arabe sunnite et le Kurde, font tandem. Avant d'être mutés en surface, ils opéraient à partir d'un tunnel creusé sous la structure dans les vapeurs d'essence et le bruit fracassant des machines. « C'était très dur. A force, on tombait malades », dit Mohammed.

Un travail de Sisyphe. A peine un trou est-il rebouché qu'un autre apparaît plus loin. L'ouvrage n'a pas été bâti sur des roches stables, mais sur du gypse, de l'anhydrite et d'autres calcaires solubles dans l'eau dès lors qu'ils sont soumis à de fortes pressions. Sans une intervention humaine constante, un canal souterrain pourrait se former. Le barrage se métamorphoserait alors en un pont assis sur un tas de boue.

Contre ce fléau, l'Etat irakien manque cruellement de moyens. Le ciment, produit auparavant sur place, doit être importé de Turquie. Il n'y a pas d'argent pour remplacer le matériel cassé ou volé. Et la main-d'œuvre fait défaut. « On est moitié moins nombreux qu'avant, confie Bassam. Pour remplacer nos gars bloqués à Mossoul, on a dû embaucher nos propres fils. » Lui-même a repris du service alors qu'il devait partir à la retraite. « Tout le monde a peur », reconnaît Mohammed. A fortiori dans son village de Wana, situé en aval. « Les gens ne savent pas quel sera leur avenir, ils ignorent s'ils peuvent encore construire des maisons. »

LA CONSIGNE DE BAGDAD EN CAS DE CATASTROPHE : S'ÉLOIGNER DE 6 KILOMÈTRES DES RIVES DU FLEUVE.

Un vice pourtant repéré dès l'origine. Autrefois, ce monument élevé à la gloire de Saddam Hussein portait son nom, comme tout ce qui comptait en Irak. Symbole de puissance et de modernité, Sadd Saddam, le barrage Saddam, apparaissait sur d'innombrables fresques à l'effigie du dictateur. Il devait permettre de drainer le nord-ouest du pays et d'éclairer la vallée du Tigre jusqu'à Bagdad. Alors consultant auprès du ministère de l'Irrigation, Nadhir al-Ansari était venu superviser les travaux confiés à un consortium italo-allemand. « Nous avions effectué des sondages géologiques. J'avais été choqué par les résultats obtenus. Les constructeurs avaient considérablement minimisé les risques. » Ses mises en garde, à l'époque, n'avaient pas été entendues. Rien ne pouvait s'opposer aux rêves de grandeur du nouveau Nabuchodonosor.

Pour cet ingénieur irakien qui enseigne aujourd'hui la mécanique des sols à l'université de Lulea, dans le nord de la Suède, « le problème est impossible à résoudre, même en injectant en permanence du mortier », et il n'a fait que s'aggraver au cours des dernières années. Il ignore combien de

temps encore l'ouvrage babylonien peut tenir. « Un mois, un an ou plus ? Ce qui est sûr, dit-il, c'est qu'il craquera un jour. » Des images satellitaires prouvent, selon lui, que le barrage s'enfoncé inexorablement. En raison d'un tassement du terrain, l'une des deux vannes qui permettent de réguler le niveau de la retenue est bouchée depuis 2013. Si l'autre ouverture fonctionne seule, le jet accroît l'érosion au fond de la baignoire et donc le danger d'effondrement.

Secoué par une guerre, une crise politique et la chute des cours du pétrole, le gouvernement de Bagdad peut difficilement affronter la perspective d'une catastrophe d'ampleur nationale. A ce jour, la seule consigne qu'il a donnée à ses concitoyens est de s'éloigner des rives du Tigre de « 6 kilomètres ». « C'est enfantin ! s'écrie Nadhir al-Ansari, depuis son université suédoise. On parle de millions de personnes. Par quel moyen s'enfuiraient-elles ? Et comment feront-elles pour survivre sans eau et sans nourriture ? »

La communauté internationale en revanche prend la menace très au sérieux. Une entreprise italienne, le groupe Trevi, doit procéder prochainement à des réparations, aux termes d'un contrat de 273 millions d'euros, financé en partie par la Banque mondiale. Les travaux pourraient débuter en septembre. Pour assurer la protection du chantier, Rome va également dépêcher sur place 450 soldats. Des bersagliers et des forces spéciales. Cette aide suffira-t-elle à sauver le barrage de Mossoul ? Durant leur occupation du pays, les Américains avaient englouti des millions de dollars pour consolider le sous-sol. En vain.

« Il n'y a aucun danger », affirme Mohsen Hassan, le directeur adjoint du barrage. Un mantra répété inlassablement par ses supérieurs irakiens afin de ne pas faire paniquer la population. A entendre ce fonctionnaire, les centaines d'ouvriers et ingénieurs italiens, ainsi que leurs protecteurs armés, ne viendraient que pour « dispenser des stages de formation » à son personnel. Une assistance, à ses yeux, inutile. « On peut continuer à se débrouiller tout seuls pendant vingt ans », fanfaronne-t-il, en signant toutes sortes de papiers apportés dans des chemises dorées par des subalternes silencieux. Les avertissements américains ? De la propagande. « Les barrages les plus dangereux se trouvent tous aux Etats-Unis. » Derrière lui trône une photographie couleur de son château de cartes quand de belles cascades jaillissaient encore de ses murs de béton. Il s'agit d'un calendrier datant de 2014, presque une éternité. □

Une installation qui injecte du mortier dans le sol. En trente ans, des centaines de tonnes ont été coulées en vain.



US, Kurds to clear path toward Raqqa, with or without Turkey

Because of Turkey's objections to Kurdish involvement, operational plans against the Islamic State keep changing.



Fehim Taştekin
May 26, 2016
www.al-monitor.com

More fronts are opening up against the Islamic State (IS) in Iraq and Syria. In Iraq, government forces conducting probes against Mosul, which has been under IS control for two years, are also working to liberate Fallujah, while in Syria a major operation is underway against the IS stronghold of Raqqa.

Syrian Democratic Forces (SDF) led by the Kurdish People's Protection Units (YPG) and its women's brigade, the Women's Protection Units (YPJ), launched an operation north of Raqqa with US air support May 24, immediately after US Central Command (CENTCOM) Commander Gen. Joseph Votel's visit to Kobani, Syria and Ankara. Two Syrian towns on the border with Turkey, Jarablus and al-Rai, are IS' only gates to the outside world and figure highly in the plans, as their loss would be a serious blow to IS. The United States, however, postponed YPG plans to liberate Jarablus because of Turkey's red line against the Kurds, focusing instead on Manbij. But when negotiations with Ankara over Manbij did not proceed in the desired manner, plans shifted to rural Raqqa.

In the Raqqa plan, which Kurdish sources who spoke to Al-Monitor call "the biggest operation of the past two years," coalition planes bombed IS targets south of Ain Issa. As SDF units on the ground conduct a three-pronged advance, about 250 US troops are giving them coordination support behind the front lines.

The objective for the time being is not to enter Raqqa's town center, but to clear the way. Ain Issa is 55 kilometers (34 miles) north of Raqqa.

YPJ Commander Rojda Felat said in a May 24 press briefing, "We are launching this move with the participation of SDF units to free Raqqa. We are supported also by Tahrir ar-Raqqa Brigade and international coalition warplanes. This action also aims to prevent any attacks against our people at Jazeera, Gire Spi and Kobani."

SDF Commander Abu Fayyad said, "Our goal is to save the regional population from the cruelty of IS gangs. With this move we will liberate [the area] north of Raqqa."

Knowing how IS treats women, having a woman announce an operation against the group was an interesting touch.

A source close to the negotiations between the Americans and the Kurds spoke to Al-Monitor on condition of anonymity about the operational planning.

"In the first phase they will go as far as 10 kilometers [6 miles] south of Ain Issa. This is the area from where [IS] launches attacks against Kobani, Tell Abyad and Hasakah. There is no intention to enter Raqqa during this phase. When the operation ends around Ain Issa, a second phase will be initiated toward Manbij and rural al-Bab. The United States will support these operations. But US reservations about operations at Azaz and Jarablus continue. Americans won't get involved at Azaz and Jarablus fronts because they promised Turkey they will stay out. The Americans want to refocus on Raqqa after the Manbij-al-Bab front."

Asked if Kurds would enter Jarablus without US support, or if the United States would stop them from doing so, a Kurdish source said, "The United States will not interfere if the Kurds mount an operation there.

They say, "You are on your own." As for a possible date for the Raqqa operation, the source said, "Americans want a victory at Raqqa and Mosul before their elections. Kurds want to open a corridor from Kobani to Afrin. Of course all this may change with new actors after the elections. That is why the Kurds want to make progress on their own plans before the elections."

Another reason for the Raqqa operation's delay is that the SDF's operational capacity still leaves much to be desired. It is not an option for the Kurdish YPG-YPJ to control Raqqa, because they will encounter local resistance. They also worry that scattering their forces in Arab regions could weaken the defensive lines of Rojava (Syrian Kurdistan). Therefore, Arab forces would have to get in shape to control the situation in the post-IS period.

In the northern front, the situation is still extremely complicated in areas adjacent to the Turkish border. Votel, who came to Ankara after meeting with SDF and YPG commanders at Kobani on May 23, met in Ankara with Gen. Yasar Guler, the deputy chief of the Turkish general staff, and Foreign Ministry officials. According to a May 24 report in the daily Hurriyet, Votel was told Turkey will not contribute to a military operation against Raqqa.

The Turkish side did not give a straight answer when asked whether it would support such an operation if the PYD were kept out of it. Ankara repeated that it will not allow the YPG to take over the Azaz-Jarablus line.

But it is increasingly difficult for Ankara to maintain its position on blocking an operation against Jarablus. In his recent visit to Washington, Turkish President Recep Tayyip Erdogan submitted to US President Barack Obama a plan to rid the region of IS. That plan called for clearing al-Rai and Jarablus using armed groups supported by Turkey. On April 7, with an operation that involved 10 groups, including Ahrar al-Sham, al-Rai was liberated from IS. But all of those units, supported by artillery fire from Turkey, could hold al-Rai for only four days.

They abandoned their weapons and ran away. IS not only recovered the places it had lost, it also took over four new villages.

According to reports, after the loss of al-Rai, Turkey's National Intelligence Organization met with those 10 groups for two days in the Turkish border town of Kilis. Turkish officials expressed their dismay about the rout and demanded changes in the groups' commands. Sham Brigade and Nureddin Zengi Brigade changed their officials in charge of operations. Although there are rumors of a second operation against al-Rai, the fiasco partially weakened Turkey's hand.

It is important that Votel went to Kobani despite Turkey's potentially bitter reaction. It is curious, however, that Ankara — which made such a fuss when Obama's anti-IS envoy Brett McGurk went to Kobani and Jazeera on Jan. 30-31 — was surprisingly silent over Votel's contacts with the YPG.

Of course at this point there is no room for optimism that Ankara will erase its red lines vis-a-vis the Kurds. Instead, Turkey is now trying to put together an even more formidable force with Jabhat al-Nusra, which it is trying to steer away from al-Qaeda. ♦

Fehim Taştekin is a Turkish journalist and a columnist for Turkey Pulse who previously wrote for Turkish newspaper Radikal. He is the host of a weekly program called "SINIRSIZ" on IMC TV.

Turkey faces multiple dilemmas in Syria

Ankara's Kurdish phobia underlies its inability to come up with realistic strategies that will also serve its own long-term security interests.



Semih Idiz
May 31, 2016
www.al-monitor.com

Turkey's inability to produce a realistic strategy toward Syria and to coordinate its policy with its allies is coming home to roost, leaving it facing multiple dilemmas that are unlikely to be resolved soon. Ankara's war with the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) and its related effort to prevent Kurds from gaining ground in northern Syria remains Turkey's main problems.

This complicates, if not prevents, headway by the US-led coalition against the Islamic State (IS) in the region. Washington, by its own admittance, is trying to maintain a delicate balance between Ankara and the Democratic Union Party (PYD), the umbrella organization of the Syrian Kurds, which Turkey says is a terrorist group linked to the PKK.

While acknowledging that the PKK is a terrorist organization, Washington has refused to do the same for the PYD and its military wing, the People's Protection Units (YPG), with which it is allied against IS.

The successes against IS by the US-supported Syrian Democratic Forces (SDF) — at least 60% of which are made up of YPG fighters — also contrasts sharply with the failure of groups supported by Ankara to make any headway against the Bashar al-Assad regime or IS.

The recent failure of groups supported by Turkey to stop IS advances on the Marea-Azaz line, while the SDF makes gains against IS in its sectors, has underscored this again. Having prioritized the fight against IS in Syria and Iraq, Washington is unlikely to sever ties with the YPG simply to please Ankara.

Turkey's support for groups in Syria with links to al-Qaeda-related Jabhat al-Nusra, which the United States considers a terrorist group, also acts as a disincentive for Washington in this regard.

Ankara is now watching apprehensively as US Special Forces and US fighter jets work closely with the SDF to clear the northern sector of Raqqqa from IS, in preparation for an onslaught against the whole city in coming weeks.

Turkey has declared the 98-kilometer (60-mile) stretch along its border between the Syrian towns of Jarablus to the east and Azaz to the west a no-go area for the Kurds and started shelling YPG positions in February from across the border to hammer this point home.

Turkey is concerned that if this region falls to the PYD, it will unite Kurdish-held territories east and west of the Euphrates River and lay the groundwork for an autonomous Kurdish region along the Turkish border. Turkey is worried that the liberation of Raqqqa by SDF forces will speed up this process.

Compounding Ankara's dilemma is the fact that it, too, is fighting IS, which has mounted deadly suicide attacks inside Turkey and rocket mortar attacks against the Turkish town of Kilis near the Syrian border.

Foreign Minister Mevlut Cavusoglu suggested earlier this week that Turkey could mount joint operations with the United States and other Western allies in northern Syria in order to dislodge IS from the region, provided the PYD is excluded from these operations.

Serkan Demirtas from Hurriyet Daily News cited unnamed US officials who said they had not received a detailed plan about Cavusoglu's proposal. "Some concepts have been put forward, but none are doable or represent a detailed plan that can be enforced rapidly," the official said.

The fact that US-led coalition jets taking off from Incirlik Air Base in Turkey are supporting YPG fighters as they advance toward Raqqqa also shows how little real influence Turkey wields over developments in the region.

There is not even a hint from Ankara that it might prevent the use of Incirlik by the anti-IS coalition if the base is used to back YPG fighters. Ankara is aware that closing the base would remove what little influence it has over the United States.

The recent advances by IS along the Marea-Azaz line has left Turkey facing another dilemma with regard to refugees from the region. The refugees are reportedly moving toward regions held by the SDF, thus turning areas held by the Kurds into a potential safe zone, which the United States will clearly want to encourage.



Manifestants kurdes portent une image d'Abdullah Ocalan, leader emprisonné du Parti des travailleurs du Kurdistan, comme ils marchent pendant une manifestation contre les attaques d'insurgés État islamique, dans le quartier de Sheikh Maksoud d'Alep, le 17 octobre 2014. (photo REUTERS / Ammar Abdullah)

Ankara is hardly likely to be happy over this because it will legitimize PYD rule in the region further in Western eyes. If IS advances along the Marea-Azaz line cannot be prevented, this will also increase the value of the YPG for the West as a much more viable force against IS when compared to groups supported by Turkey.

The ultimate dilemma for Turkey, however, is the fact that it has ended up in what appears to be an ineffectual situation in Syria, even though it is one of the countries bearing the biggest brunt from this crisis.

Mehmet Tezkan, a well-known columnist for daily Milliyet, argues that this situation is of Turkey's own making. "If you insist that the only correct foreign policy position is yours. ... If your actions at the start were wrong. If you buttoned your shirt the wrong way at beginning. ... Then this is what you end up with," Tezkan wrote in his column.

He went on to question Turkey's opposition to YPG fighters entering Raqqqa, asking what the alternative being proposed was. "Should Raqqqa belong to IS then? No, you say, it should belong neither to IS nor to the YPG. If that is the case, should Assad take the city? No, you say, that won't do either. So whose should it be? This is Ankara's dilemma," Tezkan argued.

Even the mood in the Islamist and staunchly pro-government media appears to be coming around to accepting that Turkey's current Syria policy is unsustainable.

Ibrahim Karagul, the editor-in-chief of daily Yeni Safak, suggested in his column this week that the time has come for a change in the government's Syria policy. "Turkey has to do today what it should have done three years ago," Karagul wrote. "If we can't intervene to prevent Syria from turning into a front from where Turkey can be hit for decades, then we will be responsible for the price this country will have to pay for this tomorrow."

It is not clear if Karagul was exhorting military intervention by Turkey in Syria, a course that most strategists argue is unlikely to produce the expected results, or an intervention of another unspecified kind.

Karagul's remarks nevertheless point at the confusion in the pro-government camp over Syria, as well as Ankara's inability to find the right course in order to overcome its multiple dilemmas and make Turkey a key player in Syria again.

If that cannot be done, it is clear that Ankara will not be able to play a proactive role in efforts aimed at resolving this crisis in a manner that also addresses Turkey's security concerns with help from its allies. ♦

Semih Idiz est un chroniqueur pour la Turquie Pulse Al-Monitor. Il est un journaliste qui a couvert la diplomatie et la politique étrangère des problèmes pour les grands journaux turcs pendant 30 ans. Ses textes d'opinion peuvent être suivis dans la langue anglaise Hurriyet Daily Nouvelles. Ses articles ont également été publiés dans le Financial Times, le Times de Londres, trimestriel Méditerranée et le magazine Foreign Policy.

Bataille de Mossoul : le Kurdistan irakien se positionne

Alors que l'État islamique recule face à l'armée irakienne et aux Forces démocratiques syriennes (KDS), les Kurdes irakiens ont lancé "leur" offensive dimanche.

Par Charlie Duplan au Kurdistan irakien le 30/05/2016
Le Point.fr

Quand le bruit de l'explosion a déchiré l'air, Razi, simple peshmerga, n'a presque pas bougé. Pourtant, à quelques centaines de mètres de lui, de l'autre côté du village de Mufti, un camion suicide bourré d'explosifs vient d'être désintégré alors qu'il tentait de franchir les lignes de défense des soldats kurdes irakiens. Bien que la plupart de ses compagnons d'armes aient été figés par la violence de la déflagration, Razi se tient là, flegmatique. C'est tout juste s'il jette un vague coup d'œil à l'immense colonne de fumée qui s'élève. « Nous savions qu'il y avait un véhicule piégé en approche, mais nous ne savions pas où exactement. C'est le neuvième de la journée dans ce village », lâche-t-il simplement.

Dimanche, sur la ligne de front, une étrange atmosphère régnait dans les rangs kurdes, à l'image de Razi, à la fois grave et va-t-en-guerre. Car, si, depuis un peu plus d'un mois, l'État islamique enchaîne les défaites en Irak et en Syrie, les peshmergas n'avaient pas encore pu lancer « leur » offensive d'envergure.

OFFENSIVE DE 5 000 HOMMES

En mars, c'était l'armée irakienne – répondant aux ordres de Bagdad – qui attaquait depuis la ville de Makhmour, aux portes du Kurdistan, et prenait (péniblement) quelques villages à l'organisation terroriste, avant d'attaquer Falloujah, bien plus au sud. La semaine dernière, les Forces démocratiques syriennes ont fait reculer l'État islamique dans la région de Raqqa, en Syrie. Depuis dimanche, cinq heures du matin, les peshmergas sont enfin entrés dans la danse. Cinq mille d'entre eux ont été lancés dans l'une des plus grosses opérations que la région autonome Kurde ait connues depuis deux ans.

L'attaque, lancée depuis Khazir, à une quarantaine de kilomètres d'Erbil, la capitale kurde, doit officiellement contribuer à « soulager la pression que Daech fait peser sur la ville », explique Arif Tayfour, le commandant de cette section du front. L'objectif affiché des peshmergas est de reprendre neuf villages pour faire la jonction avec des unités présentes un peu plus au sud et de repousser l'État islamique vers l'intérieur de la plaine de Ninive aux abords

Des combattants peshmergas tiennent une position près du village d'Hassan Sham, à 45 kilomètres de la ville de Mossoul, le 29 mai 2016.



de Mossoul. En une demi-journée de combats, les peshmergas revendiquaient déjà dimanche après midi cinq villages libérés, dont celui de Mufti.

DÉMONSTRATION DE FORCE

La facilité déconcertante avec laquelle les peshmergas avancent est un pied de nez au gouvernement central de Bagdad dont l'avancée a été bien plus laborieuse quelques semaines plus tôt à quelques kilomètres d'ici, autour de la ville de Makhmour. Alors que le président de la région autonome kurde Massoud Barzani ne cesse d'évoquer une indépendance du Kurdistan toujours plus imminente, ses hommes démontrent qu'ils sont les plus efficaces dans la lutte au sol contre Daech. Depuis le soldat de base jusqu'aux plus hauts gradés kurdes irakiens, personne ne manque de le souligner, et dans les discours pointe une condescendance à peine voilée envers l'armée irakienne.

Du haut de sa casemate à l'arrière des combats, le capitaine Faris regarde tantôt les mortiers de Daech tantôt les bombes des avions de la coalition exploser au loin, devant lui. Il illustre très bien le sentiment de défiance des peshmergas à l'encontre de leurs alliés irakiens : « ils viennent du fin fond de l'Irak, du sud, ils n'ont rien à faire ici ! Ils ne savent pas pourquoi ils se battent. Nous, nous défendons notre terre, nous sommes prêts à y mourir » soutient-il, sûr de lui. « L'armée irakienne ne peut pas contrôler les territoires autour de Mossoul sans nous ».

Véritable démonstration de force, l'opération débutée dimanche est un moyen pour le Kurdistan irakien de se positionner avant la bataille de Mossoul, annoncée officiellement pour la fin de l'année. Mais pour les autorités kurdes, il est hors de question de

mettre en danger ses soldats dans le but de libérer une ville majoritairement arabe et sunnite sans contrepartie.

LE KURDISTAN, REFUGE DES CHRÉTIENS IRAKIENS

L'un des enjeux majeurs de l'après-Daech réside donc dans le futur statut de la plaine de Ninive qui prend ses racines aux pieds de Mossoul. Berceau de la chrétienté, la région a été conquise à l'été 2014 par l'État islamique quand l'armée irakienne s'est effondrée et a fuit la zone, officiellement administrée par Bagdad. La plupart des chrétiens irakiens ont trouvé refuge au Kurdistan. Une hospitalité qui devrait porter ses fruits et pousser les chrétiens de Ninive à rejoindre la région autonome kurde si l'on en croit l'analyse du commandant Tayfour : « Pour le moment, tous les villages que nous avons libérés sont kurdes. Nous ne participerons à la bataille de Mossoul que si un accord est trouvé avec le gouvernement central. Il faut donner l'autorité aux habitants de la plaine de Ninive pour qu'ils puissent choisir entre l'Irak et le Kurdistan irakien. Si nous n'avons pas de garanties là-dessus, nous ne verserons pas notre sang pour Mossoul. »

Depuis la débâcle de l'armée irakienne en 2014, le gouvernement kurde irakien a étendu son territoire d'au moins 40 % en occupant des zones qu'il revendiquait depuis des années. Ces « territoires disputés » entre Bagdad et Erbil sont une plaie ouverte dans les relations entre les deux capitales. Avec cette attaque, les Kurdes irakiens font reculer Daech, accroissent encore leur territoire et, surtout, cherchent à se positionner en interlocuteur incontournable de « l'après-Daech ». ■

Le président Erdogan est le chantre de l'idéologie de la conquête

Par Nédim Gürsel
lemonde.fr 30.05.2016

La conquête de Constantinople par les Turcs en 1453 vient d'être célébrée en grande pompe par le gouvernement en présence du président Erdogan qui avait pris l'initiative de cette commémoration lorsqu'il était maire d'Istanbul. Une fois de plus nous avons eu droit à la fanfare des janissaires, aux vaillants guerriers martyrs, aux galères ottomanes franchissant les sept collines de la capitale byzantine non pas les voiles gonflées par le vent mais tirées par des bœufs et des soldats. Nous avons donc assisté au grand spectacle du carnage sur les remparts avec son cortège de légendes sanguinaires et de pillage. Les demoiselles grecques ont accueilli une fois de plus avec des bouquets de fleurs le jeune Mehmet II, dit le Conquérant.

L'historien byzantin Dukas, témoin oculaire de cette conquête qui a été pour les vaincus une grande catastrophe a beau pleurer la chute de sa ville, nous les Turcs, « fières de nos ancêtres qui ne

descendaient jamais du cheval » comme nous l'a rappelé notre papa-président, tous les ans nous la reconquérons. Et nos dirigeants islamo-conservateurs ne cessent de faire des discours qui semblent complètement anachroniques et qui tournent parfois même au grotesque. En présence d'une foule enthousiaste qui manifestait il y a à peine quelques jours pour que la basilique Sainte-Sophie, avec son immense coupole, ses colonnes de marbre et ses mosaïques, soit de nouveau transformée en mosquée, Istanbul est à nouveau victime d'un nationalisme exacerbé. Dans un pays qui reste toujours candidat à l'Union européenne alors qu'il s'en éloigne chaque jour davantage, tout cela est révélateur d'une idéologie de conquête à jamais ancrée dans la mémoire collective et que les hommes politiques exploitent. Célébrer une conquête ayant eu lieu plus de cinq siècles auparavant peut paraître en effet anachronique, je dirais même saugrenu aux dirigeants européens qui se contentent eux non pas de célébrer mais de commémorer les guerres plus récentes comme Verdun par exemple. Pour Erdogan, la prise de



commémoration en grande pompe de la conquête de Constantinople

Constantinople est un prétexte de plus pour défier l'Occident et redonner à son peuple sa fierté refoulée.

Dans la presse occidentale on parle souvent de « dérive autoritaire » pour définir l'évolution de la Turquie d'Erdogan. Aujourd'hui c'est encore pire. Dans un contexte de conflit armé avec les Kurdes et de répression des valeurs démocratiques, en l'absence de l'Etat de

droit et de l'indépendance de la justice, nous devons plutôt qualifier la Turquie d'« ottomanaïque agressive ». En utilisant ce terme je ne veux en aucune manière dénigrer la mémoire historique de mon pays, mais attirer l'attention sur l'instrumentalisation des mythes fondateurs par les dirigeants politiques. ■

Nédim Gürsel est écrivain et directeur de recherche au CNRS

REUTERS

Le gouvernement turc évalue le coût du conflit avec le PKK

ISTANBUL / 31 mai 2016 (Reuters) -

LE CONFLIT ENTRE la Turquie et les séparatistes kurdes du PKK, qui aurait fait plus de 5.000 morts depuis juillet dernier, a également entraîné la destruction de plus de 6.000 maisons, a estimé mardi le gouvernement turc.

A l'issue d'une réunion gouvernementale, le vice-Premier ministre Numan Kurtulmus a évalué le coût des reconstructions à près d'un milliard de lires (environ 300 millions d'euros) dans cinq régions du sud-est du pays, dont celle de Diyarbakir, où les combats se poursuivent.

Selon le ministère de la Santé, 355.000 personnes ont fui les zones de conflit.

La Fondation turque pour les droits de l'homme a de son côté comptabilisé 338 civils tués, dont 78 enfants, depuis la reprise des violences après deux ans de cessez-le-feu.

De sources militaires turques, on évalue à 5.000 le nombre de combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) tués dans les combats et les bombardements, dont la moitié dans le sud-est de la Turquie et l'autre moitié dans les montagnes du nord-ouest de l'Irak, où les séparatistes ont de nombreux camps.

De nouveaux raids aériens turcs ont visé dans la nuit de lundi à mardi des positions du PKK dans la région de Semdinli, frontalière de l'Irak et de



Bâtiments détruits lors d'affrontements entre les forces turques et des militants kurdes à Diyarbakir, dans le sud-est du pays.

L'Irak, a annoncé l'armée, qui a fait état d'un soldat tué dans ce secteur. Selon les sources militaires turques, près de 500 membres des forces de sécurité ont été tués depuis juillet dernier. ●

Irak : les Kurdes marchent sur la banlieue chrétienne de Mossoul

5 500 peshmergas ont pénétré dans l'est de la capitale irakienne de l'État islamique. Mission : libérer la cité chrétienne de Qaraqosh, aux mains du califat depuis 2014.

Par Jérémy André — le 30/05/2016
Le Point.fr

Le hameau de Muftia, à seulement 35 kilomètres de Mossoul, vient d'être repris à l'État islamique avec quatre autres villages, ce dimanche à 10 heures du matin. Au milieu d'une large tache noire exhalant la poudre et le sang, un peshmerga attrape ce qu'il reste de la tête d'un combattant de l'EI et le jette derrière un muret. À côté, ses frères d'armes chargent un pick-up avec des bombes prises à l'ennemi, les désarmant d'un tour de main, puis les entassant en vrac.

Dans une maison en ruine, Sorsh Mohamad, un autre soldat kurde de la division des Zeravani, les héros du jour, suit du doigt des dessins à la craie blanche sur un mur noir : « 300 mètres... » murmure-t-il. C'était le plan de défense des vaincus, écrasés en une demi-journée par une attaque-surprise massive de l'armée du Kurdistan d'Irak. Ils vivaient terrés dans des souterrains de cinq mètres de profondeur.

À travers jachères et tranchées du no man's land, des tractopelles et des bulldozers ont improvisé une route sur deux kilomètres, où se croisent désormais convois de renforts et Humvee criblés de balles. « Il n'y a pas eu beaucoup de résistance », assure le colonel Mahmoud, 52 ans – dont 35 sous l'uniforme peshmerga –, qui se repose à l'orée du village. « En trois heures, c'était fini. Mes hommes ont tué une quinzaine d'hommes de Daech. Nous avons arrêté trois voitures piégées. »

Une attaque-surprise massive contre Daech

Soutenus par des frappes de la coalition, 5 500 hommes ont donné l'assaut à 4 h 30 du matin sur la plaine de Ninive, aux abords de Mossoul, deux millions d'habitants avant 2014, la plus grande ville contrôlée par Daech (acronyme arabe de l'État islamique). Une attaque déclenchée dans le plus grand secret : la veille encore, le général Sirwan Barzani, chef du secteur 6 que nous rencontrons dans son quartier général du camp Black Tiger, parlait de cette « première étape » de la reconquête de Mossoul en refusant catégoriquement d'en préciser la date.

Le but de cette offensive : libérer Qaraqosh, cité symbole du martyre des chrétiens d'Irak, désertée depuis près de deux ans par ses 75 000 habitants. Le 7 août 2014, Daech s'était emparé de ce chef-lieu d'Hamdaniyah, le district qui borde Mossoul à l'est où se trouve Muftia. « C'était l'apocalypse ! » se souvient Anis Benham, chrétien de Qaraqosh et professeur à l'université d'Hamdaniyah, aujourd'hui déplacée à Erbil. « J'y ai laissé ce que j'ai de plus précieux : les tombes de mon père et de ma mère. » Mais les chrétiens ne sont



Véhicules de l'armée du Kurdistan d'Irak, entre la base de Hasan Shami et le village de Muftia, repris à l'État islamique le 29 mai 2016. © Jérémy André

pas les seuls à avoir été chassés par l'organisation terroriste : Muftia était un village peuplé par des kakais, une minorité religieuse kurde perpétuant de traditions pré-islamiques et donc persécutée elle aussi par Daech.

Plusieurs des élèves du professeur Anis sont des kakais et viennent de ces villages libérés, d'où ils ont fui en 2014 en même temps que les chrétiens. « Bien sûr, c'est une excellente nouvelle », se réjouit Alaa Wardaki, arborant, comme tous les kakais, une extravagante moustache. « Mais nous sommes étudiants, et nous avons nos examens ces jours-ci. Pas le temps de penser à ça. » Avant d'entrer dans la salle de cours, ses révisions à la main, un autre de ces jeunes kakais raconte comment il s'est fait réveiller à 4 heures du matin par un coup de téléphone : son frère, peshmerga, lui annonçait qu'il partait pour l'offensive.

Conseillers militaires étrangers

« Le plan est de libérer d'abord certains villages qui appartiennent aux Kurdes shabaks et kakais », confirme Bahyat Taymes, major général et membre de l'état-major d'Aziz Weysi, commandant en chef des Zeravani. « C'est une petite partie de la libération de Mossoul. Notre but est de détruire l'État islamique. Le Kurdistan ne sera jamais sûr tant qu'il existera. » L'officier est basé au camp de Hasan Shami, sur la route entre Erbil et Mossoul, d'où l'opération a été lancée. Derrière lui, des « conseillers militaires » étrangers font le ménage dans leur véhicule blindé. Les douilles vides pleuvent de la plateforme de la tourelle. Photos interdites, vient nous rappeler fermement l'un d'eux.

Cette première étape est d'ores et déjà un succès, selon les forces kurdes : au soir, quatre villages sont entièrement libérés, les combats continuent seulement dans celui de Talaban.

Un général de brigade, Rizgar Agha, est tout de même mort au combat. Le président du Kurdistan d'Irak, Massoud Barzani, était lui-même sur place pour superviser les opérations.

Convoi de renforts kurdes près de la base d'Hasan Shami (Irak), après l'assaut sur cinq villages de la plaine de Ninive repris à l'État islamique le 29 mai 2016. © Jérémy André

Qaraqosh annexée par le Kurdistan irakien ?

En effet, ce mouvement audacieux des Kurdes est aussi politiquement risqué. Le district d'Hamdaniyah était avant 2014 le territoire du gouvernement central d'Irak. Les Kurdes le rendront-ils à Bagdad après la guerre ? « La politique du président est claire », analyse Ano Jawhar Abdoka, directeur de l'organisation Shlham, qui rassemble des représentants des chrétiens du Kurdistan. « Ces régions reconquises sont ce que l'on appelle des zones disputées entre le gouvernement central et le Kurdistan. Leurs populations devront se prononcer sur un référendum pour savoir si elles restent irakiennes ou si elles deviennent kurdes. »

Des référendums locaux qui pourraient être organisés à l'occasion du référendum sur l'indépendance qu'a appelé de ses vœux Massoud Barzani en février 2016. Le vote pourrait être organisé à l'automne, selon une source du bureau du Premier ministre. Reste à achever les opérations militaires d'ici là. D'après Ano Abdoka, « quand ils commenceront l'étape numéro 2, de nombreux villages chrétiens seront libérés, comme Karamlish ou Batlaya. Qaraqosh est une troisième étape, c'est une grosse ville, cela prendra plus de temps. Le programme est de la libérer ce mois-ci ou le prochain. » ●



La Turquie à l'assaut de l'Europe

Chantage

Erdogan veut reconquérir l'empire perdu des Ottomans. Un plan qu'il applique avec l'aide de Berlin et de la Commission européenne, sans même plus cacher ses penchants autoritaires et islamiques. Les Français s'inquiètent. À juste raison.

Erdogan, l'ogre d'Ankara

Une diaspora sous influence

Les liaisons dangereuses d'Erdogan

Répression engagée par l'armée et la police contre les Kurdes, liberté d'expression bafouée quotidiennement par un président Erdogan qui se rêve comme le sultan du XXI^e siècle, rapports douteux de l'entourage immédiat du maître d'Ankara avec Dae'ch, aide militaire aux djihadistes en Syrie, sans parler du soutien apporté aux Frères musulmans dans les pays arabes. Autant de dossiers qui vaudraient des sanctions internationales lourdes à bien d'autres pays. Mais il n'en est rien. Le maître d'Ankara a dû lire Homère tant il connaît bien l'histoire du cheval de Troie. Et pour le faire entrer dans ce qu'il nomme lui-même la « forteresse Europe », il a trouvé une alliée de choix en la personne d'Angela Merkel. La chancelière, qui aime les *selfies* avec les migrants, utilise toute la puissance de l'Allemagne pour accélérer le processus d'intégration de la Turquie à l'Union européenne. La France, quand elle est encore consultée, semble aphone, alors que la Commission européenne appuie de toutes ses forces l'agenda berlinois. Une politique de renoncement qui montre la peur des dirigeants allemands face à leur électorat d'origine turque, lui-même pris en otage par la redoutable dialectique d'Erdogan et de son parti, l'AKP...

Dans sa politique au service des intérêts turcs, Merkel avait tout fait pour que l'accord passe comme une lettre à la poste. La Commission européenne avait

annoncé que les visas pour les séjours de moins de trois mois ne seraient plus demandés aux citoyens turcs à partir de juin prochain, laissant de côté la question des 72 critères à remplir pour que cette mesure soit effective. Le président turc se félicitait déjà, déclarant avec la dialectique dont il est familier : « *J'espère que l'accord sur les visas va apaiser une partie des frustrations provoquées par plus de cinquante ans d'attente aux portes de l'Union européenne* ». Mais le mercredi 11 mai, les nuages se sont accumulés sur les projets de la Commission Juncker. Le premier coup a été porté,

Parmi les victimes de l'accord, on compte le fameux couple franco-allemand.

une fois n'est pas coutume, par le président du Parlement européen lui-même, le social-démocrate Martin Schulz, qui a déclaré : « *C'est absolument hors de question, tant que les conditions ne seront pas remplies* ». Autre soufflet administré par les eurodéputés, le refus d'entériner la proposition de l'amende aux États pour refus de migrants. Dans le cadre de quotas communautaires, la Commission voulait faire payer 250 000 euros par migrant non accepté aux pays récalcitrants. Côté turc, on campe sur ses positions. Le ministre chargé de l'Union européenne, Volkan Bozkir, affirme ainsi qu'« *il n'est pas possible pour nous d'accepter un quelconque changement de notre droit antiterroriste* ».

L'actuelle législation antiterroriste turque, au lieu d'être allégée pour correspondre aux critères en vigueur en Europe, pourrait bien, au contraire, être renforcée. Car la loi, si elle vise évidemment les groupes islamistes mais aussi les Kurdes du PKK, pourrait être utilisée pour punir les journalistes et les membres de l'opposition. Autre demande de l'Union européenne qui

fait grincer les dents du gouvernement turc, l'indépendance de l'Autorité de protection des données et la limitation du pouvoir des agences gouvernementales dans la consultation des données personnelles, forçant à plus de transparence les agences de sécurité et de renseignements du pays.

Et pourtant, Merkel, aujourd'hui à son plus bas historique dans les sondages, avait tout fait pour amadouer la Turquie. Après avoir ouvert en grand la porte du continent à 1,1 million de migrants, la chancelière tente de fermer la boîte de Pandore qu'elle a elle-même ouverte. Pour ce faire, elle accepte même les poursuites engagées contre un humoriste allemand, qui, dans un "poème satirique" d'une extrême vulgarité, s'en prend au président turc. Encore une renonciation

L'Europe versera 6 milliards d'euros à la Turquie pour assurer la gestion des réfugiés...

de Berlin qui aide, comme nous l'explique le journaliste turc Kadri Gürsel (auteur de *Turquie, année zéro*, Cerf), « *la politique intérieure d'Erdogan dont la politique extérieure n'est qu'un prolongement* ».

Parmi les victimes de l'accord, on compte aussi le fameux couple franco-allemand. Les conseillers de la chancelière n'ont pas voulu perdre du temps comme lors des négociations au sujet de la dette grecque. Fini le "gentil flic" Hollande et la "méchante" Merkel. « *Pourquoi parler avec quelqu'un qui ne sera plus là en 2017 ?* », s'interroge en privé un conseiller allemand. Pour la question turque, Merkel ne préviendra même pas le président français, encore moins le Quai d'Orsay du germanophone Jean-Marc Ayrault, de son dîner de travail à huis clos, le 6 mars, à Bruxelles. Ne sont présents que la chancelière, le premier ministre turc, Ahmet Davutoglu, et le premier ministre néerlandais, Mark Rutte. Le dîner se prolonge jusqu'à 3 heures du matin et l'accord tel qu'on le connaît, la "position commune de l'Europe", est ainsi dévoilé le 8 mars.

L'accord lui-même est loin d'être anecdotique. En plus des visas, il s'agit

de verser aux ONG agissant en Turquie pour la gestion des réfugiés un total de 6 milliards d'euros. S'ajoute bien sûr la réouverture des négociations d'entrée de la Turquie dans l'Union. Mais, décidément, le texte ne porte pas bonheur. En plus de la relation franco-allemande écornée, son succès augmente la popularité du premier ministre turc dans son pays. Il n'en faut pas plus au président Erdogan pour se débarrasser de ce fidèle et habile compagnon. Le Parti de la justice et du développement, l'AKP, doit se réunir, le 22 mai prochain, pour désigner son remplaçant comme chef du parti et premier ministre. Il devra

Erdogan prêt à rouvrir les vannes et relancer des millions de migrants sur les routes.

être, bien sûr, un partisan de la réforme constitutionnelle voulue par Erdogan, qui prévoit une présidentialisation du pouvoir. Parmi les favoris, on cite beaucoup Berat Albayrak, 38 ans, actuel ministre de l'Énergie et gendre du président. Il faudra attendre cette nomina-

Visas Une aubaine pour les terroristes

Selon Interpol, Dae'ch serait en possession de quelque 200 000 passeports vierges. Leur prix varie selon la qualité et la nationalité entre 100 et 2 000 dollars. Depuis le début de la crise des migrants, nombre d'entre eux ont été arrêtés avec de faux passeports syriens. Un exemplaire, on s'en souvient, avait même été retrouvé sur l'un des terroristes du Bataclan. Depuis 2014, plusieurs rapports européens ont démontré que les passeports turcs aussi étaient souvent falsifiés. L'un des préalables à la suppression de l'obliga-

tion de visas pour les ressortissants turcs était donc la mise en place et la généralisation de passeports biométriques. Rapports qui ont été balayés par la Commission, qui accorde une "tolérance" pour tous les passeports jusqu'à la fin 2016. Un véritable problème pour les spécialistes de l'antiterrorisme, qui connaissent la facilité pour les réseaux organisés de se faire établir un véritable passeport turc. L'Union européenne tarde encore à mettre en place son unité spécialisée dans la lutte contre les faux documents. A. C.

tion pour que la Turquie réponde aux députés européens. En attendant, l'accord Merkel-Davutoglu n'est plus qu'un bout de chiffon, comme le dénonce, le mercredi 11 mai, le ministre des Affaires étrangères espagnol, José Manuel García-Margallo. Le texte n'a pas été publié au *Journal officiel de l'Union européenne*, ce qui lui confère, selon plusieurs parlementaires, la

valeur d'un communiqué de presse.

Erdogan reste déterminé et persuadé de son bon droit. Comme il l'a toujours dit et fait depuis le début de la crise, il peut à tout moment rouvrir les vannes et relancer des millions de personnes sur les routes et, selon ses propres termes, « noyer l'Europe sous les réfugiés ». Il ne s'en privera pas. ●

Antoine Colonna



La garde d'honneur de Recep Tayyip Erdogan dont chaque uniforme représente une province de l'empire perdu.

Le président turc dans son palais d'Ankara. Il concentre tous les pouvoirs depuis 12 ans.

La Turquie à l'assaut de l'Europe



Erdogan, l'ogre d'Ankara

Portrait

Longtemps considéré comme un "modéré", l'homme qui a fait plier l'Europe est en réalité un islamiste pur et dur. Du gamin pauvre d'Istanbul au despote complice de l'État islamique, retour sur le destin hors norme de celui qui se rêve en nouveau sultan.

Quatre fois la taille du château de Versailles. Plus de mille pièces. Une déferlante de dorures et de tentures jusque dans le gigantesque bunker souterrain. C'est ici, dans son pharaonique palais présidentiel d'Ankara, le plus imposant du monde, que Recep Tayyip Erdogan reçoit ses visiteurs. Sur son bureau, la main symbole des Frères musulmans. À 62 ans, celui que ses compatriotes surnomment "le nouveau sultan" n'a plus rien du petit apprenti footballeur né dans un quar-

"Que ferez-vous de ces réfugiés s'il n'y a pas d'accord ? Vous allez les tuer ?"

tier pauvre d'Istanbul. Gamin, il était contraint de vendre des *simit*, pains turcs aux grains de sésame, pour se payer ses crampons et les tickets de bus pour aller au stade. Toujours aussi sveltes, mais arborant désormais

une fine moustache blanche faisant ressortir son teint bistre, l'homme est devenu, depuis 2003, le maître absolu de son pays. Le plus puissant depuis Mustapha Kemal Atatürk. Du fondateur de la Turquie moderne et laïque, haï pour cela par son lointain successeur, la légende disait que « rien ne lui résiste ». À son image, « moins d'une heure aura suffi à Erdogan pour faire plier l'Europe », raconte un diplomate français, « ébahi par son coup de force ».

Le "hold-up" s'est joué en coulisses, le 16 novembre 2015, au cours d'une réunion secrète sur les migrants et les "compensations" à apporter à la Turquie, organisée dans la station balnéaire turque d'Antalya, à l'issue du sommet du G20. Face à Erdogan, un verre de jus d'orange à la main – il ne boit jamais d'alcool et interdit de fumer en sa présence –, le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, et le Polonais Donald Tusk, président du Conseil européen. Lesquels vont subir une humiliation sans précédent. Et toute l'Europe avec eux... « Nous pouvons à tout moment ouvrir nos portes vers la Grèce et la Bulgarie et mettre les réfugiés dans des cars, menace d'emblée Erdogan. Que ferez-vous alors de ces réfugiés

s'il n'y a pas d'accord ? Vous allez les tuer ? »

Coupant régulièrement la parole à ses interlocuteurs, le président turc s'en prend ensuite nommément à Juncker, qu'il accuse de lui « manquer de respect » : « Le Luxembourg, lui lance-t-il, ça correspond à peine à une petite ville de Turquie ! » Loin de braquer les deux hommes (prétendument) forts de l'Union européenne, qu'il sait être en position de faiblesse, Erdogan obtien-

"Sa femme, on aurait dit un œuf de Pâques, tellement l'ovale de son visage était dissimulé par un voile."

dra, ce jour-là, la totalité de ce qu'il réclame : 6 milliards d'euros, au lieu des 3 milliards initialement proposés, la relance du processus d'adhésion à l'Union européenne, la fin des visas obligatoires pour les Turcs désirant se rendre dans l'espace Schengen (*lire page 40*)...

Les exigences du maître d'Ankara seront ensuite scellées par un vote de la Commission européenne. Selon Soli Özel, spécialiste de politique internationale, cet accord comprenait aussi un avenant caché, toujours au bénéfice d'Erdogan : fermer les yeux sur la question des droits de l'homme bafoués en Turquie. « Angela Merkel est venue le rencontrer à Istanbul quinze jours avant le vote, explique-t-il, et la Commission a préféré surseoir à la publication de son rapport annuel, qui critiquait l'état des libertés dans le pays. » Notamment les atteintes à la liberté de la presse : près d'une centaine de journalistes en prison, un millier de procès pour "atteinte à l'honneur du chef de l'État", 90 % du temps de parole à la télévision réservé au parti au pouvoir...

Longtemps, Erdogan est passé pour un "modéré". « Je suis un démocrate conservateur », déclarait-il, en 2001, lors de la fondation de l'AKP (Parti de la justice et du développement), qui va le conduire au pouvoir. Nommé premier ministre deux ans plus tard après sa victoire aux élections législatives, il multiplie encore les discours apaisants : respect de la démocratie, soutien sans faille à la laïcité...

Comme d'autres, Nicolas Sarkozy voit en lui un « chef de gouvernement moderne ». Aussi confiera-t-il sa stupé- ▶

► faction à ses proches à l'issue de leur première rencontre, en 2007, peu après son accession à l'Élysée : « J'avais un regard positif sur lui et, comme j'avais vu que ses deux filles faisaient leurs études aux États-Unis, ce que je prenais pour une marque d'ouverture, j'ai engagé la conversation sur ce sujet. Et là il me répond : "Si nous avons choisi les États-Unis, c'est parce qu'il s'agit de l'un des rares pays occidentaux qui accepte le port du voile à l'école !" » À cette occasion, le président français est aussi présenté à Emine, la discrète et influente épouse d'Erdogan : « On aurait dit un œuf de Pâques, tellement l'ovale de son visage était dissimulé par un voile », commentera-t-il.

Militant, dès les années 1970, en faveur de l'instauration de l'islam comme religion d'État.

Premier ministre sans interruption jusqu'à son élection à la présidence, en 2014 – pour laquelle il a fait modifier la Constitution –, le vernis "modéré" va peu à peu se craqueler. Jusqu'à faire apparaître la vraie nature de celui qui, en réalité, n'a jamais renié ses engagements islamistes et autoritaires de jeunesse. Car avant de se rallier soudainement en 2001 à la "liberté religieuse", afin d'échapper aux foudres de la loi, particulièrement sévère depuis Atatürk sur la question de la laïcité, Erdogan fut d'abord un farouche militant pro-islam. Ce que ses futurs contempteurs avaient fini par oublier, ou feindre d'oublier. Aux États-Unis comme en Europe.

Après avoir étudié dans une école coranique formant les imams et les prédicateurs, Erdogan adhère en effet, dès les années 1970, au MSP (Parti du salut national), prônant le port du voile obligatoire et l'instauration de l'islam comme religion d'État. En 1974, il écrit (et interprète le rôle principal) une pièce de théâtre intitulée *Maskomya*, acronyme turc de *mason-komunist-yahudi* (maçon-communiste-

juif), dénonçant ces trois "périls". Après l'interdiction du MSP par les militaires, il fonde un nouveau mouvement politique, tout aussi islamiste : le Parti de la prospérité, rebaptisé Parti de la vertu. « La démocratie est un moyen, non une fin », déclarait-il alors. Élu maire d'Istanbul, en 1994, sur un habile programme anticorruption, il fait interdire l'alcool dans plusieurs établissements dépendant de la municipalité...

Puis, c'est le coup de tonnerre de 1999. Orateur vedette d'un meeting à Siirt, dans l'est du pays, celui qui est devenu, aujourd'hui, le "partenaire privilégié" de l'Union européenne déclame à la tribune cet appel au djihad du poète Ziya Gökalp : « Les minarets sont nos baïonnettes, les coupes nos casques, les mosquées seront nos casernes et les croyants nos soldats ! » Arrêté et condamné, ce n'est qu'à l'issue de sa peine de prison qu'il annoncera sa conversion de façade à un régime laïc, créera l'AKP, puis parviendra au sommet de l'État...

« Erdogan ne veut pas simplement le pouvoir pour le pouvoir, affirme Menderes Cinar, professeur de sciences politiques à l'université Baskent d'Ankara. Il se sent investi par Dieu de la mis-

sion de reconstruire la République sur de nouvelles bases, renouant avec le passé ottoman comme avec la religion. »

À partir du tournant des années 2010, marquant son emprise totale sur le pays, le premier ministre puis président turc n'hésite plus à dévoiler son vrai visage. Y compris en France. C'est ainsi devant un parterre de 10 000 fidèles « coranique-ment séparés » entre hommes et femmes qu'il s'adressera aux immigrés turcs, le 4 octobre 2015 à Strasbourg, pour leur recommander de « refuser l'assimila-

À la mosquée Eyüp, à Istanbul, où les sultans étaient ceints de l'épée d'Osman.

tion », à l'occasion de sa dernière campagne législative. Et c'est, symboliquement, à la mosquée Eyüp, à Istanbul, là même où les sultans étaient ceints de l'épée d'Osman avant de monter sur le trône, qu'il est allé prier pour fêter sa victoire. Un an plus tôt, citant le Coran, il estimait à la télévision qu'il ne saurait y avoir d'égalité entre les hommes et les femmes, au motif que ces dernières "allaient" : « Les deux sexes ne peuvent pas être traités de la même façon parce que c'est contre la nature humaine », osait-il.

Qu'importe pour l'Europe. « Des faibles », a-t-il bien compris. Si faibles que cette dernière a aussi fermé les yeux sur ses liens avec le terrorisme islamiste : contrebande de pétrole produit par Dae'ch, combattants radicaux soignés dans les hôpitaux turcs, informations fournies aux combattants afin de faire massacrer des Kurdes, ennemis communs de l'État islamique et de la Turquie...

Le 31 décembre dernier, à la télévision, c'est dans une même indifférence générale qu'il adressait ses vœux à sa population : « Dans un système unitaire [comme le nôtre], un système présidentiel peut parfaitement exister. Il y a actuellement des exemples dans le monde et aussi des exemples dans l'histoire. Vous verrez l'exemple dans l'Allemagne de Hitler... » Moins de six mois plus tard, l'Union européenne décidait d'accélérer le processus d'adhésion. ● Arnaud Folch



Erdogan et Merkel.
La chancelière allemande
a tout cédé au président turc.

À Strasbourg l'année dernière, 12 000 partisans d'Erdogan étaient venus acclamer leur leader à l'occasion de sa visite en France.

VALEURS
ACTUELLES

N° 4147 DU 19 AU 25 MAI 2016

La Turquie à l'assaut de l'Europe



FREDERICK FLORIN/AFP

Une diaspora sous influence

Implantation

La communauté turque continue de s'étendre en Europe et compte quelque 5 millions de membres. Un enjeu pour Ankara qui refuse que le cordon soit rompu avec la mère patrie, favorisant la création de minighettos à travers le continent ainsi que l'installation d'une économie "parallèle".

Quand le président turc se déplace en Europe, il joue comme à domicile. À Lyon, le 21 juin 2014, alors premier ministre, en campagne pour l'AKP, il se félicitait que plus de 620 000 de ses compatriotes aient décidé de s'installer en France. À la moitié d'entre eux, qui sont binationaux, il adressait particulièrement ce message : « *N'oubliez pas votre culture, vos traditions et vos croyances [...]. Ne laissez pas vos enfants s'assimiler.* » Un propos qu'il avait déjà tenu un mois avant à Cologne, repro-

chant même au gouvernement allemand d'en faire trop pour l'intégration de la communauté turque. Ankara avait jusqu'alors maintenu la communauté hors du jeu, l'ancienne immigration des années 1960-1970 étant suspectée de "gauchisme". En mai 2015, il poursuivait dans la même veine à Strasbourg, devant 12 000 personnes, dénonçant « *une Europe rongée par la xénophobie, l'islamophobie et le racisme* ». Même chose en Allemagne, où la diaspora est,

Selon l'Insee, seuls 44 % des Franco-Turcs se sentent français. Le taux le plus bas parmi les immigrés...

avec plus de 3 millions de personnes, la plus importante du continent et compte près de 900 000 électeurs, votant en général pour le SPD. Un discours qui touche sa cible puisque, aux

élections législatives turques de 2015, l'AKP a remporté 50 % des suffrages de la diaspora dans ses grands fiefs de Strasbourg, Bordeaux, Paris, Rennes, Lyon, Nantes, Clermont-Ferrand, Sarcelles ou Villiers-le-Bel, dépassant de 10 % son score sur le sol turc.

Un signal venu de haut qui a une traduction de terrain pointée du doigt par la dernière étude Insee/Ined, "Trajectoires et origines", publiée fin 2015 mais réalisée en 2008-2009. Seuls 44 % des Franco-Turcs se disent "tout à fait d'accord" lorsqu'on leur demande s'ils se sentent français, le taux le plus bas parmi les populations immigrées. La télé et la langue parlée à la maison restent turques. Les chiffres frôlent la catastrophe pour le redoublement des classes (42 % en sixième), l'obtention du brevet des collèges et du bac, et l'accès à l'université. Les Franco-Turcs ont le plus fort taux de redoublement en primaire.

Cette tonalité toute particulière participe à maintenir en vase clos, que ce soit en France, en Belgique, en Autriche ou en Allemagne, une communauté forcée de vivre à la marge, favorisant le développement de plus en plus important d'une économie grise *via* les entreprises de construction, l'immobilier et les multiples enseignes de restauration "kebab", (près de 12 000 en France) mais aussi les trafics de drogue et d'armes. Un certain nombre de kebabs servent ainsi de couverture pour le blanchiment en tout genre. La Turquie elle-même connaît bien ce type de problèmes. Elle est la dernière au classement des pays de l'OCDE, avec une part de l'économie parallèle qui atteint, en 2015, 28 % du PIB selon une étude de l'université d'Istanbul. Un phénomène à suivre de près, d'autant que les réseaux islamistes ne sont jamais très loin de ce monde où ils trouvent un terrain naturel. ● A. C. ►

Communautarisme Les affrontements entre Turcs et Kurdes s'exportent

En Allemagne en particulier, les affrontements entre communautés turques et kurdes se font très violents. Le 10 avril dernier, la police anti-émeute a dû intervenir à Cologne, Nuremberg, Francfort et Stuttgart pour séparer les manifestants, ainsi qu'en France, à Montpellier. Le 16 septembre 2015, les manifestations

turques de Francfort ont dégénéré en chasse à l'homme anti-Kurde dans la ville, coups de couteau, bouteilles et barres de fer étaient au programme. En Belgique, les Kurdes manifestaient contre la visite de M. Erdogan à l'automne dernier, et en mars 2016, une tente du PKK a été incendiée à Bruxelles par les partisans

du président turc. En février, en Suède, un homme a été grièvement blessé par balles en marge d'un rassemblement pro-Kurdes qui se tenait dans la banlieue de Stockholm. Le même mois, devant la mosquée turque de Marignane, une cinquantaine de personnes se sont affrontées avant l'intervention de la police. A.C.

En Syrie, un convoi transportant le pétrole de Dae'ch à destination de la Turquie, bombardé par l'aviation russe.

La Turquie à l'assaut de l'Europe



COURTESY OF THE SYRIAN CIVIL DEFENSE

► Les liaisons dangereuses d'Erdogan

Trafics

Après les printemps arabes, l'opportunité de se servir des Frères musulmans comme d'un levier pour reformer l'Empire ottoman est apparue comme une évidence. Dans ce plan, marché noir, services secrets et islamisme étaient faits pour s'entendre.

C'est le sujet qui fâche. Deux journalistes du quotidien turc *Cumhuriyet* ont d'ailleurs payé le prix fort pour avoir révélé les liaisons dangereuses des services secrets turcs, le MIT, avec certains éléments islamistes, notamment Dae'ch en Syrie et en Irak, et bien sûr avec tous les courants des Frères musulmans, de la Tunisie à la Palestine en passant par le pouvoir éphémère de M. Morsi en Égypte. Les deux hommes, Can Dündar et Erdem Gül, ont été respectivement condamnés à cinq ans et dix mois et à cinq ans de détention par un tribunal d'Istanbul, le vendredi 6 mai. Ils risquaient la prison à vie pour avoir divulgué dans leurs articles les activités du MIT en soutien aux rebelles syriens. Un ultranationaliste turc a d'ailleurs tiré, sans l'atteindre, sur Can Dündar à sa sortie

du tribunal. « Je ne sais pas qui m'a attaqué, mais je sais qui l'a encouragé en faisant de moi une cible », a déclaré le journaliste. En plus de permettre à des groupes proches du pouvoir de s'enrichir, les trafics avec Dae'ch avaient l'avantage de maintenir la folie nihiliste de ce groupe en dehors des frontières turques, un choix qui a été aussi fait par certaines pétromonarchies.

Cette stratégie a également permis au conflit syrien de perdurer tant que les rebelles avaient accès à la frontière turque. Ce n'était d'ailleurs pas un secret si bien gardé, puisqu'un commandant de Dae'ch expliquait au *Washington Post*, le 12 août 2014, que « les renforts, les armes et les fournitures transitent par la Turquie ». Le 29 juillet 2014, la chaîne CNN Turk révélait que des militants de Dae'ch étaient formés dans le centre d'Istanbul, des vidéos étant même diffusées sur les sites Internet radicaux.

Par ailleurs, selon d'autres informations révélées, en décembre dernier, par le vice-ministre de la Défense russe, Anatoly Antonov, et confirmées par James Phillips, chercheur à la Heritage Foundation, les trafics sur le pétrole irakien vendu en Turquie se

La fourchette d'Erdogan est-elle assez longue pour manger avec le diable islamiste ?

chiffrent en millions de dollars et profitent à la famille du président turc – l'un des fils de M. Erdogan dirige l'une des principales compagnies énergétiques du pays et son gendre est ministre de l'Énergie. Des accusations démenties par le président turc.

Mais voilà, la fourchette d'Erdogan est-elle assez longue pour manger avec le *chaitan* islamiste ? L'attentat d'Istanbul, le 12 janvier, dans un quartier touristique de la capitale culturelle, a donné la réponse, forçant Ankara à modifier ses préférences, pourtant bien commodes, après la mort d'une dizaine de touristes pour la plupart allemands. L'armée turque – au mépris du droit international d'ailleurs, comme les pays occidentaux – intervient désormais sur le territoire syrien contre Dae'ch, qui faisait pourtant « bien le travail » contre les Kurdes. Car l'enjeu est aussi, pour les Turcs, de ne pas voir ces derniers créer une région autonome dans le nord de la Syrie, ce qui est le cauchemar absolu des stratèges d'Ankara, déjà engagés dans une guerre sans merci avec les militants indépendantistes du PKK, qu'ils nomment « terroristes », dans des zones où l'État turc refuse de recevoir des missions d'observation de l'Onu. ● A. C.

Diplomatie L'ennemi russe

Un tribunal turc a relaxé, le 11 mai, un membre des milices turkmènes du nord de la Syrie, qui avait été arrêté à Izmir pour une autre affaire. Il était jugé pour avoir tué le pilote russe Oleg Peshkov, qui avait réussi à s'éjecter du Su-24 abattu par la chasse turque en novembre dernier. Cette décision marque la volonté d'Ankara de ne pas arranger les choses avec Moscou. Jusqu'à ce que le Kremlin vienne au secours de la République arabe syrienne, dont M. Erdogan veut absolument la fin, la Turquie entretenait de bonnes relations avec la Russie, recevant 55 % de son gaz de ce partenaire. Les liens économiques se renforçaient et les projets d'oléoducs et gazoducs en étaient le corollaire. De son côté, la Russie n'a pas hésité, le moment venu, à dénoncer les trafics de pétrole irakien entre des proches de M. Erdogan et Dae'ch, fournissant d'ailleurs les photos de la destruction de convois de pétrole par l'aviation russe à la frontière turque. Début avril, l'Azerbaïdjan avait reçu le soutien public de la Turquie dans la reprise des combats contre l'Arménie. A. C.